STYLES
■ La mode en capitales

Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 16578 – 7,50 F – 1,13 EURO — SAMEDI 16 MAI 1998 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Climat de fin de règne en Indonésie

● Emeutes et pillages ont embrasé la capitale, Djakarta, faisant près de 500 morts dans des incendies ● Le président Suharto s'accroche au pouvoir ● L'opposition tente d'unir ses forces pour obtenir son départ ● L'économie est paralysée et les étrangers commencent à quitter le pays

INTERROMPANT son séjour en Egypte, le président indonésien, Suharto, est précipitamment rentré, vendredi 15 mai à l'aube, à Djakarta en proie au chaos où 500 personnes, selon notre envoyé spécial, auraient *péri dans des incendies déclenchés* par des pillards dans plusieurs centres commerciaux de la capitale. Le général-président tente de s'accrocher au pouvoir et a demandé à ses ministres de *« prendre des mesures contre les criminels et les émeutiers »*. De son côté, l'opposition tente d'unir ses forces pour obtenir le *départ du vieux dictateur*, âgé de soixante-seize ans. Un *« conseil du peuple »* a été créé par le chef musulman, Amien Raïs, tandis que l'armée, principal soutien du régime, est généralement restée passive face aux émeutiers.

La population craint que les militaires se divisent entre partisans du régime et opposition. *Jamais*, en trente-deux ans de « règne » de M. Suharto, l'Indonésie n'avait connu une telle crise qui, depuis l'effondrement de la roupie et la déroute économique du plus grand pays musulman de la planète, n'a cessé d'empirer. Elle semble désormais avoir échappé au contrôle du pouvoir. Pour l'heure, l'espoir subsiste d'une transition négociée, le président ayant laissé entendre qu'il pourrait démissionner si l'Assemblée, qui lui est acquise, le lui demandait.

La communauté chinoise, qui s'est souvent retrouvée en position de bouc émissaire dans l'histoire agitée du pays, est de nouveau la cible des émeutiers et tente de fuir ou d'organiser sa défense dans les quartiers où elle est majoritaire. Plusieurs commerçants chinois sont morts lors des pillages de leurs magasins. L'économie est à l'arrêt. La Bourse est fermée. Plusieurs ambassades – dont celle des Etats-Unis – et de grandes entreprises étrangères ont commencé à évacuer leurs personnels du pays.



Lire page 2

L'Alliance de la droite

■ Philippe Séguin et François Léotard organisent l'union entre RPR et UDF

■ L'Alliance veut rassembler la droite républicaine et rejette « toute compromission » avec le FN

■ L'Elysée se félicite de la naissance de cette « organisation confédérale »

Lire pages 6 et 7

SIPA

■ Frank Sinatra n'est plus

Le *« crooner aux yeux bleus »* est décédé vendredi 15 mai à Los Angeles, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Tout sur le chanteur, l'acteur, l'ami des Kennedy et de la Mafia; p. 28 et 29 et « Cannes 98 » p. 30 et 31

■ Palestine : les morts de la « Nakbah »

Neuf Palestiniens ont été tués à Gaza par l'armée israélienne au cours des émeutes qui ont marqué, jeudi 14 mai, la commémoration de la « catastrophe » (la création de l'Etat d'Israël en 1948, pour les Palestiniens). p. 3 et notre éditorial p.14

■ Yann Piat face au milieu

L'audition de Daniel Savastano, ancien ami du caïd local Jean-Louis Fargette, a laissé entrevoir l'exaspération du milieu local contre la députée. p. 8


CLAUDE DITYVON

■ Mai 68, le roman

Onzième épisode du roman-feuilleton de Patrick Rambaud consacré à Mai 68. Mercredi 15 mai : l'Université est paralysée, les examens reportés ou annulés. Renault-Cléon entre dans la grève. p. 12 et 13

■ Ouverture à Air France

Un entretien avec son président, Jean-Cyril Spinetta, qui fait de nouvelles propositions aux pilotes après leur refus d'une baisse des rémunérations en échange d'actions de la compagnie. p.16

■ Rugby en finale

Les Perpignanais de l'USAP auront attendu vingt et un ans pour disputer une nouvelle finale du championnat de France de rugby, samedi 16 mai, contre les Parisiens du Stade français-CASG. p. 25

■ La météo à sept jours

A partir de dimanche 17 mai, les bulletins de Météo-France comprendront des prévisions à sept jours, contre cinq auparavant. p. 26

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 516 - 7,50 F

Les mineurs cégétistes de Lens jouent « Les Virtuoses » à l'envers

LENS
de notre envoyée spéciale

C'est un remake des *Virtuoses*, mais à la *française*, sans fanfare ni happy end. Une histoire de l'après-charbon, une querelle entre syndicalistes communistes. La maison des mineurs de Lens, construite en 1907 après les 1 200 morts de la catastrophe de Courrières, classée monument historique en janvier 1997, est devenue, *depuis lundi*, le théâtre d'une âpre bataille de pouvoir. Avec, en toile de fond, le 46e congrès de la CGT, en janvier prochain, et les tentations de rupture avec le Parti de certains communistes de la puissante fédération du Pas-de-Calais.

L'affiche des *Virtuoses*, le film de Mark Herman qui raconte la détresse, la lutte, les joies des mineurs du nord de l'Angleterre, est restée, *punaisée, dans le hall de la belle bâtisse*. Mais la maison des mineurs, qui vient d'être investie par des « durs » de la CGT et du PCF, est sens dessus dessous.

Le 11 mai, Norbert Fouquard et Raymond Frackowiack ont convoqué en urgence un congrès extraordinaire et fait proclamer *« la dissolution de l'Union régionale des syndicats de mineurs »* (URSM-CGT, neuf syndicats et environ 9 000 adhérents), dirigée par Marcel Barrois depuis le début des années 60 et la *« dévolution de ses biens »*. Puis ils ont investi, avec des huissiers, la maison des mineurs. M. Barrois et Louis Bemberek, le secrétaire général, ont dû quitter les lieux. Les serrures de leurs bureaux ont été changées. La porte communiquant avec l'imprimerie où se sont réfugiés les destitués est *fermée par un bélier. Le soir, on échange des* injures. Aux portes, des « camarades » montent la garde.

A Lens, où chacun compte au moins un grand-père mineur, l'émoi est vif. *La Tribune des mineurs*, qui diffuse 6 000 exemplaires chaque semaine, a choisi son camp, avec ce titre en première page : *« Ils ont osé ! »* Les dirigeants de la nouvelle *« coordination »* parlent de *« réorganisation »*. *« La direction avait tendance à tirer vers le bas la couverture sociale et le montant des retraites, à menacer le loyer gratuit garanti aux veuves »*, affirme Marc Beugin, représentant de l'union départementale CGT du Pas-de-Calais. *« Il n'y a rien de politique »*, assure M. Frackowiak. Avec ses amis, ils jurent qu'ils n'ont *« aucun grief contre le camarade Barrois »*. Simplement, *« dans cette maison, on utilisait l'argent du syndicat pour faire tourner les associations »*. En ligne de mire : l'association Mémoires et cultures, grande fierté de M. Barrois, qui, selon eux, détournerait les travailleurs des vraies luttes et des vrais objectifs des syndicats.

« A Paris, la fédé dit : " La mine, c'est la vie ". *Ici, tout le monde rigole*, fulmine M. Barrois. *Nous, on veut pas rester à crever tout seuls dans la baraque. On veut qu'il existe une relève, la mémoire, des valeurs. » « Jamais, jamais je n'ai vu de telles méthodes factieuses. C'est Moscou !*, s'indigne l'ancien conseiller régional communiste. *En ligne de fond, il y a bien sûr le congrès de la CGT, et une possible scission au sein du Parti. »*. Marcel Barrois se pince : *« Je ne peux pas croire que la direction confédérale couvre ça. »*

Par courrier, François Duteil, secrétaire de la Conféraltion, a assuré la nouvelle direction de Lens de son soutien. *L'Humanité* n'a rien dit. A Montreuil et à Paris, place du Colonel-Fabien, les directions de la CGT et du PCF se taisent.

Ariane Chemin

R.-O. D./VU

L'été au large

MODE, beauté, accessoires pour elle et pour lui : les tendances de l'été sont dans ce nouveau supplément « Styles » du *Monde* dédié au voyage. Une échappée belle en douze pages pour découvrir les essentiels de l'été, des maillots de bain aux eaux sans alcool... L'occasion de prendre le large, de Manhattan à Rome.

Lire notre cahier spécial

Jean-Marie Messier, le pari de la communication

LE PREMIER GROUPE de communication français, Havas, devait officiellement être phagocyté, vendredi 15 mai, par son principal actionnaire, la Compagnie générale des eaux, rebaptisée Vivendi. Depuis sa nomination, Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, a toujours voulu créer des cloisons étanches entre les groupes ayant accès à des marchés publics – comme Bouygues ou la Compagnie générale des eaux – et leurs filiales présentes dans le domaine de la télévision. Or, à l'issue de cette opération de fusion, le seul groupe de médias français qui aurait pu rester indépendant devient une filiale à 100 % de l'un des premiers groupes privés français, tandis que Canal Plus resserrera encore ses liens avec Vivendi. Aurait-on pu mieux administrer la preuve qu'une loi sur l'audiovisuel est nécessaire ?

Jean-Marie Messier, président de Vivendi, a réussi à habiller cette acquisition financière en déployant une habile stratégie de communication. Il a ainsi présenté l'acquisition d'Havas à travers un vocable vague, séduisant et très à la mode, parlant de *« convergence »* pour ce qui aurait été naguère une synergie entre médias, multimédia et télécommunications. Une grande réconciliation entre contenants et contenus qu'il a lui-même qualifiée, sur toutes les télévisions, de *« dream team »*, référence quelque peu ésotérique à l'équipe américaine de basket-ball aux Jeux olympiques de 1992 et 1996. D'autant qu'à l'exception de General Electric nombre de ces mariages de rêve aux Etats-Unis n'ont guère réussi ces dernières années.

En témoignent la tentative avortée de fusion entre le câblo-opérateur TCI et l'opérateur de télécommunications Bell Atlantic en 1994, le recentrage de Westinghouse sur son pôle télévisuel CBS, l'abandon par US West de son pôle câble et audiovisuel ou encore l'éclatement d'un géant comme AT&T en plusieurs filiales, et la vente de ses parts dans le bouquet satellitaire DirecTv. Ces séparations ont d'ailleurs toutes été saluées par les investisseurs, de moins en moins amateurs de conglomérats très dispersés.

Nicole Vulser

Lire la suite page 14

Sursis pour Microsoft


BILL GATES

L'ENFANT prodige de l'informatique américaine, Bill Gates, a échappé provisoirement, jeudi 14 mai, au lancement d'une procédure antitrust contre sa société, Microsoft. La justice américaine a accepté de négocier un accord amiable avec le groupe de logiciels. Celui-ci doit réaménager ses produits pour laisser vivre ses concurrents.

Lire page 21

International 2 — Bourse 24
France 6 — Aujourd'hui 25
Société 9 — Météorologie, jeux 27
Carnet 10 — Culture 28
Régions 11 — Guide culturel 32
Horizons 12 — Kiosque 33
Entreprises 16 — Abonnements 33
Communication 23 — Radio-Télévision 34

INDONÉSIE **Djakarta a connu, jeudi 14 mai, les pires heures des trente-deux ans de « règne » du président Suharto. *Emeutiers et pillards* ont dévasté plusieurs centres commerciaux de la capitale indonésienne devant une armée dépassée les événements. La minorité *chinoise*, traditionnellement bouc émissaire, a de nouveau été la cible des violences. ● INTERROMPANT une visite au Caire, M. Suharto est rentré à Djakarta, vendredi matin à l'aube. Le *général-président*, a demandé à ses ministres de *« prendre des mesures contre les criminels et les émeutiers »*. ● LE PRÉSIDENT, âgé de soixante-seize ans, entend *s'accrocher au pouvoir*, bien qu'un climat de fin de règne semble s'installer à Djakarta. Alors que l'armée, principale force du pays, semble hésiter à intervenir, l'opposition s'unit pour demander le départ de M. Suharto.**

Le président Suharto tente de reprendre le contrôle de Djakarta livrée au chaos

Cinq cents personnes auraient péri dans des incendies de centres commerciaux alors que pillages et émeutes se sont poursuivis dans la capitale. L'opposition prépare de nouvelles manifestations contre le régime

DJAKARTA
de notre envoyé spécial

En regagnant la capitale indonésienne, vendredi 15 mai, après six *jours en Egypte, le président* Suharto a retrouvé une ville quadrillée par des blindés qui a sombré la veille dans l'anarchie. Le chaos a été exploité par des vandales qui ont incendié, détruit, pillé tout ce qui se trouvait sur leur chemin. Les forces de l'ordre, l'arme au pied, ont semblé, la plupart du temps, dépassées. Rencontrant ses principaux ministres dès son arrivée, le président indonésien leur a aussitôt ordonné *de « prendre des mesures contre les criminels et les émeutiers »*, a annoncé son ministre de l'information, Muhammad Alwi Dahlan.

REPORTAGE
La plus terrible journée de Djakarta depuis le début du règne Suharto

Les Djakartanais ont donné libre cours, jeudi, à leurs frustrations. D'énormes colonnes de fumée *noire signalaient, ici et là*, des incendies. La ville s'est retrouvée au bord de la paralysie. Des pillards ont terrorisé, dans le nord de la ville, une communauté chinoise qui s'est réfugiée dans les grands hôtels ou a gagné l'aéroport, y semant un début de panique.

En milieu de journée, après avoir arraché des barrières et les lampadaires du boulevard Salemba Raya, des jeunes gens ont mis le feu à des véhicules qu'ils venaient d'extraire d'une salle d'exposition. Elles sont produites par un conglomérat présidé par Bambang Trihamotjo, le deuxième fils *de M. Suharto. La foule applaudit.* Autre cible privilégiée : la Timor, voiture « nationale », fabriquée par le sud-coréen Kia pour le compte de Hutomo Mandala Putra, dit « Tommy », fils cadet de Suharto. L'arme au pied, les « bérets rouges », les fusiliers-marins, *laissent faire. Ils ont été acclamés* à leur arrivée après avoir rangé boucliers et casques dans leurs camions. Si les « bérets bleus » de l'armée de terre, venus de l'autre côté du boulevard, ont reçu un accueil identique, ce n'est pas le cas de la police anti-émeutes, dont un léger détachement, mal à l'aise, stationne devant l'université d'Indonésie.

Bientôt, un immeuble voisin déserté est incendié. C'est le siège du ministère des affaires sociales que M. Suharto a confié, en mars, à sa fille aînée, Siti Hardyanti Rukmana, dit « Tutut ». *« Tout ne changera pas en un jour, mais le processus est en marche »*, dit un ingénieur au chômage. *« Les Philippins ont subi vingt années de Marcos. Nous, cela fait trente-deux ans. J'en ai assez. Nous nous battons pour la vérité, la justice et la démocratie »*, explique un vieux spectateur.

A cinq cents mètres de là, sur le boulevard Diponegoro, haut lieu de la contestation politique, les habitants dévalisent un petit centre commercial. Ils partent poussant leurs chariots surchargés ou sac au dos. Les vitres des boutiques sont brisées. Des jeunes s'acharnent à en tordre les grilles. Le commissariat de police, de l'autre côté de la rue, finit de se consumer. A sa porte gisent les carcasses de six autobus calcinés et d'une demi-douzaine de taxis éventrés. Des jeunes gens, l'air mauvais, retournent une camionnette avant d'y mettre le feu. *Aucun uniforme n'est en vue. Les ha*bitants du quartier résidentiel voisin sont barricadés chez eux.

Les étudiants de l'université d'Indonésie, à l'angle des deux boulevards, refusent de sortir en dépit des appels répétés de la foule. *« Nous n'avons rien à voir avec cela. Nous ne sommes pas d'accord avec les attaques contre les Chinois »*, explique l'un de ces étudiants qui porte, comme tous les autres, un brassard noir à la mémoire de six camarades tués par balles, mardi, à l'université Trisakti. D'ailleurs, les drapeaux, y compris ceux de bâtiments officiels, sont en berne en signe de deuil. *« Un mort, mille se lèvent »*, peut-on lire sur une banderole déployée par les élèves d'une école d'administration. Certains d'entre eux tentent une sortie, mais leur service d'ordre les rappelle et ils y renoncent.

L'ARRIVÉE DES BLINDÉS

Entre-temps, d'autres quartiers sont le théâtre de scènes *impensables voilà encore quelques* jours. La résidence du patriarche chinois, Liem Sioe Long, patron du groupe Salim et vieil ami de Suharto, est saccagée et cinq voitures y sont détruites. Deux sièges de la banque BCA, propriété du groupe Salim et de certains enfants de Suharto, brûlent. Dans d'autres banques, les distributeurs automatiques de billets sont pillés, le reste mis à sac. Le quartier commerçant chinois de Glodok, dans le nord, est dévasté. Des informations font état de neuf morts.

Toujours dans le nord, les *Chinois ont eux-mêmes organisé* la défense de Pluit, un quartier résidentiel luxueux sur la mer de Java. Des vigiles armés de barres d'acier et de couteaux montent la garde derrière des barricades. *« Nous sommes chinois, l'armée et la police ne nous défendent pas. Nous le faisons nous-mêmes »*, expliquent-ils. A Grogol, autre quartier à dominante chinoise, pillages et destructions vont bon train. *« Les gens pensent*, dit un ingénieur, *que les Chinois ont été les principaux bénéficiaires du régime »*, ce qui n'est pas entièrement vrai.

En milieu d'après-midi, le général Wiranto, ministre de la défense et chef des forces armées, déclare que l'armée *« garde le contrôle »* de la situation à Djakarta et qu'un couvre-feu, souhaité par beaucoup de gens, ne s'impose pas. Les écoles demeurent ouvertes. *« Les forces armées*, dit-il, *agissent toujours dans l'intérêt du peuple »*, ce qui laisse une porte ouverte. Il annonce que trois soldats ont été tués la veille. Un autre soldat a été tué jeudi.

A la tombée de la nuit, des blindés prennent position dans le centre d'affaires. A l'aide d'un haut-parleur, un militaire annonce que l'armée met à la disposition des employés, privés de tout transport, des camions pour les *ramener chez eux*. Beaucoup passeront la nuit sur place. L'autoroute qui mène du centre-ville à l'aéroport a été fermée, des bandits rançonnant les automobilistes ou jetant des pierres sur les véhicules. La nuit retombe sur Djakarta qui vient de connaître sa journée la plus terrible depuis trente-deux ans, depuis le début du règne de M. Suharto.

Jean-Claude Pomonti

500 morts dans des incendies de grands magasins

Environ cinq cents personnes ont péri, dans la nuit du jeudi 14 au vendredi 15 mai, dans des incendies de plusieurs centres commerciaux de Djakarta livrés au pillage. La plupart des victimes sont des pillards. Un premier incendie s'était déclaré dans le grand magasin Yogya, à Klender, une banlieue à l'est de la capitale. Cent soixante-dix personnes auraient trouvé la mort dans le sinistre. Le feu avait commencé à gagner les étages de cet établissement, jeudi en début d'après-midi, mais les pompiers ne sont arrivés sur place que vers minuit en raison des pillages et des émeutes qui ont dévasté la ville. Un deuxième incendie s'est déclaré dans un centre commercial dans le nord de la capitale indonésienne faisant au moins trente-six morts. Au sud, trois cents personnes seraient mortes dans un troisième incendie, celui du grand magasin Ramayana. Vendredi matin, notre envoyé spécial s'est rendu à la morgue de la ville où avaient déjà été conduits deux cent cinq cadavres. – *(AFP.)*

La communauté chinoise, cible des émeutiers

Plusieurs Indonésiens d'origine chinoise ont péri dans l'incendie de leurs magasins lors des émeutes de ces derniers jours. Représentant entre 3 % et 4 % d'une population de 202 millions, les Chinois dominent le commerce et l'industrie. Les petits commerçants sont souvent les boucs émissaires d'une population à 90 % musulmane, appauvrie, excédée par les hausses de prix, qui les accuse de spéculer et de faire des stocks. Si les plus riches, parfois proches du président Suharto, ont les moyens de se protéger et de quitter le pays, les plus modestes n'ont souvent pas d'autre choix que de fermer leurs magasins en attendant la fin des violences ou de tout perdre en fuyant. En 1965-1966, lors de la grande répression contre les communistes, une partie importante des centaines de milliers d'Indonésiens qui avaient été tués étaient d'origine chinoise. La Chine avait alors envoyé des bateaux au large de l'Indonésie pour recueillir ceux qui tentaient de fuir.

Quelques dates de la crise

● **11 mars 1966** : le président Sukarno est déposé. Le général Suharto prend le pouvoir. Il sera intronisé président en 1968.
● ***Janvier 1998*** : *la crise asiatique* provoque l'effondrement de la roupie indonésienne, qui entraîne dans son sillage les autres monnaies de la région.
● **15 janvier** : le président Suharto *signe le plan de réformes* structurelles présenté par le FMI.
● **2 février** : les émeutes liées à la hausse des prix s'étendent à Java et aux Célèbes. Des manifestants sont tués dans l'île de Lombok.
● **10 mars** : le président Suharto est *« réélu »* par acclamations à l'Assemblée consultative du peuple.
● **1er mai** : M. Suharto déclare qu'aucune réforme politique n'aura lieu avant la fin de son mandat, en 2003.
● **4 mai** : des émeutes éclatent dans plusieurs villes, tandis que les étudiants continuent de manifester sur les campus.
● **6 mai** : cinq personnes sont tuées lors d'émeutes à Médan, dans l'île de Sumatra.
● **12 mai** : les forces de l'ordre ouvrent le feu sur des manifestants, faisant au moins six morts parmi les étudiants manifestant à la sortie de l'université de Djakarta.

Une fin de règne qui est entrée dans une phase extrêmement délicate

DJAKARTA
de notre envoyé spécial

Les manifestations contre le président Suharto avaient débuté, fin février, sur la plupart des cam*pus universitaires d'un archipel qui* s'étale sur quelque 5 000 kilomètres. Les plus grands rassemblements avaient eu lieu en province. De leur côté, les premières émeutes, provoquées par une *hausse brutale des prix, le 5 mai*, s'étaient déroulées à Medan, la grande métropole du nord de Sumatra. Cette fois, avec la mort de six étudiants, mardi et les émeutes de jeudi, la crise est revenue là où elle se dénouera bien un jour, à Djakarta, où un calme apparent prévalait vendredi matin.

Il est possible que les forces armées aient choisi de laisser la vapeur s'échapper, donnant ainsi l'occasion aux « braves gens » de mieux soupeser ce qui les attend si l'« ordre » n'est pas rétabli rapidement. Mais il est également possible qu'elles se soient senties dépassées par des bouffées de violence et d'exaspération qui ont fait tâche d'huile. Tout en estimant que la situation est *« encore sous contrôle »*, le général Wiranto, ministre de la défense, aurait donc pris acte des moyens limités de forces de l'ordre, dispersées depuis des semaines dans de nombreuses villes pour y contenir l'opposition étudiante. Le bilan, toutefois, est lourd. Djakarta, une agglomération de douze millions d'habitants, a été paralysée pendant vingt-quatre heures, la monnaie s'ef*fondre et l'autorité du président* Suharto se dilue au fil des jours. Les milieux d'affaires, pour leur part, souhaitent qu'on tourne rapidement la page. Redoutant une éruption de colère, les généraux *semblent hésiter* à prendre des mesures de fermeté même s'ils continuent, ce qui semble le cas, de soutenir M. Suharto.

Comment sortir de l'ornière quand les nerfs sont assez à vif pour que, dans les banlieues de Djakarta, les attroupements de gens, attendant des transports qui ne viennent plus, débouchent sur l'émeute ? Avant de regagner Djakarta, pour mettre fin à des rumeurs sur une éventuelle démission, le chef de *l'Etat indonésien a fait savoir qu'il* n'accepterait qu'un transfert *« constitutionnel »* du pouvoir. Il s'agirait donc, le cas échéant et si nécessaire, de réunir l'Assemblée consultative du peuple, dont la ma*jorité des membres sont choisis* par M. Suharto et qui l'a réélu à la présidence, par acclamations, le 10 mars. Et il faudrait que cette Assemblée lui retire son mandat et le confie à quelqu'un d'autre.

Excluant tout autre processus, le vieux lutteur va donc tenter de sauver ce qui peut l'être de sa présidence. Qu'il ait choisi de rétablir son autorité figure donc, en bonne place, dans le tableau. En tout cas, voilà ce que M. Suharto proposera, *dès vendredi, à des généraux dont* la majorité, ayant vécu les récents événements, ne semble pas miser sur l'éventuel succès d'une démonstration de force. Les discussions s'annoncent donc serrées *avec notamment deux officiers qui* occupent des positions-clés : le général Wiranto, qui est aussi le commandant-en-chef des forces armées et fut un ancien aide-de-camp de M. Suharto ; et le général Prabowo Subianto, commandant des réserves stratégiques, unité d'élite de trente mille hommes, gendre du président et fils d'un opposant déterminé.

L'équation s'annonce d'autant plus difficile à résoudre qu'une opposition politique existe désormais, ce qui n'était pas encore le cas quand le général Suharto a été réélu voilà moins de trois mois. Même si elle semble disparate, elle s'accorde pour réclamer la démission du président. Elaborée sur les campus universitaires, au cours de trois mois de manifestations de plus en plus intenses, elle ne peut plus faire marche arrière. Même si aucun chef de l'opposition ne fait l'unanimité, des figures commencent à s'imposer, tel Amien Raïs, dirigeant de la Muhammadiyah, organisation musulmane, et qui a pris, jeudi, la tête d'un *« conseil populaire »*, ainsi que Megawati Sukarnoputri, fille de feu Sukarno; Emil Salim, économiste respecté, ou encore Ali Sadikin, l'ancien maire de Djakarta. Tous ont des profils de modérés.

A l'initiative du premier, cette opposition projette de grands rassemblements le 20 mai contre le ré*gime. La pression sur le pouvoir* ne devrait donc pas se relâcher, les étudiants ayant eu la sagesse ou le courage de ne pas descendre dans la rue jeudi, quand Djakarta a été mise à sac par des vandales que les foules ne désapprouvaient pas quand ils s'en prenaient aux symboles du pouvoir ou aux biens de l'entourage et de la famille du président.

Cette fin de règne, en Indonésie, est entrée cette semaine dans sa phase la plus tendue et la plus délicate. On ne peut exclure un baroud d'honneur. Les gens redoutent les conséquences catastrophiques d'éventuelles divisions au sein des forces armées. Organiser une transition souple n'est pas encore le voeu de tous. Et pourtant, la population espère, avec une intensité qu'on imagine mal à l'étranger, que le cauchemar prenne fin sans attendre que le pire se produise.

J.-C. P.

Banques et entreprises ferment leurs portes

Les marchés financiers étaient paralysés vendredi à Djakarta, les banques et la plupart des entreprises ayant été contraintes de fermer leurs portes en raison des émeutes. La banque centrale a annoncé la suspension de toutes les transactions bancaires, opérations de change incluses, ce qui a pratiquement gelé toute possibilité d'échanges commerciaux et accentué la volatilité de la monnaie. La roupie avait gagné 15 % vendredi en début de matinée à 10 800 pour 1 dollar contre 11 570 à la fermeture la veille, les opérateurs misant sur le maintien des taux d'intérêt élevés pour contenir l'inflation.

La plupart des usines d'électronique japonaises ont été fermées. Plusieurs grandes sociétés occidentales ont commencé à évacuer leurs employés, comme le groupe industriel franco-britannique GEC-Alsthom, le français Lyonnaise des Eaux et le géant des cosmétiques L'Oréal ou le géant pétrolier américain Conoco qui a affrété un vol spécial en direction de Singapour. – *(Bloomberg, AFP.)*

Neuf Palestiniens ont été tués par Tsahal lors de la commémoration de la « Nakbah »

L'anniversaire de la création d'Israël a dégénéré en émeutes

La commémoration de la *Nakbah*, la « catastrophe », comme les Palestiniens qualifient la création d'Israël, il y a 50 ans, a été marquée jeudi 14 mai par de très graves affrontements avec l'armée israélienne. A *Washington* le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a à nouveau rejeté les dernières propositions américaines pour relancer le processus de paix. *(Lire aussi notre éditorial page 14.)*

(Lire aussi notre éditorial page 14.)

RAMALLAH
de notre envoyé spécial

Des pierres, des balles, des morts, et les chars d'assaut d'Israël reprenant jeudi soir 14 mai leurs positions autour des enclaves autonomes palestiniennes. Neuf victimes, dont un enfant de huit ans, Salem Abit, et près de deux cents blessés dont une demi-douzaine très grièvement : tel est le bilan d'une journée commémorative qui se voulait *« festive »*, *« parce qu'emblématique de la survivance d'un peuple »*.

Directeur de la télévision palestinienne autonome en Cisjordanie, Radwane Abou Ayache était pourtant sûr que cette journée se déroulerait sans heurts. C'était la journée de ce que les Palestiniens appellent la *Nakbah*, la « catastrophe » qui a frappé les autochtones arabes en 1948 avec la création d'Israël en Palestine, la destruction systématique de 450 de leurs villages et l'expulsion d'au moins la moitié d'entre eux (sept cent mille réfugiés qui sont aujourd'hui près de trois millions).

Selon Radwane Abou Ayache, il n'y aurait *« pas d'affrontements avec la force occupante »*. D'abord parce que Yasser Arafat et tous ses gouverneurs de régions l'avaient expressément interdit, comme l'indiquaient les journaux du matin, et parce que les officiers avaient *« conclu un arrangement »* avec leurs homologues israéliens pour que ceux-ci *« ne montrent pas trop leur force, de manière à éviter toute provocation inutile »*. De fait, jusqu'aux environs de midi, la situation fut relativement calme.

Dans la partie autonome de la bande de Gaza et dans les huit enclaves arabes « libérées » de la Cisjordanie occupée, des dizaines et des dizaines de milliers de Palestiniens, répondant à l'appel des autorités, s'étaient rassemblés avec force banderoles et calicots pour entendre des discours pré-enregistrés de M. Arafat et du poète national Mahmoud Darwish. Allocutions politiques et militantes certes, appelant notamment Israël à *« reconnaître sa responsabilité dans la tragédie palestinienne »* et à laisser *« le peuple martyr »* trouver *« sa place au soleil »* et se reconstruire un avenir avec *« un Etat libre »* sur les derniers 20 % non-israéliens (Gaza et Cisjordanie) de l'ancienne Palestine mandataire. Mais des discours appelant aussi *« à la patience »*, sans incitations à l'émeute, ni menaces.

Et puis, passé midi, après qu'un peu partout dans leurs territoires, les Palestiniens eurent observé, mains jointes et tête baissée, une minute de silence à la mémoire des milliers d'entre eux qui sont tombés depuis cinquante ans en luttant contre Israël, les choses ont commencé à se gâter. A Gaza, près de Morag, l'une des 19 colonies juives qui, avec moins de cinq mille habitants, occupent encore 40 % de ce territoire surpeuplé par un million de Palestiniens, l'armée israélienne a ouvert le feu à balles réelles.

Motif, fourni plus tard par un porte-parole de l'armée : *« La police palestinienne a tiré sur deux de nos jeeps. »* *« Pur mensonge !*, répliquera le général Ghazi Jabali, *ce sont eux qui ont tiré sur nos hommes alors que ceux-ci essayaient de contrôler les jeunes manifestants qui voulaient s'approcher de Morag »*. Une seule chose est sûre : c'est après que les deux jeeps soient rentrées à Morag pour revenir quelques minutes plus tard accompagnées de deux gros blindés, que les affrontements ont redoublé, que le petit Salem Abit a été tué, et que la nouvelle, qui s'est répandue comme une traînée de poudre à travers les territoires, a enflammé les manifestations.

PROJECTILES RÉELS

A Ramallah, environ deux cents jeunes ont cherché l'affrontement à la sortie de la ville. Ils n'ont eu aucun mal à le trouver. Les soldats israéliens qui, depuis au moins deux mois, brillaient par leur absence à la sortie sud de la ville, étaient présents en force ce jour-là. N'eût-il pas été plus opportun de laisser sans soldats les dix kilomètres de collines palestiniennes qui séparent Ramallah de Jérusalem-est ? *« Désolés, nous avons reçu des ordres »*, fut-il répondu.

Pneus enflammés, jets de pierres. Ripostes à coups de grenades assourdissantes, de gaz lacrymogènes et de tirs à balles « caoutchoutées ». Le rite, qui réapparaît de plus en plus souvent à mesure que la pression israélienne, celle des colons et celle des soldats qui les protègent, s'accentue, est bien connu. Cachés derrière des arbres et dans les encoignures des bâtiments qui surplombent d'une dizaine de mètres l'entrée de Ramallah, des tireurs d'élite israéliens, l'oeil dans le viseur, choisissent tranquillement leur cible dans la foule en contrebas et appuient régulièrement sur la détente. Chaque fois ou presque, un gamin s'effondre, et une ambulance palestinienne déboule aussitôt, toutes sirènes hurlantes, pour ramasser l'infortuné.

Selon l'armée, les balles réelles n'ont été utilisées jeudi qu'à Gaza. Mais les médecins palestiniens qui ont dû lancer plusieurs appels à des dons de sang pour faire face à l'afflux de blessés à Ramallah, à Bethléem ou à Hébron, où les affrontements ont été les plus violents depuis un an, ont extrait aussi pas mal de projectiles réels. Une douille, ramassée à Ramallah près d'un groupe de tireurs embusqués, le confirme : y compris en Cisjordanie, où le général israélien Itzhak Eytan confirmait le soir à la télévision que *« les forces palestiniennes n'ont pas tiré une seule balle contre nous »* et même qu'ils *« ont coopéré »*, certains soldats ne se sont pas gênés pour faire un carton sur des jeunes désarmés. *« Cinquante ans après*, résumait une banderole sur la place des lumières à Ramallah, *la Nakbah palestinienne continue »*.

Patrice Claude

L'administration américaine impuissante face à M. Nétanyahou

WASHINGTON
de notre correspondant

La flambée de violence à Gaza et en Cisjordanie a pesé sur les entretiens, jeudi 14 mai, entre Benyamin Nétanyahou et Madeleine Albright, sans pour autant amener le premier ministre israélien à accepter le compromis américain sur un nouveau retrait de l'armée israélienne de 13,1 % des territoires occupés. A l'issue de deux heures d'entretiens, les deux parties ont insisté sur la poursuite des discussions, à Washington, entre experts, avec le souci manifeste d'atténuer une déception inévitable.

M. Nétanyahou va à présent poursuivre le cours de sa tournée américaine. Celle-ci, comme initialement prévu, a pour objet de mobiliser les milieux politiques et la communauté américano-juive, afin d'amener l'administration Clinton à une attitude plus conciliante à son égard. Tout porte à croire qu'avant même la fin de son séjour, ce résultat a été partiellement atteint. M. Nétanyahou peut se féliciter d'un changement de ton de l'administration américaine. En fixant *de facto* un ultimatum à un accord israélo-palestinien, la diplomatie américaine avait provoqué une levée de boucliers au Congrès et irrité les puissantes organisations juives qui poursuivent depuis plusieurs semaines une intense campagne médiatique afin d'obliger l'administration à renoncer à faire pression sur l'Etat juif.

La Maison Blanche a été en partie rassurée par les résultats d'un sondage soulignant que 80 % des juifs américains soutiennent ses efforts pour ranimer le processus de paix, mais elle a cependant compris le message que lui ont adressé les principales organisations contrôlant le lobby juif, dont le soutien politique et financier est indispensable au parti démocrate en période électorale. Le département d'Etat a ainsi « corrigé le tir » au cours de ces derniers jours. Mais les précautions oratoires ne peuvent faire illusion : Yasser Arafat ayant déjà accepté les propositions américaines, c'est bien M. Nétanyahou qui est implicitement accusé de manoeuvres dilatoires.

Laurent Zecchini

Les accords d'Oslo en échec

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Deux semaines après les fastueuses célébrations qui ont marqué le jubilé d'Israël, les Palestiniens ont

ANALYSE

Les concessions demandées à Israël sont bien éloignées des espoirs palestiniens

à leur tour tenté, jeudi 14 mai, de se rappeler au bon souvenir de la puissance occupante et de la communauté internationale. Cinquante ans après, nous sommes toujours là, sans patrie, sans Etat, pratiquement sans droit, mais toujours plus nombreux et plus décidés que jamais à exister, chez nous, sur notre terre, dans la liberté et en paix aux côtés d'Israël, si l'on nous y aide : voilà ce que fut la substance des discours de Yasser Arafat et de Mahmoud Darwish diffusés en ce jour anniversaire sur toutes les places publiques de Gaza et de Cisjordanie.

« Campagne d'incitation anti-israélienne délibérément organisée pour faire pression sur nous », a commenté Benyamin Nétanyahou. Pour le chef du gouvernement nationaliste-religieux qui dirige Israël, tout est rapport de forces. Et la force est avec Israël. Faibles, désorganisés, mal dirigés, mal gouvernés, les Palestiniens, ils l'ont largement prouvé depuis plus de cinquante ans, n'ont pour eux que le droit et leur détermination à le faire respecter, à s'accrocher à leur terre et à leur rêve d'indépendance. Plus de quatre millions d'entre eux vivent encore sur le territoire de l'ancienne Palestine mandataire. Près de 1 million en Israël même, et 3,4 millions à Gaza, à Jérusalem-Est et en Cisjordanie. Trois autres millions attendent dans les pays alentour, le plus souvent dans de sordides camps de réfugiés, le droit qui leur fut promis en 1949 par les Nations unies de pouvoir un jour rentrer chez eux ou, à défaut, d'obtenir une compensation pour leurs biens et leurs vies perdues.

Depuis deux ans, l'Histoire semble faire marche arrière. Le projet nationaliste de la droite au pouvoir en Israël est clair comme de l'eau de roche. Le premier ministre a répété *urbi et orbi* – jeudi encore à Washington – que la Palestine tout entière, Gaza et Cisjordanie incluses, constituent *« Eretz Israël »*, la terre d'Israël. C'est à partir de ce postulat qu'il serait très éventuellement disposé à faire quelques concessions.

PRIVATIONS DE LIBERTÉ

Neuf ? Onze ? Treize pour cent de la Cisjordanie pour solde de tous comptes ? Dans les deux années qui ont suivi les accords d'Oslo par eux signés en septembre 1993, Itzhak Rabin et Shimon Peres ont fait évacuer 6 % des territoires occupés par Israël depuis 1967. Depuis deux ans qu'il gouverne, M. Nétanyahou en a transféré un demi pour cent (les quatre cinquièmes de la ville d'Hébron). Les 9, 11, ou 13 % de la Cisjordanie dont on discute âprement à Washington, ne représentent que quelques points de plus sur une carte en peau de léopard qui rappelle les bantoustans de l'Afrique du Sud. Nul doute pourtant que si accord est trouvé, on annoncera triomphalement la renaissance d'un processus de paix qui devait théoriquement prendre fin, dans un an exactement, avec la restitution de l'essentiel des territoires occupés aux Palestiniens.

Les jeunes qui se sont affrontés un peu partout jeudi à coups de pierres aux soldats de l'occupation, n'étaient pas là que pour commémorer la *Nakbah*. Claquemurés entre une mémoire douloureuse, un présent désespérant et un avenir incertain, ces jeunes ne protestaient pas seulement contre ce qui a été fait à leurs familles, ils manifestaient contre le sort qui leur est réservé. Aujourd'hui. Contre les confiscations de terres qui se poursuivent, contre les démolitions de maisons, contre l'interdiction de circuler librement d'une ville à l'autre pour aller voir un ami ou un parent éloigné, contre l'impossibilité d'aller prier à Jérusalem, ou y voir un film quand on a moins de 25 ans, contre l'interdiction d'étudier à la grande université de Bir Zeit en Cisjordanie, si l'on réside à Gaza, 70 kilomètres au sud, contre la soumission obligatoire à l'occupant pour obtenir un permis de sortie ou d'entrée dans son pays, bref, contre toutes les privations de liberté et les humiliations.

Neuf, onze ou treize pour cent de territoires fragmentés ajoutés à l'administration de M. Arafat, ne changeront rien à tout cela. Si rien n'est fait pour contraindre M. Nétanyahou à restituer les derniers 20 % non israéliens de la Palestine historique aux Palestiniens, le processus de paix d'Oslo sera définitivement mort. Alors il vaudrait peut-être mieux l'admettre pour tenter autre chose.

P. C.

Les sombres visions planétaires du Dr Castro

Pour le Lider Maximo, invité de l'OMS à Genève, Cuba reste un modèle d'accès aux services de santé pour tous

GENÈVE
de notre envoyé spécial

C'est un révolutionnaire âgé mais en pleine possession de ses moyens intellectuels qui, mercredi 14 mai, est parvenu à séduire la cinquantième assemblée mondiale de la santé réunie dans l'immense salle du Palais des nations de Genève. Un révolutionnaire ayant certes conservé quelques parcelles d'enthousiasme, mais qui est apparu profondément pessimiste quant au sort de la planète et aux capacités de l'espèce humaine à modifier sa triste destinée. Rendant hommage à l'Organisation mondiale de la santé, le Dr Fidel Castro, son titre officiel, président de la République de Cuba, a brossé un bien long et bien sombre tableau de la réalité.

« Dans cinquante ans, il y aura quatre milliards de nouveaux habitants sur la planète, a-t-il déclaré. *De vieilles maladies ont ressurgi et il y en a d'autres : le sida, la fièvre Ebola, l'encéphalopathie spongiforme bovine. Il y en a plus de trente, d'après les spécialistes. Ou nous vaincrons le sida ou le sida vaincra beaucoup de pays du tiers-monde. »*

Fidel Castro avait auparavant fait le décompte des morts infantiles et maternelles du dernier demi-siècle. *« En dépit des efforts consentis par l'OMS et l'Unicef, plus de 600 millions d'enfants et 25 millions de mères qui auraient pu survivre sont morts. Pour éviter cela, il aurait fallu un monde plus rationnel et plus juste. Or, d'après les estimations des Nations unies, le coût pour parvenir à l'accès universel aux services essentiels de santé serait de 25 milliards de dollars par an, soit 3 % des 800 milliards de dollars investis actuellement en dépenses militaires. Et il n'y a plus de guerre froide ! »*

La maladie, la mort, les armes, mais aussi l'environnement. *« Le climat change, les mers et l'atmosphère se réchauffent, l'air et les eaux se contaminent, les sols s'érodent, les déserts s'étendent, les forêts disparaissent, l'eau se fait rare. Qui sauvera notre espèce ? Les lois aveugles et incontrôlables du marché ? La mondialisation néolibérale ? Une économie qui croît en soi et pour soi comme un cancer qui dévore l'homme et détruit la nature ? Ceci ne peut être la voie, ou bien ne le sera que pendant une période très brève de l'Histoire »*, a affirmé M. Castro.

Dans ce contexte, le Lider maximo entend, coûte que coûte, demeurer optimiste grâce notamment à l'exemple qu'est, selon lui, l'île de Cuba. Cuba, pays du tiers-monde certes, mais où l'espérance de vie *« a dépassé les 75 ans »*, où l'on compte *« un médecin pour 176 habitants »* et qui, *« malgré le cruel blocus qu'elle endure depuis près de quarante ans »* et la *« tentative de génocide visant son peuple »* avait atteint, dès 1983, l'impossible objectif de l'OMS : *« La santé pour tous en l'an 2000 »*. Hillary Clinton, arrivée quelques heures plus tard pour recevoir le prix d'une Fondation des Emirats arabes unis pour son action au service de la femme et de l'enfant, n'a pas eu le plaisir d'entendre Fidel Castro. Ce dernier a, quant à lui, sagement écouté, au premier rang, la *first lady* des Etats-Unis. Puis il l'a, gentiment, applaudie.

Jean-Yves Nau

هكذا من الأصل



Alexandre Lebed : « Je ne serai candidat à la présidence russe que quand je serai absolument sûr d'être élu »

Au poste de gouverneur de Krasnoïarsk, son élection semble assurée dimanche

Assuré de remporter le poste de gouverneur de la région de Krasnoïarsk, dont le deuxième tour se tiendra dimanche 17 mai, Alexandre Lebed reste prudent sur sa participation à l'élection présidentielle prévue en 2000. Donnant la priorité au renouveau économique de cette région riche de Sibérie, grande comme quatre fois la France, l'artisan de la paix en Tchétchénie compte sur *« l'effet Lebed »* pour attirer des capitaux étrangers.

KRASNOÏARSK (Russie)
de notre envoyée spéciale

Dans un couloir de l'hôtel où il réside, le temps de mener campagne pour le poste de gouverneur de Krasnoïarsk, Alexandre Lebed rit de bon cœur avec un de ses assistants. C'est une vision rare : en public, les sourires du général restent aussi figés que son visage est impassible. Mais l'ancien *parachutiste, qui a décidé de « sauver la nation »* en prouvant d'abord ses capacités de gestionnaire au fond de la Sibérie, a de bonnes raisons d'être enfin détendu. A la veille du deuxième tour du scrutin, dimanche 17 mai, il aurait encore amélioré son score d'il y a trois semaines : une avance surprise de dix points sur le gouverneur sortant, Valeri Zoubov. Ce dernier, un « démocrate » eltsinien soutenu jusqu'ici par l'intelligentsia locale, a multiplié depuis lors les faux pas. Parmi ceux-ci, un ultimatum à Boris Eltsine, qu'il accuse, non sans raison, de l'avoir *abandonné dans sa lutte « inégale »* contre l'opposant Lebed. Le général a mené campagne tambour battant, attirant des foules nombreuses dans plusieurs coins de la région, tout en étant soutenu par les médias du financier Boris Berezovski.

Mais la menace du gouverneur – ne plus verser d'impôts fédéraux si Moscou ne rattrape pas ses parts de salaires dus aux employés locaux du secteur public – a été perçue ici comme une simple ruse électorale tardive, assortie d'autres initiatives douteuses d'un fidèle du Kremlin en perte de vitesse. *« Avec de tels ennemis, les amis sont superflus »*, a déclaré M. Lebed au *Monde*, en montrant, tout joyeux, des photographies d'une manifestation organisée d'évidence par ses rivaux pour tenter de le discréditer : on y voit une vingtaine de clochards brandissant chacun un grand portrait de Lebed et portant autour du cou des pancartes identiques et soigneusement imprimées avec des slogans tels que : « *« Lebed est notre candidat »* ou *« Lebed est notre visage »*... De même, la télévision locale a pu filmer une manifestation de jeunes gens en uniformes noirs avec brassards représentant un cygne (« lebed » *en russe) stylisés en croix nazie.* Deux d'entre eux, arrêtés par la police, ont candidement expliqué devant la caméra avoir *été* payés pour défiler ainsi accoutrés en se faisant passer pour des partisans du général...

La ficelle semble trop grosse. Mais la réaction apparente du gouverneur Zoubov, qui a parlé d'*« enquête en cours »* avant de renchérir sur le *« fascisme qui guette Krasnoïarsk si Lebed est élu »*, ne laisse pas de doute sur la responsabilité de son camp dans ces montages pitoyables et contre-productifs. Ces « stratèges » de *campagnes n'ont pas hésité non* plus à jouer sur les cordes antisémite (M. Berezovski est juif) et anti-tchétchène (M. Lebed aurait *« trahi les Russes »* en mettant fin à la guerre en Tchétchénie il y a deux ans).

Dans certains kolkhozes où les gens meurent de faim, affirme encore le général, *« des hommes ont été payés pour distribuer en mon nom des préservatifs à des enfant pour indigner leurs parents »*. *« C'est hélas*, dit-il, *le niveau de nos démocrates aux méthodes dignes du KGB, ce qui n'est pas étonnant car ce sont généralement les mêmes individus. »* En effet, l'appareil administratif de Krasnoïarsk, comme dans la plupart des régions russes, fut à peine renouvelé par le démocrate Zoubov. Ce dernier n'a pas hésité, au lendemain du premier tour, à appeler les communistes locaux, avec lesquels il était en guerre depuis cinq ans, à s'allier avec lui au sein d'un gouvernement régional d'*« union nationale »*

Mais si les chefs communistes de Moscou ont opéré un virage surprenant en acceptant de le soutenir contre le *« Pinochet russe »*, ceux de Krasnoïarsk, sentant mieux le vent, s'en gardent bien. Leurs troupes s'apprêteraient en effet à voter massivement pour Lebed, qui ferait ainsi le plein du vote contestataire.

Sentant le vent, les communistes locaux s'apprêteraient à voter massivement pour le général, qui ferait ainsi le plein du vote contestataire

Apparemment sûr de sa victoire à Krasnoïarsk, Alexandre Lebed est cependant devenu prudent au sujet de l'élection présidentielle. Sera-t-il candidat si, pour cause de forfait médical de Boris Eltsine, celle-ci a lieu dans un an et non dans deux, comme prévu ? *« Non, bien sûr*, répond le général. *Je n'userai pas mes nerfs et ne gâcherai pas de l'argent en vain : il serait absurde que je me présente si je ne suis pas soutenu dans ma région, que je dois d'abord remettre sur pieds. »* Cela peut prendre *« trois ou cinq ans »*, déclare celui qui, en janvier encore, lors des derniers déboires de santé de Boris Elstine, était prêt à se lancer immédiatement dans une course au Kremlin. Valeri Zoubov l'a donc accusé de ne voir en Krasnoïarsk qu'un marchepied vers Moscou. L'argument a lourdement pesé contre M. Lebed, qui s'en défend aujourd'hui, précisant au *Monde* : *« Je n'irai à la présidentielle que quand je serai absolument sûr de la gagner »*.

Pour *« redresser »* Krasnoïarsk, le général a un programme économique – une brochure de 28 pages – *dont il reconnaît qu'il* se distingue peu de celui de son gouverneur libéral actuel, un professeur d'économie. La différence étant surtout, convient-il aussi, dans la résolution à l'appliquer que l'on peut attendre de l'ancien boxeur Lebed. *« J'ai derrière moi des preuves que je sais réaliser mes promesses*, dit-il, en référence notamment à ses actions en Tchétchénie. Il compte sur cet *« effet Lebed »* pour attirer des investissement étrangers, promis, dit-il, lors de ses visites en Allemagne, en France, au Japon ou aux Etats-Unis, en échange d'une promesse *de sa part d'obtenir une législation* locale favorable. Il s'insurge quand on l'accuse d'avoir promis de baisser tout de suite les impôts locaux, de rattraper immédiatement tous les retards de salaires ou de vouloir lever de nouveaux crédits. Mais il pense pouvoir relancer certaines usines de la région et faire passer au Parlement des lois permettant d'éviter que *« 84 % de l'argent du pays soit concentré à Moscou »*.

Promettant ainsi de prendre la tête d'une révolte des gouverneurs contre le maire de Moscou, Iouri Loujkov, Alexandre Lebed sert les calculs de Boris Berezovski. Celui-ci a expliqué son soutien au *« général rebelle »*, qu'il ne veut surtout pas voir un jour président, *par la capacité de ce dernier, s'il* est élu en Sibérie, à barrer la route à Loujkov, autre candidat sérieux à la présidentielle. Mais Alexandre Lebed nie avoir passé un accord avec Berezovski, qui, dit-il, *« joue son propre jeu, indépendemment de moi »*. Il nie aussi avoir reçu l'appui financier de sept banques, qu'il avait contactées. *« Subissant des pressions du Kremlin, elles ont renoncé à me soutenir »*, affirme-t-il, en précisant qu'il s'appuie financièrement sur les seules filiales régionales de son mouvement Honneur et Patrie.

Il est vrai qu'à Krasnoïarsk, celui-ci est particulièrement puissant, composé d'anciens sportifs devenus, à la faveur de règlements de comptes mafieux, en partie maîtres du *secteur local* de l'aluminium. Mais le leader, Anatoli Bykov, est devenu un homme d'affaires respecté, généreux bienfaiteur d'orphelinats et d'hôpitaux et, souligne M. Lebed, un *« député local brillamment élu »*. *« Si je suis moi-même élu gouverneur*, ajoute-t-il, *je m'appuierai sur des professionnels locaux en jouant un rôle d'arbitre entre tous les intérêts présents. Je ne serai jamais d'un côté de la barricade, sinon ce sera la bataille : les gens ne m'élisent pas pour cela, mais pour vivre enfin et travailler »*, affirme-t-il.

Sophie Shihab

Un pays qui peine à devenir un « Etat de droit »

Un rapport du Conseil de l'Europe accablant pour Moscou

STRASBOURG (Conseil de l'Europe)
de notre correspondant

Le rapport que le Conseil de l'Europe vient de rédiger sur l'évolution démocratique en Russie est accablant pour Moscou. *« Le principal problème qui subsiste dans la Fédération de Russie demeure le respect insuffisant de l'Etat de droit »*, écrivent les responsables de Strasbourg. Ils estiment que, parmi les nombreuses raisons qui expliquent la situation, il y a surtout *« l'absence de codification juridique, le placage d'une législation relativement mal conçue sur des structures et des mentalités héritées du passé soviétique »*. L'organisation européenne admet ainsi que *« le respect des droits de l'homme laisse encore beaucoup à désirer »* dans un pays qu'elle a accueilli voilà plus de deux ans.

Certes, le document relève, ici et là, quelques points positifs comme l'adoption d'un nouveau code pénal ou le passage de l'administration pénitentiaire sous la tutelle du ministère de la justice ; mais ses conclusions sont au bout du compte très négatives. Il est dit que les autorités russes *« n'ont rien tenté pour réformer le ministère de l'intérieur et les services secrets, contrairement à l'engagement pris »*. Les conditions de vie dans les centres de détention préventive et les établissements pénitentiaires, affirme le rapport, *« se sont détériorées depuis l'adhésion de la Russie au Conseil de l'Europe* [28 février 1996], *faute, surtout, de crédits mais, aussi, parce que les mentalités n'ont pas évolué »*.

L'armée russe est aussi mise à l'index : *« Parmi les graves et nombreuses violations des droits de l'homme que les forces armées ont commises au cours du conflit tchétchène, peu ont fait l'objet d'une enquête. »* Quant à la peine de mort, le constat est sans appel : *« Les cinquante-trois exécutions qui ont eu lieu depuis l'adhésion de la Russie représentent une violation flagrante de l'engagement exprès de ce pays d'appliquer un moratoire. »* La Russie a signé la convention européenne sur l'abolition de la peine de mort, mais ne l'a toujours pas ratifiée.

Sur le plan économique et social, les appréciations de Strasbourg ne sont guère plus encourageantes : *« Le passage de l'économie planifiée communiste à l'économie sociale de marché s'effectue encore dans des conditions difficiles, comme en témoignent les inacceptables retards dans le versement des salaires et des pensions. »* Le texte conclut sur ce point en mettant l'accent sur *« les tensions entre les différents groupes de population, la montée de la criminalité et les atteintes croissantes à l'environnement »*.

Marcel Scotto

A Berlin, Bill Clinton commémore le pont aérien et célèbre la liberté

BERLIN
de notre envoyé spécial

« Mes amis, dans cent ans et longtemps après encore, tous les amis de la liberté se souviendront de ce qu'ont fait les citoyens de cette grande ville pour la liberté (...). C'est pourquoi nous pouvons dire : "Berlin bleibt doch Berlin !" [Berlin reste Berlin]. » Lors des cérémonies du cinquantième anniversaire du pont aérien sur Berlin, le président américain Bill Clinton cherchait la formule historique digne du *« Ich bin ein Berliner »* de John Kennedy le 26 juin 1963 (deux ans après la construction du mur), ou du *« Monsieur Gorbatchev, abattez ce mur »* de Ronald Reagan, le 12 juin 1987, devant la porte de Brandebourg. La cérémonie, qui se déroulait, jeudi 14 mai, sur l'aéroport de Tempelhof, a été l'occasion de célébrer la liberté et la démocratie en Europe, et surtout l'amitié indéfectible des Américains et des Allemands, née du blocus de Berlin décrété par Staline il y a cinquante ans.

Ce blocus de Berlin-Ouest était intervenu après l'introduction du deutschemark, réalisée par les Occidentaux dans leurs zones d'occupation, le 20 juin 1948. Le 23 juin, le gouverneur militaire soviétique, Vassily Sokolowski, ordonne l'introduction d'une monnaie commune pour tout Berlin. Les Occidentaux refusent et introduisent le deustchemark à Berlin-Ouest. Le lendemain, les Soviétiques bloquent la ville, espérant sans doute que les Occidentaux l'abandonneront bientôt. Il n'en est rien. Le 28 juin, le président américain Harry Truman décide de rester à Berlin. Les 2,2 millions d'habitants de Berlin-Ouest seront ravitaillés par air. Au plus fort du pont aérien, un avion atterrira toutes les 90 secondes – l'équivalent de 600 wagons de chemin de fer par jour. Ils apporteront vivres, sel et surtout charbon aux Berlinois, jusqu'à ce que les Soviétiques lèvent le blocus, le 12 mai 1949. *« Le pont aérien fut un triomphe pour tous ceux qui voulaient la liberté »*, a déclaré M. Clinton.

COUP DE POUCE À HELMUT KOHL

Quelque 10 000 Berlinois enthousiastes, notamment des jeunes, étaient venus acclamer le président américain. Parmi les invités, il y avait des vétérans, comme le colonel américain Gail Halverson, aujourd'hui âgé de soixante-dix-sept ans, qui, à l'époque, jetait de son cockpit des sucreries accrochées à de petits parachutes aux enfants de Berlin. A ses côtés, l'Allemande Mercedes Wild, qui a remercié les Américains : lorsqu'elle avait sept ans, la petite fille berlinoise courait pour attraper les bonbons de Gail Halverson...

Le chancelier allemand était particulièrement radieux aux côtés de son ami Bill Clinton, venu *de facto* lui donner un petit coup de pouce dans une campagne électorale difficile. Helmut Kohl a remercié les 7 millions de soldats américains qui ont défendu l'Allemagne depuis la guerre et rendu hommage aux 78 personnes décédées accidentellement lors du pont aérien, qui *« ont perdu leur vie pour la liberté »*.

Arnaud Leparmentier

Les essais nucléaires indiens ont entraîné une brutale dégradation des relations avec Pékin

Les dirigeants des pays du G 8 se concertent à Birmingham

Plusieurs pays occidentaux, parmi lesquels le Canada et les Etats-Unis, ont appelé les autorités pakistanaises à la retenue après les essais nucléaires pratiqués par l'Inde en début de semaine. La nouvelle donne stratégique en Asie après cette décision indienne est au menu des chefs d'Etat et de gouvernement des huit pays les plus industrialisés, réunis à partir du vendredi 15 mai à Birmingham.

PÉKIN
de notre correspondant

Le regain de rivalité entre l'Inde et la Chine risque de peser très lourd dans la nouvelle équation stratégique en Asie. Depuis le début de semaine, on assiste à une brutale dégradation du climat entre les deux Etats les plus peuplés de la planète mais aussi les deux puissances nucléaires d'Asie. Tandis que New Delhi brandit un *« danger chinois »*, Pékin fustige *« l'irrationalité »* du comportement indien qui risque de *« de relancer la course aux armements dans la région »*.

La Chine a durci le ton au lendemain de la deuxième série d'essais indiens après avoir réagi de manière délibérément pondérée à la première. Elle laisse entendre que le danger a changé d'échelle. La première réaction évoquait un *« préjudice à la stabilité en Asie du Sud »*. La seconde élargit le champ des répercussions *« au monde »*.

La retenue verbale du début de semaine était conforme à l'option tactique observée depuis environ un an et demi dans les affaires internationales : la quête de la respectabilité internationale. La Chine entendait visiblement tirer parti de l'événement en se posant comme une puissance mesurée et responsable. Signataire en septembre 1996 du traité d'interdiction totale des essais nucléaires (CTBT), Pékin a en effet multiplié depuis lors les gestes conciliants afin de redorer un blason que ses gesticulations martiales dans le détroit de Formose avaient souillé en mars 1996. La « gestion » en douceur de la rétrocession de Hongkong puis son refus de dévaluer le yuan pour ne pas aggraver la crise financière régionale avaient fait forte impression dans les capitales occidentales où l'on louait sa sagesse retrouvée. Réagir avec impassibilité aux provocations indiennes ne pouvait que conforter son nouveau crédit.

Cette option ne semble pas devoir être remise en cause sur le fond. Mais, sur la forme, le gouvernement chinois ne cherche plus à s'embarrasser des circonvolutions. Autant que la deuxième série d'essais indiens, c'est l'invocation par le premier ministre Atal Behari Vajpayee d'une *« atmosphère de défiance »* avec la Chine et le rappel de la guerre sino-indienne de 1962, qui ont fait sortir de leurs gonds les dirigeants de Pékin.

Ces derniers sont d'autant plus furieux qu'ils sont totalement pris à contre-pied dans leurs priorités stratégiques. La Chine avait enchaîné depuis 1996 les initiatives visant à désamorcer ses contentieux frontaliers avec la Russie et l'Inde pour mieux se concentrer sur les deux gros dossiers qui l'obsèdent : Taïwan et la mer de Chine méridionale, qu'elle revendique contre certains Etats de l'Asean. En novembre 1996, le président Jiang Zemin avait même effectué une visite à New Delhi – la première d'un chef d'Etat chinois depuis la guerre sino-indienne de 1962 – à l'issue de laquelle fut signé un accord prévoyant la réduction des forces militaires déployées le long des 125 000 km² de frontières toujours litigieuses.

Trop absorbée par sa facade Pacifique, la Chine n'était pas franchement hantée par l'Inde. Mais la réciproque n'était pas vraie. Les récentes déclarations antichinoises du ministre indien de la défense, George Fernandes, ont illustré l'acuité du malaise indien face aux prétentions régionales de la Chine. Outre sa coopération nucléaire avec le frère ennemi pakistanais, les dirigeants indiens voyaient d'un très mauvais œil la réfection par Pékin d'aires d'atterrissage au Tibet et le resserrement de ses liens militaires avec la Birmanie, qui a ouvert à la marine chinoise l'accès à l'océan Indien. New Delhi citait souvent parmi ses motifs d'inquiétude la présence navale chinoise dans les îles Cocoo, Hainggyi et Ayeryarwady. Mais la thématique de « la menace chinoise » relevait du non-dit jusqu'à ce que M. Fernandes brise ce complexe indien. En identifiant la Chine comme un danger plus grand que le Pakistan lui-même, le ministre de la défense n'a fait que dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas dans la capitale indienne.

Pékin va donc maintenant être conduit à réévaluer en profondeur les « menaces » pesant sur ses intérêts vitaux. Quelles vont en être les conséquences sur ses choix de ces dernières années ? Est-il envisageable que la Chine reprenne son programme nucléaire suspendu à l'automne 1996 ? Lorsque la question lui a été posée, mardi, le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères s'est contenté d'un *no comment* très ambigu. Mais le retrait du CTBT, en rupture avec le souci de respectabilité affiché ces derniers mois, comporterait un coût diplomatique excessivement élevé.

CONNEXION SINO-AMÉRICAINE

Pékin peut aussi accueillir avec plus de bienveillance les sollicitations du Pakistan en matière de coopération nucléaire qui vont certainement redoubler d'intensité. Là encore, la Chine fera preuve d'une grande prudence car elle se sait sous haute surveillance américaine sur la question de ses ventes d'équipements sensibles à des pays comme le Pakistan ou l'Iran. Apparemment satisfait de la bonne volonté chinoise sur ce sujet, Washington va renouer avec Pékin une coopération nucléaire civile interrompue depuis 1985. Ce sujet figurera au menu de la prochaine visite de Bill Clinton en Chine, fin juin, qui permettra surtout de célébrer des retrouvailles auxquelles Pékin attache un grand prix. Cette connexion sino-américaine a plutôt bien fonctionné ces derniers jours, comme l'a montré un contact téléphonique inédit entre le ministre chinois des affaires étrangères Tang Jiaxuan et Madeleine Albright. Selon l'agence Chine nouvelle, le secrétaire d'Etat américain aurait même affirmé à son homologue pékinois que les Etats-Unis ne croyaient pas en la théorie indienne d'une menace nucléaire chinoise.

Rien ne sera donc fait pour gâcher un tel climat chaleureux. Pour l'instant, Pékin affecte de se retrancher derrière la bannière de la communauté internationale dont les réactions indignées trouvent un écho extrêmement généreux dans la presse officielle. Ce qui ne signifie pas que les Chinois ne déploieront pas ces prochaines années d'obscures manœuvres pour infliger d'une manière ou d'une autre une « leçon » à New Delhi.

Frédéric Bobin

Washington fait pression sur Islamabad

Le département d'Etat a demandé instamment, jeudi 14 mai, au Pakistan de s'abstenir d'effectuer à son tour un essai nucléaire, en réponse aux essais indiens, et a laissé entendre qu'il serait récompensé s'il s'abstenait. Les deux émissaires américains envoyés mercredi au Pakistan, le secrétaire d'Etat adjoint Stobe Talbott et le commandant en chef des force américaines dans la région, le général Anthony Zinni, *« ne sont pas partis les mains vides »*, a souligné le porte-parole du département d'Etat, James Rubin. Il a refusé de dire ce dont les deux hommes étaient porteurs et en particulier si les Etats-Unis étaient prêts à fournir à Islamabad des garanties de sécurité. L'objectif de cette mission *« extrêmement difficile »* était de *« démontrer les avantages pour le Pakistan de ne pas effectuer d'essais et les inconvénients extrêmes qu'il y aurait à le faire »*, a-t-il expliqué en faisant allusion à d'éventuelles sanctions contre Islamabad.

L'ambassadeur du Canada à Islamabad a transmis aux autorités pakistanaises les mêmes recommandations de retenue de son gouvernement.

Les sanctions en discussion

Les essais nucléaires pratiqués par l'Inde devaient être au menu des conversations des dirigeants des pays les plus industrialisés (Etats-Unis, Canada, Japon, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Russie), vendredi soir à Birmingham. Parmi les pays membres, seuls les Etats-Unis et le Japon avaient précédemment annoncé des sanctions contre New Delhi.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a *« vivement déploré »* jeudi la décision de l'Inde de procéder à des essais. Il ne l'a toutefois pas « condamnée », comme le réclamait la Chine, tandis que Moscou et Paris le refusaient. Le premier ministre indien Atal Behari Vajpayee a déclaré vendredi : *« Nous n'utiliserons pas nos armes nucléaires contre d'autres pays. Mais si nous sommes attaqués, nous n'hésiterons pas à les utiliser comme moyen de défense. »* Il a appelé les pays étrangers à ne pas appliquer de sanctions : *« Avant de franchir le pas, j'espère que ces gens reconsidéreront leur décision. »*

En conflit avec l'Ethiopie, l'Erythrée demande l'arbitrage d'un pays tiers

ASMARA. L'Erythrée a demandé, jeudi 14 mai, *« l'arbitrage d'un pays tiers »* après les combats de mardi dernier entre forces érythréennes et éthiopiennes, a déclaré son ministre des affaires étrangères, Haile Woldensae, au cours d'une conférence de presse. Le ministre, qui s'exprimait en présence du corps diplomatique, n'a pas indiqué de quel pays il s'agissait, mais seuls les Etats-Unis paraissent en position d'arbitrer entre les deux pays, selon les observateurs.
Selon le ministre, les incidents, qui ont fait plusieurs morts, ont débuté le 6 mai dernier, puis se sont poursuivis le 9 mai, avant l'intervention de l'armée érythréenne. Ils ont pour enjeu la petite région Humera, une zone frontalière très fertile pour la culture du sésame, au nord-ouest de l'Ethiopie. Par ailleurs, les transports de produits pétroliers en provenance du port érythréen d'Assab à destination de l'Ethiopie ont été interrompus depuis mercredi tandis que les vols d'Ethiopian Airlines à destination d'Asmara ont été suspendus *« sans motif officiel »*. – *(AFP.)*

Jean Paul II regrette l'absence des évêques chinois au synode asiatique

ROME. Au cours de la célébration de clôture du synode asiatique, jeudi 14 mai, à la basilique Saint-Pierre de Rome, le pape a publiquement regretté que les deux évêques chinois qu'il avait invités à Rome pour cette assemblée n'aient pas été autorisés à sortir de leur pays. Il a exprimé l'espoir que *« les difficultés actuelles seront bientôt vaincues et que les évêques chinois auront très bientôt la possibilité de rencontrer les autres pasteurs de l'Eglise »*.
Jean Paul II a conclu : *« Alors que la République populaire de Chine s'ouvre progressivement au reste du monde, nous exprimons enfin l'espoir que l'Eglise en Chine sera autorisée à avoir plus de contacts avec l'Eglise universelle (...) de manière que l'Evangile en Chine, même parmi de grandes souffrances, porte des fruits abondants. »* – *(Corresp.)*

DÉPÊCHES

■ **ITALIE : 147 personnes ont perdu la vie,** ensevelies dans les coulées de boue qui ont ravagé la semaine dernière des villages du sud de l'Italie, selon un nouveau bilan provisoire de la Protection civile à Rome, communiqué jeudi 14 mai. Ce dernier bilan ne précise pas le nombre des disparus qui s'élevait à 135 jeudi matin, tous originaires de Sarno. Mille personnes sont sans abri. – *(AFP.)*

■ **RUSSIE : la communauté juive de Russie** a dénoncé une vague d'*« hystérie fasciste »* en Russie, après un attentat à la bombe contre la synagogue hassidique de Moscou, perpétré mercredi 13 mai. L'explosion d'une bombe contenant plus de 500 grammes de TNT a blessé trois personnes. Cette synagogue a déjà connu un incendie d'origine criminelle en décembre 1993. Trois ans après, à peine reconstruite, elle avait été à nouveau endommagée par une explosion criminelle dont les auteurs n'ont jamais été identifiés. – *(AFP.)*

■ **YÉMEN : Abdel Karim Al Iriany s'est vu confier la formation du nouveau gouvernement,** jeudi 14 mai, par le président Ali Abdallah Saleh après la démission, il y a deux semaines, de Faraj Ben Ghanem. Comme son prédécesseur, M. Iriany est considéré par les autorités locales comme un expert financier et un bon gestionnaire, alors que le Yémen applique un programme de réformes inspirées par la Banque mondiale. – *(AFP.)*

■ **RWANDA : au moins 17 personnes ont été tuées et 10 blessées** dans la préfecture de Gitarama, au centre du pays, au cours de deux attaques attribuées à la rébellion hutue, a-t-on appris vendredi 15 mai de sources locales. Depuis plus de deux mois, cette région connaît une situation d'insécurité grandissante due à l'action de la rébellion composée de miliciens interahamwes et de soldats des ex-Forces armées rwandaises (FAR). – *(AFP.)*

■ **BÉNIN : le chef de l'Etat, le général Mathieu Kérékou, a formé,** jeudi 14 mai, une nouvelle équipe gouvernementale. Treize nouveaux ministres font leur entrée dans l'équipe composée de 18 membres. Trois conservent leur portefeuille, dont Albert Tévoédjrè (Plan, restructuration économique et promotion de l'emploi). – *(AFP.)*

■ **BERD : le ministre des finances, Theo Waigel,** proposera officiellement au conseil des ministres de l'Union européenne, lundi 18 mai, la candidature de Horst Koelher, actuel président des caisses d'épargne allemandes, à la présidence de la BERD, a annoncé le ministère allemand dans un communiqué. La France présente également un candidat. Il s'agit du directeur général de la Caisse des dépôts, Philippe Lagayette.

DROITE Philippe Séguin, président du RPR, et François Léotard, président de l'UDF, ont rendu public, jeudi 14 mai, un « protocole d'accord » sur la création d'une structure commune de l'opposition, baptisée l'Alliance. Excluant toute personnalité et tout mouvement pratiquant la *« compromission avec l'extrémisme »*, l'Alliance se doterait d'une présidence tournante, organiserait la rédaction d'un programme commun, définirait la stratégie de la droite aux élections. ● L'ELYSÉE a fait savoir que *« la création d'une organisation confédérale répond aux besoins de concertation, de dialogue et d'union de l'actuelle opposition »*. ● DÉMOCRATIE LIBÉRALE, qui se réunit en convention nationale samedi 16 mai, va devoir décider de son adhésion ou non à l'Alliance, alors que le parti d'Alain Madelin évoluait vers une rupture avec l'UDF *(lire page 7)*.

Philippe Séguin et François Léotard empoignent le drapeau de l'union

Les présidents du RPR et de l'UDF ont mis au point le protocole de création d'une formation commune de l'opposition, qui sera soumis aux organes dirigeants de l'ensemble des formations de la droite. Ils espèrent ainsi répondre aux aspirations unitaires de leur électorat

UNE BOUÉE de sauvetage : l'annonce par *François Léotard* et *Philippe Séguin*, jeudi 14 mai, de la création d'une organisation commune de la droite républicaine baptisée « Alliance » apparaît comme la première bonne nouvelle à droite depuis bien longtemps, si l'on en juge par l'avalanche de réactions favorables enregistrées dans la journée. Ces dernières semaines, les élus RPR et UDF ont été submergés par le sentiment que leur « base » électorale les quittait massivement. Les symptômes de cette rébellion, préparée par la dissolution ratée de *1997 et déclenchée par les élections* régionales de mars, vont d'une indifférence nouvelle et de mauvais augure chez certains électeurs à des lettres d'invective et à des cartes d'adhérent rageusement retournées par d'autres.

En affichant leur soutien à la dissidence de Charles Millon et à son mouvement, la Droite, de nombreux sympathisants opposent, pêle-mêle, l'attitude du président du conseil régional Rhône-Alpes à celle d'« états-majors » accusés de s'absorber dans des querelles de personnes, d'être coupés de leur « base », enfermés dans une opposition sans vigueur, et en quelque sorte honteuse d'elle-même. Les élus de droite ont en outre pu mesurer à quel point cette crise de confiance s'alimente, au RPR, du spectacle de l'affrontement, sur fond d'investigations judiciaires, entre Jacques Toubon et Jean Tiberi à la Mairie de Paris et, à l'UDF, par le combat entre François Bayrou et Alain Madelin.

A cette éprouvante atmosphère générale s'ajoutent, pour M. Séguin *et M. Léotard, des déboires* personnels. *« Humilié »*, selon sa propre expression, à l'occasion du débat sur l'euro – le groupe RPR avait finalement décidé de renoncer au vote contre, prôné par M. Séguin, au profit de l'abstention défendue par Alain Juppé –, le président du RPR assistait avec agacement, ces dernières semaines, au retour discret de l'ancien premier ministre sur la scène politique. L'amertume s'est ajoutée à la colère lorsque le président du RPR, confronté aux dernières convulsions de la Mairie de Paris, se voyait contraint d'intervenir pour obtenir un cessez-le-feu alors que, pendant ce temps, l'ancien maire de Paris et son ancien adjoint aux finances affichaient, au Japon, une complicité intacte.

M. Léotard, quant à lui, voit tout bonnement son dernier atout politique, la présidence de l'UDF, menacé de disparaître en même temps que la confédération. Après avoir échoué dans sa tentative de conserver à droite la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'ancien *ministre voyait son autorité réduite* comme peau de chagrin face aux offensives de François Bayyrou, d'un côté, d'Alain Madelin de l'autre. Pour M. Léotard comme pour M. Séguin, il devenait donc urgent de rompre ce cycle.

Arrêtée mercredi 13, paufinée jeudi matin, leur initiative mise sur l'effet de surprise. Mercredi, en effet, M. Léotard n'en souffle mot au bureau politique de l'UDF. M. Bayrou n'est informé que quelques heures avant le communiqué. M. Madelin l'apprend par Nicolas Sarkozy. Le président de la confédération a pourtant abordé le sujet avec M. Séguin depuis au moins quinze jours. Mais il espérait obtenir une conclusion satisfaisante de la crise à l'UDF avant de s'engager dans un tel processus. Il doit se résoudre à un constat d'échec à l'approche de la convention nationale de Démocratie libérale, le 16 mai, qui menaçait de sonner la mort de l'UDF. La tonalité de la réunion des députés UDF, très favorables à l'union, mardi (*Le Monde* du 14 mai), l'a conforté dans l'idée *qu'il tenait là une solution.*

Il a rencontré l'accord de M. Séguin. Le président du RPR opère un changement de cap radical. Depuis qu'il a succédé à Alain Juppé, en juillet 1997, M. Séguin se fait fort de ressourcer le Rassemblement à ses valeurs originelles. Il n'est pas question, à ses yeux, de le banaliser par un rapprochement avec l'UDF. Aussi, lorsque, à l'été 1997, deux députés, Renaud Dutreil (UDF-DL) et Patrick Labaune (RPR, Drôme), lancent une campagne en faveur d'un parti unique de l'opposition, les dirigeants RPR s'emploient à y couper court. Au soir des élections régionales, quelques minutes avant qu'Edouard Balladur ne convie la droite à *« imaginer une organisation exprimant le besoin d'unité et de cohérence »*, M. Séguin avait mis en garde l'opposition : *« Ce n'est pas de recomposition dont elle a besoin. »* Plus récemment encore, il avait souhaité que le RPR fonde désormais sa stratégie sur *« l'exigence d'identité réclamée par les Français, et non plus sur de simples considérations d'opportunité tactique »*, (*Le Monde* du 27 mars), c'est-à-dire, en clair, qu'il renonce à des candidatures uniques systématiques avec l'UDF.

REPRENDRE L'INITIATIVE

Ce texte donne à M. Léotard et à M. Séguin l'initiative sur un terrain, celui de l'union de l'opposition, occupé par M. Chirac, et leur permet de le faire à leur manière, sur la base des structures – RPR et UDF – existantes. M. Sarkozy a d'ailleurs été invité à expliquer cette démarche à l'Elysée, où il s'est entretenu, jeudi, avec le secrétaire général, Dominique de Villepin. Reçu par M. Chirac, Philippe Douste-Blazy (UDF-FD) a indiqué qu'il avait *« senti le président de la République satisfait de l'initiative prise »*. Quant à M. Juppé, qui a rappelé qu'il avait lui-même *« souhaité »* cette alliance, il a aussitôt indiqué qu'elle devait avoir pour mission première de *« soutenir l'action de Jacques Chirac »*.

Cette offensive permet également aux deux présidents de parti de reprendre l'initiative face à M. Millon, qui plaide pour l'union depuis plusieurs mois. Le président de Rhône-Alpes a jugé que la proposition conjointe *« va dans le bon sens »*, mais il a aussitôt mis en garde contre un *« simple Meccano politique décidé par les états-majors parisiens »*. Au sein de l'UDF, M. Bayrou, qui écartait, mardi encore, l'hypothèse d'une union entre le RPR et l'UDF, voit sa stratégie de constitution d'un parti du centre au moins provisoirement battue en brèche. Quant à M. Madelin, qui plaidait pour la création d'une confédération de l'opposition, il ne peut qu'approuver. Démocratie libérale participera *« à part entière à l'Alliance »*, s'est contenté de déclarer M. Madelin.

A droite, une voix est tout de même venue gâcher cette *« belle journée »* de l'opposition, selon l'expression de Philippe Séguin. Raymond Barre, qui recevait Valéry Giscard d'Estaing à Lyon, n'a pas résisté au plaisir d'expliquer, dans un communiqué, que cette rencontre rappellerait peut-être aux Français *« une période où les institutions de la Ve République fonctionnaient normalement, selon leur lettre et leur esprit »* et *« où les "affaires" n'obscurcissaient pas la scène politique »*...

Cécile Chambraud

Meilleurs vœux de l'Elysée

A l'Elysée, on s'est félicité, jeudi 14 mai, de *« l'initiative prise par les responsables de l'UDF et du RPR »*. *« La création d'une organisation confédérale répond aux besoins de concertation, de dialogue et d'union de l'actuelle opposition. Elle lui permettra de jouer avec efficacité tout son rôle dans la vie politique de notre pays »*, soulignait-on dans l'entourage du président de la République. Depuis les élections régionales et cantonales, Jacques Chirac a souhaité à plusieurs reprises l'union de l'opposition. Participant, dimanche 3 mai, à l'émission « Public », sur TF1, il avait observé : *« Je crois que nous sommes dans une période où il faut éviter les désordres. Pour faire face aux responsabilités de chacun, il faut être fort, et c'est l'union qui fait la force. »*

« La conquête, puis l'exercice du gouvernement exigent une action commune »

François Léotard et Philippe Séguin ont rendu public, jeudi 14 mai, un « protocole d'accord » annonçant la création de l'Alliance. En voici le texte intégral :

VERBATIM

Le président de l'UDF et le président du RPR sont convenus de soumettre à la réflexion, à la délibération et au vote de leurs instances respectives le texte d'intentions ci-après :

L'opposition a besoin d'union et de pluralité. C'est sur cette double base qu'elle doit donc s'organiser pour constituer l'alternative crédible qu'attendent les Français. Il existe en France, face à la gauche, plusieurs courants de pensée fidèles aux valeurs de République. C'est en reconnaissant cette diversité, en l'assumant, en en tirant le meilleur parti possible que l'opposition sera forte. Il convient donc que chacun de ces courants de pensée puisse s'organiser, conduire sa réflexion et mener sa propre action de conviction en direction des Français en refusant toute compromission avec l'extrémisme.

Pour autant, la conquête, puis l'exercice du gouvernement exigent une action commune de ces courants de pensée. L'alliance qu'ils doivent ainsi constituer doit se donner pour objectifs d'établir un programme de gouvernement commun, actualisable en permanence ; de prendre toutes les initiatives utiles pour associer les Français à la définition ou l'actualisation de ce programme et le populariser ; de déterminer, élection par élection, la meilleure stratégie concertée possible et de choisir, quand il y a lieu, les candidats communs ; d'harmoniser l'action de leurs groupes parlementaires, à la faveur de la constitution d'un intergroupe à réunir, chaque semaine, en formation plénière ou restreinte ; de définir et coordonner celles des actions locales qui doivent êtres menées en commun.

Pour être efficace, cette alliance devrait se doter, dans des conditions à définir, d'une présidence tournante, d'un secrétariat permanent, d'une assemblée constituée pour partie de représentants en nombre égal de chaque formation membre, et de représentants de chaque formation au prorata de ses effectifs. Il devrait être possible d'adhérer directement à l'Alliance. Ses ressources seraient composées du produit des cotisations de ses adhérents directs et d'une contribution de chacun des partis membres, dont une part forfaitaire.

L'adhésion d'une formation politique à l'Alliance supposerait l'acceptation de ses choix politiques et de ses règles de fonctionnement. Elle ne pourrait être décidée qu'à l'unanimité des formations fondatrices.

Les présidents de l'UDF et du RPR souhaitent que soit retenu le principe du lancement du processus de création de l'Alliance dès que prendront fin les discussions en cours ou encore à venir sur leur propre organisation interne – discussions qui détermineront *de facto* les composantes de la nouvelle organisation. Ils émettent le voeu que l'Alliance puisse commencer à fonctionner dès la rentrée de septembre.

Le désappointement des militants centristes du Nord

LAMBERSART

de notre correspondant régional

REPORTAGE

Le plaidoyer unitaire de François Bayrou ne convainc pas une base excédée

« Il y a quinze jours, pour une réunion où l'on devait parler de la "refondation", nous étions trois fois plus nombreux », constate un militant valenciennois de Force démocrate venu à Lambersart, dans la banlieue de Lille, pour rencontrer François Bayrou, jeudi 14 mai au soir. Marc-Philippe Daubresse, maire de Lambersart et député FD, accueille des militants moroses. *« Je vais très bien. Je n'ai pas le sida. Je n'ai pas le cancer, mais j'ai tout le reste »*, répond le sénateur André Diligent à Jean-Louis Borloo qui s'enquiert de sa santé.

« Je n'apprécie pas, en période de crise, que certains passent leur temps à tirer sur leurs dirigeants. Par contre, nous sommes là pour exprimer ce que la base ressent. En tout cas, nous ne nous attendions pas ce soir à vivre un nouvel épisode du feuilleton "Dallas" de l'opposition », conclut M. Daubresse en donnant la parole au président de Force démocrate.

En justifiant l'Alliance, *« synthèse entre une société solidaire et une société libérale »*, celui-ci posait des conditions : *« Pousser la rénovation ou la refondation jusqu'à son terme »* ; *« Une union suppose l'amitié des gens qui la composent. »* Pas assez, cependant, pour rassurer le dernier carré de militants qui, dans le Nord, se réclament d'une démocratie-chrétienne fort ancienne. *« Je plaide pour que les différences ne fassent pas les divisions »*, a répondu M. Bayrou à son premier contradicteur, qui reprochait à l'Alliance de reposer sur deux pôles : l'un, le RPR, qui *« se reconnaît dans un homme »*, et l'autre *« dans lequel certains n'osent plus dire qu'ils sont à l'UDF et que Force démocrate est une composante de l'UDF »*.

La deuxième charge est venue de M. Diligent : *« Je ne vais pas t'assassiner parce que tu as raison sur les trois quarts des choses. Mais nous rêvions d'un centre allant de Simone Veil à Delors. Les derniers sondages montrent qu'il y a bien de quoi faire un grand parti du centre. C'est ce que les Français attendent. La cohabitation est un élément centriste avec des valeurs de gauche et de droite. Nous avons des valeurs communes, mais pas avec tout le monde. D'accord pour le libéralisme, mais avec une finalité sociale et politique. Je comprends que tu ne veuilles pas paraître pour un diviseur, mais moi je reste fidèle à un grand parti du centre et je te supplie de revenir à cette idée. »*

« A NOUS LA PAROLE »

La réplique de M. Bayrou est nette : *« Disons la vérité, il y a trois chances sur quatre pour que ça se produise comme tu le souhaites, avec un courant gaulliste, un courant libéral et un courant du centre. Mais je le regrette. Je militerai jusqu'à la dernière minute pour que ça ne se produise pas. »* Une citation de Bismarck vient à l'appui de la démonstration : *« Dans un système à trois puissances, il faut être l'une des deux. »*

La relance est venue de Catherine, une militante : *« On parle du centre et du centre droit, mais on laisse exister un centre gauche qui n'est pas forcément chez nous. Ce n'est pas un problème d'homme, mais un problème de projet.*

La semaine dernière, on nous a parlé de rénovation. A nous la parole ! Cet après-midi, nous avons été échaudés. Les gens du centre gauche, que vont-ils faire ? Où vont-ils aller ? » Elle résumait le sentiment d'une grande majorité des participants à cette rencontre, se disant excédés par des décisions *« prises ailleurs »* au mépris de la volonté de la base : *« Nous avions reçu des questionnaires de Force démocrate. Nous n'avons pas eu le temps de les renvoyer que nous arrive un deuxième questionnaire de l'UDF, et puis aujourd'hui un accord est signé. Nous avons vraiment l'impression d'être pris pour des cons. Et, dans le même temps, on nous demande de renouveler les cotisations. Mais à qui on les envoie ? »* demande le responsable de la section de Croix.

« On nous propose de nouvelles structures. On fait de la grammaire quand il faudrait faire de l'expression », lance un autre jeune avant de détailler son malaise : *« J'attendais autre chose et je ne vois rien. On lance simplement un nouveau bombardier. On a fait appel aux jeunes pour défendre un projet qui était le vôtre, mais où est le mien ? On ne voit plus. La cotisation que je viens de payer, et d'après ce que j'ai pu comprendre, je suis l'un des rares, je ne sais pas à quoi elle va servir. J'ai l'impression d'être dépassé par quelque chose qui m'échappe. »*

Pierre Cherruau

La satisfaction forcée de Jacques Chirac

ANALYSE

Se plier aujourd'hui à la loi du chef de l'Etat pour mieux s'en émanciper demain ?

LE SAUVETAGE de la droite est devenu une grande cause nationale. Lionel Jospin l'avait institué comme telle lorsque, le 19 mars, il avait lancé, sur le perron de l'hôtel Matignon, un appel solennel aux responsables de l'opposition pour qu'ils ne laissent pas ternir l'image de la France par ceux de leurs amis qui étaient prêts à introduire le Front national dans les exécutifs régionaux. Le 23 mars, Jacques Chirac avait dû appeler son camp à ne pas céder à la tentation d'alliances qui ne pourraient que le disqualifier et scinder son électorat en deux groupes inconciliables.

Quoi qu'elle en dise et quel qu'ait pu être le cynisme de François Mitterrand, se servant de l'extrême droite pour miner le terrain sous les pas des dirigeants RPR et UDF, le Front national est depuis l'origine, il y a maintenant quinze ans, un problème que la droite s'est créé elle-même en acceptant de s'allier avec lui, en 1983, aux élections municipales de Dreux. Ce problème n'est certes pas le seul, mais la pression lepéniste, qui n'a cessé de croître depuis, agit comme un facteur d'aggravation des difficultés que connaissent les formations de l'actuelle opposition.

La droite se rallie-t-elle à l'Europe ? Ses antieuropéens font valoir que le Front national va attirer à lui ceux de ses électeurs que la construction européenne inquiète ou révulse. Se convainc-t-elle des vertus du libéralisme ? Voilà que fleurit, à son flanc, la dénonciation du libre-échangisme et de l'affaiblissement de l'Etat. Et tandis qu'elle tente de définir les bases de ce que devrait être, selon elle, la modernisation du pays, elle est en permanence poussée à revenir sur les terrains anachroniques de l'immigration et de la nationalité.

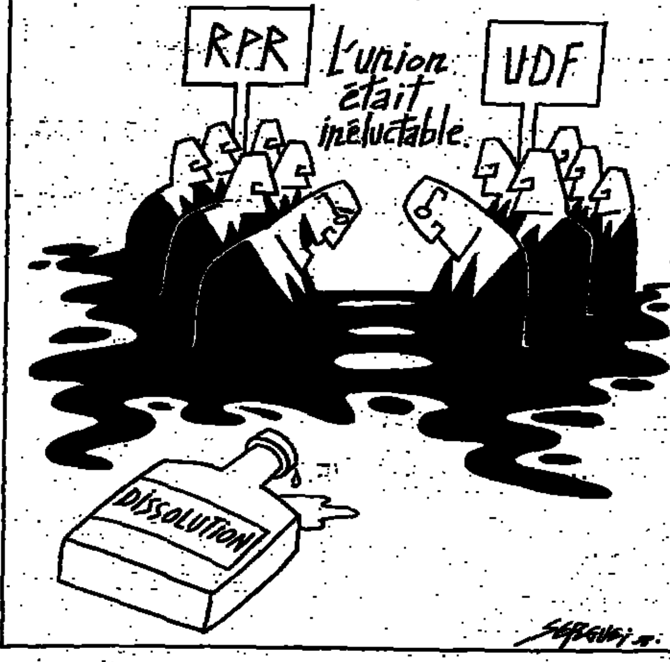
La dissolution de l'Assemblée nationale et la défaite de la droite aux élections législatives ont donné un nouveau tour d'écrou. Là encore, la droite a agi pour son propre malheur en chantant sur les toits que la gauche devait sa victoire – et donc, elle-même, sa défaite – au maintien des candidats du Front national, là où ils le pouvaient, au second tour de scrutin. Outre que cette affirmation est factuellement fausse – le nombre de députés de gauche élus dans des « triangulaires » ne suffisant pas à assurer la majorité –, elle ne pouvait qu'encourager une partie des élus, des militants et des électeurs RPR et UDF à en tirer la conclusion suivante : puisque l'interdit institué sur le Front national coupe la droite d'une partie de son électorat naturel et fait le jeu de la gauche, il faut abattre ce mur.

L'effet... dissolvant de la concurrence du Front national, largement démontré dans la bataille des alliances pour les présidences de région, s'exerce principalement sur les deux appareils de la droite : l'UDF, dont elle a précipité la crise ; le RPR, qui est mieux parvenu à étouffer le débat dans ses rangs, mais qui s'est vu aussitôt interdire, du fait de sa dépendance envers le chef de l'Etat, d'adopter vis-à-vis du gouvernement une attitude d'opposition brutale sur le passage à l'euro. La porte était donc ouverte, des deux côtés, pour ceux qui voulaient enlever aux chefs du RPR et de l'UDF la direction de la droite : les uns – Bernard Pons, Alain Juppé – pour inscrire celle-ci dans la stratégie de reconquête de M. Chirac ; les autres pour accéder au premier rang en tentant une percée vers le centre – François Bayrou – ou vers l'extrême droite – Charles Millon, Alain Madelin.

Le lancement de l'Alliance par Philippe Séguin et François Léotard est une tentative ultime et audacieuse pour faire échec à la décomposition. Ultime parce qu'elle associe deux hommes dont le rôle, à la tête de leurs formations respectives, est menacé : M. Séguin a évoqué son possible retrait de la présidence du RPR, et M. Léotard voyait disparaître l'organisation même qu'il dirige, c'est-à-dire l'UDF. Audacieuse parce qu'elle vise à priver les dissidents de l'argument honorable qu'ils mettent en avant, celui de l'union, et à démasquer ceux d'entre eux qui ne songent, en réalité, qu'à une ouverture vers l'extrême droite.

Ultime, audacieuse, l'initiative n'est pas désespérée. Elle a pour elle l'habileté, en premier lieu face à M. Chirac, qui n'a pu que l'approuver. Le chef de l'Etat ne peut que dire que les dirigeants du RPR et de l'UDF se plient à sa loi en proposant l'union qu'il a lui-même recommandée. Il doit craindre qu'ils ne lui en retirent, aujourd'hui, la maîtrise et, demain, le profit.

Patrick Jarreau



Démocratie libérale : Hervé Novelli refuse le « politiquement correct »

IL EST l'un de ceux qui ont préparé la convention nationale de Démocratie libérale du 16 mai, au cours de laquelle Alain Madelin veut relancer son infatigable croisade libérale au sein de l'opposition. Il est l'un de ceux qui, régulièrement, et plus encore depuis les élections régionales, poussent M. Madelin à parler plus clair, à s'affranchir des convenances tièdes qui siéent au camp dit des « modérés », bref, à opérer *« un changement stratégique »* radical. De lui-même, Hervé Novelli dit avec aise qu'il *« sent le souffre »*.

Le délégué général de Démocratie libérale est aussi l'un des plus anciens complices de M. Madelin. Leur rencontre, assure-t-il, ne se situe pas dans l'un des groupuscules d'extrême droite qu'ils ont tous deux fréquenté dans leur jeunesse – *« Je suis plus jeune, il en était déjà parti quand j'y suis entré »* – mais à l'Institut d'histoire sociale. M. Madelin donnait des cours, lui en prenait, dans ce bastion de l'anticommunisme qui a servi de lieu de passage à bien des activistes de l'extrême droite. A cette époque, le futur ministre de l'économie s'occupe de la formation chez les Républicains indépendants. Leurs bonnes relations le conduira à proposer à son ancien élève de faire la campagne de Michel d'Ornano à Paris en 1977.

Ses fonctions de chargé des relations avec le Parlement pour la chambre syndicale de la sidérurgie française lui permettent, en 1978, de se frotter aux jeunes députés de la droite giscardienne, comme Gérard Longuet et François Léotard, qui, avec M. Madelin, viennent de faire leur entrée au Parlement. Il ne perd pas le contact avec M. Madelin même lorsqu'il consacre une grande part de son temps aux deux PME héritées de son père. Il reprend vraiment du service en 1985 *« pour préparer l'alternance »*. Logiquement, celui-ci, devenu ministre de l'industrie, le prend dans son équipe comme chef de cabinet.

Ce n'est qu'alors qu'il entre formellement au Parti républicain, dont il sera notamment secrétaire général au côté de Gérard Longuet. Il a tout loisir d'y observer la montée du Front national, et de pester contre l'attitude intransigeante à laquelle se tient la droite à son égard depuis la fin des années 80.

JUBILATION ET REGRETS

Il observe avec jubilation et regrets rétrospectifs la situation actuelle. *« On paye aujourd'hui dix ans d'erreur stratégique vis-à-vis du Front national. On n'a pas débattu avec le FN, on a fait la course à l'antifascisme avec la gauche en accréditant l'idée que droite et gauche, face au FN, c'est pareil »*, explique-t-il. Les élections régionales et surtout le refus de Démocratie libérale de prononcer une condamnation morale des présidents de droite élus avec les voix de l'extrême droite ont, à ses yeux, mis heureusement un terme à cette erreur stratégique.

M. Novelli est convaincu de la faveur avec laquelle une large partie de l'électorat de sa famille politique a accueilli l'attitude de Charles Millon en Rhône-Alpes : *« Les gens y voient bien autre chose que la relation au Front national. Ils ont apprécié le bras d'honneur. Le politiquement incorrect, c'est ce qui rapporte aujourd'hui. Le refus devient une attitude sympathique »*, assure M. Novelli. Il souhaiterait que ce soit celle, samedi, de M. Madelin à l'égard de l'UDF.

Cé. C.

Du « choc psychologique » à l'« entité artificielle »

● **Mars 1988 :** à la veille de l'élection présidentielle, Edouard Balladur, ministre de l'économie dans le gouvernement de Jacques Chirac, se déclare partisan, dans un point de vue que publie *Le Monde*, de la création d'une confédération nouvelle rassemblant le RPR et l'UDF dans laquelle chaque parti *« conserverait sa personnalité »*.
● **Mai 1988 :** accord UDF-RPR pour présenter des candidats uniques aux législatives, sous le sigle URC (Union du rassemblement et du centre).
● **Avril 1989 :** douze « rénovateurs » de la droite, conduits, notamment, par François Bayrou et Charles Millon pour l'UDF, Michel Noir pour le RPR, se rebellent contre les appareils de l'opposition et leurs dirigeants.
● **Juin 1990 :** création de l'Union pour la France (UPF), cartel électoral entre le RPR et l'UDF.
● **Avril 1991 :** les deux partis passent un *« accord global d'union »* pour les régionales de 1992, les législatives de 1993 et la présidentielle de 1995.
● **Janvier 1992 :** Charles Pasqua relance l'idée d'un parti unique pour *« provoquer un choc psychologique dans l'opinion »*. L'initiative est soutenue par Valéry Giscard d'Estaing et par François Léotard, mais Jacques Chirac la juge *« prématurée »*.
● **Juillet 1996 :** première réunion du conseil de l'union RPR-UDF, mis en place dans la perspective des législatives de 1998.
● **Juillet-août-septembre 1997 :** après l'échec des législatives anticipées, le président de la République, M. Chirac, conseille aux partis de droite de *« donner une priorité au renforcement des forces centripètes »*. M. Millon déclare que le RPR et l'UDF doivent fusionner, mais l'idée du parti unique est alors jugée *« prématurée »* par M. Balladur. Nicolas Sarkozy, porte-parole de l'équipe de transition du RPR, explique que *« ce n'est pas en fusionnant deux organismes affaiblis qu'on fait un organisme bien portant »*. *« L'addition du RPR et de l'UDF ne conduit nulle part »*, confirme le séguiniste François Fillon. M. Bayrou considère que l'avenir de l'opposition *« n'est pas dans la construction d'un grand parti unique de droite, enfermé dans un tête-à-tête avec l'extrême droite »*, car la fusion est *« une idée fausse en soi »*.
● **Février 1998 :** M. Léotard assure que l'hypothèse d'une grande formation unique *« mérite réflexion »*, dans *Le Figaro*, qui ouvre largement ses colonnes aux partisans de la fusion.
● **Mars 1998 :** au lendemain des régionales, M. Séguin rejette la *« recomposition »*, qui, selon lui, est *« un mot obscène »*, et M. Balladur précise qu'il ne faut *« pas forcer à la création d'une entité nouvelle qui serait artificielle »*.

La détention du patrimoine financier reste très fortement concentrée

La fortune des ménages les plus âgés s'est accrue

Selon une étude de l'Insee, publiée vendredi 15 mai, les inégalités les plus fortes entre Français portent sur les actifs financiers, dont la moitié est détenue par 5 % des ménages, tandis que la moitié des ménages la moins fortunée n'en possède que 5 %. Une petite minorité des ménages (13,2 %) possède des actions.

VOILÀ une étude qui arrive à point ! Alors que le gouvernement a annoncé son intention d'engager une réforme de la fiscalité du patrimoine (ainsi que de la fiscalité locale et de la fiscalité écologique), l'Insee publie, vendredi 15 mai, les résultats d'une enquête qui éclaire les enjeux du débat. Elle révèle que les inégalités entre Français face au patrimoine restent très importantes. Les plus criantes concernent les patrimoines financiers.

Les chiffres de l'Insee résultent d'une enquête réalisée auprès de 10 200 ménages, d'octobre 1997 à janvier 1998. Globalement, ils confirment deux tendances déjà connues. D'abord, le patrimoine, en France, est *« très inégalement réparti »* puisque les 5 % des ménages les plus fortunés détiennent près de 30 % des actifs appartenant aux ménages. Ce taux est, à peu de chose près, celui qui ressortait de l'étude précédente, réalisée en 1992.

Il s'avère toutefois – et c'est la deuxième tendance – que, depuis le début des années 90, l'éventail des patrimoines tend légèrement à se resserrer *« pour la grande majorité des ménages, en dehors des plus pauvres et des plus riches »*. *« C'est surtout*, note l'Institut, *au sein des patrimoines de plus de 500 000 francs, en excluant toutefois les grandes fortunes, que les écarts se sont réduits. Les ménages âgés d'aujourd'hui (...) sont plus riches que ceux d'hier, ce qui contribue au resserrement. Au total, les patrimoines des ménages âgés ont davantage progressé que ceux des autres ménages, et les plus jeunes ont vu leur situation relative se dégrader. »* Dans la foulée, l'Insee fait un autre constat moins connu, et pour lequel on ne disposait pas de statistiques récentes. L'étude révèle que *« la possession d'actifs financiers apparaît nettement plus concentrée que le patrimoine dans son ensemble »* puisque la *« moitié des actifs financiers est détenue par 5 % des ménages, tandis que la moitié des ménages la moins dotée ne détient que 5 % du patrimoine financier des ménages »*.

PAS DE CAPITALISME POPULAIRE

Ces disparités peuvent surprendre car la proportion des Français à détenir des actifs financiers est beaucoup plus élevée que le taux de possession de logements ou d'actifs professionnels. Ainsi 58,9 % des ménages détiennent-ils un logement, début 1998, contre 61,1 % six ans auparavant (et 7,5 % une résidence secondaire, soit 2 points de moins en six ans). Par ailleurs, deux ménages sur dix, seulement, possèdent des biens professionnels ou des terrains. Par contraste, le taux de détention d'actifs financiers apparaît beaucoup plus fort, puisqu'il concerne neuf ménages sur dix.

Il n'y a, pourtant, guère de mystère : si certaines formes d'épargne sont répandues, d'autres le sont beaucoup moins, et ce sont celles-là, précisément, qui accusent les plus fortes inégalités. Sans grande surprise, une très forte proportion de Français détient ainsi un livret d'épargne défiscalisé (Livret A, Livret jeune, etc.) : 82,7 % en 1998 contre 74,3 % en 1992. Le taux varie assez peu selon les catégories sociales : il est compris entre 70 % et 90 % selon les revenus des ménages.

En revanche, la proportion des Français à posséder des actions est beaucoup plus faible : elle n'est que de 13,2 %. Mais ce taux moyen recoupe des disparités considérables. Le taux est de 3,8 % pour les ménages dont le revenu annuel est inférieur à 60 000 francs et grimpe jusqu'à 40,9 % pour les revenus supérieurs à 300 000 francs. Encore faut-il souligner que ce taux de un ménage sur huit détenant des actions reflète une hausse sensible : 5 points en six ans. Le reflux des Sicav monétaires, la réussite de la privatisation partielle de France Télécom ainsi que les bonnes performances de la Bourse expliquent cet engouement. Il reste que ces statistiques ne témoignent en rien de l'émergence d'une forme de « capitalisme populaire ». Globalement, le taux de détention des valeurs mobilières est en stagnation, autour de 23 % des ménages depuis le début de la décennie.

La seule véritable percée est celle de l'assurance-vie, dont le taux de détention est passé de 39,5 % en 1992 à 45,9 % actuellement. *« C'est parmi les ménages âgés, concernés au premier chef par le maintien de l'exonération des droits de succession, que la diffusion de l'assurance-vie a été la plus rapide »*, commente l'Insee. Décidément le gouvernement, qui a renoncé l'an passé à remettre en cause cet avantage fiscal, trouvera dans ce rapport matière à réflexion.

Laurent Mauduit

M. Besson annonce la publication d'un arrêté élargissant l'accession aux logements HLM

RÉQUISITIONS et attribution des logements sociaux : curieusement, les mesures les plus polémiques du volet logement du projet de loi de lutte contre les exclusions, avec la taxe sur les logements vacants, n'ont pas suscité d'échanges très vifs entre les députés, jeudi 14 mai, à l'Assemblée nationale. Au perchoir, Yves Cochet (Verts, Val-d'Oise) souhaitait visiblement accélérer les débats. La droite, elle, était absorbée par l'événement du jour : la création d'Alliance. A tour de rôle, Patrick Devedjian (RPR), Pierre Cardo et Denis Jacquat (UDF) quittaient l'Hémicycle pour accorder des entretiens à la presse dans la salle des Quatre-Colonnes.

L'article sur les réquisitions reprend, pratiquement au mot près, celui du précédent gouvernement. Louis Besson l'a dit lui-même : *« Ce texte est un plagiat de votre texte, et ces propositions offrent des points de repères historiques qui devraient vous rassurer »*, a souligné le secrétaire d'Etat au logement, ajoutant que la réquisition ne saurait tenir lieu de *« politique de logement »*. Les personnes morales et les locaux vacants depuis au moins dix-huit mois seront seuls concernés par la réquisition. Sa durée ne pourra pas excéder douze ans. Le loyer sera fixé par décret et les bénéficiaires des logements seront désignés par les préfets. L'Assemblée a rejeté une série d'amendements, défendus par la droite, proposant d'écarter du dispositif les sociétés civiles immobilières de type familial. L'article a été adopté par 38 voix contre cinq venant de l'opposition.

L'attribution des logements locatifs sociaux recouvre deux enjeux, a rappelé Alain Cacheux (PS, Nord), rapporteur du volet logement : la nécessité d'améliorer l'accession des personnes les plus en difficulté au parc social, et la volonté de ne pas accentuer la *« ghettoïsation »* qui *« frappe trop de résidences HLM »*. L'objectif est de favoriser la *« mixité sociale »*, et toute la question est de savoir où placer le curseur du surloyer et du plafond de ressources pour accéder au parc de logement social. M. Besson a annoncé la sortie *« imminente »* d'un arrêté qui vise à *« revaloriser de manière significative »*, pour certains ménages, les plafonds de ressources pour accéder à un HLM. Le conseil supérieur des HLM, réuni lundi 18 mai, examinera cet arrêté. Celui-ci met fin à la *« distinction entre les ménages selon l'activité ou non du conjoint »*, cette règle s'étant avérée *« défavorable »* aux couples de retraités, a précisé M. Besson.

RENFORCER LA PRÉVENTION

L'arrêté vise aussi à renforcer l'accès aux logements sociaux des couples sans enfant ou avec un seul enfant. Ceux-ci ont un taux d'accès de 40 % contre 60 % pour les grandes familles, a indiqué le ministre. Estimant que l'arrêté répond en grande partie à leurs interrogations, plusieurs amendements de la commission spéciale ont été retirés. Les députés de la majorité ont finalement adopté un amendement de la commission spéciale, rectifié : les dépassements de plafond de ressources, qui entraînent la possibilité ou l'obligation de demander un surloyer, sont fixés respectivement à 20 % et à 40 %.

Le chapitre sur la prévention et l'accès aux soins du projet de loi généralise sur le territoire les programmes régionaux d'accès à la prévention et aux soins. Malgré un avis défavorable du secrétaire d'Etat à la santé, Bernard Kouchner, l'Assemblée a souhaité renforcer le statut et les moyens des centres d'hygiène alimentaire et d'alcoologie.

Diverses mesures sur l'accès à la citoyenneté, dont certaines figuraient dans l'ancien projet de loi, ont été adoptées, comme la gratuité de la carte d'identité aux sans-domicile-fixe. Un amendement du Mouvement des citoyens, précisé par le RPR, donne droit aux personnes condamnées à une peine d'emprisonnement à être informées de leurs droits sociaux pendant l'exécution de leur peine.

Clarisse Fabre

Commission d'enquête parlementaire sur le service d'ordre du FN

LES DÉPUTÉS de gauche de la commission des lois de l'Assemblée nationale ont adopté, jeudi 14 mai, une proposition de résolution créant une commission d'enquête sur le service d'ordre du Front national (DPS, département protection sécurité). La droite a quitté la séance avant que ce sujet ne soit abordé. Le texte, rédigé à partir des propositions de Robert Gaïa (PS, Var) et André Aschieri (Verts, Alpes-Maritimes), stipule que la commission d'enquête devra se pencher sur *« les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait »*. Il sera soumis au vote des députés en séance publique.

DÉPÊCHES

■ **SONDAGES : la cote de popularité du président de la République est en baisse de 4 points,** selon la dernière enquête de Louis-Harris, réalisée du 7 au 9 mai auprès d'un échantillon de 1 011 personnes et publiée par *Valeurs actuelles* (daté 16 mai). Jacques Chirac recueille 49 % de jugements positifs sur son action (contre 53 % en avril) et 37 % d'opinions négatives. Le premier ministre, en revanche, bénéficie d'une cote élevée et stable, à 57 % d'opinions positives contre 30 % de jugements négatifs. Selon l'enquête d'Ipsos réalisée du 6 au 9 mai auprès d'un échantillon de 951 personnes et publiée par *Le Point* (daté 16 mai), le chef de l'Etat recueille 54 % de bonnes opinions (en hausse de 2 points), contre 36 % de mauvaises ; quant à Lionel Jospin, il recueille 56 % de bonnes opinions (en hausse d'un point), contre 35 % de jugements négatifs.

■ **PARTI SOCIALISTE : l'ancien ministre communiste Charles Fiterman a officiellement annoncé son adhésion au Parti socialiste,** jeudi 14 mai. L'ancien « refondateur » communiste, qui avait quitté le PCF en 1994, a souligné qu'il faut *« avancer vers une Union européenne plus sociale, démocratique et citoyenne »*. Le premier secrétaire du PS, François Hollande, a indiqué que M. Fiterman serait *« associé »* aux travaux du conseil national du PS et qu'il travaillerait auprès d'Henri Nallet, secrétaire national aux questions européennes.

■ **MODES DE SCRUTIN : le président délégué du Mouvement des citoyens, Georges Sarre,** estime que la proposition de réforme du mode de scrutin des européennes, *« loin d'emporter la conviction, appelle des réserves »*. A propos de la réforme sur le scrutin des régionales, le député chevènementiste de Paris considère que si l'objectif, à savoir *« donner des majorités cohérentes aux exécutifs régionaux »*, est *« légitime »*, en revanche, *« la solution préconisée n'est pas la meilleure »*.

JUSTICE Le procès Yann Piat s'est poursuivi devant la cour d'assises du Var, jeudi 14 mai à Draguignan, par la déposition de Maurice Arreckx. ● L'ANCIEN PRÉSIDENT du conseil général du Var, actuellement incarcéré pour une affaire de pots-de-vin, a cherché à prendre ses distances avec le milieu varois et notamment son patron, Jean-Louis Fargette, assassiné en Italie en 1993, avec qui il a reconnu avoir eu d'anciennes relations. ● LA LECTURE des dialogues des écoutes téléphoniques entre le caïd varois et son ami marseillais Daniel Savastano, début 1993, a fait apparaître la volonté du milieu de nuire à Yann Piat par diverses actions. ● CITÉS COMME TÉMOINS, François Léotard et Jean-Claude Gaudin, ainsi que des journalistes dont Jean-Michel Verne et André Rougeot, auteurs d'un livre controversé sur l'affaire, devaient être entendus vendredi 15 mai.

Le procès Yann Piat souligne l'emprise du milieu sur le Var

Maurice Arreckx, ancien président du conseil général, a tenté de convaincre la cour d'assises qu'il n'avait pas de relations avec le banditisme organisé. Des écoutes téléphoniques ont fait apparaître l'exaspération des malfrats locaux contre la députée

DRAGUIGNAN
de notre envoyé spécial

L'affaire fait un peu désordre. Jeudi 14 mai, la cour d'assises du Var entend le commissaire divisionnaire Alain Feuvrier, qui explique comment, alors qu'elles sommeillaient dans un autre dossier, furent versées à l'instruction de l'assassinat de Yann Piat, perpétré le 25 février 1994, toute une série d'écoutes téléphoniques interceptées un an plus tôt, début 1993, entre Jean-Louis Fargette, le parrain du milieu toulonnais alors en exil près de San Remo (Italie) et son ami Daniel Savastano, alors soupçonné d'être impliqué dans une affaire de fausse monnaie *(lire ci-dessous)*.

Synthèse du policier, en substance : « *Ces écoutes montraient que Jean-Louis Fargette était très intéressé par la campagne législative de 1993 et très bien informé. Elles mettaient au jour des liens entre le milieu et le monde politique et économique. Le candidat manifeste de Jean-Louis Fargette était Joseph Sercia* [alors vice-président du conseil général du Var et rival de Yann Piat dans la troisième circonscription]. *Fargette et Savastano étaient très remontés contre Mme Piat* ».

Ainsi, en 1993, la connaissance de liens politico-mafieux n'éveillait aucune curiosité. Ainsi, l'hostilité d'un caïd envers un élu de la République ne suscitait aucune crainte, ni enquête. A cette date, cependant, on pouvait lire dans les journaux qu'une grenade avait été lancée sur sa permanence électorale, que l'un de ses meetings avait fait l'objet, le 16 mars 1993, d'une échauffourée violente. Par ailleurs, Yann Piat n'avait jamais caché aux autorités les menaces dont elle faisait l'objet.

Des avocats manquent de s'étrangler et lisent déjà certains passages : « *On est en train de l'assassiner...* », « *On va la traîner dans la boue, on va la massacrer.* » Le président coupe court à la rumeur. Plus tard, on entendra, dans les mêmes écoutes : « *Je lui ai mis en l'air une réunion. Ils vont y casser.* » Ou encore, dans un registre différent : « *C'est eux, la vraie mafia... C'est la politique, les escrocs, les cols blancs...* » « *Il n'y avait pas matière à enquête* », lâche, un peu imprudent, le policier marseillais...

« GRAND-PÈRE »

Ami intime de Fargette et personnage haut en couleur, Daniel Savastano confirme que le « *grand-père* », qui revient dans les écoutes lues publiquement par le président Dominique Bréjoux, désigne bien Maurice Arreckx, l'ancien président (UDF-PR) du conseil général du Var et maire de Toulon, qui se présentait lui-même jadis comme le « *parrain politique* » du département. A entendre les conversations, les relations étaient suivies. « *Cette semaine, j'ai mis le turbo. J'ai eu mon grand-père tous les jours* », dit Fargette le 8 février 1993.

Depuis toujours, Maurice Arreckx n'a jamais renié avoir eu d'*anciennes relations avec le caïd* local, qui présidait son comité de soutien dans les années 70, et qui prit la fuite, en 1982, de manière rocambolesque, quelques minutes avant que la justice le condamne à cinq ans de prison ferme pour recel de malfaiteur. Un temps, la cour s'arrête sur cette figure du grand banditisme, son charisme, son machisme, son costume blanc, son « don du relationnel », son projet de cimenterie, ses intérêts dans l'approvisionnement des débits de boissons ou dans la vie nocturne.

Fargette régnant sur le Blockhaus, l'Hi-Fi Club, Chez Poupoune (à Bandol), le Flamenco (au Lavandou), le Cosmos (à La Valette) ou le Louis XIII (à Hyères), établissement dont l'accusation soupçonne qu'il a, par la suite, été repris par Gérard Finale, accusé d'être le commanditaire de l'assassinat de Yann Piat. Fargette opérant avec son « *immense pouvoir de séduction* », selon Jean-Pierre Mériadec, chargé des faits divers à *Nice-Matin* depuis trente-sept ans, qui connaissait et « *appréciait* », dit-il, le voyou. Fargette, assassiné le 17 mars 1993 par deux inconnus alors qu'il s'apprêtait, en avril, à regagner la France, la prescription dans son affaire ayant été acquise.

Entre deux gendarmes, puisqu'il est à nouveau incarcéré pour purger sa condamnation à deux ans de prison dans une affaire de pots-de-vin, Maurice Arreckx, quatre-vingts ans, confirme à nouveau ses liens anciens avec le caïd. Il le dira « *sympathique* ». Depuis une affaire vieille de vingt ans, où il témoigna en faveur de Fargette, « *il me vouait une reconnaissance aussi encombrante que provocante* », explique-t-il. Costume bleu sans cravate, l'ancien patron du département indique qu'il le « *rencontrait de temps en temps (...), mais absolument pas depuis 1982* ». Qu'il n'eut donc aucun contact récent, y compris par téléphone. Il ajoutera plus tard : « *Je ne lui ai jamais rien accordé.* »

UN HOMMAGE DÉSARMANT

Le président Bréjoux, qui s'adresse à l'ancien homme fort du Var par lapsus en le nommant... « *monsieur Fargette* », lui rappelle les écoutes du caïd, l'expression « *mon grand-père* ». « *Et vous croyez qu'il m'a eu vraiment !* », s'étrangle Maurice Arreckx. « *C'est un bandit de grand chemin ! C'est sa parole contre celle d'un honnête homme !* [le président tente, en vain, de l'interrompre] *Je vous en supplie, j'ai une femme, des enfants. Si j'ai fait des torts, je paye. Ne me faites pas porter le chapeau.* » Et, presque hurlant, d'un même débit rapide : « *Il avait la tête enflée. Il essayait de devenir le Tapie de Toulon et du Var... Une seule fois, il m'a téléphoné.* » Puis, cet hommage désarmant : « *Il me respectait à sa manière. Ils ont des torts. Mais ils ont un honneur, une parole, un sens du devoir que je n'ai pas retrouvé dans les milieux politiques que j'ai fréquentés.* »... Maurice Arreckx tremble, comme une feuille. Le président suspend la séance.

Puis la déposition de l'ancien maire de Toulon reprend, comme elle avait commencé, sans relief, filandreuse. Elle avait débuté par une longue analyse politique des échéances électorales varoises nourrie de petites phrases – « *Rien n'est plus facile que de faire des promesses, je suis bien placé pour le savoir* » – et de compliments sur Yann Piat, ponctués de sanglots à l'évocation de sa mort. « *La foudre serait tombée sur moi que je ne serais pas plus émotionné.* » « *Ne calcule pas les échos nationaux, m'avait dit ma femme, pense à ses deux filles (...). Je n'avais pas immédiatement mesuré toutes les conséquences de ce drame affreux.* » Le président Bréjoux avait observé dans les propos du témoin une distorsion avec le livre qu'il publia récemment, *Ça suffit !*, d'où Yann Piat ressort au contraire égratignée, « *intrigante* » qui opéra, selon lui, « *une conversion de circonstance* ».

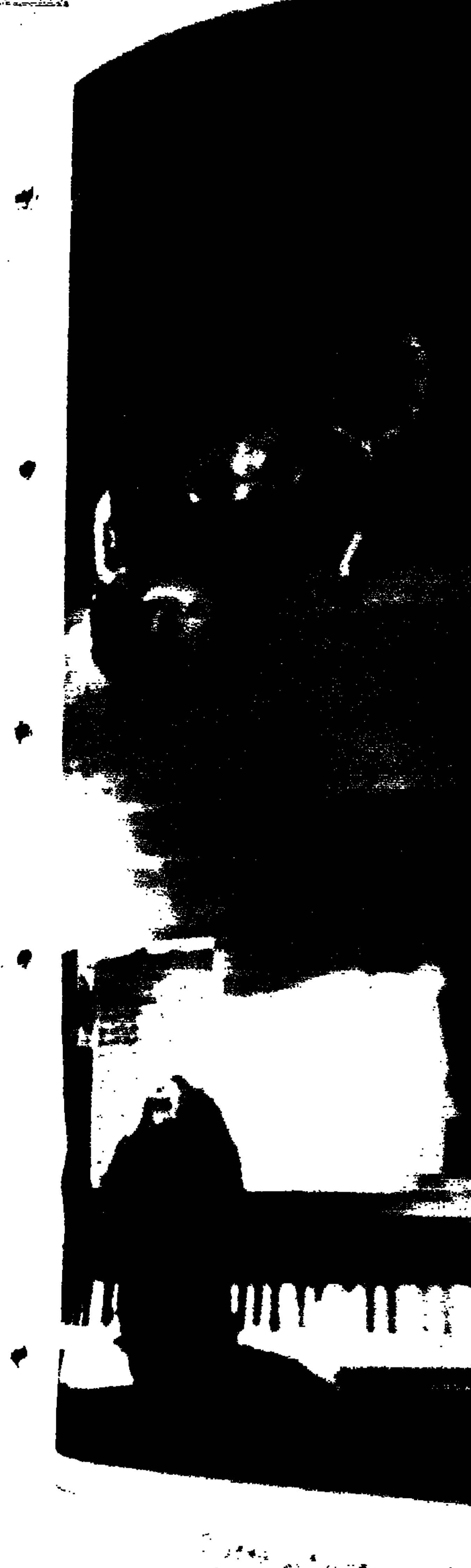
« *Je n'ai pas plus d'illusions que de cruauté envers ce témoin* », conclut l'avocat général Pierre Cortès, qui renonce, comme la défense, à poser des questions.

Jean-Michel Dumay

La Mafia en France

Témoignant au procès de Draguignan, le député (UDF) de la Mayenne et maire de Laval, François d'Aubert, a rappelé, jeudi 14 mai, quelques-unes des grandes lignes des conclusions de la commission d'enquête parlementaire visant à cerner la pénétration de la Mafia en France. Il présida cette commission, dont faisait partie sa collègue Yann Piat, d'octobre 1992 à février 1993.

Il a ainsi rappelé que le Var avait été fréquenté par des membres de la Camorra napolitaine et relevé « *une situation analogique* » avec les réseaux mafieux italiens, contrôlant le marché du béton et le projet de cimenterie dans le port de Toulon, que « *poussait* » le caïd Jean-Louis Fargette. Il a précisé que Yann Piat était un membre « *assidu* » de cette commission.



M. Léotard et M. Gaudin entendus comme témoins

La journée du vendredi 15 mai devrait être particulièrement chargée à la cour d'assises du Var. Dans la matinée, plusieurs journalistes devaient être entendus en tant que témoins, notamment André Rougeot et Jean-Michel Verne, auteurs du livre controversé *L'Affaire Yann Piat, des assassins au cœur du pouvoir*.

Dans cet ouvrage, retiré de la vente par les éditions Flammarion et qui a valu aux auteurs et à l'éditeur de lourdes condamnations, les rédacteurs accusaient deux anciens ministres, François Léotard, alors à la défense, et Jean-Claude Gaudin, sénateur UDF-PR et président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, d'avoir commandité l'assassinat de la députée en 1994. A ce jour, les journalistes n'ont pas pu apporter la preuve de leurs accusations. Cités comme témoins au procès de Draguignan, François Léotard et Jean-Claude Gaudin seront entendus vendredi 15 mai dans l'après-midi.

« Allô mon bicou » : les dialogues édifiants entre Jean-Louis Fargette et Daniel Savastano

DRAGUIGNAN
de notre envoyé spécial

C'est une « *bouche marseillaise* », prévient le commissaire divisionnaire Feuvrier. Un hâbleur en somme, avec sa faconde, son sens du convivial. Le président Bréjoux lui taille un serment sur mesure. « *Jurez de dire toute la vérité, rien que la vérité. C'est-à-dire qu'il ne faut pas en rajouter et pas en oublier.* »

Petite stature, petite moustache, gabarit légèrement enveloppé, Daniel Savastano, quarante-neuf ans, est qualifié par l'accusation de « *malfrat marseillais* ». A la barre, grande chemise blanche hors le jean et manches retroussées, il décline sa « *profession* » : « *Invalide.* » « *J'ai été blessé par un néon. Et j'ai eu deux infractus* (sic) *coup sur coup.* » Homme d'affaires multicarte, à gros carnet d'adresses, ce fidèle ami de jeunesse de l'ancien parrain toulonnais Jean-Louis Fargette, assassiné en mars 1993 en Italie, reconnaît volontiers son éclectisme comblant son inactivité : prêts d'argent, montage juridique « *en droit immobilier* », producteur de disques – « *J'ai été Disque d'or avec Marius Trésor* ». Et il donne cette précision : « *Moi, on me donne un revolver, je suis pas bon. Mais un stylo... il y a danger...* »

Le président donne lecture des écoutes téléphoniques réalisées à son insu entre la fin 1992 et la mi-1993. Dans l'une d'elles, Daniel Savastano se présente comme « *responsable de la Mafia dans le Var* ». Sur fond de dialogues d'Audiard, plongée dans l'intimité du milieu. « *Allô mon bicou, mon chéri ?* » Daniel Savastano téléphonait régulièrement au « parrain » exilé pour discuter, entre autres, du « *grand-père* » (« *Maurice Arreckx* », traduit-il) ou du « *gros* » (Guy Liautaud, bras droit de Maurice Arreckx), du « *rouquin* » (Daniel Colin, ancien député (UDF), qui soutint Yann Piat), ou de « *la doctoresse* » (François Trucy, ancien maire (UDF) de Toulon). A l'approche des législatives de mars 1993, l'irritation du « parrain » face aux succès répétés de Yann Piat est manifeste. Le soutien à Joseph Sercia pas moins. Daniel Savastano affirme qu'ils ont dû se rencontrer, ce qu'a démenti, la veille, l'intéressé. « *Jean-Louis rouspétait parce que* [Yann Piat] *grimpait. Ça gênait ses amitiés politiques.* »

Le président chemine dans les écoutes où l'on dit de la parlementaire – en 1993 – qu'« *elle est cuite, elle est morte* », qu'on a « *fait mettre au garde-à-vous* » tel responsable local, qu'on « *a fait dire* » telle chose à un autre. « *J'ai eu mon grand-père tous les jours pratiquement* (...), dit Fargette dans l'un de ces coups de fil, *et j'ai fait prendre des positions : (...) il a convoqué tout le monde, bon ça va très bien, on est en train de l'assassiner, l'autre, la... la femme...* » Daniel Savastano assure qu'à cette époque – un an avant l'assassinat – il fallait entendre « *politiquement* ». « *Jean-Louis, il aurait jamais fait de mal à une femme* », assure Daniel Savastano. Et de faire de la politique-fiction, puisque le truand a été abattu entre les deux tours des législatives – par « *la crapule de Champourlier, un ami de trente ans* », affirme-t-il : « *Jean-Louis, il se serait rapproché. Quand ils sont élus, après ils sont amis... Enfin...* [Yann Piat] *était quand même un peu spéciale. Elle voulait pas trop entrer dans le système.* »

LE FN ET BERNARD TAPIE

Ainsi Daniel Savastano confirme-t-il « *l'entreprise de discrédit* » que Fargette et lui avaient montée « *pour la faire baisser dans les sondages* » : utiliser un repas, pris le 8 janvier 1992 en sa compagnie, pour la faire chanter en menaçant de faire savoir à des journaux que l'égérie locale anti-Mafia avait pris langue avec le milieu. « *Je le regrette parce que* [cette affaire] *m'a emboucané ma vie.* » Quatorze jours après cette entrevue, Yann Piat avait écrit une lettre, à ouvrir à son décès, dans laquelle elle accusait, « *en cas d'accident mortel ou autre "suicide"* » Maurice Arreckx, Jean-François Barrau, vice-président de la chambre de commerce et d'industrie du Var, Daniel Savastano, « J. L. Farget » (dont elle écorchait l'orthographe) et Bernard Tapie.

Poursuites des écoutes entre « *ma biche* » et « *mon bicou* ». « *Demain, je mange avec le procureur Di Guardia* [procureur de la République de Marseille]. » « *Vous avez mangé...* », commence à s'inquiéter le président. « *Non, non, non. Il n'est pas venu.* » Un moment il est question d'un blond. « *Qui c'est, ce blond ?* », demande le président. « *C'est pas Le Pen* », répond le témoin, spontanément. Les apparences sont trompeuses. Le juge observe qu'il est question plus loin d'un contact avec « *le Jean-Marie* », puis avec un « *corsaire* » qui, « *encore un peu, tombe l'œil* ». « *Je ne sais pas* », bredouille Daniel Savastano.

Il est question d'accords qui auraient été conclus entre le Front national et Bernard Tapie assurant à ce dernier la victoire à Gardanne. « *J'étais dans l'appartement de Jean-Marie Le Pen il y a moins d'un mois...* », entend-on cette fois dans les écoutes par la voix du président. A la barre, Daniel Savastano s'explique : « *Je suis allé à Nice avec Marc Fratani* [l'attaché parlementaire de M. Tapie]. *On a rencontré M. Peyrat. Quand M. Le Pen est arrivé, je suis sorti.* » « *C'est Marc Fratani qui m'a dit qu'on avait passé un accord* », rectifie la « *bouche marseillaise* ».

J.-M. Dy

Dix à douze ans de réclusion criminelle sont requis contre Mickaël Fréminet

PENDANT les quatre jours de débats, les associations antiracistes qui se sont portées parties civiles dans le procès de Mickaël Fréminet ont voulu démontrer que l'idéologie véhiculée par le Front national était en partie responsable de la mort de Brahim Bouraam, ce jeune Marocain jeté dans la Seine le 1er mai 1995 en marge d'un défilé du FN. A l'heure des réquisitions, jeudi 14 mai, l'avocat général, Philippe Bilger, s'est montré plus nuancé. « *L'aspect politique de cette affaire permet seulement d'éclairer le singulier des comportements.* »

Pour convaincre les jurés qu'il s'agit d'abord du procès du racisme ordinaire, Philippe Bilger a rappelé que le meurtrier présumé, Mickaël Fréminet, et ses trois comparses disaient s'être rendus au défilé pour « *s'amuser entre copains* » et qu'ils n'avaient pas d'idées politiques. « *Ils ont raison quand ils disent cela. Ils n'ont pas eu la chance d'apprendre que la politique, ça commence au-dessus de la ceinture, ça passe par le cœur et ça sollicite l'esprit.* » La mort de Brahim Bouraam a, selon lui, été provoquée par « *un concentré de haine, d'humeurs, d'antagonismes, le degré zéro de la politique* ».

Mickaël Fréminet aurait trouvé dans le groupe de skinheads de la région de Reims le moyen de se réaliser. Mais, parce qu'il était timide et influençable, « *il était dans le groupe et n'y était pas, il a accompli son action au regard du groupe, mais aussi en solitaire* ». La thèse de l'accident ne tiendrait donc pas. « *Ce jour-là, l'eau de la Seine était marron, le courant était violent, tout le monde aurait compris que c'était un gouffre, un effroi, une épouvante*, insiste l'avocat général. *Mickaël Fréminet ne sait pas nager, et ce dont il a peur, il le fait vivre à sa victime.* » Il s'agit là, pour l'accusation, d'une preuve de l'intention homicide, comme le fait que « *rien n'ait été tenté pour sauver Brahim Bouraam* ».

Philippe Bilger veut cependant « *croire que les accusés peuvent s'amender* ». « *Ils doivent comprendre que l'homme n'est pas un produit jetable, que l'étranger n'est pas un ennemi*, assène-t-il. *Les partis ne sont pas là pour favoriser la haine et le ressentiment, mais pour venir au secours de la faiblesse personnelle. C'est à la démocratie d'assurer ce palliatif-là.* »

Refusant « *l'exemplarité totalitaire* » d'un verdict politique, l'avocat général a demandé dix à douze ans de réclusion criminelle contre Mickaël Fréminet ; quatre ans d'emprisonnement, dont deux avec sursis à l'encontre de David Halbin ; quatre ans dont trois avec sursis pour Christophe Calame et David Parent.

Acacio Pereira

Le président de la chambre d'agriculture de Corse a été interpellé

LE PRÉSIDENT de la chambre régionale d'agriculture de la Corse, Michel Valentini, a été interpellé à son domicile, ainsi que son épouse, vendredi matin 15 mai, et placé en garde à vue à la gendarmerie d'Ajaccio. Des documents *ont été saisis* à son domicile, situé entre Bastia et Aléria. Ces interpellations interviennent dans le cadre de l'information judiciaire ouverte au début du mois d'avril pour escroquerie, détournements de fonds, abus de bien ssociaux, faux et usage de faux, au sein de la caisse régionale du Crédit agricole.

M. Valentini, figure emblématique de l'agriculture corse, est l'une des trente-neuf personnalités mises en cause dans le rapport de l'Inspection générale des finances qui a mis au jour un système de détournement des aides agricoles (*Le Monde* du 12 mai). Selon ce document, long de 400 pages, M. Valentini a bénéficié de quinze prêts, à hauteur de 14,8 millions de francs. Une partie de cet argent aurait été utilisé à des fins extra-agricoles (retraits en liquide, achat de véhicule...).

Le rapport révèle notamment qu'un « *prêt ayant fait l'objet de mesures publiques d'aides au désendettement a servi à financer l'acquisition d'un véhicule 4x4 de marque Mercédès* ». Les enquêteurs constatent également que M. Valentini a contracté au nom de sa femme un « *encours de 7 millions de francs de dettes au Crédit agricole de Corse* ». Or, toujours à en croire l'inspection générale des finances, son épouse n'est pas agricultrice. Jusqu'en 1996, elle a été gérante d'un bar à Bastia.

Mercredi soir 13 mai, M. Valentini avait annoncé la création du « *Collectif de défense du 13 mai* » pour répondre aux accusations portées contre lui et d'autres responsables agricoles. « *J'entends porter cette affaire devant les tribunaux. Je déposerai plainte contre les rédacteurs du rapport pour leurs écrits calomnieux et infondés* », avait déclaré M. Valentini. « *C'est la communauté corse toute entière qui est mise de la sorte au ban de la nation* », avait-il affirmé, contestant des chiffres qualifiés de « *fantaisistes* ».

La veille, le préfet de Corse, Bernard Bonnet, avait assuré qu'il poursuivrait « *sereinement* » son entreprise d'assainissement et de respect de la légalité, sans céder « *aux intimidations ni aux bassesses d'où qu'elles viennent* ». Le même jour, le secrétaire d'Etat chargé du budget, Christian Sautter, avait affirmé que, sur l'île « *comme ailleurs* », le gouvernement entendait « *s'attaquer aux fraudeurs, aux escrocs qui détournent de l'argent public à leur profit au détriment de tous ceux qui veulent développer normalement leurs activités* ».

هكذا من الأمل


BOB WILLOUGHBY

A Las Vegas, en 1960.

Le crooner, le président et la Mafia

LOS ANGELES
correspondance

Frank Sinatra, tout auréolé des succès de *I've Got You Under My Skin, September Song...*, fit son premier bout d'essai en politique avec la campagne pour la réélection de Franklin D. Roosevelt en 1944. Le crooner issu d'un milieu populaire avait plutôt des idées de gauche, et le Président avait compris l'intérêt de se montrer en compagnie d'une idole aussi populaire.

Mais c'est après sa rencontre avec le jeune sénateur John Fitzgerald Kennedy que Sinatra commence vraiment à travailler pour les démocrates, et à divertir Kennedy, qui avait toujours beaucoup apprécié de venir se détendre à Los Angeles, Palm Springs ou Las Vegas, où son ami Sinatra lui servait désormais d'hôte. *« L'aspect de la vie hollywoodienne que Kennedy semblait admirer le plus était la capacité de Sinatra à lui fournir un nombre illimité de belles femmes accommodantes »*, écrit le correspondant politique Ronald Brownstein dans *The Power and the Glitter* (Vintage Books), une chronique des relations entre Hollywood et Washington. En 1960, entre deux meetings de sa campagne présidentielle, le sénateur rend visite à Sinatra, qui filme *Ocean's Eleven* à Las Vegas, avec Peter Lawford (beau-frère de JFK), Dean Martin et Sammy Davis Jr., ceux-là mêmes qui forment le *« rat pack »*, la bande à Sinatra, faite de joyeux drilles et de bons vivants. C'est alors que Sinatra présente Judith Campbell Exner à Kennedy.

Loyal démocrate, le chanteur enregistre une version de son succès *High Hopes*, qui devient l'hymne de la campagne ; il se produit sur scène lors de rallyes politiques ; la veille de l'investiture de Kennedy, il organise un gala à Washington qui collectera un million de dollars pour le parti démocrate, et sera honoré par la visite du tout nouveau président au dîner privé que le chanteur a donné au soir de l'inauguration. Sinatra peut maintenant appeler le nouvel occupant de la Maison Blanche sur sa ligne directe.

Mais dès le début du mandat de son frère, Robert Kennedy, ministre de la justice, s'attaque aux activités criminelles de la mafia, et des écoutes téléphoniques du FBI révèlent des conversations embarrassantes où le célèbre gangster de Chicago Sam Giancana demande à Sinatra d'intercéder en sa faveur auprès du ministre de la justice. Le FBI surprend également des coups de fil entre Judith Campbell Exner et la Maison Blanche ainsi que Giancana (à qui Sinatra l'avait présentée entre-temps !). Bob Kennedy craint alors que les liaisons trop dangereuses de Frank Sinatra compromettent le président. La Maison Blanche interrompt ses relations avec le chanteur, qui en restera profondément meurtri et humilié. En 1962, le ministère de la justice annonce l'ouverture d'une enquête sur les liens de Frank Sinatra avec la mafia. Désormais, « Ol' Blue Eyes » orientera ses largesses en direction des républicains (sauf quand il s'agit de soutenir Hubert Humphrey contre Bob Kennedy lors de la primaire démocrate de 1968 !).

Bob Kennedy craint que les liaisons trop dangereuses du chanteur compromettent le président. La Maison Blanche interrompt ses relations

Plus tard, le chanteur qui n'avait jamais craint de s'afficher publiquement avec des gangsters notoires, s'exprimera avec candeur sur ce chapitre de sa vie. Une mini-série biographique produite par sa fille Tina Sinatra en 1992, et réalisée avec son aide et son approbation, contient ce dialogue entre Joe Kennedy (père du futur président) et Sinatra. Kennedy : *« Nous avons besoin d'un coup de pouce de nos amis de Chicago qui contrôlent les syndicats. Ils peuvent nous aider à gagner cette course. Mais vous comprenez, Frank, je ne peux pas m'adresser à eux directement. Cela pourrait nuire à Jack. La Maison Blanche ne peut rien leur devoir... Mais vous pouvez leur demander une faveur personnelle.» « Je comprends »*, répond Sinatra. Plus tard, Sinatra appelle Giancana. Frank : *« Mon ami Jack Kennedy a besoin d'aide pour la primaire de Virginie.»*

Sinatra renouera avec la Maison Blanche en 1973, répondant à l'invitation des Nixon. Et en janvier 1981, le libéral démocrate devenu conservateur républicain coordonnera le gala d'inauguration de Ronald Reagan, qui lui remet la très prestigieuse Médaille présidentielle de la Liberté en 1985 avec ces mots : *« Je ne connais personne qui en ait fait autant dans le domaine de la charité. »*

Claudine Mulard

Piètre acteur comique et excellent comédien dramatique

Dans les années 50 et 60 il connaît ses plus grands rôles sous la direction de Fred Zinnemann, Otto Preminger, Vincente Minnelli ou Frank Capra

IL Y A trois facettes dans la prolifique (cinquante titres) et inégale carrière cinématographique de Frank Sinatra. La première résulte directement de sa gloire de chanteur. C'est dans son propre rôle (au sein de l'orchestre de Tommy Dorsey) qu'il apparait pour la première fois à l'écran, dans *Las Vegas Nights* (1941) puis *Ship Ahoy* (1942).

Tout naturellement, il devient l'une des vedettes de la comédie musicale en son âge d'or des années 40. Les plus réussies ne sont pas celles où il occupe le haut de l'affiche (*Tout le monde chante*, 1947, ou *Le Brigand amoureux*, 1948), mais celles où il partage la vedette avec Gene Kelly (*Escale à Hollywood*, 1945, *Un jour à New-York*, 1949), au grand avantage de ce dernier. Sinatra chantant, dansant et jouant à l'écran n'égale pas Sinatra chantant sur scène, sur disque et à la radio.

Mais c'est par le cinéma, dans un tout autre registre, que Sinatra va sauver sa carrière lorsqu'au début des années 50 une hémorragie des cordes vocales casse *The Voice*. Il implore la Columbia de lui confier le rôle de Maggio, l'ami de Burt Lancaster martyrisé à mort par Ernest Borgnine dans *Tant qu'il y aura des hommes* de Fred Zinnemann (1953). Il accepte même le salaire dérisoire de 8 000 dollars pour ce personnage secondaire, mais qu'il défend si bien qu'il lui vaudra l'oscar du meilleur second rôle. Frank Sinatra, acteur comique et chantant sans grand relief, s'est révélé excellent comédien dramatique. Qualité qu'il confirme avec ses plus grands rôles des années 50 et 60, auxquels il confère une nonchalance élégante qui peut déraper vers de terribles abîmes. En témoigne notamment *L'Homme au bras d'or*, d'Otto Preminger (1955), où il campe admirablement un musicien de jazz drogué, son interprétation de l'écrivain raté, piètre héros de *Comme un torrent*, de Vincente Minnelli (1959), ou de l'hôtelier irresponsable d'*Un trou dans la tête*, de Franck Capra (1959).

RIVALITÉ AVEC BRANDO

Parmi ses autres rôles mémorables figurent celui du tueur fou voulant assassiner le président des Etats-Unis dans *Je dois tuer* de Lewis Allen (1954) et celui, très ambigu, du personnage principal de l'étrange *thriller* psycho-politique de John Frankenheimer, *Un crime dans la tête* (1962). Puis, en mineur, la trilogie de Gordon Douglas où Sinatra joue un flic désabusé, sous le nom de Tony Rome (*Tony Rome est dangereux*, 1967, *La Femme en ciment*, 1968) ou de Joe Leland dans le très beau *Le Detective* (1968).

Durant cette période, il n'a pas renoncé à chanter à l'écran. Il tient en particulier le deuxième rôle dans la seule (et assez malheureuse) tentative de Joseph Mankiewicz dans le domaine du musical, *Blanches colombes et vilains messieurs* (1955), aux côtés de Marlon Brando. La petite histoire veut que les relations n'aient pas été idylliques entre les deux stars, Sinatra ayant ambitionné de jouer le personnage principal, et en voulant à Brando d'avoir obtenu le rôle-vedette (et oscarisé) dans *Sur les quais*, que la Warner avait dans un premier temps promis au chanteur. Bien plus tard, Marlon Brando sera la vedette d'un film qui égratignera à plans à peine couverts, sous le nom de Johnny Fontane, l'image de Sinatra vedette du showbiz liée à la mafia : *Le Parrain* de Francis Ford Coppola. Dans le domaine du film musical, Frank Sinatra participe également, en compagnie de Bing Crosby et de Grace Kelly, à l'inutile *remake* de *Philadelphia Story*, en reprenant le rôle de James Stewart dans *Haute Société* (1956).

PERSONNALITÉ PARADOXALE

Redevenue une immense star de la chanson dès le milieu des années 50, Sinatra utilise également sa puissance pour commanditer indirectement, et parfois produire lui-même des films étonnamment inégaux. Il en réalisera même un, le très oubliable et oublié *L'Ile aux braves* (1965). S'il se fourvoie souvent dans des pochades déplorables (*Les Trois Sergents*, 1962, *Quatre du Texas*, 1963), on lui doit aussi un intéressant petit western, *Johnny Concho*, réalisé par Don McGuire (1956), où il campe remarquablement un cow-boy lâche.

Autre témoignage de cette personnalité paradoxale, lui qui cultivait des amitiés politiques ecclectiques, mais ne brillait pas par son progressisme, tenta de produire en 1957 *The Execution of Private Slovick*, que devait réaliser Robert Parrish et dont il avait confié le scénario à Albert Maltz, l'un des « Dix d'Hollywood » persécutés par le maccarthysme et toujours sur la liste noire. Aux côtés des groupes les plus conservateurs d'Hollywood, John Fitzgerald Kennedy n'aurait pas été le dernier à faire pression (avec succès) pour que le film ne se fasse pas.

En 1971, Frank Sinatra recevait durant la cérémonie des oscars une récompense... pour ses actes charitables, et peu après annonçait sa retraite des écrans. Il ne tint pas entièrement parole puisque, après avoir été l'un des narrateurs très autorisés de *Il était une fois Hollywood* (1974), il apparaissait encore dans *De plein fouet* (1980) et *Cannonball 2* (1984).

On entendit encore « la voix » sur la bande son de *Qui veut la peau de Roger Rabbit ?* en 1988. Sa vie privée également aura été très liée au cinéma, puisque parmi ses quatre épouses figurent Ava Gardner (1951-1957), Mia Farrow (1966-1968), et Barbara Blakely, la veuve de Zeppo Marx, avec qui il s'était marié en 1976.

Jean-Michel Frodon

Filmographie

- **1941.** *Las Vegas Nights.*
- **1942.** *Ship Ahoy.*
- **1943.** *Higher and Higher.*
- **1944.** *Step Lively.*
- **1945.** *Escale à Hollywood.*
- **1946.** *Till the Clouds Roll By.*
- **1947.** *It Happened in Brooklyn.*
- **1948.** *Le Miracle des cloches, Le Brigand amoureux.*
- **1949.** *Take Me Out to the Ball Game, Un jour à New York.*
- **1951.** *Double Dynamite.*
- **1952.** *Meet Danny Wilson.*
- **1953.** *Tant qu'il y aura des hommes.*
- **1954.** *Je dois tuer, Young at Heart.*
- **1955.** *Pour que vivent les hommes, Blanches colombes et vilains messieurs, Le Tendre Piège, L'Homme au bras d'or.*
- **1956.** *Johnny Concho, Haute Société.*
- **1957.** *Orgueil et passion. Le Pantin brisé, La Blonde ou la rousse ?*
- **1958.** *Les Diables au soleil.*
- **1959.** *Comme un torrent, Un trou dans la tête, La Proie des vautours.*
- **1960.** *L'Inconnu de Las Vegas, Can Can.*
- **1961.** *Le Diable à 4 heures.*
- **1962.** *Les Trois Sergents, Un crime dans la tête.*
- **1963.** *Come Blow your Horn, Quatre du Texas.*
- **1964.** *Les Sept Voleurs de Chicago.*
- **1965.** *L'Ile aux braves, Marriage on the Rocks.*
- **1966.** *L'Express du colonel Von Ryan, L'Ombre d'un géant, Assault on a Queen.*
- **1967.** *Chantage au meurtre* (ou *Furie*), *Tony Rome est dangereux.*
- **1968.** *Le Détective, La Femme en ciment.*
- **1970.** *Un beau salaud.*
- **1974.** *Il était une fois Hollywood.*
- **1980.** *De plein fouet.*
- **1984.** *Cannonball 2.*

CANNES 98

La confusion des sentiments : ce pourrait être le titre de cette première journée du Festival de Cannes, début de la compétition officielle, sous le signe du septième film de Patrice Chéreau, *Ceux qui m'aiment prendront le train*. Magnifique typhon, étonnante tempête des corps et des passions, merveilleusement filmés par la caméra, impeccablement dirigée, et illuminés par la présence de Pascal Greggory et Jean-Louis Trintignant. Victor Gaviria voulait lui aussi parler de tempête en racontant l'histoire de quatre filles de Medellin, en Colombie, vendant des roses, leur corps et sniffant de la colle. Mais *La Vendedora de rosas* passe à côté du cinéma. Quant à *Mots d'amour*, à la Quinzaine des réalisateurs, il déçoit ceux qui avaient apprécié *La Seconda Volta*, le premier film de Mimmo Calopresti présenté il y a deux ans en compétition officielle, où ils avaient trouvé une interrogation personnelle sur les séquelles et la mémoire des sombres et violentes années 70 en Italie.



LA PHOTOGRAPHIE DE DEREK HUDSON

« Ceux qui m'aiment prendront le train » et danseront jusqu'au petit matin, au Domaine de Ranguin, pour fêter la sortie du film de Patrice Chéreau.

A bord de l'express Paris-Limoges, aux vents de la douleur et de l'amour

Ceux qui m'aiment prendront le train. Le septième film de Patrice Chéreau, servi par une troupe d'exception, fait souffler sur la Croisette la tempête des passions

SÉLECTION OFFICIELLE.
Compétition.
Film français de Patrice Chéreau. Avec Jean-Louis Trintignant, Pascal Greggory, Valeria Bruni-Tedeschi, Charles Berling, Bruno Todeschini, Sylvain Jacques, Vincent Perez, Roschdy Zem, Dominique Blanc. (2 h 03.)

Attention à la fermeture des portes ! Le train va partir mais les portes ne se fermeront pas. Elles vont battre aux grands vents de la tristesse, du désir, de la peur. C'est une tourmente que Patrice Chéreau a déclenchée. Son septième film est un typhon de sentiments, une tempête de corps projetés les uns contre les autres, qui se heurtent, s'attirent et s'esquivent. Chorégraphie pour passagers, mouvements de la parole, heurts et appariements des mots, ce qu'on appelle un dialogue. La caméra d'Eric Gautier, le chef opérateur, est aussi du voyage, personnage embarqué dans ce train-cyclotron, accélérateur de particules humaines affolées par la douleur, par la faim de vivre, lancé à grande vitesse vers un cimetière. Là, on mettra Jean-Baptiste en terre.

Le voilà, Jean-Baptiste, couché dans son cercueil, prisonnier d'une voiture lancée sur la route qui longe la voie ferrée. C'est complètement idiot, c'est un coup de génie pur, cette trajectoire parallèle, avec au volant le plus fêlé d'entre eux tous (est-ce bien sûr ?), le plus camé aussi. Jean-Baptiste est mort. Ses amis, amants, maîtresses, descendants, disciples et épigones se rendent à son enterrement, cortège ferroviaire et psychodramatique. Jean-Baptiste était un vieux peintre. Un père. Celui de Chéreau peut-être. Ou Francis Bacon, Louis Jouvet, François Mitterrand, François Truffaut. Une personne importante dans la vie de chacun – vous, moi – quel qu'ait été son titre d'autorité. A Limoges, il sera enterré dans le plus grand cimetière d'Europe. Il y aura la famille officielle, provinciale, « normale » – tu parles !

La famille élective de Jean-Baptiste est aussi, forcément, celle de Patrice Chéreau : les acteurs, « ses » acteurs. Ceux qu'on attend, les proches, les anciens élèves de son école, les partenaires, comme Pascal Greggory, avec qui il a joué *Dans la solitude des champs de coton* – Greggory, *primus inter pares* au sein d'une troupe au-delà de tout éloge. Ceux qu'il rencontre pour la première fois font d'emblée partie du groupe.

DÉMOCRATIE DU REGARD

Revoilà Jean-Baptiste. Il attend les voyageurs à la descente du train. Ce n'est pas celui que l'on croit, mais c'est toujours Jean-Louis Trintignant, danseur immobile, souverain. Méfions-nous des simplifications. Le cinéma s'invente. Tout devient possible. La litanie des drames, des troubles, des délires et des phobies, au lieu de susciter l'indifférence ou le refus, compose une symphonie émouvante et plutôt joyeuse, de cette joie qu'il y a malgré tout à être vivant. A cette fin, il faut le plus spé cial des effets spéciaux, le plus rare : un regard. Il est incroyable, le regard de Patrice Chéreau sur la bande de zouaves qu'il a flanquée dans le train, jetée à travers le paysage à 300 à l'heure. Incroyable de tendresse, de générosité, de respect de la singularité de chacun. Avec ce regard-là, un cinéaste peut tout filmer, le plus trivial, le plus extrême, le plus mélodramatoc. Et il le fait. C'est bouleversant et rigolo.

A la descente du train, il faisait un temps étrange. Trintignant, qui était le mort dont l'image et la voix étaient venues hanter l'écran, les attendaient donc à l'arrivée. Car il était aussi le frère du mort, son double et son contraire, porteur de mort lui aussi mais autrement. Autour de lui se déploie un ballet aussi ordonné qu'était chahutée la chorégraphie de la première partie. Epatante capacité du film à imposer sa forme, le pur artifice de ses deux actes (le premier dans le train, le second dans une vaste maison de famille) pivotant autour de la scène de transition – de passage, comme le rite du même nom – de l'enterrement. La demeure bourgeoise fait songer à *La Règle du jeu*, ce n'est pas en vain : comme chez Renoir, chacun ici a le droit d'exister. Tous les âges, tous les sexes, tous les statuts sociaux. Cette démocratie du regard fonde la mise en scène de cinéma selon Patrice Chéreau.

Elle rend possible l'invention, la digression, la transgression. Ainsi d'une scène déjà culte, dite « des godasses » ; ainsi de l'extraordinaire conversation nocturne, autour d'une table de cuisine, entre Vincent Perez et Valeria Bruni-Tedeschi. On a dit Renoir, on a dit Truffaut, il faudrait pour être juste convoquer Claude Sautet et Claude Lelouch. Le cinéma de Chéreau, ou plutôt le cinéma que cherche Chéreau, est bâtard, trivial parfois. Il embrasse large et, à l'occasion, avec trop d'ardeur. Mais quelle santé ! Quel amour ! Lui même avait dit à l'époque (dans *Libération*) sa fascination pour *Breaking the Waves*, le film de Lars von Trier. Au-delà de ressemblances superficielles, comme la très grande mobilité de la caméra (d'ailleurs employée ici d'une façon très différente), ou le recours à des tubes sur la bande originale, il y a cette *« déflagration »* dont il parlait à propos de Lars von Trier : la déferlante des passions.

Jean-Michel Frodon

★ Sortie en salles le 15 mai. Simultanément, le *scénario du film* est publié par les éditions Cahiers du cinéma. 156 pages. 59 F.

Victor Gaviria a oublié de faire du cinéma

La Vendedora de rosas. Un long reportage sur la misère des gosses de Medellin

SÉLECTION OFFICIELLE.
En compétition.
Film espagnol de Victor Gaviria. Avec Lady Tabares, Mileider Gil, Marta Correa, Alex Bedoya. (2 heures.)

La Vendedora de rosas (La Vendeuse de roses) aurait dû provoquer chez le spectateur l'effet d'un coup de poing en pleine face. Il ne suscite que l'indifférence et une sympathie, presque condescendante, pour le sujet courageux et minimaliste abordé par Victor Gaviria. Quatre adolescentes à Medellin, en Colombie, survivent tant bien que mal en vendant des roses, parfois leur corps, et en reniflant des flacons de colle. Les intentions de Victor Gaviria sont certainement très estimables. Il a sans nul doute accompli correctement ses devoirs, revu *Los Olvidados*, de Bunuel. On peut imaginer qu'il a traîné suffisamment longtemps dans les rues de Medellin pour apporter à son histoire la crédibilité nécessaire. Mais Victor Gaviria a oublié de raconter une histoire et de faire du cinéma. *La Vendedora de rosas* est un long reportage d'où émergent une série d'images très vite insoutenables.

Insoutenables, car on est persuadé de les avoir toujours eues sous les yeux. En provenance de Medellin, de Rio, de Dakar ou de Mexico, comme si la misère se valait d'un pays à un autre et que ces quatre adolescentes n'existaient que comme symbole d'une misère qui semble unir tous les pauvres de la terre. A la fin du film apparaît une citation tirée de *La Petite Marchande d'allumettes*, d'Andersen, histoire de souligner que les contes d'hier anticipent les drames d'aujourd'hui. Victor Gaviria concentre tout dans le même espace-temps, dans un immense magma qui pourrait s'appeler « We are the world ». Pour nous interpeller, il aurait fallu qu'il s'écarte de la déclaration d'intentions et des grands principes humanitaires pour se concentrer sur un cas particulier. Montrer à quel point ses pauvres à lui ne ressemblent pas aux autres.

Mais ces derniers sont aussi caricaturaux que les personnages des cartes postales que l'on envoie aux amis pour ne pas se faire oublier : le gamin allongé dans la rue comme un animal domestique avec son pot de colle comme seul horizon, une jeune fille vendant son bouquet de roses au meilleur prix dans une boîte de nuit, une autre se faisant battre par un micheton qui veut aller trop loin, son amie maltraitée par sa mère, un adolescent membre d'une petite mafia locale qui finit par se faire abattre par ses camarades. Le petit monde de Victor Gaviria fonctionne sur une accumulation de clichés destinés à rassurer le spectateur, et à le mettre de son côté.

SINGES SAVANTS

Cette confusion entre le reportage, la carte postale et le cinéma serait pardonnable si Gaviria se contentait, à défaut d'avoir des idées, de filmer sobrement. Mais il lui faut rajouter le petit ingrédient qui fera venir la larme à l'œil. *La Vendedora de rosas* se déroule la veille de Noël et Monica, le personnage principal, ne rêve que d'une fête avec des feux d'artifices, d'une vie en famille où elle profitera du réveillon dans les bras de sa grand-mère. On se croirait dans une de ces émissions télévisées, diffusée la veille des fêtes de fin d'année, où une famille pauvre est choisie au hasard et profite de la manne financière de la chaîne pour enfin fêter Noël dignement. Victor Gaviria regarde ses personnages avec l'obscénité de celui qui veut tout connaître de leur intimité, les déshabiller pour les rendre plus proches, les exhiber pour attirer les badauds, puis les récompenser pour leur prestation. Ses adolescents sont filmés comme des adultes, pas seulement à cause de circonstances dramatiques qui les font vieillir à toute allure, mais parce qu'il est incapable de s'en tenir à une forme de mystère, de regarder un enfant comme un étranger dont on ne saisit pas les motivations, ignore les désirs et saisit difficilement les peurs. Ce que Bunuel réussissait admirablement en regardant le monde de l'enfance comme un univers opaque dont on n'appréhendait jamais le fonctionnement.

Gaviria connaît tout. Il est le « M. Loyal » d'un cirque où les enfants sont travestis en singes savants. Il faut subir une succession de scènes oniriques insupportables, d'un mauvais goût achevé, où Monica rêve d'être bercée par sa grand-mère, parle à la Sainte Vierge, et se trouve menacée par des zombies. A tout expliquer, *La Vendedora de rosas* perd sa crédibilité. Conçu comme un long cri d'indignation, il n'est malheureusement qu'un film de plus pour l'oubli.

Samuel Blumenfeld

Mike Medavoy, gentleman producteur à Hollywood

Le catalogue de sa société, Phoenix Pictures, compte trois cents films, dont « Vol au-dessus d'un nid de coucous » et « Apocalypse Now »

LOS ANGELES
correspondance

Le nom de Mike Medavoy est associé à quelque trois cents films, parmi les plus prestigieux produits à Hollywood depuis un quart de siècle : *Vol au-dessus d'un nid de coucous, Apocalypse Now, Annie Hall, Raging Bull, Rocky, Platoon, Amadeus, Le Silence des agneaux, Basic Instinct, Nuits blanches à Seattle*... Trois d'entre eux, *Philadelphia, Bull Durham* et *Terminator* ont été choisis pour accompagner l'hommage que le 51e Festival de Cannes rendra le 17 mai à ce producteur américain hors du commun.

Dans le grand bureau de sa société, Phoenix Pictures, située juste en face des studios Sony à Los Angeles, Mike Medavoy fume le cigare, mais toute ressemblance avec une certaine image convenue du producteur s'arrêtera là. Il se présente comme un *« juif d'origine russe né à Shanghaï et élevé au Chili »* et soutient d'ailleurs que seuls les hasards de l'existence ont fait de lui une figure de Hollywood. *« J'allais au cinéma comme tout le monde, je n'avais jamais pensé faire ce métier. »* Ayant étudié l'histoire et les sciences politiques, il se cherchait un job qui le fasse voyager. Faute de place disponible au département international du studio Universal, il atterrit dans la salle de tri du courrier, un point de passage presque mythique à Hollywood, où beaucoup des grandes figures du showbiz sont supposées avoir fait leurs débuts.

Il devient agent, représente Jane Fonda, Steven Spielberg, Francis Ford Coppola, George Lucas, Michael Crichton... Très vite, on le retrouve à un poste de responsabilité au studio United Artists, aux côtés d'Arthur Krim, de Bob Benjamin et d'Eric Pleskow. En 1978, il participe à lacréation d'Orion Pictures, une minimajor où se fait reconnaître le label de qualité Medavoy quand il produit des films comme *Platoon, Amadeus* ou *Danse avec les loups*. Il devient président du studio Tri-Star, alors élément de la major Columbia, qui deviendra Sony Pictures.

> « J'ai eu de la chance. J'ai duré longtemps. Ce doit être quelque chose dans ma constitution, une capacité à me tenir devant le peloton d'exécution sans broncher ! »

En 1995, il crée sa propre maison de production, Phoenix Pictures, avec le projet de sortir entre quatre et six long métrages par an. Le premier sera *The Mirror Has Two Faces*, réalisé par Barbra Streisand. Sont actuellement (très) attendus : *Apt Pupil* (d'après une nouvelle de Stephen King), le prochain Bryan Singer, l'auteur de *Usual Suspects*, et le retour de Terence Malick avec *The Thin Red Line* et quelle distribution ! Après vingt ans d'absence, le réalisateur des *Moissons du ciel* fait tourner Sean Penn, John Travolta, George Clooney, Nick Nolte dans l'adaptation d'un livre qui est la suite de *Tant qu'il y aura des hommes*...

Du métier de producteur, il revendique surtout *« l'aspect créatif »* : *« Cette possibilité d'entrer en relation avec un public, mais surtout le plaisir de lancer des idées, des images et plus encore de participer à l'élaboration de personnages. Quand j'étais petit, je me passionnais pour Errol Flynn dans* Captain Blood *ou* Robin des Bois. *Ce transport de l'imagination est ce que je préfère. Ce qui me plaît moins est le côté business. Mais j'ai toujours eu des partenaires qui faisaient ça très bien. »* Ancien cadre dans les majors avant de devenir indépendant, il traite d'égal à égal avec les studios. Son accord avec Sony lui permet de financer ses projets sans devoir rendre de comptes durant le processus créatif, du moment qu'il s'en tient à des budgets inférieurs à 30 millions de dollars (180 millions de francs).


D.R.

S'il a souvent pris le risque d'embaucher des réalisateurs novices, c'est, dit-il, *« parce que j'ai commencé par représenter des débutants, mes jeunes "puppies", comme je les appelle, Spielberg, George Lucas, Terence Malick... Et je continue. Le choix d'un réalisateur est instinctif. J'aime observer des gens passionnés par ce qu'ils font. Je sais distinguer quelqu'un de vrai, à la différence de quelqu'un qui feint »*. Il vient de miser sur John Forte, réalisateur nouveau recommandé par l'acteur Gabriel Byrne, pour tourner *Mad About Mambo*, en Irlande. Ses projets à venir ? *« Tourner un film en Chine. J'essaie de ne pas me répéter, mais avec trois cents films derrière moi, c'est dur. Et j'essaie d'éviter la violence gratuite, sans toujours y parvenir. »*

Risquerait-il un bilan ? *« Une centaine de films merveilleux, une centaine qui sont passés à côté, que j'aurais préféré n'avoir jamais produits... »* Des cauchemars ? *« Apocalypse Now a été un cauchemar pour tout le monde pendant le tournage, mais le résultat est un bon film. Les vrais cauchemars, ce sont les bons films qui ne marchent pas, comme* Larry Flynt, *de Milos Forman. Je le pressentais, mais j'y suis quand même allé. D'ailleurs, sur les sept Oscars du meilleur film obtenus par des œuvres que j'avais produites, cinq étaient des films dont personne ne voulait (*Vol au-dessus d'un nid de coucous, Apocalypse Now, Danse avec les loups, Platoon, Amadeus*). Il faut faire ce qu'on doit faire, s'entourer de gens compétents, et... prier ! »*

« J'ai eu de la chance. J'ai duré longtemps. Ce doit être quelque chose dans ma constitution, une capacité à me tenir devant le peloton d'exécution sans broncher ! » Dans sa vision du dit peloton, Mike Medavoy inclut quasiment tout-Hollywood, *« agents, réalisateurs, acteurs, producteurs... »* Lui qui a baptisé sa maison de production du nom de l'oiseau qui toujours renaît de ses cendres, insiste : *« Ce métier ressemble davantage à un marathon qu'à un 100 mètres. Je ne l'ai jamais pratiqué pour gagner de l'argent, mais parce que j'adore faire ça. Et j'ai une vie qui n'est pas réduite à ce métier. Passer son temps à parler des recettes du week-end précédent m'ennuie, je m'intéresse bien davantage à l'actualité à la « une » des journaux. »*

Mike Medavoy n'a jamais caché son goût pour la politique et son ardent soutien au démocrate Bill Clinton. Après avoir montré sa collection de scénarios de tournage, soigneusement reliés de cuir, il lâche qu'il a dîné la veille avec... le président !

Claudine Mulard

VU DE LA CROISETTE

■ **« Seinfeld » à Cannes.** Même en pleines festivités cannoises, il semblait impossible aux Américains présents de ne pas voir en même temps que leurs compatriotes restés de l'autre côté de l'Atlantique le dernier épisode – jeudi soir 14 mai – de la série-culte controversée « Seinfeld ». Pressé de demandes, le pavillon américain a organisé la diffusion du programme de la chaîne de télévision NBC à partir de 2 heures du matin (vendredi 15) – 20 heures sur la côte est des Etats-Unis. Au cours de cette soirée, le pavillon a fêté son dixième anniversaire, avec des invités triés sur le volet. *« Nous avons à maintenir notre réputation, qui est d'être capables d'apporter ici aux Américains ce qui leur manque de leur pays »*, a déclaré Julie Sisk, sa directrice.

■ **Juliette Binoche en George Sand.** Dans le nouveau film de Diane Kurys, *Les Enfants du siècle*, consacré aux passions amoureuses de George Sand, Juliette Binoche incarnera la romancière du XIXe siècle qui s'était choisi un prénom d'homme, renonçant à celui qu'elle tenait de sa naissance, Aurore. Le tournage de ce film, produit par Alain Sarde, sur un scénario de Murray Head et Diane Kurys, devrait commencer en septembre.

■ **Les projets de Madonna.** La pop star, de retour au cinéma, interprétera le rôle d'Annie, qui, désespérant de trouver un mari, s'adresse à son meilleur ami (Rupert Everett) pour qu'il lui fasse un enfant par insémination artificielle. Cinq ans plus tard, Annie rencontre l'amour de sa vie... S'ensuit un imbroglio sentimentalo-familial sur fond de problème de paternité. Intitulé *The Next Big Thing*, le film devrait être réalisé par Tom Ropelewski.

Cannes découvre un chef-d'œuvre restauré du muet

L'homme qui rit. Ce film fantastique marque les trente ans de la Quinzaine des réalisateurs

QUINZAINE DES RÉALISATEURS.
Film américain de Paul Leni (1928). Avec Conrad Veidt, Mary Philbin, Olga Baklanova, Cesare Gravina. (1 h 50.)

C'est pour fêter les trente ans de la Quinzaine des réalisateurs que son délégué général, Pierre-Henri Deleau, a offert à la Cinémathèque française l'occasion de projeter à Cannes un film muet restauré pour lequel il financerait l'écriture d'une partition originale. Le choix s'est fixé sur un film américain de Paul Leni, *L'homme qui rit*, adapté du roman de Victor Hugo. L'histoire, située dans l'Angleterre du XVIIe siècle, d'un fils de lord déchu que des trafiquants d'enfants avaient défiguré pour en faire une attraction de foire, lui incisant la bouche jusqu'aux oreilles pour le condamner à un éternel rictus. Devenu adulte, monstre et clown à la fois, Gwynplaine-l'homme qui rit est montré en spectacle, avec une angélique partenaire, Déa, déesse aveugle, qui l'aime du bout des doigts et du fond du coeur, et qu'il brûle d'épouser. Par les maléfices d'un bouffon à l'âme noire, la véritable identité de Gwynplaine est révélée à la reine qui décide de lui restituer ses droits et de le marier à une cynique séductrice. L'homme qui rit est arraché aux bras de sa candide fiancée, qui ignore l'horreur et les ricanements que suscite son visage, et conduit de force à la cour, d'où il ne tardera pas à vouloir s'échapper pour retrouver les siens véritables.

UN ÉTONNANT PLASTICIEN

Servi par la musique lyrique, aux sombres sonorités expressionnistes, de Gabriel Thibaudeau (qui dirigeait lui-même l'orchestre de l'Octuor de France jouant en direct sous l'écran), ovationné, le film de Paul Leni est apparu au Festival comme un grand film méconnu et sa présentation inattendue marque la date d'une réhabilitation de son auteur. Cet ancien décorateur, qui avait partagé l'aventure du mouvement pictural « Der Sturm » dans les années 10, avait travaillé avec quelques grands noms du cinéma allemand avant de passer lui-même à la mise en scène, osant des décors délirants, des mouvements de caméra fiévreux. Invité par Carl Laemmle, qui était fasciné par son Cabinet des figures de cire, à venir tourner pour Universal, Paul Leni réalisa quatre films aux Etats-Unis, dont cet *Homme qui rit*, d'une facture nettement plus impressionnante que les autres films fantastiques de la firme. Leni s'y révèle un étonnant plasticien, évoquant Brueghel dans ses scènes de village, Goya dans ses tableaux de la famille royale, semant ici et là des images empreintes d'un humour cocasse, et l'on est en droit de penser que s'il n'était pas mort à quarante-quatre ans, il eût rivalisé avec Murnau (l'intensité de son parallèle entre l'homme aux abois et le chien à gueule ouverte n'est pas sans rappeler certains plans de *L'Aurore*) ou avec Fritz Lang (qui s'est peut-être souvenu de ses plans de gibet quand il tourna *Les Contrebandiers de Moonfleet*). Tod Browning, pour sa part, ne peut pas avoir ignoré la scène au cours de laquelle Josiane la débauchée tente d'ensorceler le monstre à la bouche contrefaite lorsqu'il tourna *Freaks ou la monstrueuse parade* : il s'est empressé d'engager la même actrice, Olga Baklanova, qui signe ici une interprétation assez audacieuse, face à un Conrad Veidt époustouflant, personnalisant la souffrance en camouflant le bas de son visage, puis l'exhumant, tel un cri de Munch.

Il existait à ce jour huit copies de *L'homme qui rit* dans le monde ; deux seulement (l'une à Milan, l'autre à Londres) correspondaient à la version originale du film (y compris les cartons), tourné en 1927, et exploité l'année suivante en double version : l'une muette, l'autre sonorisée (avec chansons !). Le tirage de cette copie restaurée s'est effectué dans le meilleur laboratoire européen actuel, celui de Bologne. Cette opération, qui fait redécouvrir un auteur, donne aussi l'exemple d'un type de partenariat nouveau, faisant reculer la tendance au repli sur elles-mêmes des structures culturelles nationales. Trois cinémathèques européennes se sont unies, ont mis leurs forces en commun pour sauvegarder une œuvre d'art appartenant au patrimoine mondial, bien commun de tous, au-delà des particularismes étatiques.

Jean-Luc Douin

INSTANTANÉ

UN MARCHÉ ALLÉCHANT

Le Festival n'est pas seulement un lieu où films d'auteur et productions prestigieuses se côtoient dans le cadre de la compétition ou des sections parallèles, c'est aussi un endroit où l'on fait des affaires, où des oeuvres en provenance de tous les pays sont projetées dans l'espoir de trouver un éventuel acheteur. Les petites salles du Palais des festivals, mais aussi les cinémas disséminés dans la ville de Cannes, présentent divers produits en quête d'un distributeur, d'un diffuseur télévisuel ou d'un éditeur vidéo.

Productions indépendantes, films exclus des différentes sélections, bandes anonymes et manufacturées annoncées à grands coups d'affiches kitch et délirantes sont présentées quotidiennement en grande quantité dans le cadre du Marché du film. Ces projections ont depuis toujours attiré professionels à la recherche d'une bonne affaire, amateurs de films de genre ou de nanars et cinéphiles en quête de découvertes extravagantes. Cette année encore, le Marché est riche de promesses variées. Le possesseur de la bonne accréditation ou le resquilleur efficace pourra consommer toutes sortes de curiosités, comédies érotiques, films d'horreur, thrillers, polars asiatiques. D'ores et déjà est attendu par les cinéphiles déviants *Monella*, du cinéaste italien érotomane Tinto Brass, dont chaque livraison est un émouvant moment de retrouvailles des connaisseurs.

On murmure que, tels les morceaux de la Sainte-Croix, quelques minutes du dernier film du maître de l'épouvante transalpine Dario Argento pourraient être présentées... Que peuvent bien être *I woke up early the day I died* (littéralement « Je me suis levé tôt le jour de ma mort »), de Aris Ilopulos, adapté d'un scénario non tourné du roi de la série Z Ed Wood, ou encore *Six-Strings Samuraï*, de Lance Mugia, dont le héros est à la fois guitariste et spécialiste du sabre japonais ? On annonce également *The all new adventure of Laurel and Hardy*, avec Bronson Pinchot et Gailard Sartain dans le rôle des célèbres comiques... Trouvera-t-on les Abel Ferrara ou David Cronenberg – deux cinéastes dont les premières œuvres furent repérées au Marché – de demain ?

Jean-François Rauger

LES AUTRES FILMS

LULU ON THE BRIDGE

UN CERTAIN REGARD.
Film américain de Paul Auster. Avec Harvey Keitel, Mira Sorvino, Willem Dafoe. (1 h 43.)

■ Le philosophe Jacques Rancière distingue entre deux conceptions du cinéma. Une conception esthétique, qui le définit comme un art spécifique bousculant les codes classiques de la représentation, ce que suggère cette belle image de Jean Epstein : *« Cet œil voit, songez-y, des ondes pour nous imperceptibles et l'amour d'écran contient ce qu'aucun amour n'avait jusqu'ici contenu, sa juste part d'ultraviolet. »* Et puis une conception poétique, qui lui assigne, faisant fi de sa spécificité, les mêmes fonctions que les arts qui l'ont précédé. C'est ainsi que l'écrivain Paul Auster a conçu ce premier long métrage en solo (après *Smoke* et *Brooklyn Boogie*, coréalisés avec Wayne Wang), en se contentant de mettre de la littérature en images. Si bien que *« l'amour d'écran »* proposé par Paul Auster ne s'incarne pas dans des corps à la façon mystérieuse d'un ultraviolet, mais bel et bien en prenant la forme d'une pierre symbolique qui émet une lumière bleue en s'élevant toute seule dans les airs. Izzy Maurer (Harvey Keitel), ex-saxophoniste de jazz en quête de rédemption, l'aura trouvée auprès d'un cadavre de hasard, avec le numéro de téléphone de la femme qu'il va impossiblement aimer. Divers événements s'enchaînent dès lors – le tournage d'un remake du *Loulou* de Pabst, une comparution devant l'Ange accusateur sous forme d'un rapt mafieux et autres trucs métaphysiques – sans que cette fable édifiante ne paraisse à aucun moment procéder de ce que peut vraiment le cinéma.

Jacques Mandelbaum

TORRENTE, LE BRAS GAUCHE DE LA LOI

SEMAINE DE LA CRITIQUE.
Film espagnol de Santiago Segura avec Santiago Segura, Javier Camara, Chus Lampreave (1 h 37)

■ *Torrente* arrive avec la réputation flatteuse d'avoir, au box-office espagnol, fait jeu égal avec l'incoulable *Titanic*. Son auteur, Santiago Segura, est une figure très populaire de la télévision espagnole qui s'est attribué, pour son premier long métrage, le rôle principal : celui d'un personnage abominable et ridicule. Son film est une comédie extrêmement efficace qui, non seulement ne s'embarrasse pas de subtilités, mais fonce délibérément « dans le tas ». Le cheveu gras et le ventre *proéminent*, Torrente est un flic raciste, vénal, chauvin, obsédé sexuel, alcoolique et macho pour ne citer qu'une partie de ses nombreux défauts. Flanqué d'un grand dadais puceau et amateur d'armes dont il convoite la cousine – nymphomane à la poitrine avantageuse –, il est embringué dans une sombre histoire qui le met aux prises avec un gang de trafiquants de drogue. Peu importe, de toute façon, le scénario et la mise en scène d'un film dont le principe repose essentiellement sur divers morceaux de bravoure relevant de ce que l'on pourrait qualifier d'humour *trash*. Segura se vautre avec délices dans la scatologie, le reniflage de petites culottes et la mise en boîte généralisée d'une humanité dérisoire. On rit beaucoup tout en s'interrogeant sur le fait que l'esprit du film peut autant être rattaché à une tradition culturelle du grotesque qu'à un cynisme très contemporain dont témoignerait d'ailleurs son succès commercial.

J.-E R.

MOTS D'AMOUR

QUINZAINE DES RÉALISATEURS.
Film franco-italien de Mimmo Calopresti avec Valeria Bruni Tedeschi, Fabrizio Bentivoglio, Marina Confalone. (1 h 25.)

■ *Mots d'amour* décevra ceux qui avaient apprécié *La Seconda Volta*, premier film de Mimmo Calopresti présenté il y a deux ans en compétition officielle. Ils y avaient trouvé une interrogation personnelle sur les séquelles et la mémoire des sombres et violentes années 70 en Italie, à travers la rencontre d'un universitaire victime d'un attentat et de l'ancienne membre des Brigades rouges qui lui avait tiré dessus. Le propos de *Mots d'amour* n'a pas cette ambition. Il s'agit, avant tout, du portrait d'Angela, jeune femme névrosée, incapable de trouver un apaisement par les voies classiques de la psychanalyse (Calopresti incarne d'ailleurs lui-même un psychothérapeute antipathique et inefficace). Elle cherchera à s'adapter au monde par la quête de l'amour. Celui-ci prendra la forme d'un bellâtre quinquagénaire, professeur de violoncelle. Le choix trop attendu de Valeria Bruni Tedeschi pour un type de rôle dans lequel elle a déjà beaucoup donné aurait dû s'accompagner d'un regard inédit sur son personnage. La mise en scène impuissante de Calopresti est non seulement incapable de le faire, mais parvient à le rendre terne. Le spectateur, contraint de suivre trop longtemps les déambulations d'une emmerdeuse, s'ennuie.

J.-E R.

Michel Hermon dépouille de son emphase l'art de Léo Ferré

Du chanteur anarchiste mort en 1993, le récital « Thank you Satan » ne retient que les chansons

***Comme à Ostende, Jolie môme, Paris canaille, Ni Dieu ni maître, Avec le temps*... Après Edith Piaf et Marlene Dietrich, l'homme de théâtre et chanteur Michel Hermon revisite, en une heure vingt et six rappels, au Théâtre des Abbesses, à Paris, le répertoire de Léo Ferré. Sans trop bousculer les titres, mais en les débarrassant des tics parfois emphatiques de leur auteur.**

THANK YOU SATAN, avec Michel Hermon (chant), Gérard Barreaux (accordéon), Pierre Michel Sivadier (piano). Mise en scène de Caroline Loeb. THÉÂTRE DES ABBESSES, 31, rue des Abbesses, Paris 18e. Mo Abbesses. 20 h 30, les 15, 16, 19 et 20. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F.

Le chic et le déglingué, la rigueur et la dérive : Michel Hermon, homme de théâtre et chanteur, se tient constamment sur la ligne de démarcation qui sépare son moi, lucide, de l'obscurité des émotions. Edith Piaf, qu'il avait interprétée magnifiquement au Théâtre des Bouffes du Nord de Paris, Marlène Dietrich, présentée à New York cette année (*Dietrich Hotel*) l'ont attiré dans l'univers des créatures de la rue et les tourments des femmes blessées. Maniaque de la condition humaine, Léo Ferré, objet de *Thank you Satan*, le nouveau récital de Michel Hermon, a obligé l'acteur à une économie de la démesure : du noir et du blanc, des poses droites, des lumières au carré, des sentiments aigus. Dans cette esthétique du secret s'anime le visage du comédien. La joie s'inscrit sur son front détendu, des rictus tordent le coin de ses lèvres, le calme envahit ses yeux brillants.

Thank you Satan met Ferré à plat, avec la précision propre à l'auteur de *L'homme* (« *Le cinq à sept « pas vu pas pris »/La romance qui tourne à vide/Le sens du devoir accompli/Et le cœur en celluloïd* »), chanson par laquelle Michel Hermon a choisi de commencer son spectacle. Il l'a voulu court (une heure vingt) ; mais le public, amateur de Ferré, lui demandera de le rallonger par six rappels. De Léo Ferré, Michel Hermon ne retient que les chansons. Elles se suffisent à elle-mêmes, elles sont belles, les mots claquent, l'emphase qui les a parfois détournées de leur cible n'a pas droit de cité. L'interprète, formé au lyrique, chante avec le vibrato du maître et un coffre tout personnel les plus belles réussites de Ferré (*Comme à Ostende, Jolie môme*), ses bouffées de joie (*Paris canaille*) et de désespérance (*Le Bonheur*). Justicier impartial, il explore aussi quelques zones interdites (*Pacific Blues*). Mais contrairement au comédien-chanteur Serge Hureau dont le spectacle, *Au bon petit Charles*, soumet l'oeuvre de Charles Trénet à la torture (*Le Monde* du 17 septembre 1997 et du 7 mars 1998), Michel Hermon ne touche à rien.

Le pianiste, Pierre Michel Sivadier, dénoue les fils de mélodies dont on pourrait croire qu'elles coulent de source – en réalité, elles sont d'épuisants cas d'école pour le chanteur. L'accordéoniste Gérard Barreaux, familier de la scène théâtrale, a une tête de pochard, un gros nez et des cheveux longs, et sert les classiques (*Est-ce ainsi que les hommes vivent ?*) par un jeu d'accompagnement exceptionnellement juste et senti – à noter également : ses chaussettes, rouges, sur un pantalon noir en... accordéon.

AMITIÉ RÉVOLUTIONNAIRE

Il y a là de l'amitié révolutionnaire, un esprit de bande qui donne des couleurs de banlieue communiste à *Ni Dieu ni maître* et ôte un peu du noir pessimisme qui vrille *Avec le temps*. A la fin des années 70, Michel Hermon fut l'un des hôtes de René Gonzalez, alors directeur du Théâtre Gérard-Philipe (TGP) et aujourd'hui à la tête du Théâtre Vidy-Lausanne (Suisse). Dans le petit cabaret installé sous la salle du TGP s'étaient succédé Michel Hermon, Anna Prucnal, Valeria Munariz, Megumi Satsu, ou Giovana Marini – un univers troublant. Depuis, la fidélité à la troupe (on y ajoutera Caroline Loeb, comédienne et chanteuse, qui signe la mise en scène stricte de *Thank you Satan*) fut, dans le cas de Michel Hermon, toujours plus forte que celle du succès.

C'est en 1979 au TGP que l'acteur avait donné son premier récital – des textes écrits par lui-même et le metteur en scène Tilly, mis en musique par le saxophoniste Richard Foy, son frère. Des textes cruels de Tilly, Hermon avait fait des pièces de théâtre à succès, *Charcuterie fine* et *Spaghetti bolognaise*, avant de revenir à Piaf. Ce zapping entre théâtre et chant – en 1995, Hermon met en scène *Les Larmes amères de Petra Von Kant*, de Fassbinder, au Théâtre de la Colline, en 1996, il y chante *Winterreise*, vingt-quatre lieder de Franz Schubert – est parfois un frein au succès : le public français n'aime pas le mélange des genres, il y voit un signe de dilettantisme. Ainsi, l'excellent *Au bon petit Charles*, à l'affiche pendant plusieurs semaines à la Cité de la musique puis à l'Européen, va-t-il partir en tournée hexagonale sans avoir encore trouvé la bonne manière de se vendre.

Véronique Mortaigne

Mme Trautmann fait de la sécurité dans les musées « une priorité »

CATHERINE TRAUTMANN, ministre de la culture et de la communication, a affirmé, dans un communiqué du mardi 12 octobre, qu'elle considère le renforcement de la sécurité dans les musées nationaux comme « *une priorité* ». Ce communiqué fait suite à trois vols en dix jours : un Sisley au Musée d'Orléans, le 30 avril ; un tableau de Corot au Musée du Louvre, le dimanche 3 mai ; une vingtaine d'objets d'art au Musée national du château de Compiègne (Oise), dans la nuit du 11 au 12 mai.

A Compiègne, des cambrioleurs ont fracturé les grilles du château et sont repartis avec un ensemble d'objets des XVIIIe et XIXe siècles : pendules, vases de Sèvres, torchères, appliques et chenets en bronze ainsi qu'un petit marbre de Bouchardon qui décoraient l'appartement de Napoléon III et celui de l'impératrice. Les cambrioleurs ont également brisé une cuve ovale en Sèvres et une coupe de cristal. Des voleurs s'en étaient déjà pris au musée de Compiègne, en 1996, mais les objets avaient été abandonnés en forêt et retrouvés le lendemain par la police.

Le château de Compiègne n'est protégé que par des grilles, et le Corot du Louvre était placé sous une vitre, sans vidéo-surveillance ni alarme. D'où le communiqué alarmiste de Catherine Trautmann : « *Ces vols accentuent la nécessité d'une adaptation des mesures de sécurité dans les musées nationaux à la situation nouvelle créée, d'une part, dans le cas du Louvre, par l'affluence d'un public très nombreux, d'autre part, dans celui d'un musée-château comme Compiègne, par le développement récent de nouvelles formes de banditisme.* »

La ministre a annoncé la création de postes supplémentaires d'agents de surveillance et la mise en place de crédits d'équipements de sécurité dans les musées nationaux, qui s'inséreront « *dans le cadre du budget 1999* ». Par ailleurs, la Société des amis du Louvre offre 100 000 francs de récompense à toute personne qui permettra de retrouver *Le Chemin de Sèvres*, de Corot. C'est quatre fois moins que les 25 000 francs-or (environ 419 000 francs actuels) offerts par ladite société lors du vol de la Joconde, en 1911.

Harry Bellet

Nelson Freire et le Quatuor Prazak jouent le « Quintette » de Franck en réconciliant Debussy et Saint-Saëns

JOSEPH HAYDN : Quatuor à cordes en ut majeur op. 76 no 3 « L'Empereur » – ALEXANDRE BORODINE : Quintette en ut mineur pour piano et cordes – CÉSAR FRANCK : Quintette en fa mineur pour piano et cordes. Nelson Freire (piano) et le Quatuor Prazak. AUDITORIUM DU LOUVRE, le 13 mai, 20 h 30. Concert diffusé en direct par France-Musique.

« *Ce quintette est au genre ce que les zoophytes sont aux mammifères !* » : de sa voix haut perchée et zozotante, bougon comme à son habitude, Camille Saint-Saëns se désolidarisera ainsi de l'œuvre qu'il venait de créer, abandonnant le manuscrit de César Franck sur le pupitre du piano. Mme Franck n'aimait pas davantage cette œuvre de 1879, si passionnée, tourmentée et fougueuse qu'elle soupçonnait son mari d'y avoir secrètement rendu hommage à son élève, la flamboyante Augusta Holmès. Plus clairvoyant, Claude Debussy y voyait « *de la grande et vraie musique* ».

Au Louvre, les Prazak et Nelson Freire auront donné raison à Debussy..., à *Saint-Saëns* et à la femme de Franck. Les Tchèques et le Brésilien, par l'alliance d'un jeu transparent, magistralement dominé, ont exposé en pleine lumière l'architecture de l'œuvre de Franck qui use de la forme cyclique héritée de Beethoven – un procédé cher au Français et qu'il a porté à son paroxysme. D'une certaine façon, le système frankiste ressemble aux *leitmotive* wagnériens. Franck prend ses thèmes, les expose une première fois, les fait disparaître, puis réapparaître, les modifie un peu, *beaucoup... passionnément* en les parant d'harmonies somptueuses. Mais à la différence de son disciple Vincent d'Indy, il fait oublier sa science en pliant son travail à une exigence expressive, une grandeur, une ferveur qui donnent raison à Debussy et paradoxalement à Saint-Saëns.

La formation du quintette paraît parfois étroite pour une musique aussi dramatique, mystérieuse et large. Mais l'auteur de la *Symphonie avec orgue* a eu tort de se désolidariser de l'un des sommets de la musique de chambre du XIXe siècle français, même si ces bouffées de lyrisme, cette tension harmonique sans relâche sont, avouons-le, assez insupportables quand elles sont interprétées par des interprètes sans grâce. Or, et les auditeurs de France-Musique ont pu en juger, Freire et les Prazak ont toujours, même dans les paroxysmes du premier mouvement et du *finale*, su maintenir un équilibre souverain entre la clarté et la passion, l'esprit concertant et la complicité idéale de la musique de chambre. Trop de quatuors à cordes se murent, en effet, dans le splendide isolement de leur discours pour que l'on ne salue pas les Tchèques pour leur capacité à dialoguer avec autrui.

DU HAYDN POUR L'ÉTERNITÉ

L'autre moment fort de ce concert était l'interprétation du *Quatuor « L'Empereur »* de Haydn. Jeu d'ensemble irréprochable, variété d'attaques, les Prazak savent user du vibrato quand il le faut et non en abuser. Haydn est un classique et ces musiciens le jouent ainsi, sans en élargir trop les lignes, sans appuyer trop fort sur l'archet, avec une sorte d'allégresse dans les mouvements vifs qu'un mouvement lent sans poids vient doucement assombrir. Ce *Poco adagio cantabile* serait à fixer pour l'éternité et devrait servir de modèle. Le thème de « l'Empereur » y est exposé successivement par chacun des instruments. Souvent, chacun des instrumentistes fait alors son numéro. *Avec les Prazak ? Un* chant phrasé, articulé, de la même façon. En sorte qu'il semblait joué par le même musicien.

Les enregistrements Haydn, Schubert, Dvorak et Janacek (chez Praga/Harmonia Mundi) des Prazak (Grand Prix au Concours d'Evian en 1978) ont été couronnés de grands prix et leurs disques ne mentent donc pas. Pourquoi n'enregistreraient-ils pas les grands quintettes pour piano avec Freire qu'ils connaissent de longue date ?

Alain Lompech



SORTIR

PARIS

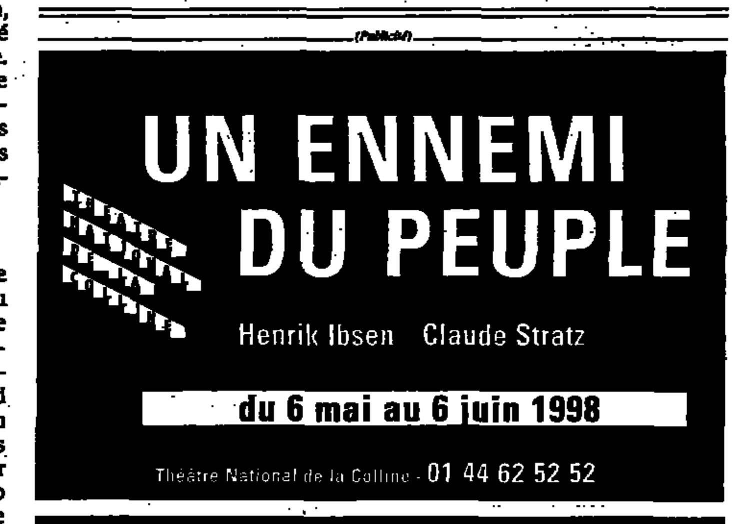
Rencontres Odradek
Quels sont les points de rencontre entre le théâtre et la pensée juive ? La question est au cœur des Rencontres Odradek, qui se tiennent au Théâtre du Rond-Point, jusqu'au 17 mai. Des lectures-spectacles, qui permettent d'entendre des textes souvent méconnus, alternent avec des colloques, réunissant hommes de théâtre et intellectuels. Primo Levi, Franz Kafka, Haziel, Walter Benjamin, Celan, José-Luis Borges, Jean de la Croix, Emmanuel Levinas... sont au programme du week-end de clôture des rencontres.
Théâtre du Rond-Point, 2, bis, avenue Franklin-Roosevelt, 8e. Tél. : 01-44-95-98-10. Le 15, de 19 heures à 23 heures ; le 16, de 16 heures à 23 heures ; le 17, de 15 heures à 20 heures. 50 F.

Abdel Rahman El Bacha (piano)
Après une intégrale des sonates de Beethoven, Abdel Rahman El Bacha vient d'inaugurer celle de l'œuvre pour piano de Chopin. Les trois premiers volumes ne sont pas aussi réussis qu'on pouvait l'espérer : son jeu y est peu communicatif, même si l'on en admire la plastique. Mais le studio est l'ennemi de bien des interprètes.
Chopin : *Variations brillantes, Nocturnes, Boléro, Mazurkas, Scherzo.*
Théâtre Silvia-Monfort, 106, rue Brancion, Paris 15e. Mo Porte-de-Vanves. Le 16, à 17 heures. Tél. : 01-45-31-10-96. 100 F.

Jean-Marie Machado, François Raulin et Martial Solal
Sur une idée de Jean-Marie Machado, cette réunion de pianistes paraît bien être l'une des formations les plus excitantes du moment. Trois langages, trois individualités et l'ambition commune de développer une musique propre dans l'héritage du jazz et de la musique contemporaine et dans la perspective d'un imaginaire créatif. Une « première » à Chelles permettra d'apprécier sur scène ce « all stars » du clavier.
Théâtre de Chelles, place des Martyrs-de-Chateaubriand, 77 Chelles. Le 16, à 20 h 45. Tél. : 01-60-08-55-00.

Festival de Ris-Orangis
Comment croiser les musiques du monde, la tradition régionaliste française, la danse de groupe et le plaisir de la découverte : Ris-Orangis a ses recettes. Ce festival pionnier tient ses promesses. On y va en famille ou en bande, sur la pelouse ou sur les planchers de bal, on rencontre des Cubains (Ire), des Irlandais (Liz Doherty), des Corses (Tavagna), des chanteurs de tango (Sandra Rumolino), des Indiens (Maria-Kiran) et des Bretons (La Godinette).
Ris-Orangis, c'est une journée de fête (le Bal dingue), avec bal auvergnat en plein air, concerts en chapiteau, veillée en cabaret jusqu'au fond de la nuit.
Musiques et danses du monde, Parc Saint-Eutrope, Hippodrome d'Evry (Essonne). Le 16, à partir de 14 h 30. Tél. : 01-69-02-13-25. Forfait : 160 F.

Rythmes Caraïbes
Jusqu'au 7 juin, chaque fin de semaine, la Grande Halle de la Villette se met à l'heure caraïbe. Pour ce premier bouquet de pur plaisir, le vendredi 15, des Cubains (une curiosité : l'orgue géant de Holguin de Cuba, et Frank Emilio Flynn, pianiste historique pour la première fois en France), et le Jamaïcain Monty Alexander ; le samedi, une célébration des Antilles françaises. Ils sont tous là : Malavoi, Edith Lefel, Kali, Dédé Saint-Prix, Vokoum pour une nuit Lewoz... ; le 17, Dédé Saint-Prix mène le bal.
Grande Halle de la Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. Les vendredis et samedis à partir de 19 h 30, les dimanches à partir de 14 heures. Tél. : 08-03-07-50-75. De 50 F à 120F.



GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Ceux qui m'aiment prendront le train (*vendredi 15 mai*)
de Patrice Chéreau (France, 2 h 03).
Dégrafées, déboutonnées, dézippées
de Douglas Keeve (Etats-Unis, 1 h 16).
L'Effet papillon
de Fernando Colomo (France-Espagne, 1 h 45).
Passage
de Juraj Herze (République tchèque, 1 h 38).
Primary Colors
de Mike Nichols (Etats-Unis, 2 h 23).
Secrets
de Jocelyn Moorhouse (Etats-Unis, 1 h 47).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

REPRISE

La Chatte sur un toit brûlant
de Richard Brooks.
Américain, 1958 (1 h 48).
VO : Grand Action, 5e (01-43-29-44-40).

VERNISSAGE

Christian Boltanski
Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16e. Mo Iéna. Tél. : 01-53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche jusqu'à 18 h 45. Fermé lundi. Du 15 mai au 4 octobre. 30 F. 20 F.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Olivier Ker Ourio Quartet
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. Les 15 et 16, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.
Erik Truffaz Quartet
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. Les 15 et 16, à 22 h 30, Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.
Cool Jazz Quartet
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1er. Mo Châtelet. Les 15 et 16, à 22 h 30, Tél. : 01-42-36-01-36.
Autour de Lucie
L'Européen, 3, rue Biot, Paris 17e. Mo Place-de-Clichy. Les 15 et 16, à 19 h 30. Tél. : 01-49-87-50-50. De 80 F à 90 F.
Les chiens aboient et la caravane Passos
Cabaret sauvage, parc de La Villette, Paris-19e. Mo Porte-de-la-Villette. Les 15 et 16, à 20 h 30. Tél. : 08-03-07-50-75. 120 F.
Musafir
Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris-11e. Mo Bastille. Les 15 et 16, à 20 heures. Tél. : 01-47-00-57-59. 100 F.

DERNIERS JOURS

17 mai :
Journal de bois
de Jean-Pierre Larroche et Pascale Hanrot, mise en scène des auteurs.
Cité internationale (Théâtre), 21, boulevard Jourdan, Paris-14e. RER Cité-Universitaire. 17 h 30. Tél. : 01-43-13-50-50. De 55 F à 110 F.
Visions du Nord : cristallisation
Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris-16e. Mo Alma-Marceau, Iéna. Tél. : 01-53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche de 10 heures à 18 h 45. L'ensemble de la manifestation : 35 F.
20 mai :
Antoni Tàpies
Galerie Lelong, 13, rue de Téhéran, Paris-8e. Mo Miromesnil. Tél. : 01-45-63-13-19. De 10 h 30 à 18 heures ; samedi de 14 heures à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi.

Comédie à l'italienne au Mexique

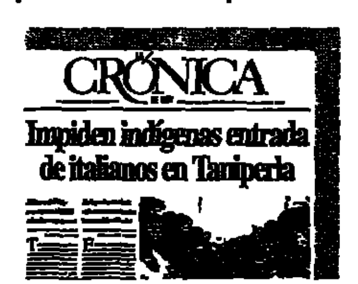
L'expulsion de quarante observateurs italiens en visite au Chiapas déclenche une intense polémique dans la presse locale. Le président Zedillo avait accusé la mission, comprenant des députés européens, de faire du « tourisme révolutionnaire »

« PROVOCATEURS professionnels à la solde de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) et du sous-commandant Marcos », ou alors *« témoins gênants de la répression exercée par le gouvernement mexicain contre les Indiens du Chiapas »* ? Tels sont les jugements contrastés de la presse mexicaine à l'égard de l'imposante délégation d'*« observateurs »* italiens – cent trente-cinq personnes, dont quatre députés du Parlement européen, un prêtre et beaucoup d'étudiants –, qui ont perturbé la vie politique locale durant une dizaine de jours, jusqu'à l'expulsion, le 11 mai, de quarante d'entre eux.

La polémique commença dès l'arrivée, le 1er mai, de la mission d'observation, qui avait convenu avec le gouvernement mexicain de se rendre au Chiapas pour vérifier la situation des droits de l'homme avant l'ouverture des négociations devant permettre au Mexique de signer un accord de libre-échange avec l'Union européenne. Les Italiens refusèrent de se limiter au programme établi, qui prévoyait notamment une visite au village de La Realidad, où se trouve le quartier général de la guérilla zapatiste, près de la frontière avec le Guatemala. Selon le porte-parole de la délégation, Federico Mariani, qui n'en était pas à son premier séjour au Chiapas, les restrictions imposées par les autorités confirmaient qu'elles avaient *« quelque chose à cacher »*.

Le ton est monté lorsque les observateurs, sympathisants déclarés de l'EZLN, provoquèrent un incident dans le hameau de Taniperlas, où la situation était très tendue depuis l'intervention des forces de l'ordre, le 11 avril, pour démanteler une structure municipale « illégale » créée par les zapatistes.

Les images diffusées par les chaînes de télévision montrèrent que les étrangers n'étaient pas les bienvenus pour une bonne partie de la population indigène, qui les empêcha d'entrer dans le village. Les propos du président Ernesto Zedillo accusant les Européens de faire du *« tourisme révolutionnaire »* et de s'ingérer dans les affaires internes du pays furent largement repris par la presse locale, qui rapporta également les qualificatifs peu amènes lancés par le vice-ministre de l'intérieur, Fernando Solis : *« provocateurs professionnels »*, *« délinquants »*, *« aventuriers »*...


CRÓNICA
Impiden indígenas entrada de italianos en Taniperla

Abasourdi par la tournure des événements et l'impertinence des visiteurs, dont l'expulsion fut précédée d'une véritable pantalonnade dans les locaux de l'aéroport de Mexico – les Italiens, les yeux bandés, chantaient l'hymne zapatiste, pendant que les fonctionnaires du ministère de l'intérieur cherchaient désespérément des places dans les avions pour les renvoyer chez eux –, l'éditorialiste d'*Excelsior* se demandait comment le gouvernement *« avait pu tomber dans cette embuscade tendue par un groupe d'agitateurs »*. Un des commentateurs du quotidien *Reforma* déplorait, quant à lui, que les autorités n'aient pas compris que *« les Italiens souhaitaient être expulsés : ils pourront ainsi affirmer qu'ils ont été victimes d'une dictature qui mène une guerre contre les Indiens pauvres du Chiapas, même si cela ne correspond pas à la réalité »*.

Bertrand de la Grange

DANS LA PRESSE

BFM
Philippe Alexandre

■ Nous avions déjà la gauche « plurielle ». Nous voici dotés d'une droite conjugale, le mariage – dites l'Alliance – du RPR et de l'UDF ayant été célébré dans la plus stricte intimité, comme s'il s'agissait de légitimer enfin une liaison qui dure depuis longtemps mais sans avoir été ce qui s'appelle consommée. Cela ressemble fort à des noces, hâtives et discrètes, pour sceller la nécessaire association de l'aveugle et du paralytique, ça n'existait même pas depuis deux heures que déjà, nous autres, les incorrigibles, nous interrogions sur quelques absences probablement diplomatiques.

RTL
Michèle Cotta

■ On le disait déprimé, ennuyé, irrité, au bord de jeter l'éponge. On se trompait. Hier, Philippe Seguin a réussi son coup. La nouvelle est tombée en début d'après-midi : le président du RPR et celui de l'UDF proposent ensemble de constituer une alliance entre les deux partis (...). Personne ne trouve à y redire : face à ceux qui font état la main sur le cœur de leurs bons sentiments unitaires, il est bien difficile de jouer les vilains petits canards en revendiquant le droit de faire des pâtés tout seuls.

FRANCE-INTER
Pierre Le Marc

■ Le premier avantage de l'opération, c'est de donner un coup d'arrêt à la décomposition de la droite et d'enclencher un processus vertueux que vont devoir intégrer ses principaux acteurs. C'est aussi d'envoyer un message d'espoir aux militants et aux électeurs désemparés par les défaites et les comportements de leurs leaders et donc à la merci de l'attraction du Front national. C'est encore d'émettre un signal à l'attention d'une opinion troublée par les bouleversements d'un paysage politique qu'elle ne comprend plus. C'est enfin, et peut-être surtout, de replacer une frontière nette entre la droite républicaine et l'extrême droite... Cela dit, cette étoile miraculeuse qui apparaît dans le ciel de la droite tient encore de l'OVNI.

L'HUMANITÉ
Claude Cabanes

■ MM. Séguin et Léotard ont (...) réuni leurs cantons dévastés par des désastres en série dans une sorte de confédération thérapeutique. Il faudrait certainement avoir un goût prononcé du risque pour parier toutes ses économies sur l'avenir de cet attelage. Mais le conseil vient de très haut : on ne rit pas... Il faut avoir la foi du charbonnier pour croire que la nouvelle Alliance constitue le geste qui sauve. Il paraît que cette construction pourrait préfigurer le parti unique de la droite au service du destin du chef de l'Etat... Qui vivra verra... Mais depuis des temps assez lointains, il y a toujours eu deux « droites » en France. Comme il y a eu deux « gauches ».

LIBÉRATION
Alain Duhamel

■ Il y a un an, la dissolution échouait, la droite parlementaire sombrait et Philippe Seguin émergeait : le président sortant de l'Assemblée nationale faisait figure de sauveur... Le président du RPR est un gaulliste des années 60. Il rêve d'une « troisième voie » chimérique entre le socialisme et le capitalisme. (...) Il méprise l'UDF, il excommunie la gauche, il honnit le Front national – c'est l'une de ses vertus – et voudrait être seul à la tête d'un grand mouvement protestataire, patriotique et plébéien, alors qu'on lui demande d'assécher le marigot de Paris. Ce romantique ténébreux et contradictoire se heurte à des hyperréalistes. Alors, il décline.

EN VUE

■ Le feu vient de réduire en *cendres l'olivier* le plus vieux d'Europe, haut de 22 mètres, planté à l'époque de Tibère dans la vallée de Fibbianello en Italie, vainqueur de milliers d'hivers, merveille qu'on accourait voir.

■ Les députés des partis religieux invoquant la tradition, trois soldates d'un ensemble vocal de l'armée ne seront pas admises à la cérémonie de prestation de serment du président **Ezer Weizman**, à la Knesset où, mercredi 13 mai, la chanteuse transsexuelle **Dana International**, lauréate du concours de l'Eurovision, a été reçue avec tous les honneurs.

■ Clonaid, société d'encouragement des clones, financée par l'église raëlienne, secte « ufologique » en faveur des extraterrestes, propose *« aux personnes fortunées »* le clonage des animaux de compagnie.

■ Dans *« Réputations »*, un documentaire de la chaîne de télévision BBC, **Jean-Michel Cousteau** accuse son père : *« Il a utilisé les gens pour arriver à ses fins »*. Le commandant, ami des bêtes, aurait aussi, pour les besoins d'un film, capturé quatre phoques.

■ **Gaetano Pesce** voudrait prolonger le pilier contre lequel la voiture de la princesse **Diana** s'est écrasée, le 31 août 1997, par une « Colonne-Mémoire », en béton armé. *« Ce monument, dans le jardin au-dessus du tunnel de l'Alma, offrirait une meilleure sécurité aux hordes de fans qui tentent d'apercevoir à leurs risques et périls le poteau meurtrier »*, argumente le designer italien.

■ Les Kenyans ayant remporté, en 1997, six des huit premières places, du Bolder Boulder, l'une des principales courses de fond aux Etats-Unis, trois Kenyans seulement seront admis à y participer cette année. *« C'est notre pays, c'est notre course, notre argent*, explique **Bill Reef**, directeur de l'épreuve. *Les sponsors américains veulent des vainqueurs américains »*.

■ D'après les urologues, 30 millions d'Américains devraient avoir recours au Viagra, pilule contre l'impuissance. Un tribunal du Michigan vient de déclarer apte à *comparaître* pour des assiduités sexuelles répétées sur trois jeunes filles de moins de 16 ans, un banlieusard de Detroit, centenaire encore vert.

■ On trouvera au musée **Mandela**, qui rassemblera bientôt les innombrables présents offerts au président sud-africain, le livre *« Ma Grand-mère vivait à Gooligulch »*, cadeau d'un admirateur autrichien.

Christian Colombani

SUR LA TOILE

PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

■ Le Conseil de l'Europe a publié un *« projet de lignes directrices sur la protection des données dans les inforoutes »*. Le texte, qui comporte treize recommandations pour les usagers d'Internet et quatorze pour les prestataires d'accès, est présenté comme *« une approche européenne commune sur la question de la protection de la vie privée dans l'Internet et une première étape vers l'élaboration d'un accord international »*. – (AFP)

TENNIS

■ Le site officiel de Roland-Garros proposera, pendant tout la durée du tournoi (du 25 mai au 7 juin), un tableau d'affichage des résultats actualisé toutes les minutes, des photos en direct, des interviews et un service permettant de laisser des messages aux joueurs.
www.rolandgarros.org
www.frenchopen.org

ASSISES DE L'INNOVATION

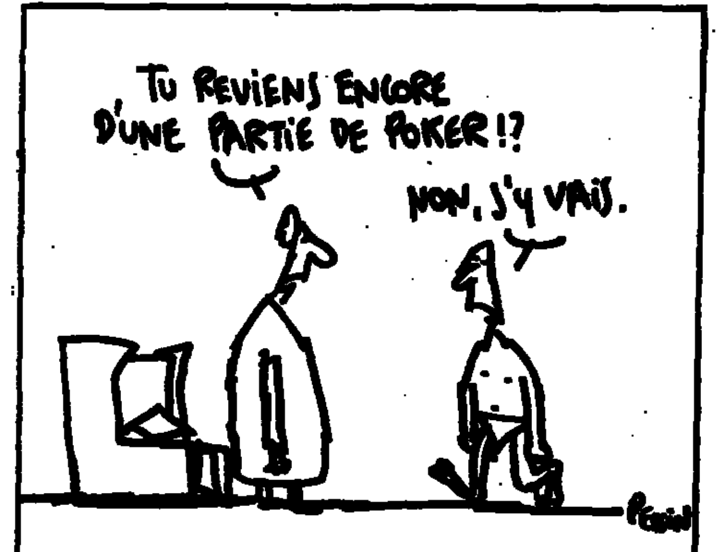
■ Le compte-rendu des Assises de l'innovation, qui ont eu lieu le 12 mai à Paris à l'initiative des ministères de l'industrie, des finances, de l'éducation et de la recherche, est disponible sur Internet.
www.recherche.gouv.fr/assises/

www.kennyrogerscasino.com

Les cybercasinos américains sont ouverts à tous, sauf aux internautes résidant aux Etats-Unis

« BIENVENUE au Kenny Rogers Casino. Nous venons d'ouvrir, alors entrez et mettez-vous à l'aise ! » Bien que très récent, le Kenny Rogers ressemble beaucoup aux centaines de cybercasinos fonctionnant déjà sur Internet. Lors de sa première visite, le joueur doit télécharger les interfaces graphiques, puis ouvrir un compte et y déposer autant d'argent qu'il le souhaite avec sa carte de crédit. Il est alors autorisé à entrer dans l'une des sept salles de jeu virtuelles : black jack, roulette, craps, baccara, machines à sous, vidéopoker et « poker caraïbe ». Il peut miser à chaque partie entre 1 et 500 dollars, et jouer autant de fois qu'il le souhaite. S'il gagne, un chèque ou un mandat lui sera envoyé par la poste dans les vingt-quatre heures.

Tout repose sur la confiance : le site fournit quelques explications sur la sécurité des transactions et assure que les générateurs aléatoires de chiffres ont été testés à l'université de Princeton, mais le visiteur doit le croire sur parole. En coulisses, les choses sont moins simples. Tout indique que le Kenny Rogers est américain : on mise en dollars, on joue selon les règles en vigueur à Atlantic City, et le nom de Kenny Rogers, célèbre chanteur de *country and western music*, a été choisi pour marquer l'enracinement dans l'Amérique profonde. Or, le casino est ouvert aux internautes de tous les pays à l'exception d'un seul, les Etats-Unis. Kelly Jacobs, porte-parole de Inland Entertainment, la société californienne *« chargée de la distribution et du marketing »* de ce site et de nombreux autres du même genre, explique ce paradoxe : *« Aujourd'hui, personne ne sait si les jeux en ligne sont légaux ou illégaux aux Etats-Unis. Les juristes s'affrontent, et le Congrès prépare de nouvelles lois. Tant que la situation n'est pas clarifiée, les Américains ne pourront pas miser chez nous, seulement jouer sans argent. »*



En ces temps incertains, deux précautions valent mieux qu'une : le serveur Internet hébergeant le Kenny Rogers se trouve sur l'île de Curaçao, et le site appartient à une société enregistrée aux Antilles néerlandaises. Celle-ci a confié la gestion du casino à une entreprise locale, WMH, qui se trouve être une filiale d'Inland Entertainment. Enfin, WMH a passé un contrat de service avec sa maison mère.

Sans attendre les joueurs américains, le Kenny Rogers est donc parti à la conquête du reste du monde. Mme Jacobs assure que les internautes affluent déjà de partout, de l'Afrique du Sud à la Lituanie.

Yves Eudes

L'obélisque censuré *par Alain Rollat*

FÉLICITATIONS. C'est une excellente idée d'avoir rendu son aspect originel à l'obélisque de la place de la Concorde. L'Histoire saura gré au président de la République d'avoir réparé l'outrage infligé jadis par des envahisseurs barbares au célèbre monolithe de Louqsor. Du haut du pyramidion doré qui le chapeaute désormais, comme aux plus beaux temps de sa splendeur pharaonique, ce ne sont pas simplement trente-deux siècles qui contemplent la Concorde mais toute la gloire chiraquienne qui resplendit au soleil.

Raison de plus pour parachever l'ouvrage. Sauf le respect dû aux éminents égyptologues qui ont convaincu *le chef de l'Etat* de restaurer la pointe de cette flèche de granit dans son éclat initial, il reste encore à réparer l'autre injure faite à cet emblème solaire *sans que, cette fois*, la responsabilité des iconoclastes assyriens ou perses puisse être invoquée. Nous voulons *parler de l'injure faite* à son socle au moment de son érection sur la place de la Concorde. Et il ne s'agit pas d'une offense mineure. Car il se trouve que ce cher obélisque national a tout bonnement été victime, en 1836, d'un acte de censure d'autant plus inadmissible qu'il n'était pas imputable à des considérations architecturales mais à l'ordre moral louis-philippard.

Sans le faire exprès, jeudi soir, le journal télévisé de France 2 a illustré la preuve de cette bassesse en recourant à une image de synthèse pour rappeler où se situait ce monolithe, à l'entrée du temple de Louqsor, avant d'être offert par *le vice-roi* d'Egypte au roi des Français. Cette image confirmait ce que savent tous les égyptologues : l'obélisque de la place de la Concorde a été amputé du socle *originel dont dispose* toujours, sur place, son frère jumeau.

Pourquoi cette censure ? Pour *atteinte aux bonnes mœurs ! Son* socle antique a été soustrait à la vue des Parisiens parce qu'il s'ornait de sculptures représentant des babouins gravés en majesté avec un réalisme extrême, c'est-à-dire dans le plus simple appareil, à une époque où la morale chrétienne n'existait pas encore et où nul sculpteur ne posait donc la moindre feuille de vigne sur l'anatomie de ses œuvres.

A l'injure faite à la virginité des babouins, les censeurs de Louis-Philippe ajoutaient d'ailleurs l'ignorance : dans la symbolique des contemporains de Ramsès, ces singes sacrés exprimaient l'harmonie de l'univers fondé sur la *communion des êtres et des* dieux. Si, après avoir restitué à l'obélisque de la Concorde son sommet naturel, le successeur du sphinx mitterrandien lui rendait aussi sa base, le *génie républicain* en serait doublement gratifié.

VENDREDI 15 MAI

FILMS DE LA SOIRÉE

18.55 **Baïonnette au canon** ■■ Samuel Fuller (Etats-Unis, 1951, N., v.o., 90 min). Ciné Cinéfil
19.30 **Comment l'esprit vient aux femmes** ■■ George Cukor (Etats-Unis, 1950, N., 105 min). Cinétoile
21.00 **Dernières heures à Denver** ■■ Gary Fleder (Etats-Unis, 1995, 115 min). Canal +
21.00 **Cotton Club** ■■ Francis Ford Coppola (Etats-Unis, 1984, 125 min). Ciné Cinémas
21.05 **Fantôme avec chauffeur** ■■ Gérard Oury (France, 1995, 85 min). Cinéstar 2
22.20 **Le soleil brille pour tout le monde** ■■ John Ford (Etats-Unis, 1953, N., v.o., 95 min). Ciné Cinéfil
23.25 **Chungking Express** ■■ Wong Kar-Wai (Hongkong, 1994, v.o., 100 min). Ciné Cinémas
23.55 **La Rivière Rouge** ■■■ Howard Hawks (Etats-Unis, 1948, N., 125 min). Ciné Cinéfil
0.05 **Merci la vie** ■■ Bertrand Blier (France, 1991, 115 min). Cinéstar 1
0.50 **La Dernière Cène** ■■ Tomas Gutierrez Alea (Cuba, 1976, 115 min). Arte
1.45 **Miracle à Milan** ■■■ Vittorio De Sica (Italie, 1951, N., v.o., 95 min). Cinétoile
4.25 **L'Homme blessé** ■■ Patrice Chéreau (France, 1983, 110 min). Canal +

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. *Invités : Séverine Ferrer, Rufus Sewell,* Lenny Kravitz. Canal +
19.00 Les Dossiers de l'Histoire. Génération : La fête cubaine. Génération : La Pro-Chine. Histoire
19.00 et 22.00 Rive droite, rive gauche. Spécial Cannes. Paris Première
20.00 20h Paris Première. Best of. Paris Première
20.05 C'est la vie ! Le mariage ? non merci ! Dernière du printemps. TSR
20.50 Thalassa. Marins givrés. France 3
21.00 De l'actualité à l'Histoire. De Dreyfus à Ben Barka. Les Noirs aux Etats-Unis.- Histoire
22.00 Faut pas rêver. Mexique : Châteaux de feu. France : Le pain bouilli de Villar-d'Arène. Thaïlande : Combats de taureaux. Invité : Bernard Clavel. France 3
22.50 Bouillon de culture. Comment ça va la France ? Invités : Guy Bedos, André Bercoff, Frank De Bondt, François de Closets, Corinne Lepage. France 2
23.10 Sans aucun doute. Factures : attention aux arnaques. TF 1
23.25 Les Dossiers de l'Histoire. De Gaulle - Le retour, 13 mai 1958. France 3
0.35 ▶ Notes de voyage. Graines de tonnerre. France 3
20.10 Les Grands Interprètes. La Callas. Muzzik
20.15 Des religions et des hommes. [6/46]. Confucius. Histoire
21.15 Les Ours polaires. Disney Channel
22.10 Mai 68. [2/3]. Planète
23.00 Les Maîtres du regard. Heurts et malheurs de *La Règle du jeu*. Paris Première
23.00 La Route du diable. Odyssée
23.15 Grand format. Nous, les enfants du XXe siècle. Arte
23.20 Arena : Dire Straits. Canal Jimmy
23.40 Le Monde sous-marin de Jacques-Yves Cousteau. La nuit des calamars. TMC
23.50 La Mémoire des camps. Planète
0.05 La Conquête spatiale en Union soviétique. [1/3]. Odyssée
0.35 A la recherche de F comme Mouna. Téva
0.50 Les Chevaliers. [4/6]. Planète
23.30 Les Bacchantes. Mise en scène. Ingmar Bergman. Dir. Kjell Ingebretsen. Paris Première
0.35 Brahms par Masur. Muzzik

DOCUMENTAIRES

19.45 La Maladie de la vache folle. [1/2]. L'ennemi invisible. Planète
19.55 La Naissance des Alpes. Odyssée
20.00 Cités et merveilles. St George. Téva

SPORTS EN DIRECT

19.00 Football. Festival espoirs de Toulon. Allemagne - Chine. Eurosport
20.00 Tennis. *Tournoi messieurs de Rome.* Quarts de finale. Au Foro Italico. Eurosport

MUSIQUE

19.25 Virtuoses : Evelyn Glennie. Mezzo
21.00 Jazz trios. Stuttgart 1990. Muzzik
22.00 Chick Corea Akoustic Band. Muzzik
23.00 Andreï Gavrilov joue Rachmaninov. Muzzik
23.20 Brahms par Masur. Muzzik

TÉLÉFILMS

20.40 ▶ Underground. [1/2]. Arte
20.40 Un silence coupable. John Patterson. RTL 9
20.50 Le Témoin de l'ombre. O Mario Azzopardi. M 6
21.50 Le Censeur du lycée d'Epinal. Marc Rivière. Festival
23.20 Quiproquos ! Claude Vital. Festival

SÉRIES

20.35 Chérie, j'ai rétréci les gosses. Chérie je me suis cloné. Disney Channel
21.00 Stargate SG-1. Retour de Shulak. Série Club
21.00 Galactica. Les Cylons arrivent. 13e Rue
22.05 Au cœur du temps. A la veille du six juin. Disney Channel
22.30 Buffy contre les vampires. Un premier rendez-vous manqué. Série Club
22.55 Seinfeld. La soupe (v.o.). Canal Jimmy
23.15 Le Prisonnier. Le retour (v.o.). Série Club
0.10 Brooklyn South. Fools Russian (v.o.). Série Club
0.30 Friends. Celui qui poussait le bouchon (v.o.). Canal Jimmy
0.50 Star Trek, la nouvelle génération. Meurtri (v.o.). Canal Jimmy
1.40 New York Police Blues. Souvenirs de jeunesse (v.o.) Canal Jimmy

NOTRE CHOIX

● 22.20 Ciné Cinéfil
Le soleil brille pour tout le monde

Fairfield, petite ville du Kentucky en 1905. Un vieux juge resté fidèle à la cause sudiste va se représenter aux élections contre un nordiste. Longtemps considéré comme un John Ford mineur, ce film est un chef-d'oeuvre d'humour, de chaleur humaine, *de description sociale, de sagesse.* – *J. S.*

● 23.25 Ciné Cinéma I
Chungking Express

Un quartier de Hongkong est une véritable ville dans la ville. Un jeune policier, quitté par la femme qu'il aime, mange des boîtes d'ananas périmées portant la date de la fin de son amour. Il rencontre une mystérieuse Chinoise bernée par une famille de passeurs indiens auxquels elle avait remis de l'héroïne. Un autre policier a une étrange aventure avec une hôtesse de l'air. Il y a, en fait, deux films : un film noir à la manière de Hollywood, et une sorte de comédie romantique. Ajouté au traitement cinématographique de l'espace – rues étroites et intérieurs exigus –, cela fait l'originalité de cette œuvre de Wong Kar-Wai. – *J. S.*

● 0.35 France 3
Graines de tonnerre

Un numéro très réussi de la nouvelle collection de documentaires musicaux « Notes de voyage ». François Bergeron a filmé le retour aux sources de Sally Nyolo, née au Cameroun et venue en France à l'âge de treize ans. La chanteuse – elle est aujourd'hui un espoir de la musique moderne africaine – revient sur les lieux de son enfance, à la recherche des sons et des rythmes originels. De Yaoundé au pays pygmée, un voyage ponctué de superbes rencontres musicales. – *V. Mo.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

19.00 **Le Bigdil.**
19.50 **Ushuaïa découverte.**
19.52 **Le Journal de l'air.**
20.00 **Journal, Météo, Trafic infos.**
20.55 **Les Enfants de la télé.**
23.10 **Sans aucun doute.** Factures : attention aux arnaques.
1.05 **TF1 nuit, Météo.**

FRANCE 2

18.45 **Qui est qui ?**
19.15 **1 000 enfants vers l'an 2000.**
19.25 **C'est l'heure.**
19.50 **Au nom du sport.**
20.00 **Journal, Météo, Point route.**
21.00 **Maigret.** Maigret tend un piège.
22.40 **Un livre, des livres.**
22.50 **Bouillon de culture.** Comment ça va la France ?
0.00 **Journal, Météo.**
0.15 **Signé Croisette.** Spécial Cannes.
0.25 **Ciné-club.** Cycle Enfance cruelle.
0.30 **Sa Majesté des mouches** ■ Film O. Peter Brook (v.o.).

FRANCE 3

18.55 **Le 19-20 de l'information.**
20.01 **Météo.**
20.05 **Fa si la chanter.**
20.35 **Tout le sport.**
20.45 **Consomag.**
20.50 **Thalassa.** Marins givrés.
22.00 **Faut pas rêver.** Mexique : Châteaux de feu. France : Le pain bouilli de Villar-d'Arène. Thaïlande : Combats de taureaux.
23.00 **Météo, Soir 3.**
23.25 **Les Dossiers de l'Histoire.** De Gaulle - Le retour, 13 mai 1958.
0.20 **Libre court.** Soyons amis.
0.35 ▶ **Notes de voyage.** *Graines de tonnerre.*

CANAL +

▶ **En clair jusqu'à 21.00**
18.30 **Nulle part ailleurs.** Invités : Séverine Ferrer, Rufus Sewell ; Lenny Kravitz.
20.35 **Allons au cinéma ce week-end.**
21.00 **Dernières heures à Denver** ■■ Film. Gary Fleder.
23.00 **Didier** ■ Film. Alain Chabat.

ARTE

19.00 **Tracks.**
19.30 7 1/2. Pollution : le drame Andalou.
20.00 Brut.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 ▶ Underground. Téléfilm. Emir Kusturica [1/2].
23.15 Grand format. Nous, les enfants du XXe siècle.
0.40 Le Dessous des cartes. Les frontières d'Israël : les lieux de blocage.
0.50 La Dernière Cène ■■ Film. Tomas Gutierrez Alea.

M 6

19.00 **Lois et Clark.**
19.54 **Le Six Minutes, Météo.**
20.00 **Ciné 6 spécial Cannes.**
20.10 **Plus vite que la musique.**
20.40 **Décrochages info, Hot forme.**
20.50 **Le Témoin de l'ombre.** Téléfilm O. Mario Azzopardi.
22.40 **Au-delà du réel, l'aventure continue.** O Sélection pas très naturelle.
23.35 **Le Justicier de Boston.** Téléfilm △. Toru Murakawa.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 **Agora.** André Coutin (*La Vie du Christ après sa mort*).
21.00 **Black and blue.** Franck Ténot : *celui qui aime le jazz.*
22.10 **Fiction.** *Le Château du roi*, de Bram Stoker.
23.00 **Nuits magnétiques.** Chevriers en Val de Drôme.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 **Concert franco-allemand.** Par l'Orchestre symphonique de la radio de Berlin, dir. Serge Baudo, Elke Wilm-Schulte, baryton : œuvres de Roussel, Wolf, Busoni, Bizet.
22.30 **Musique pluriel.** Œuvres de Dun, McCartney.
23.07 **Jazz-club.**

RADIO-CLASSIQUE

20.40 **Les Soirées.** Riccardo Mutti, chef d'orchestre.
22.45 **Les Soirées... (suite).** Œuvres de Mendelssohn, Mozart, Beethoven.

SAMEDI 16 MAI

FILMS DU JOUR

14.35 **Les Chaînes du destin** ■■ Mitchell Leisen (Etats-Unis, 1950, N., 100 min). Cinétoile
15.30 **La Rivière Rouge** ■■■ Howard Hawks (Etats-Unis, 1948, N., v.o., 125 min). Ciné Cinéfil
16.15 **Comment l'esprit vient aux femmes** ■■ George Cukor (Etats-Unis, 1950, N., 100 min). Cinétoile
16.30 **Alexandre Nevski** ■■ Sergueï M. Eisenstein (Urss, 1938, N., 120 min). Mezzo
17.55 **Miracle à Milan** ■■■ Vittorio De Sica (Italie, 1951, N., v.o., 95 min). Cinétoile
23.00 **Baïonnette au canon** ■■ Samuel Fuller (Etats-Unis, 1951, N., v.o., 95 min). Ciné Cinéfil
23.15 **Autopsie d'un meurtre** ■■ Otto Preminger (Etats-Unis, 1959, N., 155 min). Cinétoile
0.35 **Le Petit Soldat** ■■ Jean-Luc Godard (France, 1960, N., 90 min). Ciné Cinéfil
1.50 **Papa est en voyage d'affaires** ■■ Emir Kusturica (Yougoslavie, 1985, 135 min). Cinétoile

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.10 et 16.10 Le Monde des Idées. LCI

MAGAZINES

7.00 Thé ou café. Jean-Marie Colombani directeur du journal *Le Monde*. France 2
13.30 Mai 68. L'autorité dans le monde du travail. Histoire
13.40 Les Documents de Savoir plus. Et la violence, docteur ? France 2
14.10 Faits divers. Spécial 50e. Que sont-ils devenus ? RTBF 1
14.30 Le Magazine de l'Histoire. Avec Maurice Sartre, Philippe Dagen, Françoise Cachin, Stéphane Guéguan. Histoire
16.30 Les Dossiers de l'Histoire. Génération : La fête cubaine. Génération : La Pro-Chine. Histoire
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Invités : Albert Dupontel, Miss Côte d'Azur, Sébastien Frey, One Minute Silence (live), Dan Akroyd, John Goodman, Joe Morton, Ewan Bonifiant, John Landis, Sandrine Kiberlain, Jean-François Stévenin. Canal +
19.30 Histoire parallèle. Semaine du 16 mai 1948. De Gaulle et les partis. Invité : Jean Charbonnel. Arte
20.00 Thalassa. Sacré coquillage. TV 5
20.00 et 22.40 Rive droite, rive gauche. Spécial Cannes. Paris Première
20.20 Le Club. Invitée : Agnès Varda. Ciné Cinéfil
20.45 Le Magazine de l'Histoire. Spécial Festival de Cannes : un siècle de cinéma français. Invité : Marcel Dorigny, Antoine de Baecque, Pascal Ory, Gilles Jacob, Bertrand Tavernier. Histoire
21.00 Faut pas rêver. Erythrée : Le train de la mer Rouge. France : Télé village. *Irlande : Passion cheval.* Invité : Jacques Lacarrière. TV 5
22.20 T'as pas une idée ? Invité : Frédéric Dard. Canal Jimmy
22.45 Du fer dans les épinards. Un bébé en plus. France 2
23.15 Metropolis. Cannes 98. Les années Supports / Surfaces. Arte
19.45 Autour du monde en 80 jours. [7/7]. Relais sans délai. Planète
19.55 Le Feu de la Terre. [2/6]. Au royaume de Vulcain. Odyssée
20.35 Leonard Cohen. Printemps 96. Planète
20.35 L'Autour des palombes, retour en forêt. TMC
20.50 Accordéon toujours. [1/2]. Odyssée
21.30 Enquêtes médico-légales. Symptômes mystérieux. Planète
21.30 Madagascar, une île menacée. TMC
21.45 La Naissance des Alpes. Odyssée
22.00 La Maladie de la vache folle. [1/2]. L'ennemi invisible. Planète
22.15 Les Clefs du chorégraphe. [1/12]. Claude Brumachon. Muzzik
22.30 Aux p'tits bonheurs la France. Au secours, Janine. France 3
22.30 Luis Bunuel ou le film d'une vie. Odyssée
22.50 A bientôt, j'espère. Planète
23.00 Ben Gourion. [5/10]. Histoire
23.35 Amboseli. Un parc en péril. Planète
23.40 Les Maîtres du regard. Bela Lugosi. Paris Première
0.00 Le Charme discret de la politique. Téva
0.15 Music Planet. Depeche Mode. Arte

DOCUMENTAIRES

17.35 Lieux mythiques. Le Stonehenge américain. La Cinquième
17.35 La Route du diable. Odyssée
18.10 Toutatis. Odyssée
19.00 Les Hommes-oiseaux. Odyssée

SPORTS EN DIRECT

13.00 Motocyclisme. Championnat du monde de vitesse. Grand Prix d'Italie. Essais des 125 cc. Eurosport
13.50 Tennis. Tournoi messieurs de Rome. Demi-finales. Au Foro Italico. Eurosport
13.55 Volley-ball. Finale retour du championnat de France : PUC - Cannes. Canal +
14.55 Hockey sur glace. Championnats du monde. Finale. 1er match. En Suisse. TSR
15.55 Football. Coupe d'Angleterre. Finale : Arsenal - Newscastle. Au stade de Wembley. Canal +
18.55 Football. Festival espoirs de Toulon. France - Argentine. A Aubagne. Eurosport
20.45 Rugby. Championnat de France. Finale : Perpignan - Stade Français CASG. Au Stade de France, à Saint-Denis. France 2
22.20 Boxe. Réunion de Bercy. Julien Lorcy (Fr.) - Anatoly Alexandrov (Rus.). Jean-Baptiste Mendy (Fr.) - Orzubek Nazarov (Rus.). Canal +

MUSIQUE

18.00 La Grande Parade du jazz. Nice 1983. Muzzik
18.30 Concert : Félix Mendelssohn. Avec Franck-Michael Erben, violon. Mezzo
19.15 Roméo et Juliette, de Berlioz. Muzzik
20.00 Concert : Félix Mendelssohn. Chants sans paroles. Mezzo
21.00 A Sei Voci. Muzzik
21.25 L'Elixir d'amour. Opéra de Lyon 1996. Mise en scène. Frank Dunlop. Dir. Evelino Pido. Mezzo
22.30 Francofolies de Spa. RTBF 1
23.55 Six symphonies de Jiri Antonin Benda. Muzzik

TÉLÉFILMS

20.13 Six crimes sans assassin. Bernard Stora. 13e Rue
20.30 La Voisine. Luc Béraud. Festival
20.40 Une ville sous haute tension. Roger Christian. Canal +
20.45 ▶ Underground. Emir Kusturica [2/2]. Arte
20.55 L'Inventaire. Caroline Huppert. France 3

SÉRIES

19.00 Absolutely Fabulous. Le magazine (v.o.). Arte
19.15 Highlander. Meurtres en série. Série Club
20.40 Derrick. Une vie bradée. La cabane au bord du lac. RTL 9
20.55 FX, effets spéciaux. Une affaire à régler. M 6
21.00 The Lazarus Man. Conspirateur. Canal Jimmy
21.30 Buffy contre les vampires. Un premier rendez-vous manqué. Série Club
21.35 Columbo. Une étrange association. TSR
21.45 The Sentinel. Trafic d'armes. M 6
22.13 New York Undercover. Echec et mat. 13e Rue
22.15 Brooklyn South. Fools Russian (v.o.). Série Club
22.30 La Rivière Espérance. [2/9]. TV 5
22.40 Players : les maîtres du jeu. Première mission. M 6
22.50 Chicago Hospital, la vie à tout prix. Un Noël mouvementé. RTL 9
23.00 Kindred, le clan des maudits. Gloire et déchéance d'Eddie Fiori (v.o.). 13e Rue
23.20 Star Trek, la nouvelle génération. *Meurtri.* Canal Jimmy
23.45 Homicide. Le fantôme d'Agnès. Série Club
23.50 Earth II. La voix de sa mère. 13e Rue
0.35 Galactica. Les Cylons arrivent. 13e Rue
1.00 Seinfeld. La soupe (v.o.). Canal Jimmy
1.25 Friends. Celui qui poussait le bouchon (v.o.). Canal Jimmy

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■■ Ne pas manquer.
■■■ Chef-d'œuvre ou classiques

LES CODES DU CSA :
O Accord parental souhaitable.
△ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● 22.50 Planète
A bientôt j'espère

La trace de Chris Marker

EN MARS 1967, à Besançon, la grève des ouvriers de Rhodiaceta, usine de textiles filiale du trust Rhône-Poulenc, agit comme un révélateur. Un an avant l'explosion de Mai 68, le conflit des « Rhodia » est même une sorte de répétition générale. Pour la première fois depuis longtemps, les organisations syndicales ne limitent pas seulement leur combat aux strictes revendications salariales et à la sécurité de l'emploi, mais dénoncent les conditions de travail harassantes, le mode de vie étouffant, et revendiquent le droit à la culture.

A leur tête, Georges, dit Yoyo, responsable de la section CFDT. Derrière son sourire tranquille, il cache une redoutable envie d'en découdre. C'est un vrai fils de la classe ouvrière pour qui la solidarité n'est pas un vain mot. *« Perdre 5 000 francs parce que des copains sont licenciés, c'est pas de la culture ça ? »*, lance-t-il à la fin du conflit. *« Les patrons, on les aura de toute façon. Ils ne savent pas ce qu'est la solidarité. A bientôt j'espère... »*

Tourné en décembre 1967, le film de Chris Marker est la chronique militante de cette grève pas comme les autres. *« Pas plus vaincus à Noël que victorieux au printemps »*, les ouvriers de la Rhodia racontent leur lutte, leur itinéraire, le travail militant, la solidarité et la découverte de la politique. Comme de vieilles gravures noircies par le temps, on revoit les pointeuses, la pendule, le chronomètre qui rythmaient les cadences de ces « prolos » obligés d'aller déjeuner à n'importe quelle heure *« parce que le cerveau électronique de l'usine en a décidé ainsi ».*

Malgré quelques longueurs et un commentaire parfois inaudible, ce film reste un formidable témoignage sur la condition ouvrière de l'époque. Il signe également l'engagement citoyen de Chris Marker, dont toute l'oeuvre n'a pas été de montrer seulement autre chose, mais de le montrer autrement. Rarement diffusé en salles, ce documentaire est inédit à la télévision.

Daniel Psenny

★ **Autre diffusion : dimanche, 19.00.**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.15 **Reportages.** Les Convoyeurs de fonds.
13.55 MacGyver.
14.30 **Scandales à l'amirauté.**
15.45 **Moloney.**
16.40 **California College : Les Jumelles de Sweet Valley.**
17.10 **Hercule.**
18.00 **Sous le soleil.**
19.00 **Beverly Hills.**
20.00 **Journal, Allez les bleus.**
20.45 **Le Résultat des courses.**
20.50 **Météo.**
20.55 **Drôle de jeu.**
23.25 **Hollywood Night.** Belle et dangereuse. Téléfilm. △ Brenton Spencer.
1.00 **TF1 nuit, Météo.**
1.10 **Les Rendez-vous de l'entreprise.** Spécial Cannes.

FRANCE 2

13.30 **L'Esprit d'un jardin.**
13.35 **Consomag.**
13.40 **Les Documents de Savoir plus.** Et la violence, docteur ?
14.40 **24 heures pour survivre : Un taxi la nuit.** Téléfilm. Cinzia T. Torrini.
16.15 **Tiercé.** En direct.
16.35 **Pardaillan.** Téléfilm. Edouard Niermans.
18.05 et 18.30 **Chair de poule.**
18.55 **1000 enfants vers l'an 2000.**
19.00 **Farce attaque... à Narbonne.**
19.45 et 20.35 **Tirage du Loto.**
19.50 **Au nom du sport.**
19.55 et 20.30 **Météo.**
20.00 **Journal, Le Monde de la Coupe.**
20.25 **A cheval.**
20.40 **Rugby.** En direct. Finale du championnat de France : Perpignan - Stade Français CASG.
22.45 **Du fer dans les épinards.** Un bébé en plus.
0.20 **Journal, Météo.**
0.35 **Signé Croisette.**
0.45 **Troisième mi-temps.**

FRANCE 3

13.57 **Keno.**
14.05 **Evasion.**
14.35 **Les Pieds sur l'herbe.**
15.05 **Destination pêche.**
15.40 **Couleur pays.**
18.13 **Expression directe.**
18.20 **Questions pour un champion.**
18.50 et 0.45 **Un livre, un jour.**
18.55 **Le 19-20 de l'information, Météo.**
20.05 **Petites bêtises.**
20.10 **Les Indiffusables.**
20.40 **Tout le sport.**
20.55 **L'Inventaire.** Téléfilm. Caroline Huppert.
22.30 **Aux p'tits bonheurs la France.** Au secours, Janine.
23.25 **Météo, Soir 3.**
23.50 **Musique et Cie.**
0.55 **Musique graffiti.**

CANAL +

▶ **En clair jusqu'à 14.00**
13.50 **Le Journal de l'emploi.**
13.55 **Volley-ball.** En direct. Finale retour du championnat de France : PUC - Cannes.
15.25 **Basket NBA.**
15.55 **Football.** En direct. Final de la Cup : Arsenal - Newcastle.
▶ **En clair jusqu'à 20.40**
18.05 **Décode pas Bunny.**
18.30 et 19.10 **Nulle part ailleurs.**
19.00 et 22.15 **Flash infos.**
20.40 **Une ville sous haute tension.** Téléfilm. Roger Christian.
22.20 **Boxe.** En direct. Réunion de Bercy.
0.30 **Night Watch** ■ Film. Ole Bornedal.
2.15 **Clinic.** Film: Carl Schenkel.

LA CINQUIÈME/ARTE

14.00 **Le Parlement des enfants.**
15.35 **Fête des bébés.**
16.10 **Le Journal de la santé.**
16.30 **Sur les chemins du monde.** 16.40 Les Dernières Frontières de l'Himalaya : Quand l'oxygène se fait rare. *17.05 Papouasie : les volcans de* Rabaul. 17.35 Lieux mythiques : Le Stonehenge américain. 18.05 Lonely Planet : Iles du Pacifique.
19.00 **Absolutely Fabulous** (v.o.).
19.30 **Histoire parallèle.** Semaine du 16 mai 1948. De Gaulle et les partis.
20.20 **Le Dessous des cartes.**
20.30 **8 1/2 Journal.**
20.45 ▶ **Underground.** Téléfilm [2/2]. Emir Kusturica.
23.15 **Metropolis.** Cannes 98. Les années Supports / Surfaces.
0.15 **Music Planet.** Depeche Mode.
1.15 **Cinéma, de notre temps.** John Cassavetes.

M 6

13.15 **V.**
14.10 **University Hospital.**
15.05 **Les Aventures de Brisco County.**
16.05 **Les Têtes Brûlées.**
17.10 **Chapeau melon et bottes de cuir.**
18.10 **Amicalement vôtre.**
19.10 **Turbo, Warning.**
19.54 **Le Six Minutes, Météo.**
20.00 et 20.40 **Ciné 6 spécial Cannes.**
20.10 **Les Piégeurs.**
20.54 **La Trilogie du samedi.** 20.55 FX, effets spéciaux. Une affaire à régler. 21.45 The Sentinel. Trafic d'armes. 22.40 Players : les maîtres du jeu. Première mission.
23.35 **Les Fugitives.** Téléfilm. △ Catherine Cyran.
1.10 **DJ d'une nuit.** IAM.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 **Fiction.** *La Guerre civile*, d'Henry de Montherlant.
22.35 **Opus.** Anne Sylvestre rencontre Louise Forestier.
0.05 **Le Gai Savoir.** Muriel et Pierre Bossis, créateurs de noms de produits.

FRANCE-MUSIQUE

19.01 **Opéra.** *Cendrillon* (d'après Perrault), de Massenet. Donné en direct de l'Opéra des Flandres, à Anvers. Dir. Marc Minkowski. Rebecca Evans (Cendrillon), Charlotte Hellekant (Le prince charmant).
23.07 **Présentez la facture.** Un certain monsieur Sax. Daniel Kientzy, saxophone.

RADIO-CLASSIQUE

19.30 **Intermezzo.** Œuvres de Debussy, Saint-Saëns, Frydman, Dukas, Fauré.
20.40 **L'Exotisme baroque et classique.** *Le Bourgeois Gentilhomme*, cérémonie des Turcs, de Lully ; *Sonate La Victoire des Chrétiens sur les Turcs*, de Schmelzer ; *Les Indes Galantes*, extraits, de Rameau ; *Symphonie n° 63*, de Haydn ; Soliman II, extraits, de Kraus ; *Notturno*, de Spohr ; *L'Enlèvement au Sérail*, extraits, de Mozart.
22.40 **Da Capo.** Œuvres de Schubert, Brahms, Bach.

Le Monde
SAMEDI 16 MAI 1998

Une coordination de vacataires proteste contre la précarité dans la fonction publique

Les non-titulaires de postes s'estiment insuffisamment défendus par les syndicats

UNE COORDINATION de travailleurs précaires de la fonction publique organise, samedi 16 mai, des états généraux à la Bourse du travail. La responsable de cette coordination, Chantal Finance, employée à mi-temps à la Bibliothèque nationale de France, explique que ce mouvement est animé par une quarantaine de personnes, salariés des ministères de la culture et de l'éducation nationale ainsi que de la Ville de Paris. Elle-même, ancienne vacataire au centre Georges-Pompidou, avait créé en 1996 un collectif pour obtenir une stabilisation du nombre des précaires, puis, au moment de la fermeture pour travaux de l'établissement, leur reclassement. Depuis, elle est en désaccord tant avec FO qu'avec la CFDT et la CGT et affirme que *« les non-titulaires doivent s'organiser car les syndicats ne les défendent pas suffisamment »*.

Certains membres de cette coordination demandent que les vacataires relèvent du droit privé, les litiges éventuels avec leur employeur étant tranchés par les prud'hommes et non par les tribunaux administratifs considérés comme *« juges et parties »*. Cette revendication va à l'encontre d'un arrêt du tribunal des conflits qui, en mars 1996, a jugé que tout contractuel employé par un service public à caractère administratif est un agent public.

En revanche, d'autres membres de la coordination – les maîtres auxiliaires, notamment – demandent leur titularisation dans la fonction publique. Ils se disent mécontents de l'accord sur la résorption de la précarité signé en mai 1996 par toutes les fédérations de fonctionnaires sauf la CGT, et avec le gouvernement d'Alain Juppé.

MOUVEMENT DE TITULARISATION

Cet accord ne prévoit pas de titularisation automatique, mais la création de concours « réservés » à ceux qui remplissent un certain nombre de conditions d'ancienneté. Or, beaucoup de vacataires ne satisfont pas à ces clauses et les jugent trop restrictives.

La coordination estime que ce plan, dont le gouvernement et les syndicats avaient annoncé qu'il permettrait de titulariser 150 000 personnes en quatre ans dans les trois fonctions publiques, est mal appliqué. A la demande des syndicats, le ministère de la fonction publique vient justement de fournir un premier bilan de sa mise en œuvre. Il rappelle en introduction que, l'organisation de concours « réservés » dérogeant au statut de la fonction publique, le vote d'une loi a été indispensable et que la rédaction des nombreux textes réglementaires nécessaires a été fort complexe. Les premiers concours n'ont donc été organisés qu'à l'automne 1997.

Dans la fonction publique d'Etat, *sur un total d'ayants droit estimé* à 29 476 personnes, 5 889 ont été intégrés l'an dernier. Le ministre de la fonction publique, Emile Zuccarelli, a admis, lors d'un conseil supérieur de la fonction publique d'Etat, le 5 mai, que *« les perspectives de départ n'ont pas été entièrement réalisées »*, le taux de titularisation étant de 20 % au lieu du tiers prévu. Il a donc demandé aux administrations d'accélérer le mouvement.

Dans la fonction publique hospitalière, 1 336 postes ont été offerts. Dans la fonction publique territoriale, 3 327 postes, essentiellement dans les secteurs culturels, ont été ouverts en 1997, et 6 708 le seront en 1998. On est donc loin des *100 000 intégrations promises.* Mais les titularisations sans concours permises exceptionnellement pour les agents du bas de la grille dans les collectivités locales n'ont pas été recensées. Elles devraient en quatre ans concerner 50 000 personnes.

Rafaële Rivais

Le rythme des créations d'emplois s'accélère

L'AMÉLIORATION de l'emploi est au rendez-vous de la reprise de l'activité économique : 73 400 emplois supplémentaires ont *été créés* au cours du *premier trimestre* dans les secteurs privé et semi-public (+ 0,5 %) et les gains atteignent 214 000 (+ 1,6 %) sur un an, selon les données provisoires publiées, vendredi 15 mai, par l'Insee. La tendance se poursuit, puisque le dernier trimestre de 1997 a été marqué par une progression de 0,5 %, qui tranchait avec la reprise modérée observée au cours des trois trimestres précédents (+ 0,2 % en moyenne).

Les créations d'emplois sont exclusivement concentrées dans le tertiaire (+ 0,9 % sur trois mois et + 3 % en un an). En revanche, l'industrie n'en a enregistré aucune au cours du trimestre précédent, et le recul a été de 0,4 % en un an. Mais l'emploi pourrait y redémarrer au cours du deuxième trimestre, estimait l'Insee dans sa dernière note de conjoncture (*Le Monde* du 28 mars). Dans la construction, l'emploi a baissé de 0,1 % sur les trois premiers mois de l'année (dégradation moins forte qu'au cours de l'année 1997) et de 1,5 % au cours des *douze derniers mois.*

Ces données sont conformes aux prévisions établies par l'Insee dans sa note de conjoncture : l'institut prévoyait environ 140 000 créations dans le secteur marchand non agricole au premier semestre, soit presque autant qu'au cours de toute l'année 1997. Le nombre d'emplois est en passe de retrouver son point haut de la fin de l'année 1990, après avoir touché le fond en 1993, à la *fin d'une période de récession pour l'économie française.* Le ministre de l'économie estime que le taux de chômage devrait ainsi retomber à 11,8 % de la population active au milieu de 1998. Dominique Strauss-Kahn, qui participait, jeudi, au colloque Euro-Entreprises organisé par *Les Echos*, a ajouté que ce taux pourrait encore reculer de 0,2 à 0,3 point d'ici à la fin de l'année.

Jean-Michel Bezat

Furieusement tendance

par Pierre Georges

L'AGENCE FRANCE-PRESSE diffuse chaque matin vers 4 h 30, heure à laquelle cela ne risque pas de perturber les foules, une petite rubrique intitulée « Vous êtes bien réveillés ». Encore que présomptueux, le titre ne manque pas de sollicitude. Une ou deux nouvelles insolites, sans importance, drolatiques, sucrées-salées font l'ordinaire de *cette rubrique-confiture* à étaler sur les tartines quotidiennes.

Souriez, vous êtes réveillés ! Du Danemark est arrivée une information absolument capitale et délicieusement sexiste, presque comme toutes ces pubs, notamment automobiles, qui honorent actuellement la femme. Donc, à Hilleroed, ville qu'on veut bien *croire, sur parole, au nord de* Copenhague, une grande délinquante va être jugée. Ulla Isendam, vingt-quatre ans, *« une belle femme »* précise la dépêche, ce qui aide au réveil, est inculpée d'attentat à la pudeur.

Son crime, son forfait de *« belle femme » ?* Eh bien, d'avoir vu un bel agent de police et de n'avoir pu résister à la tentation. Au soir *du 21 juin 1997, comme saisie* par les feux de l'amour et de la Saint-Jean, Ulla – on dirait une pub pour minitel rose – ne put s'en empêcher. L'agent Henrik Basse patrouillait dans la ville, séduisant et provocateur dans son bel uniforme, l'inconscient. Ah ! tentation de l'uniforme !

On l'aura compris. Ulla n'hésita point et donna ce que pudiquement la dépêche appelle *« une petite tape sur le derrière »* d'Henrik. Autrement dit, elle lui mit la main aux fesses. Car autant appeler un attentat, un attentat. L'agent Basse, belle femme ou pas, trouva l'agression sexuelle établie. Il déposa plainte. Et la malheureuse va être jugée, malgré son repentir sincère et des circonstances atténuantes évidentes puisque, avoua-t-elle, elle *« a un faible pour les belles carrures masculines et surtout les derrières bien formés »*.

Voilà bien une nouvelle à se réveiller debout ! En fait, si on la *rapporte ici c'est* pour deux raisons. La première pour noter que c'est là très probablement une dépêche d'homme pour hommes. Imaginons la situation inverse, l'agent Henrik ayant un faible pour les belles silhouettes féminines et surtout pour les etc, etc. L'AFP ne nous l'eût probablement pas racontée au réveil. Sauf à tomber dans le conformisme le plus *affligeant.*

Seconde raison : cette information semble bien dans l'air du temps. Ou, comme on dirait en matière de publicité, furieusement « tendance ». La femme restant la meilleure amie du publicitaire, on voit beaucoup de spots, ces temps-ci, sur le thème désirs de femme, pour belles carrures masculines et derrières bien formés. La femme *moderne vient d'être* totalement émancipée par les créateurs, façon main au panier. Ainsi cette publicité pour une automobile où l'on voit une belle mettre son beau au frais, au climatiseur et le conduire au plus vite, petite tape sur les fesses, vers le palace le *plus proche. Ainsi cette autre, où* une armée de belles se donnent rendez-vous au bureau, pour évaluer avec des mines gourmandes et des regards troubles, l'Apollon de l'échafaudage, beau comme une boisson-chair fraîche.

Z'êtes bien réveillés ? Comme homme qui sommeille !

Mme Voynet ne fera pas un « casus belli » de la réforme du scrutin européen

LIONEL JOSPIN a rassuré ses ministres, dès l'ouverture de leur réunion bimensuelle, jeudi 14 mai : ils pourront assister aux matchs de la Coupe du monde de football. Le *premier ministre lui-même ne veut* pas s'en priver, *« y compris à Toulouse »*. Marie-George Buffet a même adressé une lettre circulaire aux directeurs de cabinet des membres du gouvernement, pour qu'ils réservent les places des ministres auprès de la ministre de la jeunesse et des sports.

Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, a dressé un bilan et un programme de l'activité parlementaire. Le congrès devrait être réuni avant le 14 juillet sur la réforme de la Constitution imposée par l'accord sur la Nouvelle-Calédonie. A la rentrée d'octobre – le renouvellement du Sénat empêchant une session extraordinaire en septembre –, M. Vaillant souhaite que le projet de loi d'orientation agricole précède la discussion budgétaire, le 14 octobre. *« Je ne peux pas faire tenir deux litres dans le contenant d'un »*, a expliqué M. Vaillant. Les réformes du mode de scrutin régional et, surtout, européen ont consisté le plat de résistance du déjeuner.

Jean-Pierre Chevènement a présenté *sobrement le projet du gouvernement*, sans dissimuler que cette réforme ne pourrait pas *« faire reculer le Front national »*. *« Il a été dubitatif, mais on a plus entendu le ministre de l'intérieur que le président du Mouvement des citoyens »*, confiait un ministre. *M. Vaillant* avait *souhaité* préalablement que les ministres s'expriment en membres du gouvernement et non en représentants des partis. Mme Buffet a ainsi fait part de ses réserves et de sa *« perplexité »* sur la réforme du scrutin européen.

Dominique Voynet a exposé clairement et précisément son opposition à une réforme du mode de scrutin européen conduisant à créer sept grandes circonscriptions régionales (*Le Monde* du 15 mai) qui *« n'empêcheront pas la dispersion »*. La ministre de l'aménagement du territoire a estimé que cela ne rapprocherait pas les élus des électeurs et que *« le plus urgent »* était de réformer le scrutin cantonal qui est *« injuste »*. Mme Voynet a observé qu'avec des grandes régions Brice *Lalonde et Antoine Waechter ont* plus de chances d'avoir des listes. *« Si on change, je serais solidaire »*, a cependant souligné Mme Voynet. M. Chevènement a exprimé la même solidarité.

RASSEMBLEMENT DÉLICAT

Pour la *dirigeante des Verts*, un rassemblement de la gauche et des Verts aux européennes sera plus délicat qu'aux régionales en raison de la difficulté d'avoir une plate-forme commune sur l'Europe. *« Les divergences sont derrière nous »*, a répondu M. Jospin en notant que sur l'Europe sociale et politique il y avait davantage de *« convergences »* au sein de la majorité. Alors que *M. Vaillant se faisait l'avocat de la* réforme, Claude Bartolone, ministre délégué de la ville, s'est montré réservé. M. Jospin a souligné qu'il ne voulait pas se retrouver dans la *situation* des régionales où on lui avait reproché de ne pas avoir réformé auparavant le mode de scrutin. Il a indiqué que le président de la République paraissait aussi favorable à de grandes *régions.*

Le gouvernement devrait présenter au conseil des ministres, fin mai ou début juin, une *« première séquence »* de réformes sur les scrutins régional et européen, pour une première lecture avant l'été. M. Jospin a pris la mesure de l'opposition du PCF en recevant, vendredi matin, Robert Hue. François Hollande a reçu, jeudi 14 mai, une délégation des Verts conduite par Jean-Luc Bennahmias. Les Verts, qui n'ont pas de député européen sortant, craignent de ne pas atteindre le quotient électoral dans les grandes régions alors que le PS pense exactement le contraire.

« Le Parlement décidera. On n'utilisera pas le 49-3 pour faire passer la réforme du scrutin européen », avertit, conciliant, le premier secrétaire du Parti socialiste.

Michel Noblecourt

DÉPÊCHES

■ **IRAK : le président de la République Jacques Chirac** a appelé jeudi 14 mai l'Irak à *« continuer à faire des gestes de coopération avec les Nations unies »* pour atteindre la levée de l'embargo, au cours d'un long entretien avec le vice-premier ministre Tarek Aziz au palais de l'Elysée. *« La réinsertion de l'Irak dans la communauté internationale (...) passe (...) notamment par l'élimination des armes de destruction massive »*, a dit *M. Chirac, cité par son porte-parole Catherine Colonna. – (AFP.)*

■ **PERRIER : la cour d'appel de Nîmes** a rejeté mercredi 14 mai un projet de sous-traitance présenté par la direction de la source Perrier (groupe Nestlé), qui concernait 37 salariés travaillant à l'activité palettes et caisseries sur un total de 2 250.

■ **MICHELIN : des tensions assez fortes entre grévistes et cadres** se sont développées jeudi 14 mai à l'usine du groupe pneumatique à Cholet (Maine-et-Loire), dont la production est partiellement paralysée depuis lundi. Des agents de fabrication de Michelin protestent contre un plan d'aménagement des horaires prévoyant le travail le dimanche.

■ **CRÉDIT FONCIER : une centaine de salariés** du Crédit foncier de France (CFF) ont occupé jeudi 14 mai pendant *deux heures les mairies* de Sarcelles (Val-d'Oise) et Drancy (Seine-Saint-Denis) pour peser sur le choix du futur repreneur du CFF.

■ **JUSTICE : cinquante-quatre femmes de l'agglomération dijonnaise ont été convoquées** pour être soumises à des tests génétiques dans le cadre d'une enquête sur la mort d'un nouveau-né, découvert dans un sac poubelle à Quétigny (Côte-d'Or) en mars 1997, a révélé jeudi 14 mai *Le Bien public.*

■ *À NOS LECTEURS : en raison de l'abondance de l'actualité, et notamment de la mort de Frank Sinatra, nous avons été exceptionnellement contraints de supprimer, dans ce numéro, la page « Tableau de bord » de la séquence « Entreprises ».*

Tirage du *Monde* daté vendredi 15 mai : 531 338 exemplaires

« Rapporteuse, ça fait cafteuse ! »

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a donné le « la ». Désormais, on dira *« la députée »* et non plus *« madame le député »*. Ainsi en a décidé son bureau, jeudi 14 mai, au terme d'un long débat. Désormais, on lira, à l'article 19 de l'instruction générale du bureau, que *« les noms des députés et des députées sont publiés au* Journal officiel *»*, et non plus seulement les noms de *« MM. les députés »*. Une belle victoire pour la députée Yvette Roudy (PS, Calvados). Cette militante féministe se souvient de sa colère lorsque, à son arrivée au ministère des droits de la femme, en 1981, son papier à en-tête indiquait *« le ministre »*. *« Je n'ai pas changé de sexe en devenant ministre ! »*, s'exclame-t-elle, dans les couloirs de l'Assemblée.

Féminiser les titres professionnels est, pour elle, une question d'*« identification »*. A contrario, les *« masculiniser »*, c'est *« une manière de faire disparaître les femmes des lieux de pouvoir »*, analyse la députée gaulliste Roselyne Bachelot-Narquin (Maine-et-Loire). Finalement, régler cette question en plein débat sur l'exclusion, *« c'est pas si futile que ça »*, sourit-elle. Pourtant, la plupart de ses collègues masculins du RPR mettent un point d'honneur à dire *« madame le »*... Si elle qualifie cette attitude d'*« hystérie »*, elle ajoute aussitôt qu'elle la comprend : *« Lionel Jospin a fait de la féminisation des titres un argument marketing. Dire « la députée », c'est faire le jeu des socialistes »*, assure-t-elle.

L'idée de la *« parité linguistique »*, l'expression consacrée des Verts, mûrit lentement. Pourtant la question n'est pas neuve. En 1986, une circulaire de Laurent Fabius, alors premier ministre, demandait de *« veiller »* à utiliser les règles permettant de féminiser les titres professionnels, que venait d'édicter la commission de terminologie de féminisation. Las, elle ne fut guère appliquée. Lionel Jospin ne manque pas de le souligner dans sa propre circulaire du 6 mars 1998, qui propose d'accélérer *« l'évolution en cours »*, engagée par les femmes *« appartenant à l'actuel gouvernement »*. L'Assemblée saisit la balle au bond : pour M. Fabius, c'est aussi une belle occasion de marquer la séparation des pouvoirs.

La guerre de la féminisation des titres n'est pas terminée. Jeudi soir, Nicole Catala, vice-présidente de l'Assemblée, a fait son entrée dans l'hémicycle sous un retentissant : *« Madame LE Président »* ! Cette polémique fait *« sourire »* André Santini (UDF, Hauts-de-Seine), vice-président de l'Assemblée : *« Que les femmes se fassent appeler comme elles veulent ! »*

Restent des questions techniques. Comment féminiser le mot « rapporteur » ? *« Rapporteuse, ça fait cafteuse ! »*, rejette Yves Cochet, vice-président de l'Assemblée, avec la moue. Un *« copain socialiste »* de M. Cochet proposerait de féminiser « garde des sceaux » par « gardienne des sottes »...

Clarisse Fabre

هكذا من الأصل

(Publicité)

TECHNOLOGIES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS.

*LE RÉSEAU EST L'ORDINATEUR.

Les origines, les langues et les cultures différentes constituent autant de barrières entre les hommes. Des barrières que Sun Microsystems a décidé de franchir une fois pour toutes. Nous savons depuis toujours qu'un ordinateur ne vaut que par sa capacité à comprendre et à être compris par d'autres ordinateurs. C'est ainsi que nous sommes devenus leader mondial de l'Informatique en Réseau, et que nous avons développé des technologies aussi avancées que Java. Si les ordinateurs apprennent à parler le même langage, s'ils sont ouverts au lieu d'être fermés, l'échange d'idées et d'informations entre deux hommes situés aux antipodes devient aussi simple qu'entre vous et votre meilleur ami. Ne passez pas à côté de cette révolution. Rendez-vous sur www.sun.fr. **THE NETWORK IS THE COMPUTER.***



Le procès du meurtrier présumé de Marinette, la figure mythique de la presse de faits divers

Elle avait été assassinée en 1996, dans son petit pavillon d'Argenteuil

Le procès du meurtrier présumé de Marie-Madeleine Revillon, une journaliste de faits divers d'Argenteuil qui était devenue une figure mythique de la presse locale, s'est ouvert, jeudi 14 mai, devant la cour d'assises du Val-d'Oise. L'accusé, Adbelhak Rahmani, a avoué le meurtre à plusieurs reprises, mais, s'il admet aujourd'hui s'être introduit chez Marinette et y avoir volé une télévision, il nie l'avoir tuée.

MARINETTE n'aimait pas les procès. Au savant dosage de règles et d'improvisation de ces reconstitutions théâtrales, Marie-Madeleine Revillon préférait la réalité crue des faits divers. Une enquête banale, un interrogatoire laborieux valaient pour elle tous les effets de manches. Plus le suspect était ordinaire, et plus cette figure mythique de la presse de faits divers en dressait un portrait méticuleux (*Le Monde* daté 24-25 mars 1996).

PROCÈS

Jeudi 14 mai, devant la cour d'assises du Val-d'Oise, la première journée du procès du présumé meurtrier de la « faidiversière » d'Argenteuil aura, en cela du moins, été fidèle au souvenir de la victime.

Dans la salle, tous sont venus pour elle. Du public aux enquêteurs en passant par les bancs de la presse, où trois journalistes chargés de couvrir l'audience ont débuté leur carrière sous son aile protectrice, chacun rêve d'entendre encore un peu parler de ses sprints à vélo derrière le car de police-secours, de ses nuits sur les lits de camp des commissariats, de ses questions incessantes. Mais c'est d'une tout autre Marinette que l'on parle aujourd'hui : une femme de quatre-vingt-quatre ans, les mains attachées derrière le dos, agenouillée sur le sol, la tête reposant sur le lit. Retrouvée inanimée par les pompiers, à 23 h 15 le 11 janvier 1996. Elle est morte trois heures plus tard au centre hospitalier d'Argenteuil.

Les yeux fixés droit devant lui, les épaules basses, Abdelhak Rahmani semble figé. Il écoute sans réagir le commandant Da Costa Marquez décrire le petit pavillon de Marinette, au fond de la ruelle, la nuit du meurtre : les meubles cassés, le sang sur les murs, les mèches de cheveux blancs dans les trois pièces. *« C'est pas moi »*, dit-il simplement. Il reconnaît être entré dans la maison et avoir volé la télévision, que l'on retrouvera quelques dizaines de mètres plus loin, dans une impasse, mais rien de plus.

Devant lui, la présidente Dominique Andréassier tente de lui expliquer la somme de faits qui pèsent contre lui. Il y a ces aveux passés devant les policiers au lendemain de son arrestation, le 3 septembre 1996. Il y *affirmait avoir attaché puis* frappé la vieille femme afin qu'elle indique où elle cachait son argent et sa Carte bleue, le tout sous l'emprise de la boisson. *« J'ai signé pour qu'ils relâchent ma mère »*, explique-t-il. *« Vous avez renouvelé ces déclarations le lendemain, devant le juge d'instruction*, remarque la magistrate. *– Je ne me souviens pas. Les dépositions, je ne les ai pas lues. »*

Pourquoi avoir ensuite nié pendant six mois toute présence sur les lieux du drame, alors même qu'une empreinte de sa main prouvait le contraire ? interroge la présidente. *« Je ne sais pas. »* Et comment expliquer ces confessions faites à un psychiatre dans lesquelles il avouait avoir frappé Marinette mais ne pas lui avoir pris son poste de télévision ? *« Je ne l'explique pas. »*

SOUVENIRS

Même flou sur ce départ précipité vers le Maroc, cinq jours après le drame. Il a successivement invoqué la nécessité d'éviter un règlement de compte après une bagarre dans un café, puis le désir de se recueillir sur la tombe de son frère aîné. A présent, il parle de *« vacances »* : *« Je n'en pas avais pris depuis longtemps. »* La présidente lui fait remarquer qu'au passage il s'est battu avec son oncle, a vendu les Mobylette de ses cousins, et volé une voiture. *« Je garde les bons souvenirs »*, dit-il.

Marinette aurait sans doute voulu autre chose, des explications claires, un profil un peu plus glorieux. Abdelhak Rahmani n'a rien de tout ça. Arrivé du Maroc en 1983, à l'âge de neuf ans, pour rejoindre son père, il ne s'est jamais entendu avec lui. *« Je ne suis pas très famille »*, explique-t-il. Quand son frère aide ses deux petites sœurs à faire leurs devoirs, il reste devant la télévision ou descend au bar. Sa scolarité s'est interrompue en 4e technique de plomberie – *« il y avait trop de calculs »* – et il n'a conservé que deux mois son emploi dans une pizzeria parce qu'il *« en [avait] marre »*. Les filles ? *« Mauvais souvenir »*, confesse-t-il. Les amis ? *« Y a pas d'amis sur cette terre, juste des copains. »*

Il est toxicomane, affirme Magali Bodon-Bruzel, un des experts psy*chiatres qui l'ont examiné, mais* à l'alcool et au baschich. Quant à sa situation vis-à-vis du séjour, elle est irrégulière par négligence. *« Les formalités étaient trop compliquées. »* Ses nombreuses interpellations entre quatorze et dix-huit ans n'ont donné lieu à aucune procédure, et ses quatre condamnations entre 1993 et 1995 n'ont jamais dépassé quelques mois de prison. Des condamnations pour violence ou vol avec violences, fait remarquer la présidente. *« Je ne suis pas violent, c'est l'alcool qui m'énerve »*, proteste-t-il. Et le jour des faits, interroge-t-elle, à quel niveau s'est située la consommation ? *« Huit ou neuf Heineken et quelques whiskies. C'est tout. »*

Nathaniel Herzberg

Une semaine d'action pour les assistantes sociales de l'éducation nationale

Elles dénoncent leurs conditions de travail

ELLES sont citées dans plusieurs dossiers récents du ministère de l'éducation nationale et font l'objet de compliments appuyés. Qu'il s'agisse de la relance de la santé scolaire, du nouveau plan de lutte contre la violence, ou encore du plan d'urgence en faveur de la Seine-Saint-Denis, les assistantes sociales sont à chaque fois considérées comme *« indispensables »* et accomplissent, selon Ségolène Royal, *« un travail formidable au contact des jeunes »*. *« Le service social est un élément essentiel du système éducatif »*, indique la circulaire du 11 septembre 1991 relative aux missions des assistantes sociales.

Malgré ces bonnes intentions et la création de trois cents postes supplémentaires pour l'année 1998, elles ne sont, au total, que deux mille quatre cents. *« Trois cents postes, cela peu paraître beaucoup, mais cela ne représente qu'une goutte d'eau face aux besoins des élèves »*, affirme Danielle Atlan, la secrétaire générale du Snuasen-FSU, syndicat majoritaire chez les assistantes sociales de l'éducation nationale, qui vient de lancer une *« semaine d'action »* pour réclamer une amélioration des services sociaux. Alors que moult rapports s'inquiètent du développement de la précarité, de l'augmentation du nombre de suicides chez les moins de vingt-cinq ans et des difficultés croissantes de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, les assistantes sociales sont en mal de reconnaissance et s'inquiètent de l'arrivée d'emplois-jeunes *« non qualifiés »* pour assurer des fonctions de médiation entre les familles et l'école.

Toutes dénoncent leurs conditions de travail. *« Certaines d'entre nous travaillent sur six établissements, la plupart disposent à peine d'un bureau et d'une ligne de téléphone, n'ont pas la possibilité de dactylographier les rapports envoyés au procureur, et on vient de nous supprimer l'abonnement aux revues qui nous permettaient de connaître les mises à jour des textes législatifs »*, raconte une assistante sociale du Doubs. *« Avant, nous faisions essentiellement de la prévention, désormais nous ne travaillons que sur l'urgence »*, constatent plusieurs d'entre elles.

La gestion des fonds sociaux, qui permettent d'aider les enfants qui ne peuvent pas payer la cantine, les transports en commun ou les tenues de sport, occupe une grande partie de leur temps. S'y ajoute les difficultés d'accès aux soins, la prise en charge des enfants en danger, les demandes de placement, les problèmes d'absentéisme et de violence, mais aussi l'augmentation des grossesses chez les adolescentes. *« Il y a vingt ans, je m'occupais surtout des enfants inadaptés qu'il fallait réorienter vers l'enseignement spécialisé et des conflits familiaux liés au divorce. Ces dernières années, j'assiste à une forte demande d'aide financière »*, raconte une assistante sociale de l'académie d'Orléans-Tours.

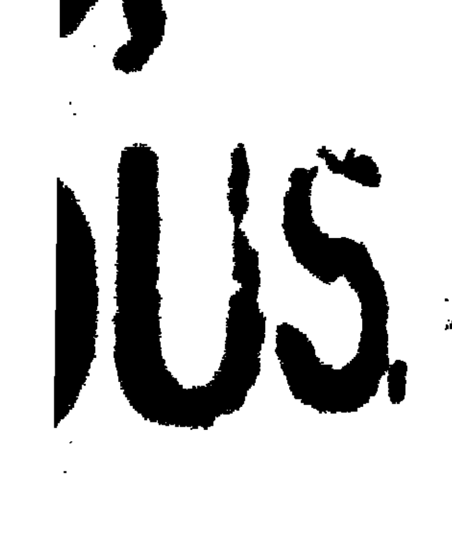
Sur les vingt-deux postes qui ont été créés en décembre 1997 en Seine-Saint-Denis, moins de dix ont été pourvus. Pour expliquer cette vacance, les assistantes sociales font valoir la faiblesse du salaire (6 500 francs mensuels à l'embauche) et la pénibilité du travail. *« Mieux vaut travailler dans une autre administration, qui offre des indemnités et des bonifications plus importantes et des meilleures conditions de travail »*, résume une assistante sociale de Seine-Saint-Denis.

Une parole très contrôlée

Bien qu'elles soient en première ligne pour mesurer l'évolution de la situation sociale des élèves, les assistantes sociales prennent rarement la parole. Il est vrai qu'elles ne peuvent s'exprimer sans l'autorisation de leur hiérarchie.

Ainsi, en Seine-Saint-Denis, une note de service datée du 29 avril et adressée aux assistantes sociales, rappelle que tout entretien avec un journaliste doit faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès de l'inspection académique en précisant *« l'objectif »* de la rencontre. *« Tout se passe comme si l'éducation nationale avait peur d'évoquer l'ampleur des phénomènes sociaux à l'école »*, regrette l'une d'entre elles.

Sandrine Blanchard



Les imprécisions du concours de professeur des écoles

A CINQ JOURS du concours de professeur des écoles, qui a lieu mercredi 20 mai, les candidats ne connaissent toujours pas le nombre de postes offerts, ni surtout leur répartition géographique. Bon nombre d'étudiants, inscrits dans plusieurs académies, devront donc attendre le dernier moment pour savoir où passer le concours, choisi notamment en fonction des places disponibles et de la vie personnelle, après, au minimum, trois années d'études supérieures.

Alors que le concours se situe toujours vers le 20 mai, le nombre d'emplois proposés et leur répartition sur le territoire était connu dès le 27 avril en 1995, le 15 avril en 1996, mais seulement le 12 mai en 1997 (date des arrêtés).

« Cette année, le ministère est en train de battre un record, dans le mauvais sens du terme » souligne Philippe Niemec, du syndicat des enseignants (SE-FEN), assailli, *comme le SNU-IPP (FSU) de coups* de téléphone des candidats qui espèrent des syndicats une information qu'ils n'obtiennent pas auprès des rectorats. Peine perdue. Ce retard est dû à d'âpres négociations entre l'éducation nationale et Bercy, le ministère du budget cherchant jusqu'au dernier moment à imposer l'hypothèse la plus basse.

« MÉPRIS POUR LES JEUNES »

François Bayrou avait eu à affronter une situation comparable en 1998, mais l'offre d'emplois avait tout de même été connue huit jours avant la date du concours. Cette année, alors que Claude Allègre a promis 3 000 postes sur trois ans à la Seine-Saint-Denis, 1 800 postes à la Réunion sur trois ou quatre ans, 169 en Guadeloupe, et qu'il lui faut financer une partie de ses très nombreux aides-éducateurs, Bercy ne manque pas d'arguments dans cette querelle qui pourrait finalement être arbitrée à Matignon.

En attendant, *« la situation des étudiants est parfaitement catastrophique »* résume le père d'un candidat, fatigué de voir qu'ils ont *« déjà été triés à l'entrée de l'institut universitaire de formation des maîtres sur des critères qui ne sont pas les mêmes partout et pour passer un seul concours »*. Les aspirants au métier de professeur des écoles ne peuvent en effet viser que cette épreuve, dont le taux de réussite baisse d'année en année. Leur situation n'est donc pas comparable à celle des étudiants qui passent les concours de plusieurs écoles de commerce, par exemple.

« Beaucoup de parents, comme moi, découvrent maintenant ces difficultés : le manque de prévisions, l'incurie totale et le mépris pour ces jeunes qui ont pris la peine de faire des études », souligne avec amertume ce père qui finance celles de son fils. L'important retard constaté cette année dans la publication des postes n'est d'ailleurs qu'un handicap supplémentaire pour les futurs instituteurs. Depuis quelques années, le nombre d'emplois baisse – 9 600 en 1995, 8 900 en 1996 et 8 500 en 1997 – alors que le nombre de candidats ne cesse de croître, comme dans le second degré. Quant aux allocations d'études, elles ont quasiment disparu. Même si la baisse démographique dans les écoles peut expliquer une partie de cette réduction d'emplois, la nouvelle génération d'instituteurs a du mal à comprendre que soit affichée une priorité à l'éducation, sans les moyens correspondants.

Béatrice Gurrey

Une peine de prison avec sursis requise contre René Trager

LE PROCUREUR ADJOINT du parquet d'Angers (Maine-et-Loire), Vincent Feron, a requis une peine d'emprisonnement avec sursis comprise entre dix-huit mois et deux ans, jeudi 14 mai, contre l'industriel *nantais René Trager*. M. Trager, soupçonné d'être un collecteur de fonds du Parti socialiste, comparaissait devant le tribunal correctionnel d'Angers dans le cadre de l'affaire de la construction d'une maison de retraite à *Rezé* (Loire-Atlantique), en 1988. *Pour le parquet*, Jacques Floch, maire de Rezé et député (PS) de Loire-Altantique, qui comparaissait pour complicité d'abus de confiance, est innocent. Le jugement a été mis en délibéré.

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE : la cour d'appel de Paris a confirmé, le 7 mai, la condamnation de l'ex-capitaine Paul Barril** pour « dénonciation calomnieuse » à l'encontre du *Monde* et de notre collaborateur Edwy Plenel. Les poursuites engagées par *Le Monde* faisaient suite aux plaintes pour diffamation déposées par M. Barril à la suite de sa mise en cause, dans nos colonnes, dans l'affaire des *« Irlandais de Vincennes »*. L'ancien gendarme n'a jamais été mis en examen dans ce dossier, mais une série de décisions de justice a établi la véracité des informations publiées par *Le Monde*.

■ **JUSTICE : plusieurs membres du collectif de soutien aux dix grévistes de la faim en situation de** *« double peine »* occupent, depuis le 14 mai, la fédération du Rhône du Parti socialiste. Ils réclament un rendez-vous avec la ministre de la justice, Elisabeth Guigou, qui participera, le 18 mai, à Lyon, au congrès des notaires de France. Depuis trente-cinq jours, dix personnes, d'origine algérienne et tunisienne, condamnées par la justice à une interdiction définitive du territoire national ou faisant l'objet d'une procédure administrative d'expulsion, ont cessé de s'alimenter. Elles réclament la régularisation de leur situation. – *(corresp. rég.)*

■ **ÉDUCATION : les enseignants du second degré manifestent samedi** 16 avril à Paris, Toulouse et Marseille, à l'appel du Syndicat national des enseignements du second degré (SNES-FSU) et du Syndicat national des lycées et collèges (SNALC-CSEN) pour protester contre les projets de déconcentration de M. Allègre *et demander « l'ouverture de vraies négociations sur la réforme des lycées »*.

هكذا من الأصل

DISPARITIONS

Jacques Freymond

Un observateur du passé, un militant personnaliste et fédéraliste

L'HISTORIEN suisse Jacques Freymond est mort le 4 mai, à l'âge de quatre-vingt-six ans. Son dernier ouvrage, *Le XXe Siècle entre guerre et paix*, paru au début de l'année, témoigne d'un riche parcours intellectuel et universitaire. Il trace le cheminement d'un historien à l'affût des soubresauts du monde, d'un militant personnaliste et fédéraliste au fond de l'âme, d'un homme tourné toujours vers le meilleur avenir raisonnable et possible.

Né à Lausanne le 5 août 1911, son itinéraire est marqué par les bouleversements de l'Histoire, auxquels il prend part en acteur autant qu'en observateur attentif et analyste lucide. Après des études de lettres à Lausanne, puis à Munich où il assiste à l'arrivée au pouvoir du national-socialisme, il gagne Paris en 1934 afin d'y suivre en Sorbonne le séminaire d'histoire économique d'Henri Hauser et le cours d'Elie Halévy. En 1943, il est nommé à la chaire d'histoire moderne et contemporaine de l'université de Lausanne, puis, en 1945, professeur d'histoire diplomatique à l'école des sciences politiques et sociales ; il tiendra en même temps une chronique de politique étrangère à *La Tribune de Lausanne*, puis à *la Gazette de Lausanne*.

Selon lui, l'un des événements marquants du siècle fut la Révolution russe, qui fit naître en lui un intérêt tout particulier pour l'histoire du mouvement ouvrier. Marx et Engels, puis Proudhon, figurent en bonne place parmi ses lectures et ses réflexions. Son *Lénine et l'impérialisme* (1951), son ouvrage sur la politique étrangère américaine, *De Roosevelt à Eisenhower* (1953), n'ont rien perdu avec le temps. *Le Conflit sarrois 1945-1955*, une synthèse magistrale sur un conflit qui a empoisonné les relations franco-allemandes, témoigne de sa volonté de participer, en historien, à l'histoire en marche.

En 1951, il enseigne à l'Institut universitaire des hautes études internationales à Genève, qu'il dirige dès 1955, et participe activement au Comité international de la Croix-Rouge. Mais il quitte cette institution en 1972 à la suite de différends sur les méthodes à suivre.

L'INCAPACITÉ DES POLITIQUES

Il est frappé par l'incroyable montée de la violence et du cynisme dans les relations internationales, et l'incapacité des politiques à remédier au désordre du monde. Ses activités au sein du CIRC lui ont inspiré un ouvrage d'une rare sobriété, *Guerres, Révolutions, Croix-Rouge* (1976) rappelant que la seule raison d'être des conventions de Genève, au-delà de l'activisme et du juridisme, est de ramener chacun à son devoir d'humanité.

Parallèlement à ses activités universitaires, il préside dès 1975, la commission nationale de publication des *Documents diplomatiques suisses*, fonde avec Jean-Baptiste Duroselle la revue *Relations internationales*, est membre actif de plusieurs associations et instituts, dont l'Académie des sciences morales et politiques de Paris qui le couronne en 1993 du Grand Prix pour l'ensemble de son œuvre. C'est dans le voisinage du Centre européen de la culture alors dirigé par Denis de Rougemont qu'il trouve le bonheur d'un autre engagement découvert lors du Congrès de La Haye (1948). Il adhéra d'emblée à l'immense espoir que cette réunion avait suscité. L'injustice, l'irresponsabilité et l'absence de sens civique ont toujours exaspéré Jacques Freymond. Il aimait citer cette phrase de Rougemont : *« Lorsque l'intelligence, dégoûtée, déserte le Forum, c'est la bêtise qui s'occupe des affaires publiques et tout finit en dictature : plus question de pensée libre, j'entends, de pensée responsable. »*

C'est en homme libre et responsable, justement, tant par fidélité que par conviction, qu'il perpétue dès 1985 l'œuvre de son ami et qu'il préside aux destinées du Centre européen de la culture à Genève, proclamant à contre-courant des bien-pensants qu'une Europe politique viable ne peut être fondée sans prise de conscience d'une communauté de culture, c'est-à-dire d'un accord sur des valeurs propres à nos sociétés européennes et à leurs finalités.

Au-delà de l'indignation et de la révolte intérieure, il y a nécessité de penser le présent en tant qu'il est leçon du passé et promesses d'avenir. Jacques Freymond s'y est attelé avec bonheur et gravité, notamment dans *La Paix dangereuse* (1986), exposant avec une grande perspicacité la civilisation du risque dans laquelle nous sommes entrés, et les moyens dont nous disposons pour en sortir.

Bruno Ackermann

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* daté lundi 11-mardi 12 mai sont publiés :

● **Accords internationaux** : un décret portant publication de l'accord de coopération dans le domaine de l'environnement entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Fédération de Russie, signé à Moscou le 15 février 1996 ;

– un décret portant publication de la Convention entre le gouvernement de la République française et le Fonds des Nations unies pour l'enfance, relative au Fonds des Nations unies pour l'enfance, signée à Paris le 7 octobre 1997 ;

– un décret portant publication du protocole portant amendement de la convention relative à l'aviation civile internationale, fait à Montréal le 6 octobre 1980 ;

– un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Chili, relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, signé à Santiago le 23 juin 1995 ;

– un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Croatie sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements, signé à Zagreb le 3 juin 1996.

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

– Les invités du château de Brannay souhaitent à

Gilles et Frédérique

la bienvenue au Club des quadras.

– 23 mai 1973.

A Magali des Alpages,
chez Laetitia.

Pour ton deuxième quart de siècle,
Après la lune,
Penser à demander le soleil !
Mille bons vœux.

TVM.

– *16 mai 1948 - 16 mai 1998.*

Bon anniversaire,

Nicole !

*« L'impossible,
nous ne l'atteignons pas,
mais il nous sert de lanterne. »*
René Char.

Jean-Philippe, Laurence, Jean-Yves.

Fiançailles

– Oyez, oyez, avis au monde entier :

Mlle Sandra VERRIER-CAPELA,
M. Philippe BECRET
(An Englishman in New York)

sont particulièrement heureux d'annoncer *leurs fiançailles, le dimanche 17 mai 1998.*

Le mariage et la demi-douzaine de bébés suivront un peu plus tard...

Mariages

M. Bertrand POIROT-DELPECH
et Mme, née **Bénita JORDAN,**

M. André FRIOLET
et Mme, née **Annette FOUQUIER,**

sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,

Marie et Thierry,

qui *aura lieu le samedi 16 mai 1998, en* l'église de Glos-sur-Risle (Eure).

– Copenhague. Paris.

Claire et Henrik,
Pierre-Alain et Claire

font le même pari, le 16 mai 1998, à 1 000 kilomètres et quelques minutes près.

Félicitations réciproques.

Décès

– Le président de l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne,
Les enseignants,
Le personnel administratif,
Les étudiants,
ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 11 mai 1998, de

M. le recteur Guy DEBEYRE,
professeur émérite de droit public
à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne.

(*Le Monde* du 14 mai.)

– Mme Anne-Marie Breton,
M. et Mme Gérard Reygrobellet,
M. Henri Breton,
ses enfants,
M. et Mme Philippe Courault,
M. et Mme Jean-Philippe Couderc,
MM. Arnaud et François Reygrobellet,
Mlle Agnès Reygrobellet,
M. Antoine Breton,
ses petits-enfants,
Mlle Marguerite Breton,
sa sœur,
Les familles Breton et Solente,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André Lucien Eugène
BRETON,
conseiller honoraire
à la Cour de cassation,
doyen honoraire
de la faculté de droit d'Alger,
professeur honoraire
à la faculté de droit de Paris,
commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le 13 mai 1998, en son domicile, dans sa quatre-vingt-seizième année.

L'inhumation se fera dans la plus stricte intimité familiale, à Saint-Aubin-des-Préaux (Manche).

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, avenue du Général-Leclerc,
78600 Maisons-Laffitte.
5, avenue Georges-Bizet,
78110 Le Vésinet.

*« Pour faire un film,
il ne faut avoir peur
ni de rien ni de personne. »*
John Cassavetes

Sa famille, ses amis,
ont le chagrin d'informer du décès de

Dominique CAZENAVE,

survenu brutalement, le 13 mai 1998, à *l'âge de quarante-neuf ans.*

Les obsèques auront lieu, samedi 16 mai, à 12 heures, au cimetière de La Brosse-Monceaux (Seine-et-Marne).

Ni couronnes ni coussins, uniquement des bouquets de fleurs.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme veuve CHAMBAUD,
née Jeanne PINON,

nous a quittés paisiblement, dans sa quatre-vingt-huitième année.

De la part de
Ses neuf enfants :
Léone, Lionel, Jean-Pierre, Anne,
Françoise, Bernard, Michel,
Christiane et Martine,
Ses huit petits-enfants,
Ses arrière-petits-enfants,
Et des familles Calmein, Desjacques,
Bénit, Coutiéras, Camman, Mégard,
Cazenave.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 15 mai 1998, à Chamrezac (Charente).

14, rue du Maréchal-Fayolle,
16800 Soyaux.

– Evian-les-Bains (Haute-Savoie).
Paris.

Mme Edith Cahier-Mitterrand,
ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
M. Guy Cahier,
M. et Mme Bernard Cahier,
leurs enfants et petits-enfants,
Ainsi que toute leur famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul CAHIER,
née Henriette
CHALLAN de BELVAL,
officier dans l'ordre national du Mérite,

survenu à Evian-les-Bains, le 13 mai *1998, dans sa quatre-vingt-dix-huitième* année, munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 16 mai, à 15 heures, en l'église d'Evian-les-Bains, où l'on se réunira.

*« Ne pleure pas si tu m'aimes.
Si tu savais le Don de Dieu et ce que
[c'est le ciel.
Si tu pouvais entendre le chant des
[anges
et me voir au milieu d'eux ! »*
Saint Augustin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

196, avenue Victor-Hugo,
75116 Paris.
Villa « L'Henriette »,
25, avenue des Grottes,
74500 Evian-les-Bains.

– Les familles Dampoux, Anglade,
Lefaure, Aumont, Monard,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mlle Claire DAMPOUX,

survenu le mercredi 13 mai 1998, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 18 mai, à 14 h 30, en l'église Saint-Pierre-de-Montrouge, 82, avenue du Général-Leclerc, Paris-14e.

Elle reposera, selon son désir, au cimetière de Montmartre.

Ni fleurs ni couronnes.

20, rue Mouton-Duvernet,
75014 Paris.

– Jean-Luc Duchêne et Marie-Noëlle,
Martine et Vincent Balmès,
François et Claude Duchêne,
ses enfants,
Olivier, Claire, Irène et Stan,
ses petits-enfants,
Monique Prinet,
Françoise Bourcart,
ses sœurs,
Et toute la famille,
ont le chagrin de faire part du décès, le 13 mai 1998, du

docteur Jacqueline DUCHÊNE,
née BOURCART.

Un culte sera célébré, le mardi 19 mai, à 10 h 30, en l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, 75016 Paris.

7, rue du Général-de-Castelnau,
75015 Paris.

– M. Robert Fressange,
son époux,
M. Jean Fressange,
M. Pierre Fressange,
Emmanuel et Bertrand,
ses enfants et petits-enfants,
ont la profonde tristesse de faire part du rappel à Dieu, le 9 mai 1998, de

Mme Robert FRESSANGE,
née Paula WACHTER.

L'inhumation a eu lieu dans la stricte intimité, à Bry-sur-Marne (Seine-et-Marne), le 14 mai.

Cet avis tient lieu de faire-part.

61, rue Jouffroy,
75017 Paris.

– Le Havre.

Mme Gérard du Pasquier,
née Bénédicte Armand-Delille,
M. Renaud du Pasquier,
M. et Mme Laurent du Pasquier,
M. et Mme Rémi du Pasquier,
Mathilde, Fleur, Alexandre, Lucas,
Félicité et Pierre,
Mme Teyssonière de Gramont,
Mme Guy du Pasquier,
Mme William Murray,
M. Lionel Armand-Delille,
Et ses neveux et nièces,
ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

M. Gérard du PASQUIER,
architecte DPLG,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,

survenu le 11 mai 1988, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée au temple du Havre, le lundi 18 mai, à 14 h 30.

« Réjouissez-vous en espérance. »
Rom. XII, 12.

100, rue Georges-Lafaurie,
76600 Le Havre.

– Mme Paulette Heilbronn,
son épouse,
Ginette Moulin,
sa fille,
Etienne Moulin,
son gendre,
Patricia Moulin et Philippe Lemoine,
Christiane et Philippe Houze,
Isabelle Moulin,
ses petits-enfants,
*Nicolas, Laurène, Matthieu, Guil*laume, Arthur, Zoé,
ses arrière-petits-enfants,
M. et Mme Georges Meyer,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Max HEILBRONN,
grand officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre,
médaille de la Résistance,

survenu le 12 mai 1998, dans sa quatre-vingt-seizième année.

La cérémonie aura lieu ce vendredi 15 mai, à 17 heures, au cimetière du Montparnasse, dans l'intimité familiale.

– Le président et le conseil d'administration de la société anonyme des Galeries Lafayette,
ont la douleur de faire part du décès de leur président d'honneur,

M. Max HEILBRONN,
grand officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre,
médaille de la Résistance,

survenu le 12 mai 1998, dans sa quatre-vingt-seizième année.

La cérémonie aura lieu ce vendredi 15 mai, à 17 heures, au cimetière du Montparnasse, dans l'intimité familiale.

– Le président du conseil de surveillance,
Les membres du conseil,
Les membres du directoire
de la Société anonyme des Monoprix SA,
ont la douleur de faire part du décès de leur fondateur,

M. Max HEILBRONN,
grand officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre,
médaille de la Résistance,

survenu le 12 mai 1998, dans sa quatre-vingt-seizième année.

La cérémonie aura lieu ce vendredi 15 mai, à 17 heures, au cimetière du Montparnasse, dans l'intimité familiale.

– Souvenez-vous, dans vos prières, du

docteur François CABY,

endormi dans la Paix et l'Espérance de la Résurrection, le 10 mai 1998, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

De la part de :
Mme François Caby,
son épouse,
M. et Mme Jean Caby
et leurs enfants,
M. et Mme Serge Caby
et leurs enfants,
M. et Mme Dominique Caby
et leurs enfants,
Mme Louis Caby
et sa fille.

La messe de funérailles a été célébrée, le jeudi 14 mai, en l'église de Saint-Sauveur-sur-Ecole.

77930 Saint-Sauveur-sur-Ecole.

– On nous prie d'annoncer le décès du

général Gilbert LEUBA,
commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le 12 mai 1998.

De la part de :
Son épouse,
née Jacqueline Blanc,
Ses enfants, ses petits-enfants,
Sa famille de France,
Sa famille de Suisse,
Ses compagnons maquisards du Jura,
Ses frères du GODF.

L'incinération aura lieu le 20 mai, à 10 h 45, au cimetière du Père-Lachaise.

9, *quartier* Boieldieu,
92800 Puteaux.

– Mme Yvette Pradat,
son épouse,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès du

professeur Pierre PRADAT,
neurochirurgien des Hôpitaux de Paris,

survenu le 13 mai 1998, dans sa soixante et onzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le sa*medi 16 mai, à 11 heures, en la chapelle* Saint-Louis de l'hôpital de la Salpêtrière, à Paris.

Mme Yvette Pradat,
2, rue de Reims,
75013 Paris.
Tél. : 01-45-83-72-22.

– M. et Mme René Bocca,
M. et Mme Guy Buisson,
M. Jean-Patrice Marandel,
ses enfants,
M. et Mme Jean-Marc Bocca,
M. François-Régis Bocca,
M. et *Mme Bruno Bocca,*
M. et Mme Christophe Buisson,
Mme Stéphanie Buisson et M. Joël Knafo,
Mlle Mathilde Buisson,
ses petits-enfants,
Augustin, Jéromine, Marie, Arianna
Bocca,
Théophile et Léopold Buisson,
Salomé Knafo,
ses arrière-petits-enfants,
ont le chagrin de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-quatorzième année, de

Mme Régis MARANDEL,
née Marie-Louise PÉROLE,

munie des sacrements de l'Eglise, survenu à son domicile, le 12 mai 1998.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, à Tassin (Rhône).

79, rue d'Amsterdam,
75008 Paris.

– M. André Sordet,
son époux,
Ses enfants et ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Jacqueline SORDET,
née GIRAUD,
kinésithérapeute,

survenu le 10 mai 1998, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

20, avenue du Maréchal-Foch,
69006 Lyon.

Anniversaires de décès

– Le 15 mai 1993, disparaissait

Gina ALESSANDRI.

François, Philippe, Dominique
et Patrick Bott,
ses fils,

demandent une pensée à tous ceux qui l'ont aimée et connue.

– A l'occasion du seizième anniversaire du décès du

docteur Alain RYFMAN,

sa famille et ses amis se réuniront pour la *célébration d'un office religieux* à sa mémoire, le dimanche 17 mai 1998.

Rendez-vous le 17 mai, à 12 h 15, à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux.

Conférences

Cercle amical, Centre V.-Medem
Mardi 19 mai, à 20 h 30 :

Théo Klein

Réflexions, cinquante ans
après la création de l'Etat d'Israël.

52, rue René-Boulanger, Paris-10e.

Les riverains oubliés du TGV Lyon-Valence

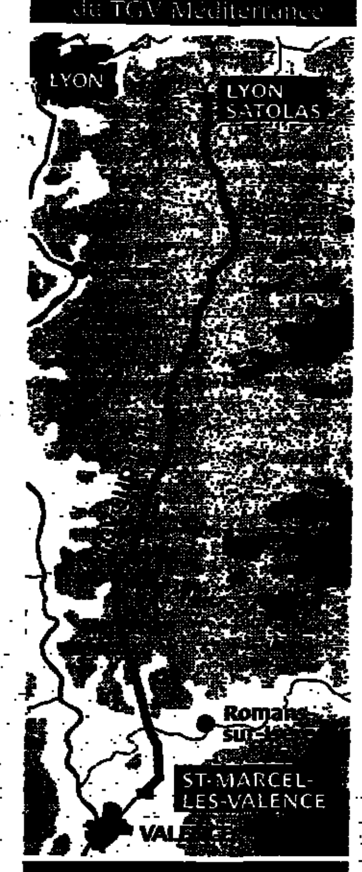
Le prolongement du TGV à travers la vallée du Rhône ne va pas sans problèmes. Dans la Drôme, la population reproche amèrement à la SNCF ses carences en matière de protection phonique et d'insertion paysagère, et exige les mêmes garanties que pour les tronçons plus au sud

CLÉRIEUX
de notre envoyé spécial

C'est par hasard que les conseillers municipaux de Clérieux découvrirent en 1984 qu'on voulait imposer à cette commune de la Drôme une modification de son plan d'occupation des sols pour exploiter une carrière destinée à l'aménagement d'une nouvelle ligne TGV conçue initialement pour contourner Lyon.

Soutenu par les principaux responsables économiques et politiques valentinois, ce projet ne suscita guère d'opposition, si ce n'est des viticulteurs de Tain-l'Hermitage qui réussirent à faire entériner un tracé plus à l'ouest, par les vallées de Galaure et de l'Herbasse.

Les récriminations des élus des quinze communes traversées furent vite apaisées par l'attitude bienveillante de la SNCF, qui finança ici la création d'un giratoire ou la construction d'une école primaire et là un bassin de lagunage ou la viabilisation d'une zone d'activité. Aucune expropriation ne fut prononcée. Tous les achats de terrain se réglèrent à l'amiable. A Clérieux, la SNCF versa 1,35 million de francs à l'association foncière locale pour réaliser le remembrement et 500 000 francs pour l'assainissement de la rive gauche de l'Herbasse, l'élargissement de certains chemins communaux étant pris en charge également par la société nationale.



REMEMBREMENT « AGRESSIF »

Les riverains furent cependant réveillés par les premiers passages de rames TGV en juillet 1994. Peu virulente jusqu'alors, l'Association pour la protection du patrimoine de nos vallées (APPNV) fut relancée. Propriétaire depuis 1984 de deux gîtes loués à une clientèle hollandaise notamment, Jean-Louis Modrin a perdu en 1996 le label des Gîtes de France. *« Ma femme avait arrêté de travailler à l'hôpital pour s'occuper de ces logements »*, observe cet agriculteur, qui tirait le quart de son revenu annuel de cette activité touristique. Après des mois de palabres, il a obtenu, au titre de la suppression d'une « production », une indemnisation équivalente à six années de location, qui ne compensera jamais les désagréments phoniques et les outrages paysagers du TGV. *« La vallée a été stérilisée »*, estime ce paysan.

Consécutifs à l'aménagement de la ligne ferroviaire, les remembrements ont provoqué la suppression de plusieurs dizaines de kilomètres de haies et la déchirure d'un paysage semi-bocager. *« Dans certains cas, ils ont abouti à une très grande ouverture du paysage, lui conférant un aspect de plaine désertique soumise à l'érosion éolienne »*, notent certains experts, et entraîné des modifications climatiques. Surélevée, la voie a modifié la circulation de l'air et exposé des parcelles arboricoles, désormais plus abritées, aux gelées blanches. Positif pour la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt (DDAF) de la Drôme, dans la mesure où il s'est traduit par des gains de productivité à l'hectare, le remembrement est qualifié d'*« agressif »* par les élus qui dénoncent le rôle de la Safer. En constituant des stocks de terre, la société foncière a permis, avec des crédits de la SNCF, à certains agriculteurs de racheter à moindre prix des terres qu'ils avaient vendues au préalable.

L'intégration environnementale de la ligne est globalement ressentie comme un échec. Alors que l'étude d'impact préalable à la déclaration d'utilité publique avait recommandé de restaurer des haies et des ruisseaux, d'effectuer des plantations sur les talus et de reboiser les délaissés, la SNCF a, semble-t-il, fait preuve d'un grand amateurisme, laissant des embranchements apparents non végétalisés, privilégiant les *« essences originales parfois mal adaptées au milieu avec une conduite de plantations assez erratique »*, selon le constat de la DDAS de l'Isère.

Commune la plus septentrionale de la Drôme, Lapeyrouse-Mornay a dû batailler plus de dix-huit mois pour obtenir un reboisement et le versement d'une indemnité annuelle d'entretien. Un geste symbolique pour ce village transpercé de part en part par le TGV, qui a bloqué également le développement de la zone d'activité communale.

La pollution sonore, qui augmente avec la vétusté des rames, est une autre source de mécontentement. Dans la traversée de Clérieux, un mur antibruit n'a été installé que d'un seul côté de la voie répercutant le roulement du TGV aux lotissements les plus proches situés en surplomb. L'implantation de merlons reste aussi aléatoire et peu judicieux. Les mesures réalisées en 1995 par la société Acouphène pour le compte de la SNCF et en 1996 par le Centre d'études techniques de l'équipement, sous l'autorité du préfet, n'ont montré cependant que de très rares dépassements du seuil autorisé de 65 décibels.

Les riverains contestent toutefois les relevés effectués en règle générale par temps anticyclonique et par vent de nord et non en période dépressionnaire. Ils craignent aussi que le trafic augmente par suite de la mise en circulation du TGV Méditerranée en l'an 2000 et de la progression du fret de nuit. En l'absence de texte d'application spécifique aux infrastructures ferroviaires de la loi sur le bruit du 31 décembre 1992, les auteurs du rapport d'évaluation, *a posteriori* commandé par la région Rhône-Alpes et remis en février 1998, proposent que le seuil de bruit puisse être abaissé en zones dites calmes à 60 décibels, par l'harmonisation avec les infrastructures routières. Ils reconnaissent également que l'*« évaluation de l'impact acoustique et de l'efficacité des écrans est plus détaillé dans l'étude du TGV Méditerranée »*. Cette remarque vient renforcer la principale revendication de l'APPNV et des élus qui exigent plus d'*« équité »* et les mêmes garanties pour les riverains situés au nord et au sud de la gare de Saint-Marcel-lès-Valence.

Toutes ces observations ont été faites à l'inspecteur général des Ponts et Chaussées, M. Chassande, chargé en 1996 par le ministre de l'équipement Bernard Pons de vérifier si le maître d'ouvrage qu'est la SNCF avait bien respecté ses engagements contractuels. Remis au ministère en avril 1997, ce rapport n'a pas été rendu public. Après avoir été sollicité plusieurs fois par des élus de la région et les députés Michèle Rivasi, Henri Bertholet et Louis Mermaz, le ministre de l'équipement, des transports et du logement, Jean-Claude Gayssot, a indiqué dans une lettre du 26 mars 1998 que les *« engagements de la SNCF pour le TGV Lyon-Valence s'avèrent correctement tenus : les niveaux de bruit mesurés dans des conditions défavorables aux riverains et de faible occurrence sont en fait très comparables aux exigences adoptées plus au sud avec le projet TGV Méditerranée »*. Egalement contacté, le ministère de l'environnement s'est déclaré prêt à débloquer une enveloppe financière pour améliorer l'insertion paysagère de la ligne.

La SNCF, après avoir financé à la fin de 1997 une exposition évocatrice sur les « Beaux paysages de la Drôme vus du TGV », a effectué une ouverture. L'un de ses responsables régionaux, Jean-Louis Rocher, s'est dit prêt à remédier à certaines lacunes confirmées par des rapports d'experts, en concertation avec les élus. Trois à quatre millions de francs pourraient être alloués à des travaux complémentaires. De timides propositions qui seront certainement abordées par le préfet de la Drôme lors de la mise en place par celui-ci d'un comité de suivi de la ligne, vendredi 15 mai, quatre ans après le premier passage dans les vallées de Galaure et de l'Herbasse.

Vincent Charbonnier

La prolifération d'une peste végétale

Le chantier du TGV Méditerranée est susceptible d'avoir favorisé l'extension de l'ambroisie, une plante herbacée considérée comme une peste végétale dont le pollen provoque des affections rhino-pharingées d'origine allergique. Plusieurs médecins drômois attestent de l'augmentatin du nombre de rhinites, toux, conjonctivites dues à l'ambroisie. L'implantation du TGV accélérerait la prolifération de cette plante et la dispersion de ses pollens. Mais « *aucune observation tangible ne vient corroborer cette hypothèse* », notent circonspects les auteurs du rapport d'évaluation commandé par la région Rhône-Alpes. Le faucardage régulier des talus SNCF permet cependant de limiter partiellement la propagation de l'ambroisie, mais ne contribue pas à son éradication, l'une des préoccupations du député (PS) Henri Bertholet.

Appel d'air à la tête de la Datar

ÇA BOUGE à la tête de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar) ! Non que le « patron » Jean-Louis Guigou soit menacé. Mais en quelques semaines, sa garde rapprochée a changé de titulaires. Le 22 avril, le conseil des ministres a officiellement nommé directeur le deloriste et grand spécialiste des affaires européennes Jérôme Vignon. Le 13 mai Michel Cadot, qui était le numéro deux de la Délégation, a été promu préfet de la Meuse. Il sera remplacé par le préfet de Vendée, Pierre Mirabaud.

Voilà la Datar en « ordre de bataille » au moment où des échéances capitales se présentent. Il faut rédiger la dernière mouture du projet de loi d'orientation et d'aménagement du territoire (LOADT) et le transmettre sans tarder au Conseil d'Etat. Les ultimes arbitrages ne seront pas faciles entre Dominique Voynet et le cabinet de Jean-Pierre Chevènement, qui n'est pas pour rien dans la nomination d'un préfet, très versé dans les questions d'urbanisme, d'agriculture, d'aménagement du littoral, comme principal adjoint de Jean-Louis Guigou.

Le premier ministre va adresser en juin aux préfets une circulaire sur les modalités de préparation des futurs contrats de plan Etat-régions qui débuteront en l'an 2000. Le gouvernement prend volontairement beaucoup d'avance, car la négociation, non seulement avec les conseils régionaux mais avec les autres collectivités et notamment les futures communautés d'agglomération ou les pays, seront longues et délicates. La Datar est aussi engagée dans une réforme interne que Jean-Louis Guigou voudrait concrétiser mais qui se heurte aux réticences, tantôt de Bercy, tantôt de la place Beauvau et parfois, comme en Aquitaine, des grands élus régionaux. Le délégué, favorable à la prise en compte dans les politiques d'aménagement de grands espaces géographiques, voudrait couvrir la France de commissariats, à l'image de ceux qui fonctionnent par exemple dans le Massif central, et de missions interministérielles.

Les rôles sont désormais bien répartis. En appui de l'époux de la ministre de la justice, dont la formation de professeur d'université le porte volontiers à élaborer des scénarios macro-économiques et des analyses spectrales, deux hauts fonctionnaires habitués aux mécanismes communautaires et à l'action de l'Etat en province devraient donner à la Datar le poids qu'il lui faut dans les arbitrages interministériels à venir. Quant à Michel Cadot, dont les qualités étaient autant appréciées par la droite avant juin 1997 que par la gauche depuis, son départ à Bar-le-Duc suscite à la Datar autant de « bravos ! » que de « dommage ! »

François Grosrichard

Ouverture du dernier tronçon de l'autoroute des Plages

LE TRONÇON autoroutier entre Abbeville (Somme) et Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) devait être ouvert, vendredi 15 mai, à la circulation, consacrant l'achèvement de l'A 16, autoroute des Plages du littoral Nord-Picardie, a indiqué la Sanef (Société des autoroutes du nord et de l'est de la France), concessionnaire de l'ouvrage. La construction de ce tronçon a coûté 4,5 milliards de francs. L'ouverture des derniers 72 kilomètres de l'A 16 doit permettre la liaison par autoroute sans discontinuité entre la région parisienne et la frontière belge à l'est de Dunkerque (Nord), par le littoral de la Manche et de la mer du Nord. L'inauguration officielle, prévue vendredi, a été annulée par la Sanef. En effet, le nouveau président du conseil régional Nord-Pas-de-Calais, l'ancien ministre Michel Delebarre (PS), *« ne souhaitait pas côtoyer Charles Baur »*, son homologue picard, élu avec l'appui des voix du Front national, a-t-on indiqué au conseil régional de Picardie.

DÉPÊCHES

■ **RHÔNE-ALPES : le nombre de sièges sociaux installés en Rhône-Alpes stagne, révélant un phénomène d'évasion du pouvoir décisionnel des grandes entreprises au profit de l'Ile-de-France, indique une étude de la chambre régionale de commerce et d'industrie et de l'Insee. Le nombre total de sièges sociaux a diminué de 0,3 % en dix ans.**

■ **ÎLE-DE-FRANCE : le taux de personnes âgées de plus de soixante ans en Ile-de-France est le plus faible de France métropolitaine, selon une étude publiée par l'Insee Ile-de-France. Ce taux est de 15,5 % dans la région capitale (11 062 000 habitants en tout au 1er janvier 1997), contre 21,4 % en province, selon cette étude.**

هكذا من الأمل

11 LES AVENTURES DE MAI

MERCREDI 15 MAI 1968

La CGT baisse le rideau de fer

par Patrick Rambaud

COMME chaque matin, le soldat de 2e classe Corbière *avait établi la situation* de prise d'arme, c'est-à-dire la liste des absents de son service ; il avait enfilé sa veste de treillis pour aller chercher le courrier, à pied, dans un autre bâtiment de la base d'Evreux situé à près d'un kilomètre. Un troupeau de vaches broutait sur le terrain d'aviation, une manière économique de tondre l'herbe haute au bord des pistes. Lorsqu'il retourna dans le bureau du capitaine, celui-ci s'affolait :

– Ah, Corbière, vous voilà... Vite, aidez-moi à mettre *mon ceinturon et mon poignard d'apparat ! Je dois* me rendre chez le colonel !

Le capitaine, un brave homme, trapu, sanguin mais arrangeant, avait dû ressembler naguère à Richard Widmark. Muni d'un certificat d'études, fils de paysans, il s'était engagé chez les Anglais dans les années 40 ; il avait été l'un des premiers pilotes d'essai de l'armée de l'air, deux fois perdu au milieu de l'Atlantique, deux fois rescapé, ce qui lui avait valu d'être invité à la radio dans l'émission de Pierre Bellemare, *Ceux qui reviennent de loin*. Ce héros redoutait la hiérarchie. Il accrocha sur sa veste une plaque de décorations grande comme une tablette de chocolat et partit au pas de course vers sa Renault bleu ciel, disant à Corbière : « Et puis rappelez-moi que je prenne un rendez-vous chez le coiffeur ! »

Le secrétaire de l'Escale, Corbière, alla s'asseoir derrière sa table métallique. Les deux téléphones ne sonnaient jamais. Il en fleurissait les cadrans avec ces *fleurs jaunes qui poussaient* pêle-mêle au bord des routes de la base 105. Il alluma son transistor, posé à côté du courrier en retard et des tampons *secret défense* ou *diffusion restreinte*. Au réveil, il avait appris l'agitation qui gagnait Milan, Francfort et Nantes. En Allemagne, l'armée était désormais habilitée à la répression, et ici ? Le roi des Belges venait de se faire traiter d'assassin à Dublin.

Le 2e classe Yves Bocquet, longiligne, les joues creuses, typographe dans le civil et anar dans ses sentiments, s'occupait du télétype qui crachait des messages avec un bruit et des trépidations terribles. Bocquet avait la permission de loger à côté de cet engin grand comme une armoire ; il y passait sa vie de militaire en survêtement :

– Tiens, je viens de recevoir ce truc, dit-il à Corbière avec un accent de Ménilmontant très accusé.

Il posa un papier sur le bureau :

FWQHDDV ARRIVEE E. COURANT MATINEE X TRANSPORT ET HEBERGEMENT CAMP FRILEUSE A CHARGE REGION PARIS X TERTIO REGIMENTS ALIGNES TYPE GUEPARD EFFECTIF 650 HOMMES FRET DOUZE TONNES SUIVANT DISPOSITIONS PARTICULIERES CI-APRES PERSONNELS SUPPRIMER EQUIPES OLFA OCT ET RENFORCER CA PAR EFFECTIF EQUIVALENT X ARMEMENT INDIVIDUEL FM X MUNITIONS MAINTIEN ORDRE VIVRE DEUX JOURS SUR HOMME PLUS QUATRE FRET ACCOMPAGNE MATERIEL CAMPEMENT X PAQUETAGES DE COMBAT ALPHA SANS SUPPLEMENT.

Marianne et Eric apportaient aux grévistes (...) un stock de Petits Livres rouges, à tout hasard, pour répandre la religion maoïste ; ils y puisaient, eux, des sentences passe-partout et fleuries pour émailler les discussions

– Tu peux traduire ? demanda Corbière.

– Ces gusses rappliquent de Solenzara, des paras avec des fusils mitrailleurs et des rations de combat pour six jours. Ils vont prendre position autour de Paris en cas de pépin. C'est joyeux !

– Attends, je recopie...

– Téléphone le texte d'Evreux à tes potes, ce soir, pendant le quartier libre.

– Je ne sais plus où ils nichent !

– Bon, samedi tu iras bien à la Sorbonne.

– Si les perms sont maintenues.

Son devoir d'information révolutionnaire accompli, le 2e classe Bocquet retourna s'étendre sur le lit de camp près de son télétype. Il poursuivit la lecture du *Bas les cœurs !* de Georges Darien que Corbière lui avait prêté. Ce dernier refusa de classer le courrier du jour qui s'ajouta à la pile « en retard ». Il sortit les oeuvres économiques de Marx de son tiroir, une édition de La Pléiade très complète : que faire d'autre, quand on savait lire, sur une base aérienne sans avions à recevoir ? Il s'ennuya ferme en parcourant deux pages de *Salaire, prix et profit* ; il n'y comprenait rien de rien, reposa le livre en se traitant de débile et d'inefficace, en ouvrit un autre mieux adapté à son état d'esprit, *Les Lettres de Rodez* : « On sait que M. Antonin Artaud a en lui des moyens d'action dont on veut l'empêcher de se servir, quand il veut, avec quelques âmes qui l'aiment, sortir de ce monde servile, *asphyxiant d'idiotie...* » Si loin de Paris, de la Sorbonne et de Nanterre déclarée université autonome, Corbière avait l'impression de végéter comme Artaud dans un asile.

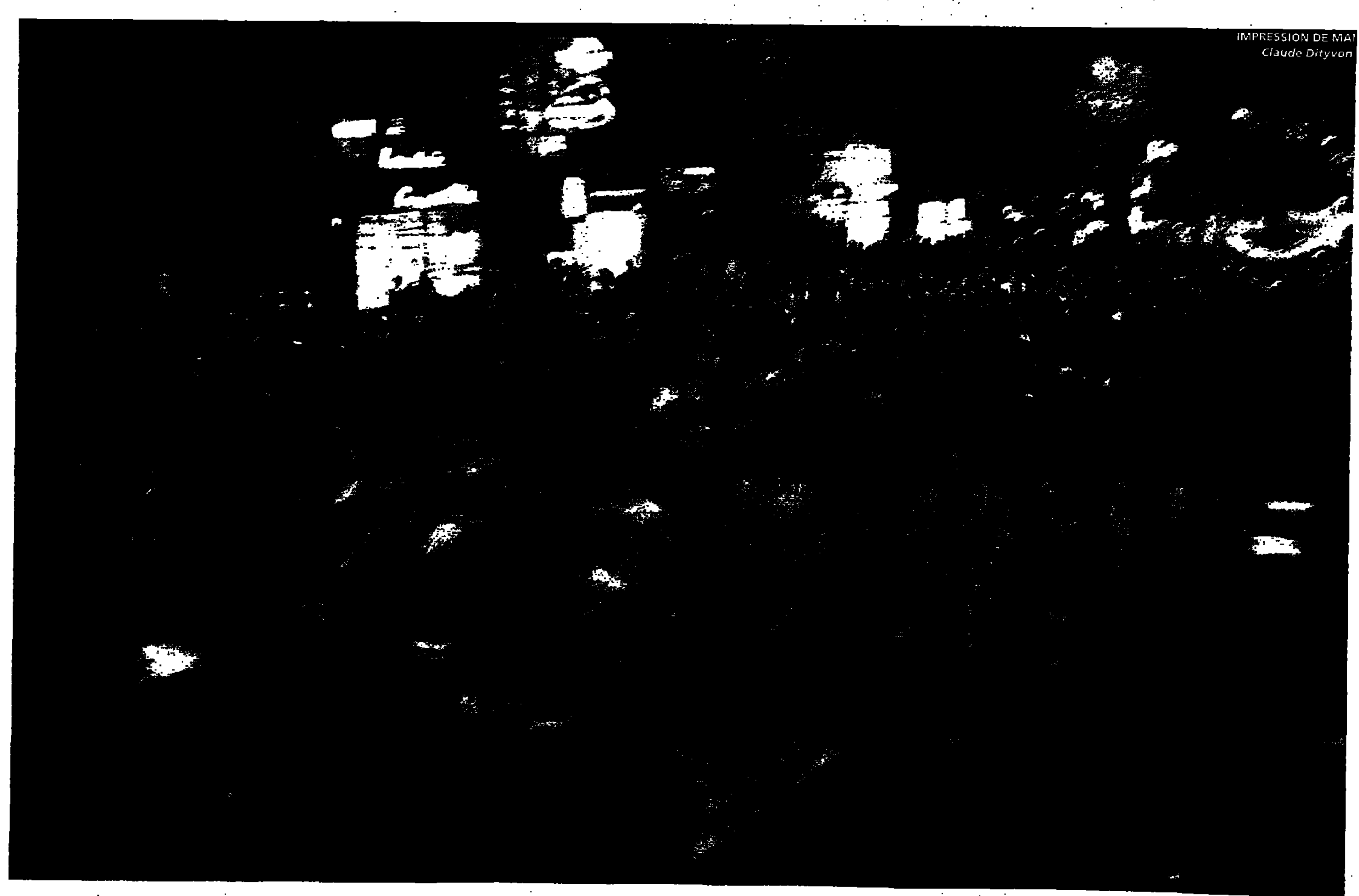
La Sorbonne ne désemplissait plus de jour comme de nuit. A première vue on n'y dormait jamais, mais un comité mandaté avait ouvert des salons aux étages pour les aménager en dortoirs ; les coussins avaient été sortis des canapés, les sacs de couchage montaient en tas comme des chiffons contre les tableaux des murs, dont les personnages étaient agrémentés de moustaches. D'autres, sans rien demander, avaient investi le premier sous-sol ; cela avait provoqué la remontée à l'air libre de quelques rats et du peuple des clochards qui y dormait d'habitude à l'insu de tous. *Le recteur, qui ne sortait plus de ses appartements, s'en* effrayait. Papiers froissés et gras, rideaux souillés, litrons cassés et canettes, mégots qui trouaient les tapis, pis encore : la saleté commençait à ternir le beau décor des exploits étudiants. Il avait fallu recruter des escouades de balayeurs chez les blessés légers de l'infirmerie, où sévissaient des étudiants en première année de médecine, incompétents, que dirigeait un escroc en blouse blanche non encore dénoncé.

Des touristes visitaient en vibrant, et par milliers, cet îlot de liberté chaotique. Madame Jurieu était du nombre. Elle avait promis à son amie Madame Portallier qu'elle oserait plonger dans cette Cour des miracles, disait-elle, car elle s'exprimait volontiers en clichés, et qu'elle glanerait forcément des informations sur Roland ; elle le rencontrerait peut-être, elle lui ferait entendre raison avec des mots de mère. A ces intentions se combinaient une curiosité inavouable et cette surexcitation qu'elle avait éprouvée l'autre lundi dans la foule. Que risquait-elle ? *On ne la mangerait* pas. Leur ami Martinon, le banquier, s'était fait photographier sur le perron de la cour en compagnie de son lévrier, parmi les révoltés, et il en était sorti indemne avec un sacré souvenir ; elle croisait même des femmes en vison que personne n'avait détroussées. Madame Jurieu avait néanmoins opté pour le sobre et l'inaperçu, par précaution, habillée follement jeune, avec une jupe cloche ultracourte sur ses jambes nues et brunes (elle revenait des Baléares). Elle avait choisi des souliers à talons, en cuir mais fatigués, un pull noué à la ceinture et un corsage très ajusté (grâce à la natation, heureusement, elle n'avait pas pris un gramme en vacances). Sa panoplie lui plaisait. Des loubards, pas des étudiants, l'avaient remarquée ; elle leur avait fait les gros yeux, enchantée d'être sifflée par des jeunes gens, même s'ils venaient des banlieues.

Madame Jurieu hésita à acheter un Petit Livre rouge du président Mao ; ce bonhomme grassouillet lui *causait* des frayeurs, avec ses joues en pommes, sa verrue, ses cheveux teints comme ceux de Tino Rossi. Elle fourra des tracts dans son sac de veau tanné, pendu à son épaule ; elle les lirait plus tard ; son mari le député pourrait en tirer des informations utiles. Elle regardait partout, cherchait Roland, sa silhouette. Elle crut le reconnaître qui discutait dans un groupe, s'approcha :

– Roland ?

– Pardon ? dit un jeune homme en se retournant.



IMPRESSION DE MAI
Claude Dityvon

– Oh ! excusez, je cherche, je cherche, euh, je cherche mon neveu...

– Je t'excuse, marquise, mais tant pis pour moi !

Madame Jurieu se glissa dans une troupe de visiteurs avant que l'impoli ne lui colle sa main aux fesses ; elle avait lu cette intention dans le regard allumé du jeune homme. Sans l'autorisation des comités, impossible d'accéder aux étages, et des costauds en blousons noirs ou vestes léopard, chaînes de vélo au cou, matraques à la ceinture, refoulaient les touristes vers les galeries du rez-de-chaussée. Enlevée par un courant de foule, elle se retrouva sans l'avoir choisi en haut d'un amphithéâtre envahi des gradins à l'estrade. Au tableau noir, on avait écrit *Tribune libre* à la craie. Accoudés devant la chaire de bois plein, en vestons ou chemises, des étudiants entouraient un éphémère président de séance, pull rayé, lunettes rondes, qui disposait du micro des cours magistraux ; il s'évertuait de donner la parole à des orateurs qui la prenaient sans lui. Des ouvriers au chômage ou en congé, proches des syndicats, venaient en estafettes et par sympathie de génération ; ils participaient aux empoignades, et, souvent, dès qu'ils étaient identifiés, les étudiants se levaient pour une ovation sans qu'ils n'aient pu dire un mot, ce qui les surprenait, les intimidait ou les agaçait. On apporta des messages au président qui lut :

– La CGT refuse de participer à notre manif devant l'ORTF !

– Vendus ! Salauds ! Collabos !

– L'occupation de Sud-Aviation se durcit à Nantes et chez Renault, à Cléon, le patron est bouclé dans son burlingue ! Des délégations de grévistes partent en émissaires dans les autres usines de la Régie...

– Etudiants, ouvriers, même combat !

– Allons à Billancourt !

– Occupons l'Odéon ! lança un étudiant enroué depuis les loges.

– Pourquoi ? demanda le président interloqué.

– Pourquoi ? reprirent cent voix.

Madame Jurieu avait cette fois retrouvé Roland, qui venait de jeter cette idée incongrue ; de loin, il avait l'air mal rasé, une blondinette se pendait à son bras.

L'USINE Sud-Aviation de Bouguenais était à sept kilomètres du centre de Nantes, et une 2 CV roulait, pleins phares sur la route plate. « Ouille ! », dit Marianne, assise à côté du chauffeur, Eric Thévenon : la partie supérieure de la vitre, ouverte, venait de se rabattre sur le coude qu'elle avait sorti à la portière. Avec deux autres camarades, dont son frère, professeur dans un lycée de la région, Marianne et Eric apportaient aux grévistes le soutien de leur comité parisien et un stock de petits livres rouges, à tout hasard, pour répandre la religion maoïste ; ils y puisaient, eux, des sentences passe-partout et fleuries pour émailler les discussions.

– On arrive bientôt ? gémit Marianne qui se frottait le coude, épuisée par la route, les reins endoloris, secouée depuis Nanterre dans cette voiture incommode.

– On y est, dit son frère.

Des feux de camp signalaient le pourtour de l'usine. Hâtivement clouées, des casemates en bois servaient aux guetteurs, et la grille de l'entrée avait été soudée. Les ouvriers occupaient les lieux depuis la veille. Quand le conseil général avait accordé des subventions aux étudiants, après l'attaque de la préfecture, les ouvriers avaient compris que la violence servait à se faire entendre. Les étudiants nantais, anars et trotskistes, avaient apporté du pain et cinq cents francs, les paysans du bois et du vin, les dockers quelques dizaines de caisses d'oranges. Marianne et ses camarades ne purent pénétrer à l'intérieur, mais ils parlèrent avec un gréviste qui faisait sa ronde à vélo.

– Nous sommes solidaires, disait-elle à ce fraiseur en chemise de Nylon, carré comme un Tarzan.

– Vous, les étudiants, vous allez devenir patrons.

– Nous sommes exploités autant que vous !

– Vous n'êtes pas mariés, vous n'avez pas de mômes.

– C'est la CGT qui baisse le rideau de fer entre vous et nous !

– Ça, on le sait, on sait aussi que les cadres n'ont pas participé aux manifs, et hier ils étaient des étudiants comme vous.

– Nous avons tous défilé ensemble, reprenait le frère de Marianne, avec les paysans.

– Nous, on a des revendications simples.

Dans cette usine où l'on fabriquait des Caravelles, des Mirages IV et des réfrigérateurs, on refusait que la semaine passe de quarante-cinq à quarante-deux heures ; si les chefs de service touchaient un salaire mensuel, les ouvriers étaient payés à l'heure et ils y perdaient gros.

– Le SMIG est à quatre cents francs, disait Marianne...

– Qu'au moins on nous augmente de trente-cinq centimes de l'heure, répondait le fraiseur.

Séquestrés avec leur directeur, des cadres en blouses apparaissaient à une fenêtre décorée de drapeaux rouges et noirs ; ils montaient au bout d'une corde le panier de leur repas. En bas, sous les rosiers, des métallos dormaient dans les cartons d'emballage Frigeavia, ou ronflaient sous des tentes dressées au milieu des pelouses.

(à suivre)

Bd Saint-Michel
10 mai

DES JOURS AUX NUITS

PASSÉ-PRÉSENT

Romain Goupil

L'aboutissement d'une enfance

Michel Braudeau

UN des plus jeunes acteurs de 68, un des plus actifs et bondissants personnages, fut sans doute le futur cinéaste (*Mourir à trente ans*) et romancier (*A mort la mort !*) Romain Goupil. Né en 1951, en plein baby-boom, dans une famille qui a traversé la guerre aux côtés du PC, il a le profil idéal de ceux qui allaient prendre feu en 1968 à dix-sept ans. *« Tout petit, j'assiste à des bagarres incroyables à la maison à propos du stalinisme. Mon père quitte le PC en 56 et, mes sœurs et moi, on vit dans les « trente glorieuses » sans même le réaliser : un incroyable changement dans le confort de vie, les premières bagnoles, les premiers Teppaz... »*

Petit-fils d'un chansonnier virulent porté sur la bouteille et d'une doubleuse de voix qui a prêté la sienne à toutes les stars hollywoodiennes (*« La légende familiale veut que, bébé, je me sois endormi entre les seins de Mae West»*), fils d'un opérateur de cinéma (*Le Monde du silence*, *Hiroshima mon amour*, *etc.*), Romain Goupil grandit dans une cité privilégiée, rue Ordener, entre les Puces et Pigalle. L'immeuble a été construit en 1930 par un mécène fou qui a voulu loger tous ses copains artistes. Deux grandes portes ouvrent sur l'extérieur, mais, à l'intérieur, les gosses des cours jouent ensemble, toujours les uns chez les autres, en commune libre. *« Dès qu'un huissier venait, on faisait barrage tous ensemble et, chaque vendredi, se tenait un " bal de la dèche " avec pot-au-feu, ouvert à tous les ivrognes du quartier. Ça forme un caractère. J'étais mal parti pour être un élève obéissant. Plutôt un poulbot politisé. »*

Il rentre au petit lycée Condorcet et prend la tête d'un mouvement de défense des petits contre le bizutage. C'est la guerre d'Algérie, les SS à la craie qu'on trace à la suite des sigles OAS. *« Dans ce lycée, être cancre était un honneur ; chouchou, c'était la honte. Avec les chahuts, j'ai eu mes premières expériences d'organisation collective. »* Au grand lycée Condorcet, en 1965, il vit le schisme sur le Vietnam entre les progressistes qui disent « Paix au Vietnam » et ceux, plus radicaux, qui crient « Vietcong vaincra ». Tous les gauchistes, « italiens », trotskistes, maos, sont virés de l'UEC en 1965. *« Moi, j'approche de ça à travers les comités Vietnam lycéens. On trouvait les manifs pacifistes un peu traîne-savates. On était pour la victoire, la paix ensuite. Et puis il y a les boums, les histoires d'amour en même temps que les manifs. »*

Ce qui l'amènera, en 1967, a être définitivement exclu du lycée. Cinq cents lycéens manifestent contre le lycée, envisagent de l'occuper, échouent parce qu'ils n'ont pas réglé leurs montres à la même heure. En décembre, les lycéens se retrouvent avec les anarchistes et les trotskistes et, en avril 1968, les Comités d'action lycéens (CAL) sont créés, dont Romain Goupil devient l'un des responsables.

En 1968, l'agitation contre la guerre au Vietnam continue, un attentat est perpétré contre Rudi Dutschke, un rassemblement des extrêmes gauches se tient à Berlin. *« Il y a une incroyable effervescence politique ; ceux qui n'ont rien vu venir étaient quand même très coupés de la réalité. On se voit comme les héritiers de 1789, la Commune, 1917 : on reprend le flambeau. On est une quinzaine de leaders pour sept ou huit cents lycéens. »* Les lycéens participent en mars à l'attaque des bureaux de l'American Express, qui déclenchera tout en quelques jours. Le Mouvement du 22 mars est créé. Nanterre est fermée. Les journées anti-impérialistes qui devaient s'y tenir sont déplacées à la Sorbonne, où l'on craint une attaque d'Occident. *« Les étudiants, nos dirigeants, y sont dès 10 heures du matin avec leurs barres de bois. Nous, les lycéens, on dit, non, on n'y sera pas avant 4 heures et demie, après les cours. C'est là que ça pète. Les étudiants sont embarqués dans les cars, et nous on jette des pierres sur les flics. Avoir quinze ans, balancer des caillasses sur les flics et être protégés par la foule, le bonheur absolu ! Les flics étaient éberlués. Les dirigeants étudiants aussi. Ils étaient dans les cars et nous regardaient en se disant :* " C'est pas possible, ça prend... " »

Le mouvement est lancé. Les lycéens sont censés ne rejoindre les étudiants qu'en fin de journée. Mais quand les estafettes anarchistes viennent leur dire, le 6 mai, que ça cogne au quartier Latin, ils s'y précipitent. *« C'est ça, le génie de 68 : c'est que tous les plans sont dépassés. On organise, on mobilise, mais on est aussitôt débordés de partout, spontanément. »* Romain Goupil mobilise dans les lycées en vue du 10 mai. Il y retrouvera sa mère, sa sœur et son père, qui filmera la nuit des barricades au milieu des gaz lacrymogènes. *« On commence par un sit-in* " peace and love " *autour de la Sorbonne. Les flics ne peuvent pas nous taper, on est trop jeunes. Ils laissent un espace ouvert pour nous permettre de partir. On ne part pas. Les gens nous rejoignent en masse. Les barricades se constituent en dépit du bon sens, dans des coins inutiles, c'est plutôt un jeu au début et, au fil de la nuit, une vraie bataille. »* Mai 68 comme aboutissement glorieux d'une enfance rue Ordener.

Après les événements, quand tant d'anciens acteurs estimeront avoir perdu, Romain Goupil fait l'analyse inverse. On a gagné, au contraire. On a changé la société de fond en comble. *« Une société bloquée du XIX*e siècle où le cinéma est censuré, la télévision censurée, les journaux caviardés, où la torture est pratiquée en Algérie, où l'on balance des Arabes dans la Seine, où la vie sexuelle est *« misérable, la contraception et l'avortement interdits. Où règne partout un énorme tabou : que faisiez-vous pendant la guerre ? La liste est très longue des raisons qu'on a eues de se révolter. A-t-on gagné ? Oui, il fallait changer d'analyse, au lieu de se cramponner à l'idée d'un âge d'or révolutionnaire qui voudrait qu'on ait perdu. Les charters, la musique rock, les joints, les gonzesses, il y avait tout. La France devient une société de consommation, ça paraît comique de dire* " On a gagné, mais arrêtons, c'est formidable ". *Qu'est-ce qu'on peut opposer à ça ? Le Goulag ? Le Cambodge ? Le Vietnam ? Cette difficulté d'analyse a entraîné des catastrophes, évidemment, dans notre groupe.»*

Bien des militants auront beaucoup de mal à se réinsérer. Drogue, suicide et désespoir en rattraperont plus d'un. En 1978, Michel Recanati, ancien leader de la Ligue communiste, le meilleur ami de Romain Goupil, se jette sous un train. Romain Goupil lui a consacré son film *Mourir à trente ans*.

Michel Braudeau



D.R.

Romain Goupil lors d'une réunion du Comité d'action lycéen (CAL) de Jacques-Decour en 1968.

PAROLES

« *Les Enfants du paradis*, c'est fini ! A bas le bourgeois ! Aux Folies-Bergère !
– Nous jouons du Genet, du Ionesco, du Beckett, de l'Adamov. Notre théâtre n'est pas un théâtre bourgeois. Vous feriez mieux de prendre d'assaut d'autres théâtres. »
Dialogue entre les occupants et Madeleine Renaud, Théâtre de l'Odéon

« J'adhère au Comité d'action révolutionnaire. Il faut refaire les structures théâtrales. Cette occupation de l'Odéon ne vise pas la personnalité de Jean-Louis Barrault, qui a toujours combattu pour le théâtre engagé. Il s'agit de quelque chose de plus profond, d'une immense vague d'assaut qui va entraîner dans le théâtre de grandes révisions, et provoquer peut-être la naissance d'une expression artistique nouvelle. »
Raymond Rouleau, Théâtre de l'Odéon

Supprimons toutes les aliénations
Déchristianisons la Sorbonne
Plus je fais la révolution, plus j'ai envie de faire l'amour
Graffitis, dans la cour de la Sorbonne

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Israël : le prix de la faiblesse

TRAGIQUE anniversaire pour la création de l'Etat d'Israël, que les Palestiniens appellent la *Nakbah*, la « catastrophe ». Le bilan de la journée du 14 mai est atterrant, comme aux plus sinistres jours de l'Intifada : neuf Palestiniens tués sous les tirs des soldats israéliens qui, dans la bande de Gaza, protègent les colonies de peuplement juives du territoire. Parmi eux, un enfant de huit ans, fauché par une balle, victime – directe ou indirecte, selon les opinions – de ce scandale absolu que constitue la présence de colonies sur ce misérable morceau de terre. Maîtresses de près de 40 % de cette étroit territoire, en bordure de la Méditerranée, ces colonies ne comptent que quelques milliers de fanatiques surarmés ; elles sont une provocation quotidienne pour un million de Palestiniens condamnés à l'entassement et à la misère.

Mais cette journée ne fut que le reflet d'une tension chaque jour plus explosive entre Israéliens et Palestiniens. Et cette situation, elle-même, est le produit – direct ou indirect, comme on voudra – de la faiblesse de l'administration Clinton au Proche-Orient. Depuis deux ans, par peur du conflit avec l'allié israélien et avec ses soutiens américains, le président Clinton se refuse à taper du poing sur la table. Il ne se résoud pas à dénoncer tout haut le blocage du processus de paix par le gouvernement de Benyamin Nétanyahou. Il se garde d'exercer, et même d'évoquer, la moindre pression sur Jérusalem. Il rechigne à esquisser ne serait-ce qu'une critique voilée du comportement israélien.

Les Etats-Unis se veulent des médiateurs impartiaux et de bonne foi dans le conflit proche-oriental. Ils ne le sont plus guère. Pour préserver cette position, Bill Clinton aurait dû affronter le groupe de pression unilatéralement pro-israélien qui s'est constitué au Congrès. Depuis quelques années, sous l'influence des fondamentalistes chrétiens, les élus républicains ont rejoint nombre de leurs collègues démocrates dans une politique de défense systématique d'Israël. M. Nétanyahou a su cultiver cette évolution et jouer le Congrès contre la Maison Blanche. Il a remporté une extraordinaire victoire début avril quand 81 des 100 membres du Sénat ont enjoint, par lettre, à M. Clinton de ne point exercer la moindre pression sur Israël... Le résultat est là : un processus de paix bloqué.

En son temps, George Bush avait su affronter le lobby pro-israélien américain et tordre le bras au premier ministre israélien Itzhak Shamir. Faute de quoi ce dernier ne serait jamais allé à la conférence de Madrid, sans laquelle il n'y aurait pas eu les accords d'Oslo, sans lesquels la route vers la paix n'aurait pas progressé. M. Clinton, lui, a laissé faire M. Nétanyahou et s'est laissé intimider par les *amis américains* du premier ministre israélien. M. Clinton se refuse à exploiter le capital politique dont il semble disposer dans l'opinion pour prendre le Congrès à rebrousse-poil sur le Proche-Orient. Ce faisant, il a largement perdu sa position d'arbitre dans la région ; ni la paix ni le crédit des Etats-Unis n'y ont gagné.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

1968 à l'Est, un échec lourd de promesses

« ÊTES-VOUS SOLIDAIRES des étudiants de Varsovie ? » Un des jeunes assis par terre place de la Sorbonne, face au cordon de CRS, s'est levé pour interpeller Daniel Cohn-Bendit. *« Bien entendu »*, répond Dany, qui se lance dans un couplet sur le juste combat des contestataires d'Europe de l'Est, après quoi il règle prestement son compte à Louis Aragon, venu risquer un dialogue.

MAI 68

En mai 1968, ce qui se passe à Paris, et ce qui s'est passé ou se passe à Varsovie ou Prague peut paraître participer d'un même « combat ». Les apparences sont pourtant trompeuses. Ni les enjeux, ni les risques ne sont les mêmes. Sans doute peut-on discerner dans l'évocation par *L'Humanité* de *« l'anarchiste allemand »* Cohn-Bendit un écho des violentes diatribes antisémites publiées par la presse du régime polonais. Tout le reste, ou presque, est différent. Y compris l'épilogue : les étudiants parisiens auront depuis longtemps délaissé les pavés pour la vraie plage lorsque, le 21 août, les chars soviétiques rouleront dans Prague.

Trois pays de l'Est européen traversent, en 1968, une période « chaude » : la Pologne, la Tchécoslovaquie, et dans un registre très différent, la Roumanie. A Varsovie, c'est l'interdiction d'une pièce du grand répertoire romantique – *Les Aïeux* – retirée de l'affiche sur ordre du parti, qui mobilise les contestataires. Dès la fin janvier, la police intervient et procède à des interpellations ; en mars, des milices de « citoyens » et « ouvriers » envahissent l'Université pour y remettre de l'ordre à coups de matraque.

Mais ce combat en dissimule un autre, interne au régime : une lutte pour le pouvoir entre deux clans. Ceux qui sont en place, autour d'un Gomulka vieillissant, qui a depuis longtemps déçu les espoirs qu'il avait fait naître douze ans plus tôt, en 1956. Et un groupe de « durs », les « partisans », qui, autour du général Moczar, se targuent de représenter la tendance « nationaliste » au sein du parti, et ne pouvant, pour d'évidentes raisons, afficher une couleur « antirusse », arborent une couleur « antisioniste ».

L'affaire est complexe et nauséabonde. Les étudiants contestataires les plus connus, comme Adam Michnik, étant souvent juifs et parfois enfants de responsables communistes, il est facile de dénoncer ces « fils à papa », tout en rappelant que certains de leurs « papas » comptaient parmi ces communistes revenus d'URSS avec l'armée soviétique et qui avaient, dans les années 50, occupé une large place dans les services de la répression.

Gomulka sortira vainqueur, mais affaibli, de cette bataille livrée largement en coulisses, mais pour cela, il doit joindre sa voix au concert des dénonciations. Des meetings sont organisés dans les usines pour dénoncer ces jeunes gens ennemis de la Pologne. Edward Gierek, qui, deux ans plus tard, succédera à Gomulka à la suite d'émeutes, ouvrières celles-là, et réprimées à la mitrailleuse, dénonce d'un seul souffle *« les révisionnistes, les sionistes et les laquais de l'impérialisme »*, tandis que le général Jaruzelski prend du galon.

Michnik et plusieurs de ses amis sont arrêtés, et les procès et les condamnations se succéderont jusqu'à l'année suivante, tandis que les « récidivistes » que sont Jacek Kuron et Karol Modzelewski retrouvent eux aussi la prison. Des centaines de juifs sont *« épurés »* des rédactions, des ministères, du parti. Quinze mille d'entre eux quittent le pays, où parallèlement un puissant tour de vis antilibéral s'efforce – vainement – de décourager toute contestation.

ÉVEIL DE LA JEUNE GÉNÉRATION

Une « page honteuse » de l'histoire de la Pologne vient d'être écrite, comme le dira trente ans plus tard l'actuel président Alexandre Kwasniewski, en décorant de la plus haute distinction polonaise Kuron et Modzelewski, et en saluant par la même occasion tous les héros d'une génération, *« grâce auxquels la Pologne peut aujourd'hui se regarder tranquillement dans une glace »*.

A l'époque, les « héros » auraient pourtant eu toutes les raisons d'être amers. Il y avait certes une vaste mobilisation de la jeunesse, des manifestations dans de nombreuses villes polonaises. Mais, alors que Nanterre et Paris commencent à peine à s'échauffer, à la fin mars 68, tout ou presque *était fini à Varsovie. Cependant,* comme le dit aujourd'hui Adam Michnik, *« la Pologne avait montré qu'elle avait quelque chose dans le ventre »*. Quelque chose dont on entendrait encore beaucoup parler, en 1970, en 1976 et surtout à partir de 1980.

A Prague, il s'agit d'autre chose, qui dépasse largement une contestation étudiante. Le « mouvement du 22 mars » est en Tchécoslovaquie un mouvement de personnel au plus au niveau : Antonin Novotny, symbole d'un dogmatisme pétrifié, doit abandonner ce jour-là la dernière fonction qui lui reste, celle de président, après avoir cédé en janvier le secrétariat général du parti à Alexandre Dubcek. Le pays est en ébullition – ébullition tranquille au début car la nouvelle direction du parti surveille soigneusement la marmite ; mais elle finira par déborder. C'est certes le nouveau programme du parti, préparé, entre autres, par Zdenek Mlynar, un ancien camarade de Mikhaïl Gorbatchev à l'université de Moscou, qui pose pour principe la garantie des libertés fondamentales. Mais la presse réclame plus. L'écrivain Vaclav Havel fait valoir qu'il n'y a pas de démocratie sans parti d'opposition. *« Plus rien ne sera plus comme avant »*, proclame joyeusement, à l'occasion du 1er mai, l'organe du parti, *Rude Pravo* – qui fut pourtant, et sera à nouveau bientôt, l'une des publications les plus *dogmatiques du camp socialiste.*

Mais alors que Dubcek s'efforce de réaliser l'impossible, freiner un mouvement sur lequel il s'appuie, Moscou a décidé que la récréation avait assez duré. Les « manœuvres » déclenchées dès le mois de mai sur le territoire tchécoslovaque s'éterniseront jusqu'à l'intervention des forces du Pacte de Varsovie, dans la nuit du 20 au 21 août ; après son arrestation, Dubcek est expédié à Moscou pour des « conversations » qui s'achèveront sur une semi-capitulation. La fièvre mettra du temps à retomber, la normalisation ne se fera pas en un jour, mais à Prague, comme à Varsovie, la loi du plus fort a triomphé.

Pour tous ceux qui, en Europe de l'Est, rêvent de liberté, l'humiliation est d'autant plus grande que le « printemps de Prague », a été tué par une intervention « conjointe » de la sainte alliance socialiste. Seule la Roumanie rompt les rangs et Nicolae Ceausescu dénonce devant la foule de Bucarest l'invasion de la Tchécoslovaquie comme *« une grande erreur, une menace pour la paix, pour le sort du socialisme dans le monde, et un jour de honte dans le mouvement révolutionnaire »*. Belles et justes paroles qui marqueront le début de l'illusion roumaine, mais n'empêcheront pas le Conducator d'entraîner son pays dans une tragique impasse qui, vingt et un ans plus tard, le mènera, lui et sa femme, au peloton d'exécution.

Mais à Varsovie et à Prague – à Moscou même –, les graines ont été semées. *« Il ne s'agissait pas, comme à l'Ouest, d'exalter les libertés de l'individu, mais de revendiquer des libertés publiques,* explique Bronislaw Geremek, aujourd'hui ministre polonais des affaires étrangères, et qui démissionna précisément du parti en 1968. *L'idée qu'on pouvait donner au socialisme un visage humain est morte cette année-là. »* Mais, poursuit-il, c'est aussi de ce moment que date *« l'éveil de la jeune génération à la vie publique, un engagement massif dans l'action »*.

« Par la grâce du régime que nous affrontions, nous avions la chance de défendre des valeurs aussi simples et traditionnelles que la liberté et la morale publique », estime pour sa part Adam Michnik. Ce qui ne l'empêche nullement, trente ans plus tard, de trouver quelque chose de commun à tous les contestataires de l'Est et de l'Ouest, et de se définir, gaiement, comme « un soixante-huitard ».

Jan Krauze

Naturisme *par Calligaro*

Il y a 50 ans, dans Le Monde

La résurrection de l'Etat juif

APRÈS deux mille ans d'exil, le peuple juif retrouve son indépendance dans le pays de ses ancêtres. L'événement réalise tout d'un coup devant nos yeux un chapitre nouveau de l'histoire sainte, qui apparente notre ère matérialiste aux temps bibliques.

Le nouvel Etat d'Israël a été conçu de sueur, de sang et de larmes. Autant que les exploits des combattants de la Haganah ou des exaltés de l'Irgoun, la souffrance des six millions d'israélites immolés par le nazisme a concouru à lui donner le jour.

L'enfantement lui-même s'est produit dans une confusion invraisemblable. Le 29 novembre 1947, les Etats membres des Nations unies, votant le plan de partage de la Palestine, envisageaient la création d'un Etat juif : deux jours plus tard, leur quasi-totalité se dérobaient devant la responsabilité de leur acte. Jusqu'à la onzième heure, le partage a été combattu sur place par la Grande-Bretagne.

Mais l'attitude en apparence la plus incohérente a été, il faut le dire, celle des Etats-Unis, qui, principaux champions du partage, ont fait amende honorable, hésité, proposé jusqu'à hier encore une dizaine de solutions contradictoires, pour enfin se résoudre à une décision sensationnelle, qui surprit les juifs eux-mêmes : la reconnaissance *de facto* du nouvel Etat.

La reconnaissance des Etats-Unis a gagné de vitesse celle de l'URSS. Les juifs, à coup sûr, ne s'en plaindront pas. Leur Etat est maintenant assuré de l'appui des Deux Grands, et, partant, de presque toutes les Nations unies.

(16-17 mai 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS
Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du *Monde* : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http : //www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Jean-Marie Meissier, le pari de la communication

Suite de la première page

Si certaines opérations conjointes peuvent être menées entre Cegetel, le pôle télécommunications de Vivendi et Canal Plus, les possibilités réelles d'actions coordonnées resteront très limitées. *« Jean-Marie Messier pense trouver des nouveaux métiers parce qu'il juxtapose des professionnels du livre et ceux de la télévision. C'est l'un des rares à y croire. Ces métiers sont très spécifiques et le resteront, même si les contenus sont diffusés sur Internet »*, explique un cadre du groupe. Aux Etats-Unis, la preuve n'a, en tout cas, toujours pas été faite qu'un guichet unique offrant à la fois des services de téléphonie et de télévision pouvait être rentable.

Une fois sûr qu'Havas serait bel et bien englouti, M. Messier s'est d'ailleurs empressé de revoir son discours initial : il a notamment affirmé le 30 avril devant le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) que *« chacun des trois métiers continuerait sa propre stratégie, tout en sachant travailler avec les deux autres »*.

Pour mener à bien une stratégie strictement financière – doubler le bénéfice d'Havas en 2000 et viser le cap des 7 milliards de francs de résultat net cette année pour Vivendi –, « J2M », la nouvelle star des magazines anglo-saxons (il fait encore cette semaine la couverture de *Forbes International*) a procédé *depuis deux ans à une restructuration* complète de son groupe. *« Une entreprise, ça respire »*, explique M. Meissier, pour qualifier les quelque 50 milliards d'actifs qui ont déjà été cédés. C'est une somme colossale. Après le récent désengagement dans General Cable en Grande-Bretagne, le groupe veut encore vendre ses participations dans Decaux et Electrafina. Les *« modifications de périmètre »*, selon le terme utilisé par la direction, se sont succédé à un rythme effréné, malgré les promesses répétées de ne jamais dépecer le groupe Havas. En fait, ce sont des pans entiers de l'activité du groupe de communication qui ont déjà été vendus. Il a réussi à anesthésier beaucoup de monde, les actionnaires, les politiques et même la cour d'appel de Paris, avec des discours rassurants sur la stratégie de Vivendi et d'Havas.

Face à une telle logique, qualifiée de *« logique de métiers »* par la direction, les personnels des filiales craignent pour leur emploi. L'intersyndicale d'Havas, qui n'hésite pas à rappeler que Vivendi est presque l'anagramme de Dividende, a d'ailleurs demandé, mardi 12 mai, l'ouverture de négociations au niveau du groupe sur la clause de cession. *« Plus qu'un* modus vivendi, *c'est un* motus Vivendi *qui nous est opposé »*, ironise un salarié.

Reprenant une tradition déjà bien développée par son prédécesseur, Guy Dejouany, M. Meissier a également cultivé un grand sens de la communication vis-à-vis de la classe politique. En lobbyiste aguerri, cet X-énarque, qui a travaillé au cabinet d'Edouard Balladur pour orchestrer les privatisations entre 1986 et 1988, a su s'entourer de cadres de toutes les sensibilités politiques. Il a récemment embauché Alain Marsaud, ex-député RPR, Thierry de Beaucé, ancien chargé de mission auprès de François Mitterrand, Jean-Pierre Denis, secrétaire général adjoint de la présidence de la République ou Denis Olivennes, ex-chargé de mission auprès de Pierre Bérégovoy et pro-saint-simonien.

Dans son agenda, le patron de Vivendi réserve une importante partie de son temps à des visites chez les ministres. Il soigne aussi son image de patron très accessible en discutant assez souvent avec des journalistes, et en suscitant des entretiens approfondis, à des moments bien précis.

Pour s'allier les faveurs du gouvernement Jospin, M. Messier n'a pas hésité à se déclarer ostensiblement favorable à l'instauration des 35 heures. Quitte à s'aliéner une partie du patronat. *« Ma seule limite à la tolérance, c'est le Front national »*, explique-t-il, affirmant avoir renoncé au contrat d'eau de la ville d'Orange. La distribution d'eau ayant une très mauvaise réputation, vu le nombre d'affaires de corruption et de financement occulte de partis politiques qui lui sont attachées, M. Messier a voulu, par la nomination d'une magistrate, Sylvie d'Arvisenet, donner une image plus « propre » et plus éthique à son groupe. Il fait tout aussi pour essayer de se forger l'image d'un patron moderne et gommer son apparence de *« Robocop de la finance »*, acquise lors de son passage comme associé-gérant de la banque Lazard frères, qui fait les délices des « Guignols de l'info » sur Canal Plus.

M. Messier n'hésite à pas qualifier son groupe de *« nain »* quand il en a besoin, dès qu'il s'agit d'être confronté à tous les géants mondiaux, mais rappelle à qui veut l'entendre qu'à l'âge de quarante et un ans, il est à la tête de l'un des plus puissants groupes privés français. Le plus difficile reste à faire : prouver que la fusion Havas-Compagnie générale des eaux était nécessaire et judicieuse pour créer à terme de réels relais de croissance aux métiers traditionnels du groupe.

Nicole Vulser

RECTIFICATIFS

VIOLENCES URBAINES

A la « une » et en page 6 des premières éditions du *Monde* du 14 mai, il fallait lire que c'est à Créteil, et non à Creil, qu'un jeune homme a été tué.

VERSAILLES

Une erreur s'est glissée dans le tableau sur la pression fiscale dans les grandes villes publié dans *Le Monde* du 3 avril, à propos de l'un des taux de Versailles. L'évolution (1977-98) du taux de la taxe sur le foncier bâti est de – 0,11 %. Le chiffre publié (10,98 %) correspond au taux de cette taxe pour 1997.

Les ressorts de la Realpolitik indienne

par Max-Jean Zins

LES cinq essais nucléaires auxquels l'Inde vient de procéder dans le désert du Rajasthan sonnent comme autant de coups de théâtre hyperréaliste. Le rideau se lève sur une nouvelle posture nucléaire et internationale indienne.

Il faut, pour en saisir la portée, revenir un peu sur le passé. Au lendemain de son indépendance, en 1947, l'Inde de Nehru privilégie délibérément le développement de ses dépenses civiles, nécessaires au décollage de son économie, au détriment de ses dépenses militaires. Elle estime que le monde issu de la seconde guerre mondiale, divisé en deux blocs, ouvre un espace favorable à sa politique de non-alignement et de paix. Elle a pourtant, dès l'origine, un souci majeur, inavoué et beaucoup plus profond que celui que lui occasionne le Pakistan, dont elle vient de se séparer dans les affres de la partition : la Chine. Comme l'écrit en 1950 Nehru à son ambassadeur à Pékin : *« La pierre angulaire de notre politique de ces derniers mois a été d'avoir des relations amicales avec la Chine, et nous nous sommes presque brouillés avec d'autres pays à cause de cette politique. »*

Cette politique à l'égard de la Chine avait ses raisons, que la diplomatie britannique avait alors correctement analysées si l'on en croit les archives du Foreign Office : l'Inde avait peur de la Chine. Elle s'estimait en position d'infériorité géostratégique. Les grands centres économiques vitaux de la Chine sont situés à des milliers de kilomètres de La Nouvelle-Delhi, à portée de canon, elle, de la Chine.

Pour conjurer la menace du dragon chinois, l'Inde se lance alors dans une politique d'amitié systématique avec la Chine, adoptant dans pratiquement tous les forums internationaux des positions très favorables à Pékin. L'objectif : enserrer la Chine dans un tissu de relations diplomatiques propice à calmer les ardeurs de puissance de l'empire du Milieu. L'espoir : voir la Chine, une fois intégrée dans les réseaux complexes de la société internationale, se comporter avec civilité et accepter de reconnaître sans rechigner le tracé frontalier sino-indien issu du délimité du Raj britannique.

C'est ainsi qu'en 1953 l'Inde reconnaît, dans un traité bilatéral, la souveraineté de la Chine sur le Tibet tout en faisant inscrire dans ce même traité, pour la première fois, les principes de la coexistence pacifique, qui feront les grands jours de la conférence de Bandoung deux ans plus tard.

La proie pour l'ombre... En 1962, la Chine use de la guerre pour ravir les territoires que l'Inde lui conteste et inflige à l'Inde indépendante la plus cuisante des déroutes. Certes, l'URSS de Khrouchtchev, en refusant d'adopter le point de vue chinois, sauvera *in extremis* la politique de non-alignement de Nehru, qui, dans la panique de la défaite, songe un moment à faire alliance avec les Etats-Unis. Mais l'Inde tire de l'événement une leçon : il lui faudra désormais, plus que jamais auparavant, compter sur ses propres forces dans le domaine de la sécurité. Y compris sur le plan nucléaire, dont ses dirigeants maîtrisent depuis longtemps les enjeux à des fins civiles. C'est vraisemblablement à cette époque que l'Inde, sans le dire, commence à penser qu'un jour elle sera peut-être une puissance nucléaire à des fins militaires. Le scénario se précipite ensuite.

En 1964, la Chine fait exploser sa première bombe. En 1974, l'Inde fait de même. Entre-temps, le Pakistan, inquiet, s'est jeté sans plus attendre dans un programme accéléré de rattrapage et de bricolage nucléaires. La course au nucléaire, encouragée d'ailleurs à l'occasion par des Etats comme la France, gagne l'Asie du Sud.

Aujourd'hui, mise au ban de l'opinion publique internationale par les puissances nucléaires de la planète, l'Inde ne manque cependant pas d'arguments pour défendre sa politique, désormais avouée, de grande puissance nucléaire à des fins civiles et militaires. Le plus pragmatique, qu'elle emploie depuis quelques jours, consiste à montrer la Chine du doigt (l'Inde, désormais, n'en a plus très peur, compte tenu des moyens de dissuasion dont elle s'est dotée). Le moins crédible est évidemment celui du Pakistan, tant le décalage de puissance entre les deux pays est favorable à l'Inde.

Mise au ban de l'opinion publique internationale par les puissances nucléaires, l'Inde ne manque pas d'arguments

Pourquoi l'Inde refuse-t-elle de signer le traité de non-prolifération nucléaire (TNP). D'une part, dit l'Inde, le TNP ne fait que consacrer en l'état l'hégémonie des puissances nucléaires. Celles-ci, il est vrai, ont beau jeu de demander à l'Inde de s'interdire de procéder à des tests nucléaires souterrains alors qu'elles-mêmes sont arrivées à un stade où elles n'ont plus besoin de pratiquer de tels essais pour progresser dans la maîtrise de l'armement nucléaire. D'autre part, souligne l'Inde, le TNP constituerait à vrai dire plutôt un traité de prolifération nucléaire que de non-prolifération. En interdisant aux puissances déjà surnucléarisées la pratique, pour elles obsolète, des tests souterrains, le traité les inciterait à multiplier les essais en laboratoire, qui, grâce aux progrès de la miniaturisation, débouchent sur la création d'armes nucléaires très élaborées susceptibles d'être utilisées à des fins dites tactiques sur le terrain. La dissuasion, arme massive mais quasiment non utilisable, deviendrait ainsi l'apanage des pays les derniers venus sur le plan nucléaire, tandis que les plus avancés disposeraient de l'arme tactique, infiniment plus dangereuse car utilisable.

***Max-Jean Zins** est chargé de recherche au CNRS et membre du Centre d'études et de recherches internationales (CERI).*

Le recteur Roche dans la tourmente de Mai 68

par Michel Roche

FILS de l'ancien recteur de l'Académie de Paris Jean Roche, j'ai sur Mai 68 un point de vue particulier. Mon père, décédé en 1992, n'a jamais voulu s'exprimer publiquement. Mais je crois qu'au moment où nous nous penchons à nouveau sur cette époque, les éléments d'appréciation que j'ai recueillis auprès de lui peuvent servir à mieux comprendre ce qui s'est passé, et que le moment est venu de regarder cela avec sérénité. Il y a trente ans, j'étais étudiant, vivant chez mes parents et très proche d'eux, j'ai donc suivi le déroulement des choses d'assez près et de l'intérieur.

Il me paraît utile de revenir d'abord sur les conditions dans lesquelles a été prise la décision de requérir les forces de l'ordre le 3 mai. Une telle décision n'est jamais le fait d'une seule personne ; elle est prise après consultation. J'ai toujours entendu dire qu'il n'y avait pas eu alors de voix dissidente. Il a dû y avoir aussi, je pense, contact avec le cabinet du ministre de l'éducation, comme c'est la règle en pareil cas. Je ne cherche pas à diluer la responsabilité du recteur dans cette occasion. Il a eu suffisamment l'occasion de l'assumer par la suite, et assez seul. Mais ceci me paraît indiquer que, dès le départ, il y a eu analyse convergente sur le caractère de la situation.

Pour évoquer l'état d'esprit des responsables de l'Université à cette période, il faut faire appel à la mémoire. Les minutes des délibérations du conseil de l'Université ont été volontairement détruites après le mois de mai, au cours de ce qui a été présenté, de façon un peu hâtive, comme une action d'extrême gauche. Les conditions dans lesquelles elle a été réalisée indiquent au contraire qu'il s'est agi d'une opération de basse police, destinée à effacer des traces. Le personnel du rectorat qui a vu les membres du commando les a décrits peu après comme très différents des gauchistes de mai. Plutôt bien vêtus, il sont allés directement dans le bureau du recteur, ce qui n'était jamais arrivé au plus fort des affrontements. Ils ont alors fait semblant de s'en prendre aux oeuvres d'art (l'un des trois portraits du cardinal de Richelieu par Philippe de Champaigne a été griffé, mais sans plus) pour jeter leur dévolu sur les archives placées dans un placard sous l'une des fenêtres.

Les relations entre le recteur et son ministre ont été difficiles pendant cette période. Ceci n'avait pas été le cas avant ; mon père avait connu des moments de grande confiance avec certains ministres. Il connaissait bien Lucien Paye, avec lequel il avait travaillé en Tunisie ; il y avait une estime réciproque avec Christian Fouchet et les relations étaient très cordiales avec Pierre Sudreau (j'ai gardé une lettre de cette époque qui ne laisse aucun doute). Les choses ont changé avec l'arrivée d'Alain Peyrefitte. Mon père estimait qu'il ne sentait pas la situation. Je l'entends encore me dire : *« Il n'écoute pas la radio dans son bureau. »* Et lorsque le ministre lui a demandé de ne pas recevoir Cohn-Bendit, Sauvageot et Geismar, mon père a passé outre, estimant qu'il était de la responsabilité normale du recteur de maintenir le contact avec les responsables étudiants. D'où cette scène irréelle : le ministre appelant mon père pour savoir si, parmi les étudiants qu'il avait dans son bureau, l'un d'eux n'était pas roux.

A la suite de cela, le ministre a tenté de se débarrasser du recteur. Il s'est passé une chose curieuse : mon père, jugeant indispensable de s'expliquer devant le chef de l'Etat, a demandé audience. En entrant dans le bureau, il s'est rendu compte que le ministre était là aussi. Son récit est resté très clair dans ma mémoire : le général était à sa table de travail, à côté de laquelle se trouvait un fauteuil, plus bas, où était assis Alain Peyrefitte, blême. La conversation a été courte. De Gaulle demande à mon père : *« Vous êtes bien le recteur ? »* Réponse de mon père, interloqué : *« Oui. »* Le Général poursuit, en se tournant alors vers Peyrefitte : *« Et vous le restez. »* Tout était dit. Le ministre démissionna peu après. Ainsi, contrairement à une idée reçue, il y a eu au moins un ministre que le Général a démissionné au cours d'une crise. Je me suis toujours demandé le sens que pouvait avoir le refus d'une partie des responsables politiques de le reconnaître.

Mon père estimait que le ministre de l'éducation nationale, Alain Peyrefitte, ne sentait pas la situation. Je l'entends encore me dire : « Il n'écoute pas la radio dans son bureau »

Mon père avait, depuis le début, le sentiment d'avoir la confiance du chef de l'Etat. Les conditions dans lesquelles de Gaulle l'avait fait venir à la tête de l'Académie de Paris en 1961 méritent qu'on s'y arrête : il avait été recommandé au général par son prédécesseur, Jean Sarrailh, qui le jugeait le plus apte à lui succéder. Cette recommandation lui a été rapportée par la suite par le chef de l'Etat, qui lui a fait comprendre qu'il devait accepter sa nomination. Ce que mon père a fini par faire après beaucoup d'hésitations (à la fin de l'été 1961, il nous quittait en disant : *« Je vais lui dire que je refuse. »*). Ce mode de désignation, dans lequel n'entraient ni souci de carrière ni appuis politiques, crée ensuite une certaine qualité de relations qui pouvait autoriser mon père à rencontrer le chef de l'Etat, seul. Il est vrai que l'autorité du recteur de l'Académie de Paris était alors beaucoup plus grande qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Mon père a t-il songé à démissionner ? Evidemment oui. Il avait à la fois le sentiment d'être au milieu de la tourmente et lâché par le pouvoir. Il pouvait légitimement se demander s'il devait rester. Il est donc allé interroger le seul responsable politique qui lui était facilement accessible et avec lequel il pouvait parler, Gaston Monnerville (cette conversation a dû se situer avant l'audience chez de Gaulle). Le président du Sénat était membre de droit du conseil de l'Université, ce qui facilitait les choses. Lorsque mon père lui a demandé son avis sur une éventuelle démission, sa réponse a été très claire : *« Surtout pas ! »* ; il lui a expliqué qu'en démissionnant il accroîtrait les risques de dérapage politique (ceci est évoqué de manière allusive dans ses mémoires). Monnerville a alors choisi de ne pas mettre de l'huile sur le feu. Son attitude était d'autant plus remarquable que son opposition à de Gaulle était vive et que celui-ci était intraitable à son égard.

Enfin, la violence, sujet difficile à aborder tant nous avons une vision irénique des choses. Elle était dans la rue. Je ne peux oublier l'image d'une succession de nuits d'émeute (les archives de la police telles qu'elles ont été récemment présentées par *L'Express* en ont donné une idée assez juste). Elle était présente dès le début. Je me rappelle les commentaires du commissaire du 5e arrondissement, M. Casanova, au lendemain du 3 mai, rapportant le commentaire selon lequel le degré de brutalité renvoyait aux grandes manifestations de la fin des années 40. Nous avions l'impression qu'il y avait volonté d'en découdre. La violence était aussi dans les esprits. Les raccourcis, courants à l'époque, selon lesquels la révolution culturelle chinoise pouvait paraître une réponse valable aux bombardements américains au Nord-Vietnam, en sont la trace. J'ai retrouvé cette atmosphère de dérive intellectuelle dans le dernier livre de l'écrivain américain Philip Roth. Il faut aussi s'en souvenir pour évaluer l'époque.

Ce contexte pesait incontestablement sur les choix des responsables. Ils pouvaient légitimement ne pas avoir de sympathie pour l'expérience révolutionnaire sans pour autant être *« réac »*. Mon père ne s'est pas contenté d'être un haut fonctionnaire ; il a dû prendre des décisions dans une situation où l'Etat lui-même vacillait. Dans l'épreuve, il a tenu. L'histoire dont la vocation n'est pas de juger ce qui aurait pu être se contentera probablement de retenir qu'il a fait intervenir la police à la Sorbonne. La vraie question est pourtant de savoir si son action à la tête de l'Université pendant le mois de mai a contribué à éviter des incidents graves, ce que je pense, mais l'explication est condamnée à rester une hypothèse. L'objectivité toutefois commande de s'interroger. L'appui du Général et de Monnerville (pourquoi l'oublie-t-on tellement aujourd'hui ?) durant toute cette période ne compte pas pour rien. Le silence maintenu, à droite et à gauche, me paraît en quelque sorte constituer une caution. Je suis convaincu que mon père a fait ce qu'il estimait de son devoir dans un esprit républicain et libéral qui a toujours dicté son action et que le mépris de la mémoire ne peut lui enlever.

AU COURRIER DU « MONDE »

PREMIER ROMAN DE MAZARINE

Bien sûr, l'ouvrage de Mlle Pingeot est, dans l'histoire de l'édition française contemporaine, le premier roman le plus extraordinairement lancé, et sans doute le restera-t-il. Cependant, au-delà du culot éditorial, il reste que *Premier Roman* n'est pas un livre fabriqué. C'est vrai, il est à peu près inintéressant. Les émois parisiens d'Agathe, les aventures de son nombril et ses épouvantables naïvetés n'en font pas un volume indispensable. Mais l'on ne saurait admettre le déferlement de ce qu'il faut presque nommer de la haine, auquel on assiste depuis quelques jours. Car ce livre, toutes gaucheries comprises, toutes outrances dépassées, tous embarras oubliés, demeure écrit et ce, sans tirage à la ligne. On s'ennuie peut-être à le lire, mais il est véritablement composé et cela se fait si rare dans l'actuelle production qu'on ne peut manquer de le remarquer. Dire de ce texte qu'il est nul, comme ce fut écrit ici et là, est authentiquement excessif. Evidemment, il comporte trop d'autobiographie, mais on sait bien que tous les premiers romans sont ainsi faits. De toute manière, le seul fait que l'on se ligue ainsi contre une personne, quelle qu'elle soit, n'est-il pas suffisant pour qu'on la trouve sympathique ? Si l'auteur de vingt-trois ans moyen écrivait comme Mlle Pingeot, allons, ce ne serait pas si mal.

Jacques Layani
Villejuif (Val-de-Marne)

UNE POLITIQUE MONÉTARISTE

Si on comprend bien M. Fitoussi (*Le Monde* du 29 avril), la mise en place de la Banque centrale européenne signifie le grand retour du Politique (avec un grand P) et l'effacement du Marché (avec un grand M). En quoi une institution financière caricaturale de la technocratie, cette fois-ci à l'échelon européen, et non pas seulement national, est-elle l'expression de la politique, en particulier du suffrage universel ? En quoi les pénalités financières auxquelles notre pauvre pays aura bientôt droit seront-elles le triomphe du Politique ? De fait, nous serons enfermés dans une politique monétariste, malthusienne, contre la croissance, contre la prise de risques. La mise en place de l'euro et de la BCE est le triomphe de cette politique et non pas de la Politique.

Antoine Faure
Paris

PÉNURIE

Dans *Le Monde* du 23 avril, vous écrivez notamment : *« Les enseignants de Seine-Saint-Denis peuvent-ils, en toute bonne conscience, s'exonérer de toute responsabilité dans la situation actuelle et ne pas s'interroger sur l'exercice de leur métier ? »* Loin de moi de nier l'intérêt, voire la nécessité de la réflexion pédagogique des enseignants, mais le temps où notre ministre – ou ses prédécesseurs – et l'inspection académique opposaient « moyens » (suffisants) et « pratique pédagogique » (inadaptée) est révolu. Nous avons enfin pris conscience que l'un ne va pas sans l'autre et que c'est bien à une pénurie, voire à une incurie de moyens que la Seine-Saint-Denis doit faire face, non à un désinvestissement des enseignants du champ pédagogique : et c'est précisément parce que cet investissement pédagogique est, dans la Seine-Saint-Denis, plus fort et plus nécessaire qu'ailleurs que les moyens doivent y être considérablement renforcés.

Pascal Cruzel
Paris

TRANSPORT AÉRIEN Jean-Cyril Spinetta, président d'Air France, a fait, jeudi 14 mai, de nouvelles propositions aux pilotes, qui refusent une baisse de leur rémunération en échange d'actions de la compagnie. ● DANS SON NOUVEAU SCHÉMA, l'échange serait volontaire. Ceux qui n'y souscriraient pas ne verraient pas leur rémunération baisser, mais évoluer selon une nouvelle grille qui, au bout de cinq ans, permettrait à la compagnie nationale d'économiser 500 millions de francs par an. ● LES PILOTES jugent la tentative d'ouverture de la direction *« insuffisante »* mais sont prêts à négocier. ● CET EFFORT des pilotes est *« capital »*, sans quoi *« nous condamnons Air France à un rétrécissement progressif »*, affirme M. Spinetta. ● POUR LE PDG comme pour M. Gayssot, le ministre des transports, l'ouverture de capital d'Air France peut se faire même sans accord avec les pilotes.

Le PDG d'Air France fait un geste en direction des pilotes

Dans un entretien au « Monde », Jean-Cyril Spinetta présente ses nouvelles propositions pour abaisser les coûts de la compagnie. Les pilotes auront le choix : accepter une baisse des salaires en échange d'actions ou ralentir l'évolution de leurs rémunérations

« Les négociations avec les pilotes sur la réduction de leurs salaires en échange d'actions de la société – dont vous souhaitiez qu'elles aboutissent fin mai – sont au point mort. Comment comptez-vous sortir de cette impasse ?

– J'ai proposé de négocier avec l'ensemble des pilotes une baisse de leur rémunération de 15 % en échange d'une participation au capital d'Air France de 10 % à 12 %. Cette proposition ne recueille pas aujourd'hui le consensus nécessaire. J'en prends donc acte, mais je maintiens l'objectif d'une économie de 500 millions de francs par an, à l'échéance de la fin de l'an 2000 sur les coûts des pilotes d'Air France. Dans cette optique, j'ai fait une nouvelle proposition aux pilotes que j'ai rencontrés jeudi 14 mai dans l'après-midi. Je leur propose que l'échange salaires-actions ne soit pas obligatoire mais résulte d'une démarche volontaire.

» Quant à ceux qui n'y souscriraient pas, ils ne verraient pas leur rémunération réduite. En revanche, celle-ci évoluerait selon une nouvelle grille des rémunérations qui permettrait, au bout d'environ cinq ans, de remplir notre objectif économique. Au lieu de réduire leur rémunération de 15 %, on bloquerait des éléments d'avancement de leur carrière, le temps qu'ils rejoignent cette nouvelle grille. C'est ce qu'a fait Lufthansa, avec succès.

– Est-ce si important de réaliser 500 millions de francs d'économies sur les pilotes, alors que les coûts d'Air France représentent 50 milliards de francs chaque année ?

– C'est à mon avis capital. Air France a un atout extraordinaire qu'aucune de ses concurrentes européennes ne possède : c'est l'aéroport de Roissy, où il existe des perspectives de croissance avec la construction d'une troisième piste en 1999 et d'une quatrième piste ensuite. Dans un contexte de conjoncture porteuse du transport aérien, Air France doit absolument être au rendez-vous de cette croissance et profiter de sa position de choix. Pour cela, il lui faut être capable d'augmenter son offre et donc d'acheter des avions. Mais Air France ne peut afficher un projet de croissance et de développement que si les bases de sa compétitivité sont restaurées.



JEAN-CYRIL SPINETTA

» *J'ai lancé un programme d'investissements* de 40 milliards de francs sur cinq ans, dont l'essentiel sera consacré à l'accroissement de la flotte. Celui-ci a déjà commencé : nous avons reçu depuis six mois des nouveaux avions qui nous ont permis d'augmenter notre offre de 11 % pour le programme d'été qui a débuté le 1er avril. Au total, plus de 70 nouveaux avions doivent être achetés, ce qui représente pour les pilotes des perspectives d'embauche, de carrière, et donc d'évolution des salaires, intéressantes. Ce sont ces perspectives qu'il s'agit de contractualiser dans le cadre d'un accord global avec les pilotes. » Mais Air France doit être en mesure de réaliser cet effort d'investissement sans recourir aux facilités de l'endettement. Le ratio endettement net sur fonds propres, actuellement de 0,9, devra être préservé. Nous pourrons financer notre plan d'investissements sans difficulté, en sachant que l'excédent brut d'exploitation (résultat avant amortissements et frais financiers) d'Air France est nettement supérieur à 6 milliards de francs (entre 11 % et 12 % du chiffre d'affaires) et que notre objectif dans les années à venir est de le porter à 9 à 10 milliards *de francs, soit environ* 15 % du chiffre d'affaires.

> Plus de soixante-dix nouveaux avions doivent être achetés, ce qui représente pour les pilotes des perspectives d'embauche, de carrière, et donc d'évolution des salaires, intéressantes

» Dans ces conditions, notre capacité d'autofinancement nous permettra de couvrir près des trois quarts de nos investissements. La mise en place, au début de l'année, d'un programme d'économies de 3 milliards de francs sur trois ans, dont 500 millions sur la maîtrise de la masse salariale des pilotes, finira d'assurer notre financement. Voilà pourquoi l'effort des pilotes est fondamental.

– Vous pourriez choisir d'accroître votre endettement de 500 millions. Dans un environnement de bas taux d'intérêt, cela ne pèserait que peu sur les comptes d'Air France. C'est en tout cas un argument des pilotes. Qu'en pensez-vous ?

– Je me refuse à envisager qu'Air France retombe dans le piège d'un surendettement qui a failli la tuer en 1993. Par ailleurs, le transport aérien est une industrie où les coûts fixes sont très élevés : kérosène, prix des avions, coût d'usage des infrastructures... Dans ce contexte, une différence de coût de 500 millions est très importante : c'est de la marge directe que l'on retrouve chaque année. Il est un fait que le niveau de rémunération de nos pilotes est plus élevé que celui de nos grands concurrents européens [NDLR : selon un audit de l'US ALPA, le syndicat des pilotes américains, ils coûtent 40 % de plus que ceux de Lufthansa et 19 % de plus que ceux de British Airways]. Si nous faisons le choix d'occulter cette différence de compétitivité, nous condamnons Air France à un rétrécissement progressif : il nous faudra restreindre nos activités à celles qui sont rentables dans ces conditions. C'est un choix que je ne peux pas accepter.

– Depuis le 1er juin 1997, la grille des salaires prévoit que les jeunes pilotes débutants entrent chez Air France avec un salaire annuel brut de 240 000 francs, alors que leurs prédécesseurs étaient payés 350 000 francs. La mise en place de cette double échelle des salaires, qui avait à l'époque soulevé de nombreuses contestations dans les rangs syndicaux, était transitoire : votre prédécesseur s'était engagé à examiner la mise en place d'une nouvelle grille de rémunération des pilotes, qui serait la même pour tout le monde et qui permettrait de conserver les économies dégagées par la double échelle des salaires. Cela devait se faire avant le 31 mai 1998. Où en est-on ?

– C'est dans le cadre d'une négociation sur la reconstruction de la grille de rémunération des pilotes que pourra être réglé le cas des nouveaux embauchés. De manière plus générale, la négociation à laquelle j'appelle les pilotes doit aborder, au-delà de la mise en place d'une nouvelle grille de rémunération, d'autres sujets comme les conditions de travail des pilotes ou le périmètre de *l'emploi*.

– Dans le cadre des négociations sur leur prise de participation au capital, les pilotes réclament une plus grande implication dans les décisions stratégiques de l'entreprise, sur le modèle de ce qui se fait aux Etats-Unis. Quelle est votre position sur ce sujet ?

– Si les pilotes deviennent actionnaires d'Air France à un niveau élevé, il faudra en tirer les conséquences : c'est là encore un sujet ouvert à la négociation. On peut penser à la représentation des différentes catégories d'actionnaires, salariés notamment, au conseil d'administration. On pourrait aussi réfléchir à les associer aux modes de fonctionnement de l'entreprise à travers des comités spécialisés, en matière d'audit, par exemple.

– L'ouverture de capital d'Air France, désormais prévue pour cet automne, peut-elle se faire sans que vous soyez parvenu à un accord avec les pilotes ?

– Oui. Mais leur adhésion permettra d'offrir une plus grande visibilité sur l'avenir de l'entreprise. Je pense que l'ouverture de capital d'Air France est nécessaire parce qu'elle provoquera un changement très fort au sein de la compagnie. D'abord, l'action d'Air France sera cotée, ce qui fournira tous les jours une appréciation de la performance de l'entreprise. L'entreprise sera moins renfermée sur elle-même qu'elle a pu l'être. Ensuite, les futurs actionnaires minoritaires, et notamment les investisseurs financiers, aux côtés de l'Etat, demanderont des comptes sur l'évolution de l'entreprise de manière très régulière. Dans ce contexte, je pense que l'ouverture du capital créera un déclic : Air France deviendra une entreprise comme les autres. »

Propos recueillis par Claire Blandin et Virginie Malingre

Le ministre des transports ne privatisera pas la compagnie

« Aussi longtemps que je serai ministre, Air France ne sera pas privatisée : l'Etat français restera majoritaire », déclare au *Monde* Jean-Claude Gayssot, ministre des transports. ***« Il ne s'agit pas d'une position de principe sur la propriété publique ou privée du capital, mais d'une volonté politique de démontrer qu'une entreprise publique peut réussir »***, précise le ministre. En revanche, M. Gayssot veut réaliser rapidement l'ouverture du capital, ***« quelle que soit l'issue des négociations en cours avec les pilotes sur les salaires »***, qui doit ramener la part de l'Etat de 95 % aujourd'hui à 55 % ou 60 %. ***« L'accord avec les pilotes n'est pas un préalable à la mise en Bourse de 20 % du capital »***, avertit le ministre. ***« J'ai quelques idées pour faire avancer la négociation, si cela est nécessaire »***, ajoute-t-il affirmant qu'il est prêt à proroger un accord qui ne serait signé qu'avec un seul syndicat de pilotes, ***« à condition qu'il soit représentatif »***.

Des propositions « encore insuffisantes » pour le SNPL

La réunion qui s'est tenue jeudi 14 mai entre la direction d'Air France et le syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), majoritaire chez les pilotes de la compagnie nationale, a duré plus de trois heures. Jean-Charles Corbet, président du bureau SNPL d'Air France, a qualifié d'*« ouverture encore insuffisante »* les propositions de la direction. Une nouvelle réunion entre les deux parties est prévue mardi 19 mai.

M. Corbet n'a pas exclu que les pilotes acceptent de discuter d'une *« réorganisation »* de leur courbe de carrière, et donc de leur grille des rémunérations. Il a en revanche réaffirmé que le SNPL exigeait avant toute chose l'abandon formel par la direction de la double échelle des salaires, et qu'il refuserait par ailleurs *« toute négociation ayant pour objectif une diminution des rémunérations »* des pilotes. *« Le SNPL sera très ferme là-dessus »*, a-t-il affirmé.

M. Gayssot loue l'esprit de conquête et la compétitivité des Etats-Unis

ATLANTA
de notre envoyé spécial

Pour séduire l'Amérique, Jean-Claude Gayssot, ministre français communiste des transports, de l'équipement et du logement, n'a pas hésité à faire une entrée à la Columbo en expliquant, devant un parterre d'industriels américains, qu'il venait de réveiller sa femme à 2 heures du matin en ayant oublié le décalage horaire. Mêlant tour à tour la séduction et la provocation, M. Gayssot a voulu prouver qu'il n'était pas un dinosaure droit sorti d'un *« communist park »*.

« C'est la première visite officielle d'un ministre de ma sensibilité politique aux Etats-Unis », répète-t-il à l'envi à ses interlocuteurs médusés. *« Il veut dire qu'il est un ancien communiste ? »*, s'enquiert l'un d'eux. *« Non, non. Il a toujours sa carte du Parti »*, faut-il en général rectifier.

M. Gayssot n'a pourtant pas hésité à louer l'*« esprit de conquête, la compétition et la compétitivité des Etats-Unis »*. *« La loi du marché est un bon système de stimulation et elle fournit de bons indicateurs de performance »*, confie même le ministre. *« Ça fonctionne mieux que des prétendus systèmes socialistes »*, ajoute-t-il. A ceux qui font la moue devant les succès américains, le ministre explique qu'*« il est faux de dire que les Etats-Unis n'ont créé que de petits boulots pour amener le chômage à 4 %. Il y a beaucoup d'emplois qualifiés car le pays bénéficie d'une véritable dynamique de développement »*.

A l'inverse, M. Gayssot veille à marquer ses différences. *« Je suis toujours pour le dépassement du système capitaliste. On peut l'utiliser en lui donnant une autre finalité »*, explique-t-il. Il s'amuse à provoquer ses interlocuteurs pour instaurer un véritable dialogue. *« Et cela ne vous gêne pas que General Electric et Snecma n'aient pas tout à fait le même type d'actionnariat ? »*, interroge-t-il, à Cincinnati, auprès du PDG de la branche aéronautique du géant américain allié, dans les moteurs d'avions, à l'entreprise publique française.

« Il faut que vous compreniez que le service public fait partie de la conception française de la société », explique-t-il encore à des responsables américains des transports publics. *« Il ne s'agit pas d'un service de base ou d'un service du pauvre, mais bien d'un service de qualité offert sur la base de l'égalité de traitement et de la continuité du service »*, détaille le ministre. A des interlocuteurs français qui lui font remarquer l'extraordinaire vitalité de la vie des affaires américaines, le ministre rétorque qu'il *« croit au politique et pas seulement au management et à la vie des affaires. L'Etat doit donner des indications et des orientations »*.

Pleinement conscient de la symbolique de sa visite aux Etats-Unis, qu'il achèvera samedi 16 mai, M. Gayssot s'est notamment rendu, à Washington, sur le Mémorial du président Roosevelt, père du New Deal, le « nouveau pacte social » de la fin des années 30. *« A quoi sert l'abondance si ceux qui en ont le plus besoin en sont privés ? »*, découvre le ministre français parmi les citations du président américain gravées sur la pierre du Mémorial. M. Gayssot affirme d'ailleurs que les interlocuteurs gouvernementaux qu'il a rencontrés, le secrétaire d'Etat aux transports et le secrétaire d'Etat au logement, lui ont expliqué que *« la croissance n'avait pas supprimé les inégalités »*. Et tant pis si, à une époque pas si lointaine, le Parti communiste français considérait encore Roosevelt comme un « social traître » qui avait sauvé le capitalisme de la déroute, au lendemain du krach boursier, au lieu de le laisser disparaître dans la crise financière. *« Dans son pays, certains l'accusaient d'être un communiste »*, corrige aujourd'hui le ministre français.

Christophe Jakubyszyn

L'Etat transfère à Aerospatiale ses 45,7 % de Dassault-Aviation

EN PRÉLUDE à un rapprochement des activités des deux groupes aéronautiques, le ministère de la défense a annoncé, jeudi 14 mai, qu'il avait décidé, comme on s'y attendait depuis le début de l'année (*Le Monde* du 17 janvier), de transférer à Aerospatiale les actions détenues, directement et indirectement, par l'Etat dans le groupe privé Dassault-Aviation. En même temps, la configuration industrielle de Dassault-Aviation subira des modifications, et il a été demandé aux dirigeants des deux entreprises de créer un comité stratégique de six membres, chargé de coordonner quelques-unes de leurs activités.

A ce jour, le capital de Dassault-Aviation – qui a réalisé 21,05 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1997 avec 10 200 salariés – est détenu par la société Dassault Industries (propriété de la famille du constructeur) à hauteur de 49,9 %, l'Etat à hauteur de 45,7 % – via la Société de gestion de participations aéronautiques (Sogepa) et le Trésor – et la Bourse pour les 4,4 % restants.

La Sogepa a été instituée en 1978 sur une initiative conjointe de Raymond Barre et André Giraud, respectivement premier ministre et ministre de la défense, pour gérer les actions acquises par l'Etat dans Dassault-Aviation après le décès du fondateur, Marcel Dassault, et au règlement par sa famille des droits de succession. La Sogepa détient également 20 % du capital d'Aerospatiale. Jusqu'à présent, la Sogepa avait une activité plutôt modeste, laissant à Serge Dassault, actionnaire majoritaire par l'intermédiaire de Dassault Industries, et à ses collaborateurs, la responsabilité de la marche du groupe privé.

RESTRUCTURATION EUROPÉENNE

C'est donc désormais Aerospatiale qui détiendra la totalité des 45,7 % du capital du groupe privé Dassault-Aviation. Le groupe public s'en trouvera ainsi renforcé dans la perspective de la restructuration de l'aéronautique européenne.

Cependant, la configuration de Dassault-Aviation ne sera plus ce qu'elle est actuellement. Ainsi, est exclue de cette décision une filiale, la société Dassault Systèmes, dont le PDG est un proche de Serge Dassault, Charles Edelstenne, et qui est devenue, en quelques années, le numéro un européen de la conception et de la fabrication assistées par ordinateur (CFAO) en commercialisant des logiciels pour l'aéronautique, l'automobile, les équipements médicaux, l'architecture ou la construction navale. En 1997, le chiffre d'affaires, réalisé par quelque 500 ingénieurs, a été de 1,9 milliard de francs. La santé financière de Dassault Sytèmes est jugée exceptionnelle et sa valeur est estimée à 25 milliards de francs par les experts.

En revanche, une autre filiale du groupe Dassault Industries, la société Dassault Falcon Service, créée en 1967, entre dans la nouvelle configuration de Dassault-Aviation. Basée sur l'aéroport du Bourget (Seine-Saint-Denis), Dassault Falcon Service est à la fois une compagnie aérienne de vols à la demande, un centre d'entretien et un distributeur de pièces de rechange pour les avions civils de la gamme Falcon.

Le ministère de la défense a demandé à Dassault-Aviation et à Aerospatiale de mettre en place un comité stratégique qui devrait permettre d'*« optimiser les ressources industrielles, commerciales et technologiques »* des deux entreprises, notamment pour tout ce qui relève de leurs activités communes dans l'ordre des achats, des essais, voire des bureaux d'études. Ce comité pourrait comprendre M. Dassault et deux de ses vices-présidents, M. Edelstenne et Bruno Revellin-Falcoz, pour le groupe privé, et trois représentants d'Aerospatiale, son PDG, Yves Michot, et deux des directeurs du groupe public, François Auque (affaires économiques et financières) et Denis Verret (affaires internationales et action commerciale). Ces deux hommes sont entrés, début avril, au conseil d'administration de Dassault-Aviation.

En décidant de transférer ses actions dans Dassault-Aviation à Aerospatiale, avec l'assentiment de M. Dassault, qui n'y a pas fait obstruction alors qu'il reste résolument hostile à la fusion, l'Etat marque sa détermination d'amener les deux groupes à avoir une stratégie concertée dans la perspective d'alliances avec des partenaires européens.

En particulier, le ministère de la défense ne cache pas sa volonté d'inciter Dassault-Aviation à se rapprocher de British Aerospace (BAe), dans le domaine de l'aviation de combat, et Aerospatiale à participer de façon plus active à des restructurations franco-européennes par le biais d'Airbus Industrie, dans les secteurs civil et militaire. Sinon, le risque existe – et il serait fatal à une industrie qui fut longtemps en pointe – que la France demeure à l'écart des regroupements de forces industrielles en Europe et qu'elle soit isolée face à des ententes du seul couple germano-britannique.

Jacques Isnard

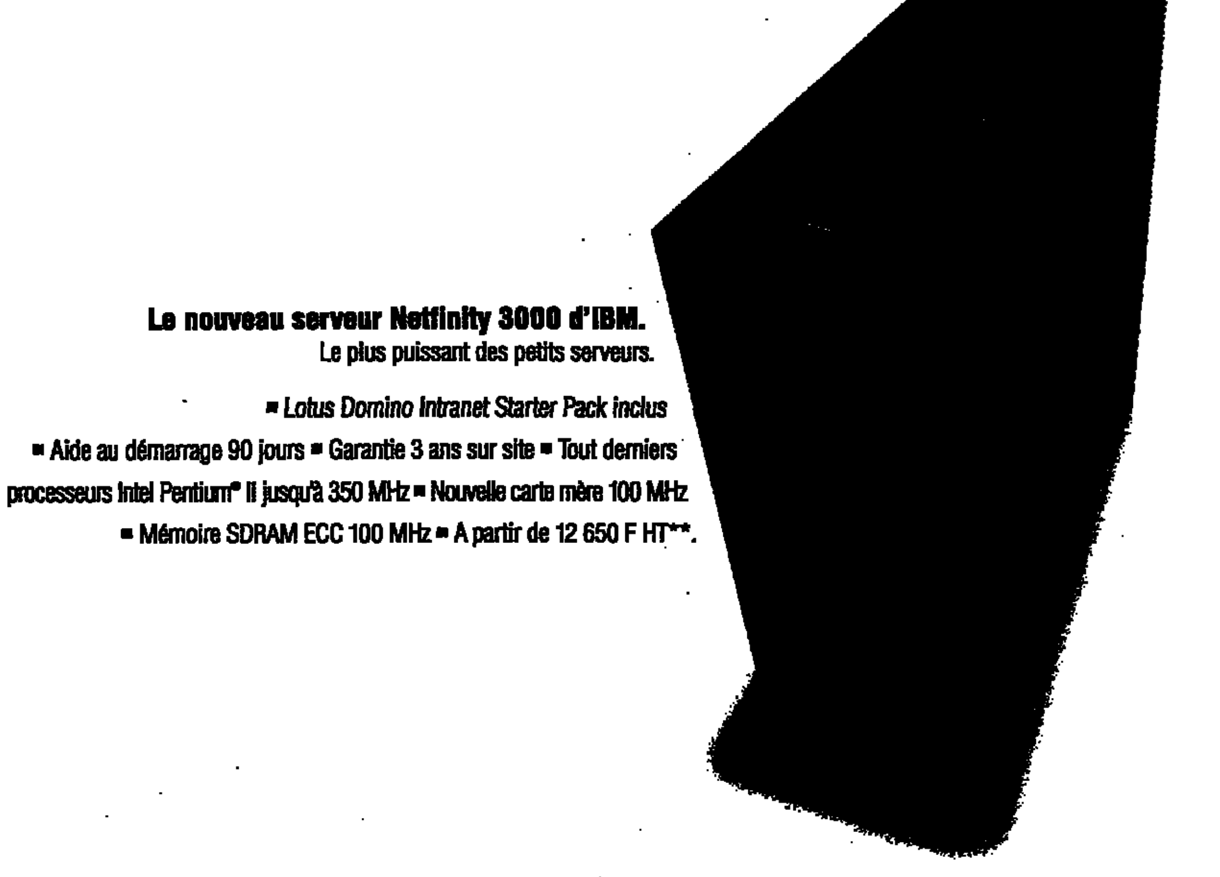
des pilotes

هكذا من الأصل

IBM

Le nouveau PC 300 PL d'IBM.
▪ Asset ID et Alert on Lan intégrés ▪ Processeur Intel Pentium® II jusqu'à 400 MHz ▪ Le tout dernier chipset Intel 440BX ▪ Adaptateur graphique AGP 3D ▪ Contrôleur Ethernet 10/100 intégré avec Wake-on-Lan ▪ Disque dur SMART jusqu'à 6,4 Go ▪ A partir de 9 350 F HT*.

Quand vous donnez à vos équipes de meilleurs outils, vous leur dites clairement pour quel genre d'entreprise elles travaillent



Le nouveau serveur Netfinity 3000 d'IBM.
Le plus puissant des petits serveurs.

▪ *Lotus Domino Intranet Starter Pack inclus*
▪ Aide au démarrage 90 jours ▪ Garantie 3 ans sur site ▪ Tout derniers processeurs Intel Pentium® II jusqu'à 350 MHz ▪ Nouvelle carte mère 100 MHz ▪ Mémoire SDRAM ECC 100 MHz ▪ A partir de 12 650 F HT**.

Ces nouveaux outils e-business ne vous aident pas seulement à faire du e-business, ils vous aident à mieux faire du business tout court. De nos jours, chacun doit pouvoir accéder aux informations relatives à son entreprise à tout moment. C'est pourquoi nous avons conçu le portable **ThinkPad 600** : il intègre le meilleur de la technologie dans un boîtier ultra-plat, léger et élégant. Chacun, au bureau, doit pouvoir se connecter facilement... et rester connecté ! Le **PC 300 PL** permet de faire les deux. Il est prêt à être connecté et son système ultra-performant Alert on Lan avertit le responsable informatique de problèmes éventuels, même lorsque l'ordinateur est éteint. La tranquillité d'esprit, vous pouvez également l'avoir avec le **Serveur Netfinity 3000**. Abordable, facile à installer et incroyablement fiable. Il a été conçu et testé pour faire tourner les principaux systèmes d'exploitation réseau tels que Windows NT. Et, surtout, vous pouvez très bien le brancher le matin et l'utiliser le jour même, pour faire du business. Et pourquoi pas du e-business ?



business tools

هكذا من الإعلان

هكذا من الأصل



Microsoft et la justice américaine négocient un accord à l'amiable

Le fabricant de logiciels, qui fait l'objet d'une procédure antitrust, a repoussé au lundi 18 mai la présentation de Windows 98, la nouvelle version de son système d'exploitation, dans l'attente d'un arrangement avec les autorités

Le lancement d'une procédure antitrust à l'encontre de Microsoft par le gouvernement et différents Etats américains, qui devait être annoncée jeudi 14 mai, a été suspendue. Les parties, qui s'affrontent depuis octobre 1997, se sont donné jusqu'à dimanche 17 mai, au soir, pour essayer de trouver un arrangement à l'amiable. La firme dirigée par Bill Gates a accepté de retarder, jusqu'à lundi, l'envoi aux fabricants d'ordinateurs personnels (PC) de la nouvelle version de son logiciel d'exploitation, Windows 98, qui était prévu vendredi 15 mai. Microsoft est accusé d'abuser de la position dominante qu'il occupe avec son logiciel d'exploitation – son produit équipe près de 90 % des PC – pour chercher à s'imposer aussi dans le secteur des logiciels d'accès à Internet. Le groupe semble prêt à faire des concessions afin de faciliter l'utilisation de logiciels concurrents. Bill Gates a multiplié depuis des semaines les campagnes de lobbying, afin d'éviter l'engagement d'actions qui bloqueraient la sortie de Windows 98.

MICROSOFT peut souffler. Du moins temporairement. Le dépôt d'une nouvelle plainte dont le fabricant de logiciels devait faire l'objet, jeudi 14 mai, pour violation de la loi anti-trust, de la part du gouvernement américain et de différents Etats américains a été suspendu. Les parties se sont donné jusqu'au dimanche 17 mai, au soir, pour essayer de trouver un arrangement à l'amiable.

Tout était pourtant prêt pour une nouvelle offensive à l'encontre de la firme dirigée par Bill Gates et de ses pratiques commerciales. Le département de la justice, qui a déjà traîné une première fois Microsoft devant un tribunal, en octobre 1997, avait convoqué une conférence de presse à midi (heure locale) à Washington pour annoncer l'ouverture d'une nouvelle procédure.

90 % DES PC

Mais, à quelques heures de cette échéance, les représentants des services anti-trust, ainsi que les procureurs d'une vingtaine d'Etats américains, également très critiques sur les pratiques de Microsoft, ont annoncé le « gel » de leur attaque. Les parties, qui s'affrontent depuis octobre 1997, venaient de s'entendre pour continuer à négocier, pendant trois jours.

L'annonce prévue jeudi de nouvelles actions contre Microsoft était motivée par le fait que la société s'apprêtait à livrer, vendredi 15 mai, les premières versions de son logiciel d'exploitation Windows 98 aux fabricants d'ordinateurs personnels (PC). En contrepartie de la suspension temporaire de nouvelles actions à son encontre, Microsoft a accepté de retarder jusqu'au lundi 18 mai l'envoi de son nouveau produit.

Pour les autorités anti-trust, il était important d'agir avant cette échéance du vendredi 15 mai. Le coeur de l'« affaire Microsoft » est en effet la position dominante occupée par le groupe sur ce produit clé d'un PC qu'est le logiciel d'exploitation – son produit équipe près de 90 % des PC – et l'usage qu'il fait de cette domination pour conquérir des secteurs voisins.

En l'occurrence, le groupe de Bill Gates est accusé d'avoir profité du poids de l'actuelle version de Windows (Windows 95) pour imposer aux fabricants de PC son logiciel d'accès à internet, Explorer, aux dépens du logiciel concurrent, Navigator, de la société Netscape, qui avait « défriché » ce nouveau marché avant lui.

Or l'une des clés de la stratégie de Microsoft pour s'imposer définitivement sur ce terrain d'internet, où l'entreprise a déjà reconquis beaucoup de terrain sur Netscape, repose sur Windows 98. Ce dernier doit incorporer Explorer comme une fonction de base, c'est-à-dire totalement intégrée à l'ensemble. Ce qui revient quasiment, selon les détracteurs du groupe, à exclure d'office tout produit concurrent.

Face aux autorités anti-trust, Microsoft a laissé entendre qu'il pourrait faire des concessions. Celles-ci seraient d'ordre technique. Elles concerneraient notamment la façon dont s'affichent sur l'écran d'un PC, lorsqu'on l'allume, les différentes icônes représentant les différents logiciels, dont le programme d'accès à internet.

RETARD DANS LA LIVRAISON

Microsoft pourrait accepter de faire avec Windows 98 ce qu'il a accepté de faire sur Windows 95 après un jugement provisoire rendu en décembre 1997 : offrir la possibilité de masquer l'icône représentant Explorer pour permettre la visualisation et l'utilisation d'un logiciel concurrent.

Si tel devait être le cas, la question qui se pose est de savoir si Microsoft sera en mesure d'envoyer dès lundi 18 mai Windows 98 aux fabricants de PC, ou s'il lui faudra prendre un peu plus de temps. Jeudi, le fabricant a assuré que la vente au grand public de Windows 98 débutera comme prévu le 25 juin.

Un léger retard dans la livraison du logiciel aux constructeurs d'ordinateurs ne serait pas nécessairement un grand drame. Par le passé, Microsoft a largement usé de ce principe : annoncer longtemps à l'avance un produit, ce qui avait pour effet de geler toute velléité d'achat d'un produit d'un concurent, puis en retarder pour diverses raisons la sortie.

La santé du groupe, qui a engrangé en 1997 3,45 milliards de dollars de bénéfice (plus de 20 milliards de francs) pour 11,3 milliards de chiffre d'affaires, ne s'en est jamais ressentie.

L'arrivée de Windows 98 n'est pas, de plus, considérée par les spécialistes du secteur comme un phénomène appelé à révolutionner l'industrie de l'ordinateur.

Il constitue une amélioration de la version actuelle, Windows 95, qui, elle, lorsqu'elle avait été lancée voici trois ans (durant l'été 1995), avait suscité un grand renouveau, à la fois dans les logiciels applicatifs et les ordinateurs, car elle permettait la mise au point de programmes plus puissants (codés sur 32 bits et non sur 16 bits).

« LÉGER STIMULANT »

« Windows 98 sera un léger stimulant, mais pas un grand facteur de stimulation de la demande », assure la société américaine d'étude de marché International Data Corporation (IDC), qui estime que Microsoft devrait vendre 12,8 millions de copies de Windows 98 cette année, contre 19,5 millions pour Windows 95 au cours de l'année de son lancement.

IDC rappelle que les ventes mondiales de PC avaient progressé de 26 % en 1995, notamment sous l'effet de l'arrivée de Windows 95. La société considère que, cette année, les ventes de PC ne devraient croître que de 13 %, contre 15 % en 1997.

Philippe Le Cœur

Le poids de Microsoft sur le marché des PC

en pourcentage d'unités vendues en 1997

MICROSOFT (WINDOWS ET DOS) 88,3
APPLE 4,6
AUTRES 7,1

Les boursiers toujours optimistes

Après une hausse de 1,5 % mercredi 13 mai, l'action de Microsoft a continué à progresser jeudi 14 mai à Wall Street. En fin de séance, sa valeur s'affichait en hausse de 2,3 %, à un peu plus de 88 dollars, les échanges sur le titre (23,7 millions) en ayant fait la deuxième valeur américaine la plus « travaillée » de la journée. Après l'annonce par le département de la justice du report du lancement de son éventuelle action antitrust et de la poursuite des négociations avec le fabricant de logiciels, la valeur du titre de ce dernier est même montée brièvement à 91 dollars. Les investisseurs semblent considérer que l'issue des négociations entre les autorités fédérales et Microsoft ne devrait guère affecter la firme de Bill Gates. *« Wall Street recommence à espérer qu'il y aura une solution qui ne mette pas en cause le système Microsoft et qui réduise au minimum l'intervention du gouvernement »*, a déclaré à l'agence Reuter David Readerman, de la société Nationsbanc Montgomery Securities.

Bill Gates obligé de se lancer dans une opération de relations publiques tous azimuts

NEW YORK
de notre correspondante

Hasard de l'édition ou ironie du sort, au moment où le bras de fer entre Microsoft et le département américain de la justice entre dans une phase décisive, un livre publié ces jours-ci vient rappeler aux Américains la plus grosse bataille anti-trust du siècle : celle de l'Etat fédéral contre Standard Oil et son légendaire patron, John Rockefeller.

« Titan », de Ron Chernow (Random House), raconte par quelle batterie de procédés douteux et souvent impitoyables Standard Oil avait réussi à éliminer ses rivaux et comment l'opinion publique finit par se retourner contre les trusts issus d'une vague de fusions au tournant du siècle, engloutissant les petites entreprises. En 1911, la Cour suprême décida le démantèlement de Standard Oil. En ignorant que la question des monopoles était autant un combat politique et publicitaire que juridique, Rockefeller, affirme Ron Chernow, *« commit l'une des erreurs les plus colossales de l'histoire américaine du business »*.

Bill Gates n'en est pas là et sa société n'affronte pas encore de campagne d'hostilité de la part des consommateurs en colère, tant s'en faut, même si Ralph Nader a repris du service pour guerroyer contre Microsoft et si plusieurs douzaines de sites sur le Web consacrent l'essentiel de leur activité à critiquer le numéro un mondial du logiciel, qu'ils surnomment parfois *« l'empire du mal »*. Mais l'image de Microsoft dans les médias s'est suffisamment dégradée ces derniers mois, passant du champion de l'innovation à celui qui, au contraire, menace d'étouffer l'innovation par sa volonté de dominer le marché, pour que son jeune PDG se lance, lui et son équipe, dans une entreprise de relations publiques tous azimuts. Bill Gates, de par sa réussite personnelle, a beau conserver une honnête cote de popularité dans les sondages, l'image d'une entreprise est une valeur très fragile et, lorsqu'elle est sérieusement affectée, remonter la pente peut prendre plusieurs années.

Outre l'embauche de juristes, spécialistes des questions anti-trust, comme James Weiss (un ancien du département de la justice) ou Charles Rule (un ancien des équipes du président Ronald Reagan), la firme de Redmond, près de Seattle, qui n'avait jamais fait sa priorité de choses aussi vaines et futiles que le lobbying ou la communication, se mit donc sérieusement au travail. Bill Gates lui-même commença à soigner son apparence, changeant régulièrement de monture de lunettes, veillant à sa coiffure, troquant ses pulls et ses polos contre des costumes sombres lorsqu'il sort de sa tanière : on l'a même vu en smoking.

LOBBYING POLITIQUE

Il accepta de recevoir chez lui la papesse de l'interview, Barbara Walters, et ses caméras. Convoqué à Washington en mars pour y être entendu par la commission judiciaire du Sénat, en compagnie de ses concurrents, il joua au reporter en tenant la chronique de ses journées dans le temple du pouvoir politique dans *Slate*, le magazine que Microsoft publie sur Internet. Faisant un crochet par New York le lendemain, il emprunta un circuit habituellement réservé à Hillary Clinton et aux dignitaires étrangers : discours à la New York Public Library, où il parla de l'action philanthropique de Microsoft dans les bibliothèques, visite d'une école de Harlem où Microsoft apporta un tapis pour que les enfants puissent s'asseoir par terre autour du PDG tout en dégageant une impression de confort et d'intimité pour la télévision, tête-à-tête télévisé, diffusé tard le soir, avec le célèbre journaliste Charlie Rose.

Mais derrière les projecteurs une autre offensive a été lancée : celle du lobbying politique auprès des autorités fédérales. En 1997, selon un organisme de recherche indépendant, le Campaign Study Group, Microsoft a doublé son budget de lobbying auprès du Congrès et de l'administration Clinton entre le premier et le second semestre (la première plainte fédérale a été déposée en octobre), dépensant 660 000 dollars au début de l'année et 1,2 million à la fin, soit une augmentation de 67 % par rapport à 1996. A titre de comparaison, IBM a dépensé en 1997 5 millions de dollars en frais de lobbying et Texas Instruments près de 2 millions pour des efforts notamment dirigés vers le Pentagone, puisque ces deux entreprises travaillent en partie pour l'industrie de défense.

Le géant du logiciel a aussi pris conscience, comme la plupart des grandes entreprises américaines, de l'intérêt d'aider au financement des partis politiques ; alors qu'en 1992 la contribution de Microsoft aux campagnes électorales fédérales n'avait pas dépassé 39 000 dollars, elle a déjà atteint plus de 180 000 dollars (plus de 1 million de francs) pour les élections législatives de novembre 1998, tous partis confondus. Il arrive, cependant, que ces efforts d'amélioration d'image tournent mal : c'est ce qui s'est produit le mois dernier lorsque le *Los Angeles Times* a dévoilé le projet d'une firme de relations publiques contactée par Microsoft visant à inspirer une série d'articles, de tribunes et de lettres de lecteurs « favorables » à l'entreprise de Bill Gates dans les médias des Etats américains qui envisageaient de porter plainte contre Microsoft pour tentatives monopolistiques. Une révélation *« malheureuse »*, comme le souligna un porte-parole de Microsoft.

Sylvie Kauffmann

L'opinion plutôt favorable à l'entreprise

Pour le public américain, le gouvernement devrait faire machine arrière sur le dossier Microsoft. C'est ce qui ressort de deux sondages réalisés fin avril par le magazine *Business Week*, l'un auprès de 5 072 de ses lecteurs, l'autre, par l'intermédiaire de l'institut Louis Harris, auprès de 2 587 personnes représentatives. Si une légère majorité juge les pratiques de Microsoft *« loyales »* (51 % contre 44 %), l'éditeur est crédité de *« trop de pouvoir économique »* par 49 % des sondés et 45 % estiment qu'il *« détient environ la bonne dose de puissance »*. Mais une large majorité se dégage (67 % des lecteurs ayant répondu et 53 % des personnes interrogées par Harris) pour dire que le département de la justice ne *« doit rien faire »*. 22 % à 23 % des sondés demandent une régulation des activités de l'éditeur et 9 % à 11 % un éclatement de la firme en deux entités, l'une pour les logiciels d'exploitation, l'autre pour les logiciels applicatifs.



Cinq candidats, un français, deux européens et deux américains, à l'achat du GAN

La Commission de privatisation devrait se prononcer le 2 juin

Les cinq repreneurs, candidats au rachat du GAN, la dernière grande compagnie française d'assurance publique, sont : deux américains, les groupes AIG, premier assureur aux Etats-Unis, et GE Capital, filiale de General Electric ; deux européens, le groupe suisse Swiss Life, qui a pour principal actionnaire la banque UBS, et la fédération d'assureurs européens Eureko, et enfin un mutualiste français, Groupama.

CINQ CANDIDATS ont déposé une offre à la direction du Trésor jeudi 14 mai pour acheter les 87,5 % du GAN mis en vente par l'Etat. Le panel est très international. Deux Américains, les groupes AIG, premier assureur aux Etats-Unis, et GE Capital, filiale de General Electric, sont en lice, ainsi que deux européens, le groupe suisse Swiss Life, qui a pour principal actionnaire la banque UBS, et la fédération d'assureurs européens Eureko, notamment soutenue par la mutuelle néerlandaise Achmea. Un seul Français tente sa chance : le mutualiste agricole Groupama.

Depuis plusieurs semaines, ces candidats ont examiné les documents mis à leur disposition par le GAN et multiplié les entretiens avec les dirigeants et les opérationnels du groupe. La plupart, à l'exception de GE Capital, ont rencontré les syndicats du GAN. *« Nous avons eu entre les mains tous les éléments pour faire une offre de qualité, mais consciente »*, commente l'un d'entre eux. *« Consciente »*, car les incertitudes sur les comptes du GAN (garanties accordées à l'acheteur de GAN Life, sa filiale britannique en difficulté et à une filiale française de cautionnement en mauvaise santé) et son redressement peu avancé dans un marché mature en font un dossier plus difficile que son ancienne filiale le CIC.

Compte tenu de ces éléments, il paraît peu probable que les candidats aient proposé, comme les acheteurs potentiels du CIC l'avaient fait, un prix très sensiblement supérieur à la valeur d'actif net du GAN, à savoir 15,5 milliards de francs. Ils ont toutefois dû réfléchir à deux fois avant de descendre considérablement sous cette référence, surtout s'ils estiment que le GAN est une acquisition stratégique pour eux. En proposant un prix trop bas, ils prendraient le risque de se voir exclure – comme l'ont été la BNP et le CCF dans le dossier CIC – de la liste restreinte de candidats qui poursuivront la procédure et que le ministre déterminera, sur avis conforme de la Commission de privatisation. Celui-ci pourrait être rendu le 2 juin.

Rien ne permet aujourd'hui de préjuger de la hiérarchie des prix offerts, mais elle dépend logiquement de deux critères : la capacité financière du candidat et sa détermination stratégique. Au regard du premier critère, les deux américains ont une longueur d'avance. Leur motivation stratégique en revanche est plus difficile à cerner.

« Le groupe AIG a travaillé de manière très organisée et très déterminée sur le dossier en mobilisant des moyens importants », constate un proche du dossier. Le groupe s'est intéressé déjà à deux reprises à la France, examinant le groupe Victoire en 1989 et l'UAP juste avant sa fusion avec AXA. S'il veut se développer rapidement en Europe, il fera tout pour être sélectionné comme acheteur du GAN, la dernière grande acquisition possible à court terme en France. L'idée ne déplairait pas aux salariés et agents de l'assureur public, qui entreraient dans un groupe aussi puissant qu'AXA ou Allianz. L'Américain a toutefois la réputation d'attendre une rentabilité très élevée de ses investissements, qui bousculera sans doute le groupe, et surtout de ne jamais surpayer ses acquisitions.

La détermination de GE Capital est moins claire. Certains se demandent comment une compagnie d'assurances généraliste s'intégrera dans ce groupe de services financiers spécialisés, organisé par ligne de métiers. Cette organisation n'a pas encore démontré son efficacité en France, où le développement du groupe paraît quelque peu désordonné. Il est aussi candidat au rachat du Crédit foncier. A l'inverse d'AIG, le groupe a toutefois la réputation de payer cher ses acquisitions.

Sur le plan financier, Swiss Life et Eureko paraissent un peu désavantagés. Fédération d'assureurs, Eureko doit trouver un accord entre tous ses membres sur le prix et le financement. Elle table à terme sur l'introduction du GAN en Bourse pour boucler l'opération. Quant à Swiss Life, qui s'est démutualisé récemment, ses moyens ne sont pas non plus à l'échelle de ceux des américains, mais le groupe a un actionnaire puissant. De taille comparable à celle du GAN et davantage spécialisé en vie, Swiss Life est déterminé.

Groupama, le seul candidat français, se situe à mi-chemin. Ces moyens sont comptés, mais il a l'avantage d'être français, ce qui lui donne des atouts pour évaluer précisément son concurrent et logiquement demander moins de garanties. Avec le GAN, il deviendrait le deuxième assureur français derrière AXA. Le groupe aurait une part de marché de 16 % en dommages et 5 % en vie. S'il offre un prix suffisant, il devrait avoir la préférence de Bercy. Mais le jeu est ouvert.

Sophie Fay

Pas de commission d'enquête parlementaire

La privatisation du GAN ne sera pas gênée par l'action d'une commission d'enquête parlementaire dont le député chevènementiste Georges Sarre (RCV, Paris) et le groupe Radical, Citoyen et Vert avaient demandé la création. La commission des finances a rejeté cette requête, jeudi 14 mai, suivant les recommandations du rapporteur de la proposition, le député Dominique Baert (PS), malgré le soutien qu'elle a reçu des groupes PC, RPR et UDF. M. Baert a fait adopter trois préconisations : la Cour des comptes, qui doit terminer son rapport sur le GAN d'ici un mois, sera auditionnée par la commission des finances. Le ministre de l'économie devra dresser un *« bilan patrimonial précis du dossier du GAN et de son coût pour l'Etat une fois la privatisation achevée »*. Enfin, la commission des finances pourrait demander l'application de la loi de novembre 1995 qui prévoit la possibilité d'une amende à l'encontre des dirigeants d'entreprises publiques qui leur auraient causé un préjudice grave.

L'électricien espagnol Endesa quitte le giron de l'Etat en pleine forme

L'entreprise accélère sa diversification

MADRID
de notre correspondante

Si l'Espagne *« va bien »*, comme se plaît à le rappeler fréquemment le chef du gouvernement, José Maria Aznar, Endesa va mieux encore. L'assemblée des actionnaires, qui s'est tenue mardi 12 mai, a dressé un bilan de parfaite santé du principal groupe électrique espagnol. Un bilan qui se résume à quelques chiffres et beaucoup de projets.

Endesa, l'énorme groupe semipublic, possède 9 millions de clients en Espagne et 20 millions dans le monde entier. Il assure près de la moitié de la production électrique du pays. Son chiffre d'affaires en 1997 a été de 1 282,39 milliards de pesetas (environ 51 milliards de francs) et son bénéfice net consolidé de 166,74 milliards de pesetas (environ 6,64 milliards de francs). En tout, les bénéfices nets du groupe ont été de 731 milliards de pesetas (29 milliards de francs) pour les cinq dernières années, au cours desquelles 279 milliards de pesetas (11 milliards de francs) ont été distribués en dividendes. Voilà pour les chiffres.

Les projets ? Le plus immédiat – et le plus attendu, depuis la baisse des taux d'intérêt espagnols, qui a eu pour conséquence une véritable ruée sur la Bourse –, ce sera, lundi 18 mai, la deuxième tranche de privatisation d'Endesa. La plus importante privatisation jamais réalisée jusqu'ici et qui devrait rapporter à l'Etat, qui détient encore 41,9 % du groupe, 1 600 milliards de pesetas (64 milliards de francs). En octobre 1997, la privatisation de 25 % de sa participation dans le groupe lui avait déjà rapporté 680 milliards de pesetas. L'offre publique de vente (OPV) portera sur 33 % du capital et sera complétée, en principe, par une réduction de capital des 8,9 % restants (Endesa rachètera ces 8,9 % à la SEPI, la société étatique de participation industrielle). Les deux tiers de l'OPV seront destinés au marché espagnol (dont 70 % de la tranche nationale pour les petits porteurs) ; le reste, destiné à l'international, ne concernera que les investisseurs institutionnels. L'opération se fera au prix maximum de 3 885 pesetas (environ 155 francs) par action.

Depuis que, dans les années 80, Endesa, qui n'exerçait qu'une activité de production à ses lointains débuts dans les années 40, s'est lancé, d'abord, dans la distribution, pour compléter sa vocation « électrique », puis dans la diversification, le groupe s'est affirmé comme l'un des plus puissants d'Espagne, devenant à la fois un groupe financier et surtout générateur de services. Notamment après avoir reçu l'autorisation de prendre le contrôle de la compagnie électrique andalouse Sevillana et de la catalane Fecsa, en 1996, ainsi qu'à travers son alliance avec le Banco Central Hispano. Alliance renégociée et renforcée en février.

Le résultat est une présence prépondérante du groupe dans le secteur électrique bien sûr, mais aussi dans la distribution de l'eau (il a des concessions en Andalousie et aux Canaries), dans le secteur du gaz (Endegas, sa filiale spécialisée, pense attaquer la situation de monopole de Gas natural) et des télécommunications (Endesa est présent dans le capital de Retevision, le deuxième opérateur de téléphonie fixe derrière Telefonica et pense devenir opérateur dans le domaine du câble, grâce à son réseau de fibres optiques).

INVESTISSEMENTS À L'ÉTRANGER

Dans le domaine électrique, où la loi sur la libéralisation du secteur, en 1997, a offert la liberté de choix au consommateur, Endesa n'a à faire face qu'à une concurrence proprement espagnole : c'est un « duopole » entre Endesa et l'autre « géant » présent, Iberdrola, articulé autour du Banco Bilbao Viscaya (BBV), avec un parcours de « diversification » comparable et une alliance stratégique depuis deux ans avec le complexe pétrolier Repsol. En revanche, Endesa, déjà présente dans une quinzaine de pays, s'est fixé un ambitieux programme d'investissements à l'étranger, essentiellement dans le domaine électrique. En Europe, le groupe espagnol s'est débarrassé de sa participation au groupe allemand RWE mais reste présent dans le groupe portugais Tejo et poursuit plusieurs projets en association avec EDF (dont plusieurs au Maroc et un projet de centrale à Puertollano en Castille-La Manche).

Mais c'est surtout vers l'Amérique centrale et latine qu'est dirigée toute sa stratégie, à l'occasion des privatisations opérées sur ce marché qui, en raison des perspectives importantes de développement et des facilités apportées par une langue commune, intéresse doublement l'Espagne. Très présent en Argentine, mais aussi au Pérou, en Colombie et au Venezuela, ainsi qu'au Brésil (il a racheté la compagnie Coelce), le marché le plus convoité, Endesa a pris spectaculairement le contrôle de 33 % de la compagnie chilienne Enersis, qui, à elle seule, assure la moitié de la production et de la distribution électrique locales.

Marie-Claude Decamps

Partout en Europe, la distribution use et abuse du temps partiel

LA GRANDE DISTRIBUTION constitue-t-elle une « exception française » ou retrouve-t-on les mêmes travers en Europe ? La réponse à cette question a été récemment apportée par une équipe de chercheurs lors d'une journée d'étude sur *« les enjeux de la répartition du travail »* organisée par le ministère de l'emploi. Les conclusions sont également publiées dans la revue *Travail & Emploi* (nº 74, Documentation française). En collaboration avec des Allemands et des Britanniques, trois universitaires, Christophe Baret, Jean Gadrey et Camal Gallouj, ont passé au crible l'organisation du travail dans une quinzaine de grandes surfaces à prédominance alimentaire : cinq en France, quatre en Allemagne et quatre en Grande-Bretagne.

En France, le nombre de travailleurs à temps partiel s'élève, en moyenne à 40 %, dont un grand nombre travaille moins de 22 heures par semaine, le seuil théoriquement minimal fixé par la convention collective. Première surprise : la situation est encore pire en Allemagne. Aux 40 % de travailleurs à temps partiel déclarés, il faut ajouter 25 % de salariés *« officiellement non déclarés »*. Un employeur n'est en effet pas tenu de les déclarer s'ils gagnent moins de 610 deutschemarks par mois (soit 2 043 francs par mois, ce qui correspond à 15 heures par semaine). Ces salariés ne bénéficient d'aucune couverture sociale.

Dans les magasins britanniques, 80 % des employés seraient à temps partiel. L'originalité des Britanniques est ailleurs : le premier niveau d'encadrement – les chefs de rayon – travaille fréquemment à temps partiel. *« Seuls les jeunes diplômés de l'université qui sont recrutés directement au niveau de l'encadrement bénéficient d'un plein temps »*, écrivent les chercheurs. Mais cette norme du temps partiel cache des différences. La France se caractérise par une grande incertitude sur les horaires de travail. *« Dans de nombreux magasins, l'horaire de travail est modifié chaque semaine, ne tenant que rarement compte de l'horaire indiqué sur le contrat de travail. Les salariés sont en principe prévenus huit jours à l'avance. A cette incertitude viennent s'ajouter les heures complémentaires attribuées en dernière minute, souvent pour remplacer un salarié absent »*, expliquent les chercheurs, qui précisent que, grâce à l'informatique, *« les plans de charge sont calculés quart d'heure par quart d'heure. L'entreprise ne paie une heure que quand elle en a absolument besoin »*.

DIFFÉRENCES D'APPRÉCIATION DES SALARIÉS

En revanche, en Allemagne, les salariés à temps partiel déclarés – presque exclusivement des jeunes femmes – sont rarement soumis à ces aléas d'activités si mal vécus. La flexibilité est réservée aux salariés non déclarés, souvent étudiants. En Grande-Bretagne, 70 % des effectifs à temps partiel travaillent entre 16 et 20 heures par semaine et ont des plages horaires bien précises. Mais les responsables privilégient les candidats disponibles à tout moment de la semaine ou de la journée.

Après ce descriptif, les universitaires expliquent de façon convaincante pourquoi le temps partiel est si mal vécu en France – plus de 40 % des salariés concernés souhaitent un temps plein – et pas en Allemagne – 9 % seulement se plaignent de leur situation –, ni apparemment en Grande-Bretagne.

En Allemagne, où 3 % des enfants de moins de trois ans seulement sont accueillis en crèche collective et où les élèves ne travaillent pas l'après-midi, les femmes acceptent le temps partiel mais refusent de faire des heures supplémentaires non prévues. *« La base principale des compromis concernant les taux élevés de recours à ces formes d'emploi se trouve bien dans les conventions familiales concernant le travail « normal » des hommes, des femmes et des étudiants. »*

En Grande-Bretagne, la clé de l'énigme est fiscale. Lorsqu'une femme mariée travaille moins de 16 heures par semaine, son mari continue de percevoir l'*income support*, le complément de ressources accordé aux chômeurs en plus de leur indemnité. Par ailleurs, sous un certain seuil, les rémunérations ne sont pas soumises à impôt sur le revenu. Les femmes britanniques employées à temps partiel ne cherchent donc pas forcément à travailler davantage car leur foyer perdrait, par ailleurs, certains droits. En France, où 94 % des enfants de trois à six ans sont dans une structure collective et où il n'y a pas d'avantages fiscaux pour les salariés à temps partiel, l'insatisfaction des salariés à temps partiel est plus forte.

Conclusion des auteurs : *« L'organisation du travail apparaît comme la résultante d'interactions complexes entre les contraintes concurrentielles et de flexibilité subies par les entreprises, les normes de division familiales du travail et les régulations publiques du rapport salarial en matière de temps de travail notamment. »*

Frédéric Lemaître

Accord définitif entre Paris et Bruxelles sur le Lyonnais

L'ACCORD entre Paris et Bruxelles sur le dernier plan de sauvetage du Crédit lyonnais a été finalisé jeudi 14 mai. Il prévoit la cession de 620 milliards de francs d'actifs, auxquels s'ajoutent l'équivalent de 35 milliards de francs d'actifs correspondant à la cession ou la fermeture d'agences en France. 80 % de ces actifs doivent être européens. La commission a également exigé des clauses de bridage du développement du Crédit lyonnais. Entre 1999 et 2003, la clause de retour à meilleure fortune qui permet à l'Etat de récupérer une partie des bénéfices dégagés par le Lyonnais sera alourdie. Par ailleurs, la banque ne pourra accroître son bilan de plus de 3,2 % par an jusqu'en 2003, ce *« qui correspond au business-plan élaboré en 1995 »*, précise-t-on à Paris. Elle ne pourra pas voire son ratio de solvabilité baisser entre 2004 et 2014.

Les plongeurs de la Sogetram en grève contre leur PDG scientologue

ROUEN
de notre correspondant

Les soixante-dix salariés de la Société générale de travaux maritimes (Sogetram), dont le siège est à Garennes-sur-Eure (Eure), ont obtenu un début de satisfaction à une demande originale : le départ de leur patron, qu'ils soupçonnent de détournement de fonds. Ils sont en grève depuis le lundi 11 mai pour protester contre une menace de licenciement qui pèse sur le secrétaire du comité d'entreprise. Jeudi 14 mai, le procureur de la République d'Evreux et le président du tribunal de commerce ont désigné un administrateur provisoire.

Les employés de la Sogetram sont des plongeurs professionnels qui assurent plus de 90 % des travaux sous-marins pour l'Etat et les collectivités. Certains d'entre eux sont détenteurs de records. Fondée en 1952 sous forme de coopérative ouvrière, la Sogetram fut l'inventeur des travaux publics subaquatiques. La société a changé de main au fil des ans. Elle était la propriété du groupe norvégien Stolt Comex Seaway jusqu'en janvier 1997 lorsqu'elle a été vendue pour 500 000 francs à un petit industriel belge, Gabriel Boudewijn Van Rompay. Curieusement, le personnel avait fait une offre de rachat de 12 millions qui n'a pas été prise en compte.

Les plongeurs de la Sogetram ont alors découvert un nouveau patron, membre de l'Eglise de scientologie. Chaque salarié en a été informé. Livres grands ouverts sur son bureau directorial, M. Van Rompay a voulu appliquer les méthodes de management du fondateur de la secte, Ron Hubbard, auteur d'un best-seller : *La Dianétique*. Pour le personnel, se sont alors enchaînées *« des brimades, pressions morales et menaces »*, raconte Hugues Vouriot, délégué syndical.

La perte de certains marchés sensibles dans le nucléaire, des difficultés financières et le défaut d'information sur la marche de l'entreprise ont provoqué la crise actuelle et la grève. *« Nous avons vu M. Van Rompay lundi matin. Nous lui avons demandé de convoquer un CE extraordinaire. Mais, depuis, il n'a pas reparu »*, constate Hugues Vouriot. Jeudi 14 mai, l'inspection du travail a retrouvé sa trace en Belgique. Les salariés s'interrogent : *« Nous soupçonnons des abus de biens sociaux. Peut-être au profit de l'Eglise de scientologie. Le commissaire aux comptes est lui aussi scientologue. Nous avons donc demandé au tribunal de commerce de vérifier la sincérité des comptes. »*

La désignation d'un administrateur provisoire est une première étape, jugée satisfaisante. *« Il nous a demandé de nous remettre au travail. On va reprendre, mais il n'est pas question de laisser tomber nos revendications »*, promet le syndicaliste. Vendredi 15 mai, les représentants du personnel avaient rendez-vous à la brigade financière du SRPJ de Rouen.

Etienne Banzet

Paribas dément les rumeurs d'OPA sur Comit

LE GROUPE français Paribas a démenti, jeudi 14 mai, les rumeurs selon lesquelles il pourrait lancer avec Lazard Frères une offre publique d'achat (OPA) hostile sur la banque italienne Banca Commerciale Italiana (Comit). *« Nous démentons formellement ces rumeurs »*, a indiqué un porte-parole de Paribas. Le groupe Paribas détient 4,5 % du capital de Comit. Le journal soulignait notamment que Paribas n'avait pas participé lundi à une réunion des actionnaires de Comit, au cours de laquelle la banque a donné mandat à Merrill Lynch pour étudier l'hypothèse d'une fusion avec Banca di Roma (*Le Monde* du 15 mai).

La presse régionale réagit de façons diverses aux alliances droite-FN

Dans les régions où les présidents de droite ont bénéficié des voix du Front national, l'attitude varie de la vigilance critique (« L'Yonne républicaine ») à la neutralité bienveillante (« Midi libre »), y compris au sein d'un même groupe (« Le Progrès », « Le Dauphiné libéré »)

COMMENT les quotidiens de province traitent-ils l'actualité des conseils régionaux en Rhône-Alpes, Languedoc-Roussillon, Picardie et Bourgogne, là où la droite classique a scellé des accords avec le Front national ? L'univocité n'existe pas. Selon les lieux, les journaux, leur histoire et les orientations de leur hiérarchie ou de leur propriétaire, des différences notables existent. Y compris entre des journaux diffusés dans une même région et appartenant à un même groupe de presse, comme c'est le cas du *Progrès* de Lyon et du *Dauphiné libéré*.

Depuis son élection surprise grâce aux voix du Front national, le 20 mars, *Le Progrès* de Lyon n'a pas ménagé ses critiques à l'égard de Charles Millon. L'attitude de Raymond Barre, député-maire (app. UDF) de Lyon, le 22 mars, qui devait *« déplorer profondément les conditions dans lesquelles s'est effectuée l'élection du président du conseil régional de Rhône-Alpes »*, a conduit le journal du groupe Hersant – dont le PDG, Xavier Ellie, est conseiller municipal de Lyon, dans le même groupe politique que son maire –, à durcir sa position vis-à-vis de Charles Millon et de son allié de fait du FN.

« Notre position est claire. Nous assurons complètement notre mission d'information. Nous ne pratiquons le boycott de personne, y compris du FN. Mais, sur le fond, nous désapprouvons ce qui s'est passé. Nous l'avons dit et affiché très clairement, indique Gérard Angel, responsable du service politique du *Progrès* et ancien journaliste à *Minute*. *Notre ligne est celle de la tolérance. Le FN est l'un des acteurs de la vie politique, et à ce titre on le couvre. Mais politiquement nous considérons que l'alliance passée avec lui présente de nombreux problèmes que nous expliquons. »*

La direction du *Progrès* a refusé de publier, le 12 mai, la publicité du mouvement de Charles Millon, La Droite. Et le journal s'est fait l'écho de ceux qui dénoncent l'attitude de M. Millon, comme Mᵉ Alain Jakubowicz, président régional du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), et a donné la parole aux conseillers régionaux de droite qui se sont rebellés. La position du *Dauphiné libéré* – aussi propriété du groupe Hersant – semble plus difficile à saisir, même si le journal grenoblois a lui aussi refusé de publier une publicité pour La Droite. *« On rend compte, sans porter de jugement. Notre journal n'a pas de ligne éditoriale et il s'est bien gardé de s'engager. Quelles que soient les circonstances politiques, le pouvoir en place dicte implicitement la ligne générale du quotidien »*, déplore un journaliste du *DL* désireux de conserver l'anonymat.

La direction a déjà été confrontée au FN à Orange, où son édition, *Vaucluse-Matin*, est bien diffusée. *« Nos rapports ont été parfois difficiles et tendus* [avec la municipalité FN]. *Il y a eu des tentatives d'intimidation et de procès qui n'ont jamais eu lieu. La municipalité d'Orange a probablement pris la mesure du problème puisque les choses ont changé et qu'elle semble avoir aujourd'hui accepté le principe de l'indépendance des journalistes »*, affirme un journaliste proche de la direction du *Dauphiné*, qui refuse toutefois de commenter l'attitude de son journal envers Charles Millon.

Le 23 mars est née à Lyon l'Association des journalistes républicains de Rhône-Alpes. Un texte diffusé dans les rédactions souligne que *« le FN n'est pas un parti comme les autres (...), son autorisation par l'Etat ne le rend pas plus démocratique que les partis nazi et fasciste »*. Cent-vingt journalistes, dont une majorité du *Progrès*, ont signé cette pétition. Le « patron » du FN au conseil régional, Bruno Gollnisch, devait inviter ses collègues à *« refuser de parler – si ce n'est pour leur exprimer notre dégoût – et de serrer la main des journalistes qui ont signé cette pétition infâme »*. Mais il fut le premier à ne pas respecter cette consigne et à accorder des entretiens aux journalistes incriminés.

MALAISE À « MIDI LIBRE »

En Languedoc-Roussillon, l'élection de Jacques Blanc (ex-UDF) à la présidence avec les voix du FN a donné lieu à une crise à la rédaction de *Midi libre*. A l'origine, trois éditoriaux rédigés par Rémy Loury : *« Quelle que soit l'issue du scrutin, sera-ce un drame ? N'exagérons rien. La fin ou le début de la fin de la démocratie dans ce pays ? Allons. Elle en a vu d'autres. »* Jugés complaisants à l'égard de Jacques Blanc, ses articles ont provoqué une fracture et introduit un climat de suspicion à la rédaction.

La révolte du milieu culturel montpelliérain a été davantage relayée par la presse nationale que par *Midi libre*. La veille de la manifestation du 18 avril à Montpellier, Claude Bujon, PDG du quotidien, avait d'ailleurs exigé que soient amputés deux articles jugés disproportionnés par rapport à l'événement. Certains se sont émus de l'absence d'une stratégie lisible de la rédaction en chef. Cette attitude du journal peut s'expliquer autant par l'estime réciproque entre MM. Blanc et Bujon que par réaction aux attaques de Georges Frêche, maire PS de Montpellier et rival malheureux du président de région. Il a comparé publiquement *Midi libre* à *L'Éclair* de 1937, en le présentant comme un retour du *« pétainisme et d'une extrême droite qui ne demande qu'à se réveiller »*.

S'il reconnaît que *Midi libre* a parfois *« insuffisamment développé »* des aspects de l'après-élections régionales, Alain Plombat, rédacteur en chef, rappelle qu'il n'a *« jamais été complaisant à l'égard du Front national. J'aimerais qu'on lise tout, et pas seulement une partie de ce qui est écrit »*. *« Nous allons désormais être très vigilants sur ce qui va se passer*, promet-il. *Réfléchir à la façon dont on peut traiter le problème du FN de manière lucide. En l'abordant dossier par dossier, et non pas seulement à la lumière des petites phrases. »*

En Picardie, où le président Charles Baur a été exclu de l'UDF pour avoir accepté d'être réélu grâce aux voix du Front national, Jacques Béal, qui couvre le conseil régional pour *Le Courrier picard*, affirme avoir toujours les mêmes contacts avec tous les groupes. *« Je n'ai pas de pression particulière, ni à gauche, ni à l'extrême droite. Bien sûr*, ajoute-t-il, *je n'ai que des relations professionnelles avec le Front national, je ne déjeune pas avec eux. »* Selon son propre baromètre des relations presse-élus, il note que, lors des premières sessions après les élections, le bar était fermé par peur des incidents. Sa réouverture traduirait un signe de décrispation. *« Mais*, souligne le reporter du *Courrier picard*, *je ressens toujours des tensions dans l'exercice de mon métier. La tension des relations entre élus rejaillit sur l'ambiance. »*

Pour le journaliste du *Courrier picard*, la Picardie risque de faire les frais de cette situation : les relations interrégionales deviennent difficiles, particulièrement avec les régions voisines (Nord-Pas-de-Calais, Haute-Normandie). Des ministres, ajoute-t-il, ont déjà refusé de venir à des inaugurations en Picardie.

Michel Curie (Amiens), Claude Francillon (Lyon), Jacques Monin (Montpellier) et Vincent Roussot (Auxerre).

L'ironie de « L'Yonne républicaine »

En Bourgogne, *L'Yonne républicaine* est sans complaisance à l'égard de Jean-Pierre Soisson, député et ancien maire d'Auxerre. L'hostilité de l'ensemble de la rédaction à la stratégie d'alliance avec le FN s'est notamment manifestée dans les éditoriaux du rédacteur en chef, Gilles Dauxerre. Si la « une » du journal daté 21-22 mars indiquait classiquement « Soisson élu avec le Front national », l'éditorial titrait « Taches brunes », et on y lisait : *« Jean-Pierre Soisson, qui a déjà goûté à ce fruit empoisonné (...), comme les autres n'a pas su mettre les valeurs essentielles de la République au-dessus de toutes considérations politiques ou personnelles. »*

A la seconde élection à la présidence, *L'Yonne républicaine* n'était pas plus indulgente. Le 8 avril, l'éditorial intitulé « Récidive » ironisait : *« Jean-Pierre Soisson s'est-il à ce point identifié à Charles le Téméraire qu'il semble vouloir suivre son destin tragique ? »*

Omnicom, numéro un de la publicité, crée son troisième réseau international

PARTOUT dans le monde, vendredi 15 mai à 9 heures, heure locale, les salariés des réseaux publicitaires TBWA International et BDDP Worldwide devaient apprendre qu'ils font désormais partie d'un seul et même réseau publicitaire, baptisé TBWA. En orchestrant ainsi l'annonce de cette fusion, John Wren, le patron du géant américain Omnicom, holding des réseaux DDB Needham et BDDO Worldwide, met la dernière touche à l'absorption du groupe franco-britannique GGT, holding de BDDP, acquis il y a un mois et demi (*Le Monde* du 21 mars).

Le réseau publicitaire fusionné revendique le dixième rang mondial, avec une centaine de bureaux dans soixante-deux pays. Les deux enseignes, qui jusqu'ici peinaient à attirer les clients internationaux – même si elles conçoivent déjà des campagnes pour McDonald's, Hasbro, Nissan, Absolut Vodka, ou Elf –, espèrent devenir ensemble *« un réseau international de nouvelle génération »*.

Le nouveau TBWA, 850 millions de dollars (environ 5,1 milliards de francs) de marge brute et 5 300 personnes, renouvelle son état-major. Depuis New York, le réseau sera présidé par Bill Tragos, l'un des fondateurs de TBWA, et dirigé par Michael Greenlees, ex-patron de GGT. Le Français Jean-Marie Dru, l'un des fondateurs de BDDP et artisan du rachat de son groupe par Omnicom, est nommé responsable des activités en Europe, Afrique, Asie et Moyen-Orient, qu'il coordonnera depuis Paris. Omnicom aura ainsi placé trois Français à la direction internationale de ses trois réseaux : Jean-Michel Goudard, cofondateur d'Euro RSCG, chez BBDO Worldwide, Bernard Brochand pour DDB Needham, et désormais Jean-Marie Dru chez TBWA.

FUSION D'AGENCES

Si les déménagements ne sont pas encore à l'ordre du jour, l'annonce de la fusion devrait permettre d'organiser les rapprochements des personnels dans un climat de sérénité retrouvé. Aucun licenciement n'est annoncé. *« Une quinzaine de fusions d'agences sont à l'étude, principalement de ce côté-ci de l'Atlantique »*, affirme M. Dru, qui précise que, *« pour l'instant, rien n'a été décidé nulle part »*. Les principales difficultés concernent la Grande-Bretagne, où les filiales des deux enseignes n'ont pas encore fini de digérer de grosses fusions démarrées il y a à peine un an. En France et en Allemagne, où des problèmes liés au choix des dirigeants restent à résoudre, Jean-Marie Dru estime que les arbitrages devraient être rendus *« d'ici à la fin de l'année »*. L'agence française BDDP, qui jouit d'une place significative sur le marché, s'appellera BDDP/TBWA.

La fusion sera facilitée par le fait que les réseaux sont tous deux d'origine française et leur implantation géographique assez complémentaire : TBWA a été créé à Paris en 1975 par quatre publicitaires européens avant d'être racheté en 1993 par Omnicom ; tout comme BDDP, créé lui aussi à Paris en 1984. Les hommes se connaissent, même s'ils ne souhaitent pas tous forcément travailler ensemble, et partagent une préférence affichée pour les créations publicitaires percutantes.

Chaque enseigne possède sa propre méthodologie, mais une approche commune devrait bientôt voir le jour : *« Il n'est en aucun cas question d'imposer le mode de pensée de BDDP à TBWA »*, précise Jean-Marie Dru. Une équipe internationale, constituée de « stratèges » venant de Grande-Bretagne, de France, des Etats-Unis et d'Afrique du Sud, *« va comparer les méthodes et les philosophies et en choisir une d'ici la fin de l'année »*.

Florence Amalou

Havas veut mettre l'accent sur l'international

LES ACTIONNAIRES D'HAVAS ONT ENTÉRINÉ lors de l'assemblée générale, jeudi 14 mai, le principe de l'absorption du groupe par la Compagnie générale des eaux. Selon Eric Licoys, PDG d'Havas, cette opération permettra de *« bâtir un groupe plus rentable doté d'une identité claire autour des métiers de l'écrit, du multimédia et de la publicité »*. *« Nous avons déjà bouclé la vente de 1,7 milliard d'actifs sur les six annoncés »*, a-t-il dit, précisant qu'*« une solution devrait être trouvée pour Havas Voyages d'ici à la fin juin »*.

M. Licoys compte *« accroître la rentabilité opérationnelle »* du groupe. La marge opérationnelle de l'édition devra passer de 9 % actuellement à plus de 13 % en 2000 ; la presse gratuite de 7 à 12 % ; l'affichage de 5 à 8 % et la publicité de 10 à 15 %. Dans la stratégie esquissée par le PDG, figurent une *« accélération de la numérisation du fonds éditorial »* et *« un renforcement du pôle édition à l'international »*. *« Nous menons une réflexion stratégique »* avec Bertelsmann, a-t-il confirmé, sans exclure *« d'autres alliances »*. Enfin, Havas – dont le chiffre d'affaires sera diminué à 20 milliards de francs après la fusion (contre 51,7 milliards en 1997) – devrait dégager en 1998, dans son nouveau périmètre, un résultat d'exploitation de 1,5 milliard (contre 1,76 milliard en 1997).

DÉPÊCHES

■ **PUBLICITÉ : Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, a indiqué**, jeudi 14 mai, que la possibilité pour la presse d'accéder à la publicité télévisée pourrait évoluer mais *« après une étude attentive »*, lors des assemblées générales de la Société professionnelle et de la Compagnie française des papiers de presse. Mᵐᵉ Trautmann s'est toutefois interrogée sur l'éventuel *« phénomène de concentration de la demande sur les titres »* les plus riches, et sur l'accès de la presse d'opinion.

CORRESPONDANCE

Une lettre d'Yves Agnès, ancien directeur du CFPJ

À LA SUITE de la publication, dans Le Monde *du 14 mai, d'un article intitulé « Le CFPJ étudie un rapprochement avec l'Ecole de journalisme de Lille », nous avons reçu de notre confrère Yves Agnès, ancien directeur général du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (CFPJ), la lettre suivante :*

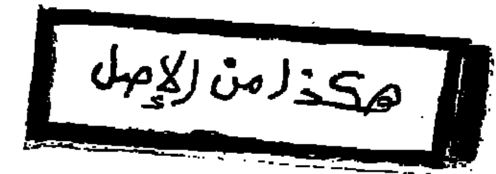
Je me suis tenu, depuis mon départ en mai 1996, à un strict devoir de réserve sur la situation du CFPJ, mais l'article du *Monde* m'oblige à en sortir.

1. En 1995, le CFPJ a connu, grâce à une politique de développement et de diversification des activités, le meilleur chiffre d'affaires de son histoire, et ce malgré une fin d'année catastrophique pour les sessions de formation permanente en raison des grèves de novembre-décembre, qui a affecté le résultat. D'autre part, les charges de gestion du centre ont été stabilisées au cours des trois années de ma direction et la masse salariale, en forte progression auparavant, a été diminuée. Le déficit cumulé à fin 1995 sur trois exercices était de 7 millions de francs, sans commune mesure avec les problèmes actuels tels qu'ils sont décrits par *Le Monde*.

2. L'extension du centre au 35, rue du Louvre et les investissements de modernisation qui y étaient liés ont fait l'objet d'un consensus général entre la direction, le bureau paritaire et le conseil d'administration. Le projet, chiffré à une trentaine de millions de francs, a été accueilli très favorablement par les pouvoirs publics, qui ont accordé des aides à hauteur de 17 millions de francs (5 millions supplémentaires avaient été promis).

3. Au début de 1996, je me suis trouvé en désaccord sur plusieurs points avec le nouveau bureau paritaire (élu en juin 1995). Le fond du conflit reposait sur une appréciation radicalement opposée de la situation : d'un côté, la poursuite d'un projet de développement, seul capable à mes yeux de sortir le CFPJ de ses difficultés passagères ; de l'autre, une politique de restriction, conduisant inévitablement à une réduction de l'activité. Le constat de ces désaccords avec le bureau paritaire m'a amené à quitter la rue du Louvre. On a vu par la suite les résultats des choix effectués.

4. Parmi les désaccords avec le nouveau bureau de l'association figurait en bonne place le changement de statut juridique, que j'avais proposé dès la fin de 1995 et qui avait été jugé à l'époque inopportun par le bureau. La réforme décrite par *Le Monde* correspond au schéma que j'avais alors avancé.



RÈGLEMENT MENSUEL

VENDREDI 15 MAI

Liquidation : 22 mai
Taux de report : 3,38
Cours relevés à 12h30

CAC 40 ↘ PARIS
−0,35 %
CAC 40 : 3997,76

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +−	Nominal (1)
B.N.P. (T.P)	1069	1051	−1,68	1000
Cr.Lyonnais(T.P.)	941	940	−0,10	1000
Renault (T.P.)	2930	2928	−0,06	1000
Rhone Poulenc(T.P)	3050	3040	−0,32	1000
Saint Gobain(T.P.)	1354	1365	+0,81	1000
Thomson S.A (T.P)	1000	1000	—	1000
Accor	1714	1686	−1,63	100
AGF	370	367	−0,81	30
Air Liquide	1114	1130	+1,43	70
Alcatel Alsthom	1270	1275	+0,39	40
Altran Techno. #	1150	1179	+2,52	10
Atos CA	1120	1122	+0,17	10
Axa	683	682	−0,14	60
Bail Investis	915	915	—	100
Bazar Hot. Ville	755	759	−0,52	50
Bertrand Faure	490	495	+1,02	5
BIC	448,50	450,10	+0,35	25
BIS	645	645	—	20
B.N.P.	518	511	−1,35	25
Bollore Techno.	1215	1200	−1,23	50
Bongrain	2994	2931	−2,10	50
Bouygues	1006	990	−1,59	50
Bouygues Offs.	288	285	−1,04	[illegible]
Bull#	86,50	85,10	−1,61	[illegible]
Canal +	1174	1176	+0,17	20
Cap Gemini	747	752	+0,66	40
Carbone Lorraine	2620	2485	−5,15	50
Carrefour	3494	3485	−0,25	100
Casino Guichard	408	410	+0,49	10
Casino Guich.ADP	288	289,10	+0,38	10
Castorama Dub.(Li)	■ 1031	1023	−0,77	25
C.C.F.	492	480	−2,43	25
Cegid (Ly)	1282	1286	+0,31	25
Cerus Europ.Reun	43,70	42,65	−2,40	40
CGIP	3000	2980	−0,66	100
Chargeurs	427,20	427,30	+0,02	100
Christian Dalloz	755	759	+0,52	18
Christian Dior	847	839	−0,94	52
Ciments Francais	366,30	366	−0,08	25
Cipe France (Ly) #	222	227,40	+2,43	10
Clarins	580	579	−0,17	50
Club Mediterranee	601	601	—	25
Coflexip	879	880	+0,11	10
Colas	1188	1200	+1,01	40
Comptoir Entrep.	17,30	17,30	−1,15	10

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :

Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30

VENDREDI 15 MAI

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
Nat.Bq. 9% 91-02	116,65	4,858
CEPME 9% 89-99 CA#	105,90	6,756
CEPME 9% 92-06 TSR	—	8,162
CFD 9,7% 90-03 CB	120,30	2,764
CFD 8,6% 92-05 CB	120,80	2,853
CFF 10% 88-98 CA#	102,30	5,753
CFF 10,25%90-01CB#	114	1,853
CLF 8,9% 88-00 CA#	108,43	8,785
CNA 9% 4/92-07	126,86	0,395
CRH 8,6% 92/94-03	117,30	2,856
CRH 8,5% 10/87-88#	—	1,786
EDF 8,6% 88-89 CA#	106,85	2,725
EDF 8,6% 92-04 #	—	0,966
Finansder 9%91-06#	126,31	4,315
Finansd.8,6%92-02#	112,83	2,662
Floral9,75% 90-99#	106,30	8,014
OAT 9/85-98 TRA	—	2,942
OAT 9,50%88-98 CA#	100,58	8,565
OAT TMB 87/99 CA#	99,99	7,111
OAT 8,125% 89-99 #	104,17	8,014
OAT 8,50%90/00 CA#	107,58	1,234
OAT 85/00 TRA CA#	101,90	2,772
OAT 10%5/85-00 CA#	110,81	9,808
OAT 89-01 TME CA#	100,60	1,358
OAT 10% 90-01 ecu	114,50	2,274
OAT 7,5%7/86-01CA#	109	6,349
OAT 8,5% 91-02 ecu	112,94	1,537
OAT 8,5% 87-02 CA#	115,83	4,099
OAT 8,50% 89-19 #	—	4,621
OAT 8,50%92-23 CA#	139,92	8,582
SNCF 8,8% 87-94CA	105,04	2,588
Suez Lyon.Eaux 90	1050	[illegible]

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
Arbel	65,20	[illegible]

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12h30

VENDREDI 15 MAI

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #		49	[illegible]
AFE #		985	[illegible]
Aigle #		500	500
Albert S.A (Ns)	◆	238	[illegible]
Arkopharma #		464,50	[illegible]
Assystem #		286,50	[illegible]
Bque Picardie (Li)	◆	1081	1081
Bque Tarneaud(B)#		409,90	[illegible]
Bque Vernes	◆	157,30	157,30
Beneteau CB#		840	[illegible]

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12h30

VENDREDI 15 MAI

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Eridania-Béghin CI	◆	1010	[illegible]
Sté lecteurs du Monde	◆	165	[illegible]
Via Crédit (Banque)	◆	25,30	[illegible]

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 14 mai

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Amplitude Pacifique C	84,27	[illegible]
Elanciel D PEA	264,25	[illegible]
Émergence Poste D PEA	199,55	[illegible]
Géobilys C	702,63	[illegible]
Géobilys D	664,78	[illegible]
Kaleïs Dynamisme C	1324,10	[illegible]
Kaleïs Équilibre C	1194,69	[illegible]
Kaleïs Sérénité C	1118,30	[illegible]
Latitude C	151,86	[illegible]
Latitude D	134,85	[illegible]

SYMBOLES

○ cours du jour; ◆ cours précédent.

هكذا من الأصل

SPORTS La finale du championnat de France de rugby, qui se jouera, samedi 16 mai, au Stade de France, à Saint-Denis, opposera l'Union sportive des Arlequins Perpignan au XV parisien du stade Français-CASG. ● LES DEUX CLUBS, qui ont largement contribué à la légende du rugby français, n'avaient plus atteint ce niveau de la compétition depuis longtemps : titres en 1914, 1921, 1925, 1938, 1944 et 1955 pour Perpignan ; en 1893, 1894, 1895, 1897, 1898, 1901, 1903 et 1908 pour le stade Français. ● L'USA PERPIGNAN, qui défend depuis toujours les fortes valeurs du rugby catalan, compte sur 13 000 supporteurs sang et or pour imposer sa manière. ● LE PRÉSIDENT DU STADE FRANÇAIS-CASG, Max Guazzini, explique au *Monde*, le succès rapide de son équipe par *« l'ambiance formidable »* qui règne dans un *« groupe de joueurs motivés ».*

Les Arlequins de Perpignan ont fait du rugby un produit catalan

Présente parmi l'élite depuis sa création, l'Union sportive Arlequins perpignanais affronte le Stade français-CASG de Paris en finale du championnat de France de rugby. Il aura pourtant fallu attendre vingt et un ans pour revoir les « Sang et Or » aussi performants

PÉZILLA-LA-RIVIÈRE
(Pyrénées-Orientales)
de notre envoyé spécial

La rue principale est déserte. Les premières chaleurs assomment Pézilla-la-Rivière. Un drapeau rayé de jaune et rouge flotte péniblement au-dessus du perron de la mairie de ce petit bourg agricole situé à une vingtaine de kilomètres de Perpignan. Juste en face, à l'ombre d'une pergola, la terrasse du Café du commerce reste muette. C'est à l'intérieur que tout le monde s'agite. Le bistrot, lui aussi paré de jaune et rouge, est sans cesse secoué de coups de téléphone.

Un interlocuteur, un proche de l'association Les Amis de Pézilla avec l'USAP, est à la recherche de dix places dans le TGV de Paris. Il les aura. Lui et sa compagnie verront le Stade de France. Samedi 16 mai, ils encourageront les rugbymen de Perpignan en finale du championnat de France, face au Stade français-CASG, tout là-haut, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Un autre appel. Le concierge du stade Aimé-Giral, à Perpignan, s'inquiète : il a son ticket d'entrée, mais pas de billets de train. *« Ça va s'arranger »*, rassure Jean-Jacques Amary, président des Amis de Pézilla avec l'USAP, un Tupperware rempli de billets de banque en main. Les affaires marchent.

Depuis que l'Union sportive des Arlequins Perpignanais (USAP) a obtenu, le week-end précédent, sa qualification pour la finale du championnat de France, l'association de Jean-Jacques Amary croule sous les demandes. Toute la Catalogne est fière du succès de ses *« Sang et Or »*. *« Ici, c'est le bout de la France. Tout le monde se regroupe derrière l'USAP pour exprimer la catalanité »*, jubile Jean-Jacques Amaury. Le jour de la dernière finale disputée par l'USAP, en 1977, il avait fêté sa communion sans ses frères, ses oncles, ses cousins, tous partis à Paris célébrer une autre messe.

Le siège du club perpignanais, niché sous la tribune du stade Aimé-Giral qui a résisté aux bulldozers de la rénovation de l'USAP, connaît la même frénésie. Au cours de la saison, une moyenne de 3 000 spectateurs ont assisté aux matches de l'USAP, mais pour la finale, ils devraient être plus de 13 000. Tout Perpignan, toute la Catalogne veut être de la fête. Les jeunes, qui n'ont connu ni 1977, ni 1955, l'année du dernier titre de l'USAP, veulent être de l'aventure. Les anciens aussi, même ceux qui, ces deux dernières années, avaient des aigreurs plein la bouche pour dénoncer le projet de jeu des nouveaux entraîneurs de l'USAP.

Alain Teixidor, un Catalan, et son adjoint, Alain Hyardet, avaient décidé que l'USAP prendrait *« un grand virage »*. Ils louaient les vertus du jeu en mouvement quand le public de Perpignan vouait encore un culte au combat. *« Nos supporteurs étaient contents de nous voir sortir le maillot trempé après avoir effectué un gros pressing*, se souvient le trois-quarts centre Didier Plana. *Mais lors des phases finales, cela ne suffisait plus. Nous étions usés d'avoir passé la saison à combattre. »* Pendant des mois, l'arrière-garde du club a râlé, regimbé. *« Vous inventez quoi au juste ? »*, ont entendu les deux entraîneurs. Des joueurs aussi ont tiqué : ils sont partis.

SOUVENT SPORT UNIQUE

Dans ce pays où le rugby est souvent l'unique sport proposé aux enfants des écoles, les affaires du ballon ovale n'ont jamais laissé indifférent. Depuis la fondation, en 1902, de l'Association sportive de Perpignan (ASP), la discorde a souvent dominé les débats. A la guerre fratricide qui avait opposé jusqu'en 1933, année de naissance de l'USAP, l'ASP au club des Arlequins Perpignanais, a succédé une longue bataille avec les clubs de rugby à XIII. *« Après la guerre, beaucoup de joueurs sont partis chez les treizistes*, raconte Jean-Michel Canet, l'historien de l'USAP. *La saignée a duré jusqu'en 1972. »* *« Quand il y a quinze Catalans dans l'équipe, l'USAP est au complet »*, rappelait un dicton.

Les vents ont tourné. *« Quelques treizistes sont venus taper à la porte*, indique Alain Teixidor. *Ils sentent que le quinze est en pleine évolution, et peut-être est-ce qu'ils s'ennuient à treize ? Ça tombe bien, on s'est aperçus que quelques-uns correspondaient à notre projet de jeu. »* À ce jour, Grégory Tutard, un ailier d'avenir, est le seul à avoir franchi le pas avec succès, mais une révolution est en marche du côté de Perpignan.

« En un an, nous avons tout bousculé, souligne Marcel Dagrenat, le manager général du secteur professionnel. *Nous sommes passés d'un système paternaliste à un système de management moderne. »* L'USAP, qui va terminer la saison avec un budget de 15 millions de francs, achève sa transformation en société anonyme à objet sportif (SAOS). Un comité de gestion d'une trentaine de personnes – *« une auberge espagnole »* – laisse la place à une structure formée d'un conseil de surveillance (au sein duquel figure le publicitaire catalan Jacques Séguéla) et d'un directoire.

Les entraîneurs ont mis au point *« un système qui sollicite énormément les organismes »*. Les joueurs, qui ont plus que doublé la charge d'entraînement, disposent désormais d'un encadrement médical renforcé d'un docteur en traumatologie, d'un diététicien, d'un kinésithérapeute, d'une salle de musculation *« top niveau »*, d'un préparateur mental et d'un professeur d'athlétisme. *« Aujourd'hui, même la troisième mi-temps est diététique »*, s'amuse Marcel Dagrenat.

La révolution n'aime pas les frontières. Celle qui a cours du côté de Perpignan pourrait ne pas buter sur les Pyrénées. *« Nous sommes plus prêts de Barcelone que de Toulouse*, continue Marcel Dagrenat. *Après la qualification pour la finale, on a entendu des gens crier : "Les Catalans ont gagné !" jusque dans les bars de Barcelone et de la Costa Brava. A l'avenir, on peut très bien envisager d'avoir une banque ou une entreprise agroalimentaire espagnole comme sponsor. »*

E. C.

TROIS QUESTIONS À...
MAX GUAZZINI

1 Comment le président du Stade français-CASG, par ailleurs vice-président de la radio NRJ, explique-t-il l'ascension aussi rapide du club ?

Ce n'est pas une ascension soudaine. Le Stade français est monté deux fois de suite, du groupe B au groupe A2 et du groupe A2 au groupe A1. Et, pendant toute la saison 1997-1998, l'équipe a dominé sa poule en championnat de France, tout comme Perpignan. Il y a donc une logique sportive dans le fait de se retrouver en finale.

Nous disposons d'un groupe de joueurs motivés qui font régner une ambiance formidable dans l'équipe. Le rugby est un sport collectif, où les meilleurs joueurs ne forment pas forcément la meilleure équipe. Il faut ce supplément d'âme qui fait que les joueurs ont envie de se dépasser. Nous avons effectué notre recrutement en fonction de l'état d'esprit des joueurs, de leur aptitude à s'intégrer à notre façon de fonctionner.

2 Les clubs anglais semblent refuser de s'engager, la prochaine saison, dans la Coupe d'Europe de rugby. Le Stade français-CASG participera-t-il tout de même à cette compétition ?

Je ne suis pas persuadé que les Anglais ne viendront pas en Coupe d'Europe. Ils sont mécontents du fonctionnement de l'European Rugby Cup (ERC), l'institution organisatrice. Mais j'ai le sentiment qu'il existe d'autres possibilités.

3 Le Paris-Saint-Germain est déjà partenaire de l'équipe de rugby du Stade français. Ce partenariat est-il amené à évoluer ?

Le PSG et le Stade français sont voisins. Il n'y a qu'une rue à traverser pour aller du stade Jean-Bouin au Parc des Princes. Nous sommes proches, nous portons les mêmes couleurs.

Pour ma part, je suis très favorable à tout ce qui se regroupe. Le Conseil de Paris a voté des crédits pour des travaux d'embellissement de Jean-Bouin, mais pour certaines compétitions, comme les phases finales de la Coupe d'Europe, on pourrait peut-être s'arranger avec le Parc des Princes.

Propos recueillis par Eric Collier

Finale inédite

La finale du championnat de France de rugby opposera, samedi 16 mai (20 h 45, en direct sur France 2) l'Union sportive des Arlequins Perpignan (USAP) au Stade français-CASG au Stade de France, à Saint-Denis.

● Les équipes : PERPIGNAN : Gérard Bastide (15) – Alewin Joubert (14), Didier Plana (13), Matthieu Barrau (12), Grégory Tutard (11) – (o) Laurent Saliès (10), (m) Jacques Basset (9) – Gérard Majoral (7), Thomas Lièvremont (8 cap.), Sylvain Deroeux (6) – Alain Fourny (ou Jérôme Pradal) (5), Michael James (4) – Stéphane De Besombes (3), Michel Koniekiewicz (ou Jacques Lançon) (2), Renaud Peillard (1). Remplaçants : Christophe Peramau (16), Philippe Arandiga (17), Hervé Laporte (18), Olivier Olibeau (19), Jérôme Pradal ou Alain Fourny (20), Pascal Meya (21); Jacques Lançon ou Michel Koniekiewicz (22). Entraîneurs : Alain Hyardet, Alain Teixidor.
STADE FRANÇAIS : Arthur Gomes (15) – Christophe Dominici (14), Franck Comba (13), Cliff Mytton (12), Emori Bolobolo (11) – (o) Diego Dominguez (10), (m) Christophe Laussucq (9) – Richard Pool-Jones (7), Christophe Juillet (8), Marc Lièvremont (6) – Hervé Chaffardon (5), David Auradou (4) – Philippe Gimbert (3), Vincent Moscato (2 cap), Serge Simon (1). Remplaçants : Ludovic Loustau (16), Geoffrey Abadie (17), Grant Ross (18), Olivier Roumat (19), Christophe Moni (20), Laurent Pedrosa (21), Sylvain Marconnet (22). Entraîneur : Bernard Laporte.

Au stage des Bleus, à Tignes, l'ivresse de l'altitude n'apaise pas la rancune de Christophe Dugarry

TIGNES
de notre envoyé spécial

Le stage de Tignes (Savoie) devait s'achever samedi 16 mai avec la dislocation du groupe de quatorze joueurs de l'équipe de France de football qui ont profité durant cinq jours des bienfaits de l'altitude pour concilier oxygénation et récupération.

FOOTBALL

La deuxième phase de préparation de la Coupe du monde 1998, axée sur un important travail physique et tactique, débutera mardi prochain au centre technique national de Clairefontaine (Yvelines). Aimé Jacquet disposera, alors, de l'immense majorité de ses vingt-huit présélectionnés puisque seuls Didier Deschamps, Zinedine Zidane (Juventus Turin) et Christian Karembeu (Real Madrid) seront encore d'astreinte avec leur club respectif pour la finale de la Ligue des champions, le 20 mai, à Amsterdam (Pays-Bas).

La semaine savoyarde des Bleus a été rythmée par les incessantes questions sur les six internationaux qui seront privés de l'aventure du Mondial. Préparés à ce harcèlement, le sélectionneur et les joueurs ont opposé à la curiosité des journalistes des réponses toutes faites. Personne n'a trouvé à redire à la méthode d'A. Jacquet, qui annoncera la liste des 22 élus, vraisemblablement avant le stage au Maroc (du 20 au 25 mai). Pour fuir la pression qui va s'insinuer dans les esprits au fil des jours, les Bleus ont distribué une vague de bons mots.

« JE N'OUBLIE RIEN »

Dans cette galerie des gens heureux, seul Christophe Dugarry, 26 ans, est apparu, hors du temps, à des années-lumière du jeune homme enjoué qui s'était taillé une réputation d'attaquant des temps modernes à la pointe de l'équipe de France, lors du championnat d'Europe 1996, en Angleterre. La mine lugubre du Marseillais ne répondait pas à l'incertitude sur son sort. *« Si je ne suis pas retenu parmi les vingt-deux joueurs, je prendrai un mois de vacances pour digérer la déconvenue, mais je serai un ardent supporter de l'équipe de France devant mon téléviseur »*, a déjà programmé le jeune homme qui fait tant vibrer le cœur de ses groupies.

Son dépit répond à la salve de critiques qui a succédé à sa convocation par Aimé Jacquet. Des vingt-huit présélectionnés, il a été le seul à susciter autant de récriminations sur sa présence dans le cercle élargi des Bleus. Pour Christophe Dugarry, longtemps choyé par la presse spécialisée, la volte-face a eu l'effet d'une trahison. Elle a cristallisé son spleen, qui ne le quitte plus à chacune de ses apparitions devant les médias. *« Si je suis rancunier ?*, demande-t-il. *Vous savez, je n'oublie rien. Il y en a qui doivent prier pour que cela ne se passe pas bien pour moi pendant le Mondial. On a porté sur moi des jugements malhonnêtes. Je le déplore pour ma famille ; ma mère, qui ne comprend pas. »*

« L'ENJEU ME SURVOLTE »

Les réserves portent, pourtant, sur des faits incontestables. Depuis l'Euro 96, l'attaquant a exprimé son talent avec parcimonie. Au Milan AC (juillet 1996-juin 1997), il n'a fait qu'accompagner le déclin du club. Au FC Barcelone (juillet à décembre 1997), il est resté scotché sur le banc des remplaçants. Recueilli par l'Olympique de Marseille début 1998, l'air de la patrie n'a pas ranimé son sens de l'efficacité. Aux statistiques, Christophe Dugarry oppose les circonstances : *« A Milan, j'ai manqué de patience, je voulais jouer davantage. A Barcelone, je ne me suis pas retrouvé dans les choix de l'entraîneur, et l'organisation chaotique du club n'a rien arrangé. Enfin, à Marseille, une succession de petits claquages a retardé ma progression. »*

A ses détracteurs qui comparent ce funeste bilan avec la quantité de buts empilés par l'Auxerrois Stéphane Guivarc'h et le Monégasque David Trezeguet, Christophe Dugarry évoque ses productions durant l'Euro 96 et la confiance du sélectionneur : *« Je connais Aimé Jacquet depuis mes dix-sept ans. Il sait que je réponds présent dans les grandes compétitions. L'enjeu tétanise certains. Moi, il me survolte. J'ai toujours été animé par un esprit de bataille. »*

Le prodige révélé par les Girondins de Bordeaux présente sa défense sans envolées lyriques. En levant les yeux vers son auditoire, il pointe ceux *« qui lui ont manqué de respect »*. Entre deux soupirs, il sourit et finit : *« Je ne suis pas une victime, ne cherchez pas de brancard. Ma bonne humeur, personne ne me l'arrachera. »*

Elie Barth

DÉPÊCHES

■ **FOOTBALL : l'Argentine**, a battu la Bosnie (5-0), jeudi 14 mai, à Cordoba (Argentine), lors d'un match de préparation à la Coupe du monde 1998. Les buts ont été marqués par Gabriel Batistuta (5e, 24e, 79e), Javier Zanetti (55e) et Ariel Ortega (60e).

■ **Le défenseur brésilien de Sao Paulo, Ze Carlos**, 30 ans, remplacera le milieu de terrain Flavio Conceicao, touché au genou droit, dans la sélection brésilienne pour la Coupe du monde. Mercredi 13 mai, Andre Cruz (Milan AC) avait remplacé le défenseur central Marcio Santos (Sao Paulo), lui aussi blessé.

■ **Adailton, 21 ans, attaquant brésilien de Parme**, a été prêté au Paris Saint-Germain pour la saison 1998-99.

■ **Charles Biétry, nouveau président-délégué du Paris Saint-Germain**, a annoncé, dans un entretien avec les lecteurs du *Parisien*, vendredi 15 mai, qu'*« à partir de cette année, Canal Plus ne donne plus un centime au PSG. (...) Canal Plus a donné énormément d'argent ces dernières années. Au PSG de vivre sa vie tout seul comme l'adulte qu'il est devenu. »*

■ **RUGBY : Jean-Luc Sadourny, capitaine de l'US Colomiers et arrière du XV de France**, blessé au genou, dimanche 10 mai, à Nîmes lors du match perdu face à l'USA Perpignan (15-13), devra subir une opération qui va l'éloigner des terrains pour six mois. Il ne pourra pas participer à la tournée australe de l'équipe de France (8-27 juin).

■ **TENNIS : l'Américain Pete Sampras**, nº 1 mondial, a été battu par son compatriote Michael Chang (6-2, 7-6 [8/6]), jeudi 14 mai, à Rome, lors des huitièmes de finale des Internationaux d'Italie.

■ **La Française Amélie Mauresmo**, 18 ans, issue des qualifications, a battu l'Américaine Lindsay Davenport (6-2, 6-4), nº 2 mondiale, jeudi 14 mai, lors des huitièmes de finale du tournoi de Berlin. En quart de finale, vendredi 15 mai, elle devait affronter l'Autrichienne Barbara Paulus.

L'équipe professionnelle d'Epinal (National 1) est en liquidation judiciaire

Malgré le soutien de Philippe Séguin, longtemps maire de la ville, problèmes financiers et déboires sportifs ont fait chuter le club

ÉPINAL
de notre correspondant

Le 12 mai 1995, le Stade athlétique spinalien (SAS) se qualifiait pour accéder à la deuxième division face à Lyon-Duchère. Trois ans plus tard, le tribunal de commerce d'Epinal vient de prononcer la liquidation de la société anonyme à objet sportif (SAOS) créée alors pour gérer l'équipe professionnelle. Si le SAS brille sur le terrain en 1995, le bilan comptable de l'association fait apparaître un déficit de 5 millions de francs. Pas question, dans ces conditions, de laisser l'équipe monter en D 2 : la Direction nationale de contrôle de gestion (DNCG) s'y oppose.

En pleine campagne des élections municipales, Philippe Séguin, pilier du RPR et fervent supporteur du club, qui a manqué peu de matches au stade de la Colombière, s'efforce de trouver une solution pour relever le défi. Avec le président d'alors, Jacques Neboux, il élabore un plan d'apurement de la dette. Une nouvelle structure apparaît : la SAOS, société anonyme réunissant 700 000 francs de capital, qui assumera la gestion de l'équipe professionnelle du SAS.

L'association, elle, épongera la dette grâce à la subvention municipale de 2,2 millions et à l'arrivée d'un partenaire, Bernard Graeff. L'homme d'affaires, qui connaîtra de sérieux déboires avec l'une de ses sociétés, France Direct Service, promet une aide de 2 millions, une prime de résultat de 350 000 francs, entre dans le capital de la SAOS, et versera 400 000 francs chaque saison. Les Spinaliens porteront la marque Emtel sur leurs maillots.

CONVENTION PAS HONORÉE

Mais le sponsor n'honorera financièrement pas complètement les traites déposées, estimant ne pas être payé en retour comme il l'espérait. En outre, lorsque l'association reprend les comptes, elle réalise que des arriérés de TVA et des dettes sociales, pour un montant de 1 million de francs, n'ont pas été comptabilisés dans le déficit. Il lui reste finalement 2,5 millions à assumer.

Elle ne peut donc honorer la convention imaginée entre SAS et SAOS, le premier s'engageant à reverser 500 000 francs de la subvention municipale chaque année à l'équipe professionnelle. En juin 1996, la première saison en D 2 se termine sur un déficit de 890 000 francs. Durant l'année, les joueurs ont même fait grève parce qu'ils n'étaient pas payés. La SAOS est obligée d'augmenter son capital, porté à 1,1 million. Le président Neboux démissionne et son successeur, Thierry Schick, réduit frais de fonctionnement et salaires : le déficit de l'exercice 1996 - 1997 n'est plus que de 42 000 francs, pour un chiffre d'affaires de 11,6 millions.

Hélas, l'équipe redescend en National 1, perd 80 % des droits de télévision, et ses sponsors fuient. La ville, appelée à l'aide en octobre 1997, répond par la prudence : pour la première fois, elle scinde même en deux le versement de la subvention annuelle au SAS, de peur qu'elle ne soit engouffrée dans le naufrage de la SAOS. Le président démissionne à l'automne. Son successeur, Raphaël Ravello, est contraint de déposer le bilan le 4 mai, faute de trésorerie, le déficit cumulé s'élève à 2,5 millions. Le tribunal de commerce, constatant qu'il n'y avait aucune issue possible, a prononcé, mardi 12 mai, la liquidation immédiate de la SAOS, à trois matches de la fin de la saison.

Christophe Dollet

Météo France inaugure la prévision du temps à sept jours

Ces « tendances » seront assorties d'un indice de confiance

A compter du dimanche 17 mai, les bulletins de Météo France comprendront des prévisions à sept jours, contre cinq auparavant. Ce progrès est dû à l'utilisation d'un procédé de prévision d'ensemble consistant à calculer plus de cinquante « scénarios météorologiques » différents et à comparer les résultats. Ce même dimanche, Météo France accueillera le public dans quatre-vingt-dix de ses centres.

DEPUIS les années 60, le public américain est accoutumé à voir les prévisions météorologiques annotées de pourcentages – 60 % de chance qu'il y ait de la pluie vendredi sur l'Ohio, par exemple. Nul ne sait si cela signifie qu'il pleuvra 60 % du temps, ou sur 60 % du territoire, ou s'il faut comprendre qu'on aura droit à 40 % de soleil, mais il semble que le génie de la statistique propre aux Américains se satisfasse de cette donnée. Avant de porter à sept jours, contre cinq aujourd'hui, ses prévisions à moyen terme, Météo France s'est interrogée sur la pertinence de cette formule. Après avoir sondé le public français, elle a préféré mettre au point un indice de confiance, allant de 1 à 5, qui accompagnera ses nouveaux bulletins, diffusés à compter du dimanche 17 mai.

Ces prévisions n'auront pas la précision de celles diffusées pour les périodes de un à trois jours, et revêtront plutôt l'aspect de « tendances » censées permettre aux professionnels – agriculteurs et BTP notamment – de gérer plus finement l'aléa météorologique et fournir au grand public des indices permettant de planifier le week-end suivant. *« Peut-être certains seront-ils déçus,* reconnaît Maurice Merlet, chef de la prévision au Centre national de Toulouse. *Mais une telle prévision ne peut être exprimée que de façon générale, et l'on ne pourra offrir des détails précis avant de longues années. »*

C'est que la météorologie est une science soumise par essence au chaos, ce phénomène qui fait que de très petites causes peuvent avoir de grands effets, imprévisibles, à longue échéance. C'est le fameux effet papillon, dont le battement d'aile en Australie peut provoquer, dit-on, un ouragan en Floride. Les modèles de prévision numérique du temps s'appuient sur des lois de la thermodynamique et de la dynamique des fluides parfaitement établies.

Mais les météorologues nourrissent leurs supercalculateurs avec des données sur l'état initial de l'atmosphère qui restent lacunaires : le maillage en trois dimensions de l'ensemble du globe, qui vient d'être affiné après l'acquisition par Météo France d'un nouveau calculateur Fujitsu, comprend des « tranches d'atmosphère » qui restent plus lâches aux antipodes (250 km de côté) que sur la France (7 km de côté pour les plus petites). Les points de mesures – celles-ci sont effectuées par ballons-sondes, radars, stations au sol, bouées dérivantes, satellites, etc. – sont relativement rares, si bien qu'il faut se contenter de moyennes et d'approximations (*Le Monde* du 8 avril). C'est dans ces petits détails que s'épanouit le diabolique chaos. Aussi les météorologistes ont-ils développé, au sein du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme (CEPMMT) de Reading (Grande-Bretagne), depuis une dizaine d'année, le principe de la prévision d'ensemble. Celle-ci consiste à partir non d'un seul, mais de plusieurs « états initiaux » de l'atmosphère, en faisant varier certains paramètres, tout en restant dans une fourchette probable pour chaque cellule du maillage. Il suffit ensuite de lancer le calcul avec chacun de ces états initiaux et de comparer les prévisions auxquelles ils aboutissent.

« Si les résultats sont proches, on peut penser que la prévision sera bonne, explique Maurice Merlet. *En revanche, s'ils sont dispersés, on aura un indice de confiance plus faible. »* Au début de la décennie, le calculateur du CEPMMT en gérait trente-deux. Le Fujitsu installé à Reading, frère aîné de celui de Toulouse, peut désormais dresser cinquante et une cartes du monde, du sol jusqu'à la tropopause. *« L'interprétation des cartes du CEPMMT se fait à Toulouse »*, précise Maurice Merlet. *Les cinquante et une prévisions sont regroupées sur un graphique, s'agrègent en un ou plusieurs nuages de points. « L'amas central représente la solution la plus probable, celle qui sera présentée au public,* indique Maurice Merlet. *Mais de petits regroupements peuvent apparaître, qui correspondent à des variantes possibles, qui seront communiquées à nos centres régionaux. »* A charge pour le prévisionniste d'interpréter ces grandes masses.

Reste à savoir comment les médias – télévisions, radios et journaux – s'empareront de cet outil météorologique, qui les contraindra à jongler avec le nouvel indice de confiance. Et à garantir aux professionnels la pertinence de ces prévisions. Le recul dont dispose Météo France, de son propre aveu, est faible. Si le supercalculateur permet d'étendre les prévisions à dix jours, Météo France se contente prudemment de trois de moins, car sur cette période, explique Maurice Merlet, il est clairement établi que les utilisateurs *« y gagnent par rapport au hasard »*. Les bulletins sont même meilleurs que ceux tirés d'une prévision de type « climatique ». Celle-ci consisterait à collecter les archives météorologiques des trente dernières années pour la semaine considérée et à donner pour prévision... la moyenne des résultats.

Hervé Morin

Portes ouvertes

La météorologie fait bien des envieux dans le monde scientifique : 76 % des Français avouent s'y intéresser tous les jours. Mais nombre d'idées reçues subsistent sur une discipline considérée plus souvent comme un art que comme une science. C'est pour tenter de les dissiper que Météo France a organisé, dimanche 17 mai, des « rendez-vous » dans près de 90 de ses sites en France métropolitaine et dans les Dom-Tom. Les météorologistes présenteront leurs instruments de travail ainsi que leurs méthodes de prévision du temps. Pour connaître les sites ouverts, renseignements au 08-36-68-08-08 et 3615 METEO (2,23 F/minute) ou Internet : www.meteo.fr.

Découverte d'une fissure de dix-huit centimètres à la centrale nucléaire de Civaux

L'incident a été classé en niveau 2

VOILÀ longtemps qu'EDF n'avait été autant dans le cyclone. Après l'affaire des wagons contaminés transporteurs de déchets dont l'électricien français partage la responsabilité et assume les négligences avec les autres acteurs du nucléaire, EDF doit faire face le même jour à *« un incident préoccupant »* sur la centrale nucléaire de Civaux (Vienne). Dans le langage diplomatique et aseptisé des communiqués officiels, cela signifie plus simplement que l'exploitant de l'une des tranches de la centrale de Civaux a fait face à un problème relativement grave.

Le directeur de la sûreté des installations nucléaires avançait, tôt mercredi 13 mai, que l'incident pourrait être classé 2 sur l'échelle internationale des incidents nucléaires. Un niveau peu fréquent observé sur les réacteurs en activité, mais jamais donné, sur un réacteur à l'arrêt comme celui de la centrale toute neuve de Civaux, dont la première unité de 1 450 MW a divergé le 29 novembre 1997 et a été couplée au réseau le 24 décembre. Heureusement, l'environnement immédiat de la centrale n'a pas été exposé et l'eau, légèrement radioactive, échappée d'une tuyauterie fuyarde a été récupérée dans une fosse du bâtiment abritant le réacteur.

Pour bien comprendre le problème auquel les services de sûreté et l'exploitant ont dû et doivent faire face, il faut revenir sur l'incident tel qu'il s'est déclenché le mardi 12 mai, à 19 h 46. Le réacteur était à l'arrêt, ce qui signifie que la réaction en chaîne du coeur était interrompue et totalement contrôlée par « la chute des barres », sorte de dispositif aidant à la régulation de la puissance. Malgré cela, le réacteur, *comme tous ses semblables, dégage* une puissance résiduelle de 8 MW *qui met plusieurs mois à s'évacuer* – à comparer aux 4 200 MW thermiques qu'il génère en mode de production d'électricité.

Pour évacuer cet excès de calories, l'exploitant « branche » le réacteur sur un système de refroidissement à l'arrêt (RRA), différent de l'important système de refroidissement du circuit primaire utilisé en mode opérationnel pour produire *via* les générateurs de vapeur (GV), la vapeur très chaude nécessaire à l'entraînement du turbo-alternateur producteur d'électricité. Las, le RRA qui existe par mesure de sûreté en deux exemplaires sur un réacteur a vu une soudure longitudinale d'un de ses tuyaux coudés prévus pour tenir à 40 bars lâcher sur 18 centimètres !

Sous l'effet de la pression qui n'était que de 28 bars, de l'eau s'est violemment échappée, générant, selon certains témoins, un panache de vapeur et une belle fuite d'eau « borée » récupérée dans un puisard – au rythme de 30 m³/h. Un peu plus de neuf heures ont été nécessaires pour analyser le problème, décider de l'intervention à mener, « court-circuiter » le RRA défaillant et brancher son double. Mais une telle situation ne peut perdurer, car elle fait fi du principe de redondance : avoir un système opérationnel et un autre de secours.

LA SITUATION EST SOUS CONTRÔLE

Aussi la direction de la sûreté nucléaire (DSIN) a-t-elle accepté la proposition faite par l'exploitant de passer d'un arrêt à froid à un arrêt à chaud. Opération qui consiste à remonter un peu en température et par voie de conséquence à augmenter aussi la pression, ce qui oblige à utiliser le gros circuit de refroidissement qui passe par les GV. Cette opération a commencé jeudi 14 mai dans l'après-midi et devait s'achever dans la nuit, précisait, jeudi, Yves Corre, directeur délégué du parc nucléaire d'EDF. Elle devrait permettre, selon la DSIN, *« de tenir des semaines »* et de disposer ainsi du temps nécessaire pour réparer le premier RRA, vérifier les soudures du second et engager sans délai une enquête que les trois autres réacteurs de ce type (Chooz 1 et 2 et Civaux 2) et sur la ligne de production de cette pièce contrôlée en usine.

Pour Yves Corre, *la situation* est sous contrôle et l'incident *« qui n'a jamais encore été observé en France, mais observé plusieurs fois aux Etats-Unis »*, même si des « niveaux 2 » ont été enregistrés dans le passé sur des centrales en fonctionnement (un en 1997 et trois en 1996), *« n'a pas eu de conséquence sur l'environnement »*. On regrette toutefois la contamination corporelle légère d'un agent qui a reçu une dose de 0,46 millisievert, inférieure à la limite réglementaire annuelle de 50 millisieverts.

J.-F. A.

Boule de cristal et high-tech pour la doyenne des stations françaises

UNE SPHÈRE d'une eau limpide figurait naguère dans la panoplie des météorologistes. *« Rien à voir avec la divination »*, assure Jean-François Stranart, *ingénieur au centre Météo-France Montsouris*, situé dans le grand parc verdoyant du 14ᵉ arrondissement. Ce globe de verre, un héliographe, servait encore il y a une vingtaine d'années à mesurer l'insolation. En traversant la boule, les rayons du Soleil se concentraient pour brûler une bande de papier disposée sur un support circulaire. Ainsi, la marque était une indication directe de l'intensité de Phébus. L'instrument, qu'on pourra admirer à l'occasion des portes ouvertes des établissements de Météo-France, dimanche 17 mai, a été remplacé par un vulgaire système électronique.

Tout comme l'hygrographe à cheveu, qui mesurait l'humidité grâce à la variation de la tension de ce fil naturel, *« un phénomène bien connu des gens frisés »*. Ou encore cette sonde atmosphérique du début du siècle, emballée dans un panier d'osier et récupérée grâce à un parachute de toile. *« Ces beaux objets, dont on appréhendait directement la fonction, ont disparu »*, constate Jean-François Stranard. Balayés par l'électronique, l'informatique et les satellites et autres radars qui nourrissent désormais les systèmes de prévision météorologique, ils témoignent du passé glorieux de Montsouris. Créée en 1972, *après l'orage diluvien du 21 mai 1857, qui* avait souligné la nécessité de se doter d'instruments *de prévision météorologique, la station est le plus* ancien observatoire de France. Le palais du Bardo, *une reproduction à échelle réduite du palais du bey* de Tunis construit pour l'Exposition universelle de *1867, transporté dans le parc, sera sa première demeure.* Face à la vétusté croissante du bâtiment, qui *a brûlé à la fin des années 80, la station a été transportée quelques mètres plus loin dans les années 70.*

Depuis cette date, les progrès techniques ont été fulgurants. Comme les autres stations de Météo-France, Montsouris est relié à un réseau transmettant les images satellite et radar qui permettent d'affiner les prévisions. Ces nouvelles données numériques prennent le relais de celles patiemment accumulées, en lignes serrées et obscures au profane, qui constituent depuis plus d'un siècle un « patrimoine climatologique » inestimable.

Ce voyage dans le temps a permis de constater que Paris est *« vraiment un cas particulier »*, comparé à sa couronne. En cent vingt-cinq ans, la température minimale moyenne relevée la nuit a augmenté de 2,5 C. *« En raison de l'urbanisation croissante, de la circulation, du chauffage »*, explique Jean-François Stranard. Mais les maximales diurnes sont restées stables, *hormis ces dix dernières années, où une* élévation est devenue sensible. S'agit-il des *prémices du réchauffement climatique annoncé ou* d'une simple variation passagère, comme celle *enregistrée au sortir de la deuxième guerre mondiale ?* L'ingénieur se garde bien de trancher.

Le quotidien est plus *fait des prévisions assurées* pour Paris et sa petite couronne, à l'intention du *grand public et des professionnels*. Les questions relatives à la pollution – formation et dispersion de l'ozone et des oxydes d'azote – *sont gérées par* le centre régional situé pont de l'Alma. Mais Montsouris compte de nombreux clients : aéroports et gestionnaires de bassins, qui doivent réguler des torrents en cas d'orages ; entreprises de BTP, qui doivent mettre leurs grues à la cape en cas de bourrasques, etc. Sans compter les Internationaux de France de Roland-Garros et, de temps à autre, des cinéastes qui souhaitent savoir s'il fera un temps à mettre une caméra dehors.

H. M.

★ **Station de Montsouris, 26, bd Jourdan, 75014 Paris.**

Première lunaire pour un satellite de télécommunications

LE VOYAGE a plutôt mal *commencé. En décembre 1997*, le dernier étage de la fusée russe Proton, qui emportait Asiasat-3 – alias HGS-1 – dans ses flancs, a « poussé » un peu faiblement. Conséquence : le satellite s'est retrouvé, peu après, sur une mauvaise orbite. Pour le sauver, son fabricant, la firme américaine Hughes, a décidé de l'envoyer... vers la Lune ! Le 8 mai, à 2 h 42 (heure française), le moteur a donc été mis à feu, portant la vitesse de l'engin à 38 000 km/h. Mercredi 13 mai, Asiasat-3 a frôlé la Lune, en a fait le tour, puis a repris le chemin de la Terre, confirme le centre de contrôle de Hughes à El Segundo (Californie).

Cette odyssée réussie est une première pour un satellite de télécommunications dont le rôle est de rester sagement à poste, à 36 000 km d'altitude, en position *apparemment fixe au dessus de la* Terre, pour retransmettre des programmes de télévision et assurer des liaisons téléphoniques sur une large zone. Pour Hughes, ce fut une tentative désespérée pour sauver un satellite qui, en fin de compte, aura malgré tout une espérance de vie limitée parce qu'il aura puisé abondamment dans ses réserves pour doubler la Lune.

Si cette technique du *« swing-by »* utilisée à cette occasion par les civils est une nouveauté, elle n'en est pas une pour les scientifiques, qui, *depuis longtemps, ont appris* à se servir des planètes pour envoyer leurs sondes d'exploration aux confins du système solaire. Un véritable jeu de billard spatial, où l'on joue sur les forces d'attraction gravitationnelle pour accélérer ou réduire la vitesse des engins qui y sont soumis et modifier ainsi leur trajectoire en dépensant un minimum de combustible. On laisse donc faire la nature, *et les planètes jouent docilement* leur rôle de fronde.

C'est ce qu'ont utilisé les techniciens de Hughes. Mais, au lieu de propulser HGS-1 vers Mars, Jupiter ou le Soleil, ils ont choisi la Lune pour modifier le plan d'orbite du satellite Asiasat-3 et le renvoyer vers la Terre avec *les bons paramètres* d'orbite. D'ordinaire, lorsque les satellites de télévision ou de télécommunications sont mis sur orbite de transfert par la fusée qui les lance, il suffit d'allumer par petites touches les moteurs dont ils sont dotés pour qu'ils rejoignent en quelques semaines leur position de travail. Dans d'autres cas, la fusée porteuse se charge de circulariser elle-même l'orbite de transfert pour économiser les réserves de carburant du satellite et lui donner ainsi un supplément de vie recherché.

Faute de réussir ces opérations, somme toute courantes dans l'industrie aérospatiale, *le coûteux satellite* rejoint inexorablement la cohorte des épaves spatiales. La tentative des ingénieurs américains est donc méritoire. En cas d'échec, il leur aurait resté la consolation d'avoir été les premiers à avoir installé un relais de télévision sur la Lune. Même leur client malheureux, *la compagnie Asia Satellite* Communications de Hongkong, sans doute *indemnisée* par les assureurs, n'est probablement pas fâchée d'un tel coup de pub.

J.-P. D.

Du soleil et plus frais

UN ANTICYCLONE se maintiendra des Iles Britanniques aux pays scandinaves. Il dirigera peu à peu de l'air plus frais, avec un petit flux de nord-est. Le soleil sera prédominant et les températures seront agréables.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Les nuages bas présents le matin sur la pointe Bretagne laisseront place au soleil l'après midi. Ailleurs, le temps sera bien ensoleillé. Il fera de 22 à 25 degrés au meilleur moment de la journée.

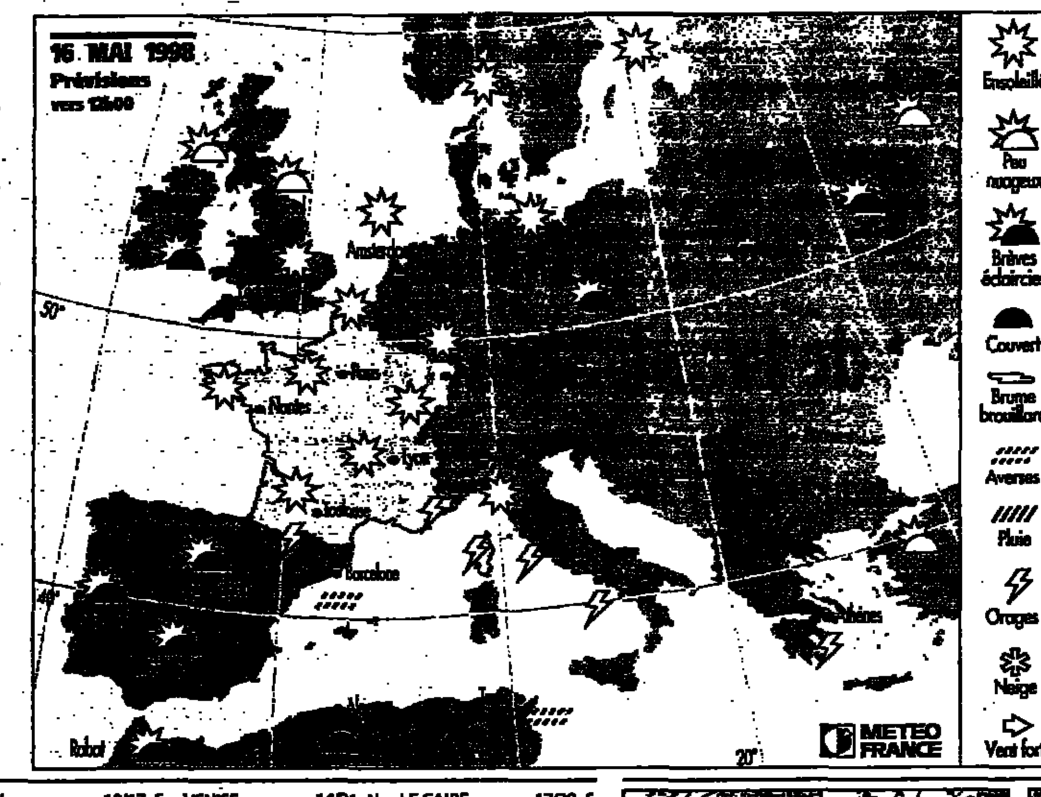
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Le soleil règnera en maître toute la journée sur l'ensemble des régions. Les températures maximales seront plus fraîches, avec 19 à 23 degrés au Nord, et 22 à 25 degrés de l'Ile de France au Centre.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Le temps restera bien ensoleillé, mais quelques nuages se développeront l'après-midi sur le relief. Le thermomètre marquera 20 à 23 degrés l'après midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Les nuages et les éclaircies alterneront le matin, puis l'après midi, le soleil sera au rendez-vous. Le ciel restera plus nuageux sur les Pyrénées, avec encore quelques orages locaux. Les températures maximales avoisineront 24 à 28 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Le soleil sera en général prédominant, mais des cumulus se développeront l'après-midi sur le relief. Il fera de 22 à 27 degrés l'après-midi.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Les nuages bas présents le matin, laisseront place à de belles éclaircies l'après-midi. Le ciel sera plus nuageux sur les Alpes du sud, avec un risque d'orage. Les températures maximales avoisineront 25 à 30 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ÉTATS-UNIS.** Les compagnies aériennes Air France, Lufthansa, Japan Air Lines et Korean Air ont inauguré, jeudi 14 mai, un nouveau terminal, qu'elles ont financé, à l'aéroport de New York Kennedy (JFK). Appelé « Terminal One », le bâtiment doit entrer en service à la fin du mois. Il hébergera également les compagnies Royal Air Maroc, Air Afrique, Turkish Airlines, Singapore Airlines et Olympic Airways. D'une surface de 68 300 mètres carrés, le terminal peut accueillir 3,6 millions de passagers par an.

■ **MACAO.** Un accord de trafic aérien vient d'être signé par les autorités compétentes de Macao et d'Afrique du Sud. Il prévoit l'établissement de liaisons directes entre Macao et Johannesburg par les deux compagnies nationales, South African Airways et Air Macao.

PRÉVISIONS POUR LE 16 MAI 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

				PAPEETE	26/31 P	KIEV	10/17 S	VENISE	14/21 N	LE CAIRE	17/29 S
				POINTE-A-PIT.	25/31 C	LISBONNE	13/22 S	VIENNE	7/18 P	MARRAKECH	13/30 S
				ST-DENIS-RÉ.	22/28 N	LIVERPOOL	11/21 N	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	16/21 P
				EUROPE		LONDRES	10/21 S	BRASILIA	18/28 N	PRETORIA	5/23 S
				AMSTERDAM	10/19 S	LUXEMBOURG	10/21 S	BUENOS AIR.	9/16 S	RABAT	14/23 N
FRANCE métropole		NANCY	10/20 S	ATHENES	15/20 P	MADRID	14/24 S	CARACAS	26/31 C	TUNIS	15/21 P
AJACCIO	14/25 P	NANTES	16/27 S	BARCELONE	17/25 P	MILAN	14/24 S	CHICAGO	17/29 S	**ASIE-OCÉANIE**	
BIARRITZ	13/21 S	NICE	17/24 P	BELFAST	7/15 N	MOSCOU	9/19 N	LIMA	20/24 S	BANGKOK	26/37 C
BORDEAUX	12/28 S	PARIS	12/25 S	BELGRADE	7/18 P	MUNICH	5/18 S	LOS ANGELES	13/18 N	BOMBAY	29/36 S
BOURGES	11/23 S	PAU	13/23 N	BERLIN	7/18 S	NAPLES	14/22 P	MEXICO	15/28 S	DJAKARTA	26/31 N
BREST	13/22 S	PERPIGNAN	18/28 S	BERNE	7/24 N	OSLO	10/21 S	MONTREAL	15/28 S	DUBAI	30/41 S
CAEN	14/21 S	RENNES	12/24 S	BRUXELLES	10/21 S	PALMA DE M.	13/25 S	NEW YORK	14/21 S	HANOI	28/30 P
CHERBOURG	12/21 S	ST-ETIENNE	12/23 S	BUCAREST	9/15 P	PRAGUE	6/17 S	SAN FRANCIS.	10/14 N	HONGKONG	24/29 C
CLERMONT-F.	10/22 S	STRASBOURG	10/22 S	BUDAPEST	8/16 P	ROME	10/22 P	SANTIAGO/CHI	9/23 S	JERUSALEM	17/26 S
DIJON	11/22 S	TOULOUSE	14/26 S	COPENHAGUE	7/16 S	SEVILLE	15/27 S	TORONTO	18/29 N	NEW DEHLI	30/43 S
GRENOBLE	11/26 S	TOURS	13/26 S	DUBLIN	7/16 N	SOFIA	11/13 P	WASHINGTON	17/30 S	PEKIN	15/23 N
LILLE	12/23 S	**FRANCE outre-mer**		FRANCFORT	9/21 S	ST-PETERSB.	6/17 N	**AFRIQUE**		SEOUL	16/22 P
LIMOGES	14/25 S	CAYENNE	24/29 P	GENEVE	11/23 N	STOCKHOLM	5/17 S	ALGER	12/22 C	SINGAPOUR	27/31 P
LYON	14/25 S	FORT-DE-FR.	25/31 C	HELSINKI	7/19 S	TENERIFE	12/17 S	DAKAR	20/25 S	SYDNEY	17/21 N
MARSEILLE	18/26 S	NOUMEA	22/26 N	ISTANBUL	11/20 N	VARSOVIE	7/13 P	KINSHASA	24/29 S	TOKYO	16/23 C

Situation le 15 mai à 0 heure TU

Prévisions pour le 17 mai à 0 heure TU

ASTRONOMIE

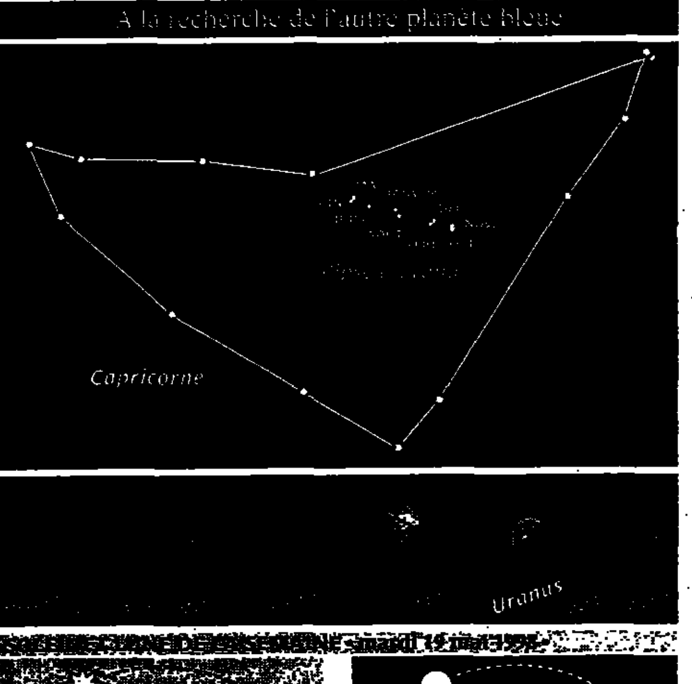
Comment observer Uranus, première planète de l'ère moderne

AINSI Uranus possède-t-elle depuis peu un seizième et un dix-septième satellites (*Le Monde* du 6 mai). Ces deux nains excentriques évoluant à plusieurs millions de kilomètres de leur planète ont été découverts à l'automne 1997 par une équipe internationale de quatre chercheurs. Ces derniers n'ont réalisé là aucune prouesse technologique : ils se servaient du télescope de 5 mètres du mont Palomar (Californie, Etats-Unis), dont la vision est bien moins performante que celle des deux jumeaux géants Keck (10 mètres de diamètre) installés au sommet du volcan Mauna-Kea, à Hawaï. Des recherches ultérieures dans la banque d'images prises par le télescope Canada-France-Hawaï ont montré que les deux petits corps avaient déjà été photographiés en 1984. Mais personne n'avait identifié leur nature véritable...

L'histoire de l'astronomie est pleine d'anecdotes de ce genre. La découverte d'Uranus pourrait à elle seule composer un chapitre de cette anthologie des ratages. Inconnue des Anciens, pour lesquels le système solaire s'arrêtait à Saturne, cette planète est indissolublement liée au nom de l'astronome « anglais » William Herschel. Né en Allemagne, en 1738, dans une famille de musiciens, le jeune Friedrich Wilhelm Herschel joint très jeune l'orchestre de son père en qualité d'hautboïste. Rien ne le prédisposait donc à une carrière scientifique. En 1757, il fuit Hanovre, occupée par les Français, pour l'Angleterre. Après avoir gagné son pain en copiant de la musique, Herschel voit son ordinaire s'améliorer puisqu'on le retrouve compositeur et chef d'orchestre *dans les années qui suivent*. En 1766, il s'installe à Bath, où il a été nommé organiste.

C'est à cette époque qu'il se prend de passion pour l'astronomie, loue des télescopes, en fabrique d'autres. Ses instruments acquerront d'ailleurs la réputation d'être de meilleure qualité que ceux de l'Observatoire royal de Greenwich. Il entreprend une exploration systématique des cieux.

Le 13 mars 1781, il découvre, dans son télescope de 16 centimètres d'ouverture, un objet étrange qu'il prend tout d'abord pour une comète. Le calcul de son orbite révèle peu après qu'il s'agit d'une planète gravitant à 3 milliards de kilomètres du Soleil. En l'honneur du roi d'Angleterre George III, Herschel la baptise « Planète georgienne ». D'autres l'appellent « Herschel », jusqu'à ce que l'astronome allemand Johann Bodel propose le nom d'Uranus, plus en conformité avec la tradition. Mais ce n'est que vers 1850 que le nom romain du dieu grec Ouranos s'appliquera couramment à la septième planète du système solaire. Après sa découverte, Herschel, l'amateur inconnu, devient célèbre dans toute l'Europe. Par la suite, il dénichera encore les deux premiers satellites d'Uranus – Titania et Oberon –, deux nouveaux compagnons de Saturne – Mimas et Encelade –, ainsi qu'un certain nombre de nébuleuses, amas et galaxies.



Et pourtant, Herschel aurait très bien pu ne pas entrer dans l'histoire. En effet, Uranus avait auparavant été portée plusieurs fois sur les cartes du ciel, mais personne ne l'avait prise pour une planète. En 1690, John Flamsteed, astronome du roi d'Angleterre, l'avait observée le premier et cataloguée comme l'étoile 34 Tauri... Uranus reste naturellement toujours aussi difficile à observer, même si elle se situe à la limite des corps décelables à l'oeil nu. Cette géante gazeuse, quinze fois plus massive que la Terre, fait actuellement des ronds dans la constellation du Capricorne, visible quelques heures avant le lever du Soleil à quelques degrés au-dessus de l'horizon. Encore faut-il la trouver. Les astronomes conseillent de pointer son instrument sur une étoile voisine assez brillante et, ensuite, de se décaler légèrement vers l'endroit où la première planète découverte à l'ère moderne est censée se trouver. Une lunette d'initiation de 60 millimètres d'ouverture, grossissant une centaine de fois, ne révèlera qu'un point luisant parmi tant d'autres. Pour discerner le disque bleu-vert d'Uranus, il faut au minimum disposer d'un télescope de 200 millimètres d'ouverture (grossissant cinq cents fois). Les prix de ces instruments plus performants débutent à 12 000 ou 13 000 francs. Cela ne fait jamais que 2 000 euros...

Pierre Barthélémy

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98116

♦ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*

HORIZONTALEMENT

I. *Défense en façade.* – II. Agglomération. Ne devrait pas reprendre les armes. – III. Un peu d'admiration. Traitées sans ménagement. – IV. Peut faire tomber. Font les ponts. – V. En vogue. Des gens bien mal élevés. – VI. Héraclès s'y retrouva nez à nez avec un lion. Pris quand il y a vol. Le samarium. – VII. Pour rester anonyme. Comme une bannière flottant au-dessus de la Maison-Blanche. – VIII. Essaies de faire à peu près pareil. En dessous de la moyenne. – IX. Chargé ou chargée de mission. Epreuve pour le perdant. Au coeur de la battue. – X. Rendras à la fin de l'exercice.

VERTICALEMENT

1. Ses lumières tombent de haut. – 2. Le temps de la mise en route. Pourquoi faudrait-il le haïr ? – 3. Un oui au Sud. Toujours négatif. – 4. Firent le grand vide. – 5. S'attaque à tout ce qui dépasse. Est certainement haïssable lui aussi. – 6. Plus facile à ranger que le haut-de-forme. Amateur de lentilles. – 7. Station sur la *Manche. Pour faire un bon tour.* – 8. Dieu romain. Cours mexicain. Préposition. – 9. Qui vient de la mère. – 10. Rejetées en force. Donne le ton. – 11. Promenade en montagne. Nuit aux poumons et à la sécu. – 12. Passages au travers des mailles.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98115

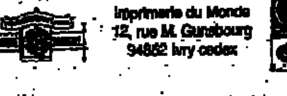
HORIZONTALEMENT

I. Clientélisme. – II. Largesses. An. – III. Inerte. MLF. – IV. Ni. Ut. Aubade. – V. Sergent-major. – VI. Drue. Oregon. – VII. Crépi. Urne. – VIII. Euh. Cadra. Es. – IX. Iseo. Ledit. – X. Le. *Casse-tête.*

VERTICALEMENT

1. Clins d'oeil. – 2. Lanier. Use. – 3. Ire. Ruche. – 4. Egruger. Oc. – 5. Nette. Ec (ce). – 6. Tsé. Nopals. – 7. Es. Atrides. – 8. Légume. Rde. – 9. Is. Baguait. – 10. Major. Te. – 11. Maldonne. – 12. Enfer. Esse.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037



Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

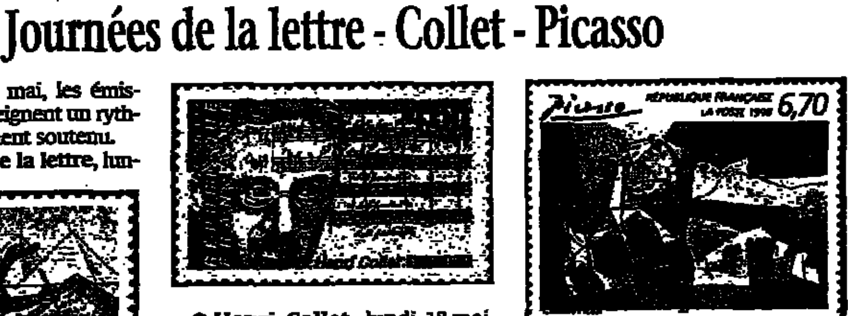
Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

PHILATÉLIE

Journées de la lettre - Collet - Picasso

EN CE MOIS de mai, les émissions de timbres atteignent un rythme exceptionnellement soutenu.

● Les Journées de la lettre, lundi 11 mai, six timbres à 3 F. Comme l'an passé, les Journées de la lettre sont marquées par l'émission d'une série de six timbres. Dessinés par Henri Galeron, ceux-ci sont imprimés en héliogravure en feuilles traditionnelles gommées ou en carnets autocollants (36 F) comprenant deux séries.





● **Henri Collet**, lundi 18 mai, 4,50 F. Musicologue et compositeur, Henri Collet (1885-1951) contribua au lancement du groupe des Six : Georges Auric, Arthur Honegger, Darius Milhaud, Francis Poulenc, Germaine Taillefere et Louis Durey, ce dernier étant désormais le seul à ne pas encore bénéficier d'un timbre...

Au format horizontal 36 × 22 mm, le timbre, dessiné et gravé par André Lavergne, est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

★ Vente anticipée « premier jour » les 15 et 16 mai à Bordeaux, à la Bibliothèque municipale, 85, cours du Maréchal-Juin, et au bureau de poste de Bordeaux-Mériadeck, 37/45, rue du Château-d'Eau.
André Lavergne, créateur du timbre, sera présent au Musée de La Poste de Paris, 34, boulevard de Vaugirard, 15e, pour une séance de dédicaces le lundi 18, de 10 heures à 12 heures.

● **Pablo Picasso**, *Le Printemps*, le lundi 18 mai, 6,70 F. Le Salon philatélique organisé à Villeurbanne (Rhône) par la chambre syndicale des négociants et experts en philatélie (CNEP) bénéficie de la mise en vente anticipée du timbre qui reproduit *Le Printemps* de Picasso, lequel fait ainsi son entrée dans la série artistique.

Au format horizontal 48 × 36,85 mm, le timbre, mis en page par Michel Durand-Mégret (Copyright Succession Picasso, 1998), est imprimé en offset en feuilles de trente.

★ Vente anticipée « premier jour » à Villeurbanne, les 15, 16 et 17 mai, au Salon philatélique de la CNEP, à l'Espace de la Tête-d'Or, 103, boulevard de Stalingrad.

P. J.

هكذا من الأصل

DISPARITION Né le 12 décembre 1915 à Hoboken (New Jersey), Frank Sinatra est mort, jeudi 14 mai au soir à *Los Angeles*. ● *SURNOMMÉ « The voice »*, il était sans doute le chanteur le plus populaire au monde, faisant le lien entre jazz et variété. Sa carrière, qui a débuté avant-guerre, se poursuivit de manière ininterrompue jusqu'aux dernières années de sa vie. Il enregistra d'innombrables disques parmi lesquels les plus grands standards. Il était le « crooner », l'homme à la voix d'or par excellence. ● AU CINÉMA, Frank Sinatra fit une carrière très inégale. Mais il connut de nombreuses réussites notamment dans des rôles dramatiques très éloignés du personnage qu'il était sur la scène des music halls. ● AMI DE JOHN F. KENNEDY il joua auprès du président un rôle trouble. Mais en raison de ses liens bien connus avec les parrains de la mafia, il fut tenu à l'écart avant de rejoindre les rangs républicains.

La mort de Frank Sinatra, « La Voix » de l'Amérique

Le chanteur le plus populaire du monde était âgé de 82 ans. « Crooner » inimitable, acteur, séducteur, et « ami » des parrains de la mafia, sa carrière de soixante ans a épousé l'histoire des Etats-Unis

GÉNIE problématique du chant populaire, Frank Sinatra est mort, jeudi 14 mai à Los Angeles. Il était âgé de 82 ans. Sobrement surnommé *The Voice*, Sinatra a fait le lien entre les *grands* arrangeurs de variété, les meilleurs orchestres de jazz et les maîtres du cinéma. Au *passage, il a su conférer au micro*phone et au microsillon leur rôle moderne.

L'Américain voit *Sinatra comme* un buisson de contradictions. L'Européen aussi, mais il n'y voit pas les mêmes. Ou alors, elles se résument à l'essentielle : qu'est-ce qui peut bien, dans ce sirop gominé enchanter quel peuple, grands dieux ?

Les incompatibilités criantes pour l'Américain sont vite réduites à des paradigmes un peu artificiels aux oreilles de l'Européen : comment concilier la canaille à mèche, qui claque dans ses doigts et le frêle crooner de *I should care*? l'architecte d'albums savamment agencés (*Only the Lonely*, en 1958) et le «sentimentaire» affligeant qui a commis tant de saucissons (*Full moon and empty arms*, en 1945) ? le militant pour l'égalité raciale, marqué à gauche (voir *The House I live In*, 1945) et le faiseur de ronds de jambe dans la Maison un peu trop Blanche de Nancy Reagan ? l'abominable homme des nunucheries (*The Dum Dot Song*, ou *Chattanoogie Shoeshine Boy*) et le chanteur d'orchestre à la mise en place irréprochable, la voix surtout, *The Voice*. Les dilemmes de *l'homo europeanus* sont plus simples : c'est quoi, cette guimauve ? En quoi nous intéresse-t-elle ? L'impérialisme yankee n'aura-t-il donc jamais fini de roucouler ? Et la *Mafia, dans tout* ça ?

Revenons à une scène, d'autant plus primitive dans la carrière de *Francis Albert Sinatra qu'elle y est* plutôt tardive. A Hoboken, on se fait boxeur pour couper à l'usine. *Sinatra préfère chanter. Son père* le voyait bien sur le ring, sa mère, homme d'affaires, c'était une fa*mille normale. Sa première idole* est Bing Crosby, le rival de Russ Colombo (opéra) dans la guerre des barytons. Il invite Nancy Barbato, sa fiancée à le voir dans un cinoche de quartier en 1933. Il est tétanisé. Il veut être Crosby, sans surtout l'imiter. Nancy se souvient de l'avoir entendu chanter Learn to croon. Il commence dans un petit groupe vocal de circonstance, The Hoboken Four qui remporte haut la main le *« Major Bowes Amateur Hour »* en 1935, ce qui n'a pas la moindre importance. C'est décisif. Leur photo est parfaite : trois crétins du quartier et un beau gosse.

Francis Sinatra débute en soliste, avec gouaille, manières de dragueur *provincial et sa voix, au Rustic Ca*bin d'Alpine (New Jersey) en 1935. Il y a ce Willie Moretti, un type de Hoboken avec qui il chipait des vélos. Moretti fera une carrière convenable dans la Mafia et déniche des contrats au jeune gaillard. Le soliste pour dames est repéré par deux des plus grands orchestres de, disons, «jazz» (on a les idées larges), Harry James – qui l'engage en 1939 et lui fait graver son premier disque *From The Bottom of my Heart* – et Tommy Dorsey, chez qui il «signe» en janvier 1940. Tous deux, on le remarquera, grands orchestres blancs. Ces choses ont leur importance. Dorsey, dont Sinatra espionne le jeu de trombone pour se faire un souffle, ne lui rend sa liberté qu'au prix d'un contrat non pas léonin, mais méphistophélique : il se réserve un tiers de ses gains à vie! Il faudra une escouade d'avocats et quelques copains pour le faire revenir sur cette embrouille. C'est un milieu assez *dur*.

La scène primitive se passe quinze ans plus tard, en 1956. Entretemps, Sinatra a triomphé au Paramount Theatre de New York. Poussé par la Columbia (1943-1952) et la guerre (1939-1945), il devient celui que l'on connaît. Il a allongé son souffle. Il sait se tenir en scène. Il a vaincu les orchestres à la onzième reprise, par KO technique. Chez Harry James, on n'indique pas son nom sur les étiquettes de disques, ou alors, sous la mention *«accompagnement vocal : Frank Sinatra»*. En 1956, il entre en studio avec l'orchestre de Count Basie. Lequel est, on s'en souvient, un grand orchestre noir. Lorsqu'il attaque, droit derrière le micro, les mains dans les poches, l'orchestre, comme s'il s'était donné le mot, décale le tempo d'un *seizième de temps* par mesure. C'est tout un art. Il faut vraiment être l'orchestre de Basie pour maîtriser cette rouerie. En tout cas, au bout de seize mesures, eh oui! tout le monde est à l'envers.


BOB WILLOUGHBY

Pendant le tournage de « L'homme au bras d'or » (« The Man With the Golden Arm ».

> Il n'est absolument pas un chanteur de jazz, mais il en est un des meilleurs. Comme Elvis Presley, plus tard, et dans un tout autre genre, pas moins dicté par l'histoire immédiate, il « est » l'Amérique puisqu'il en est le paradoxe

Un bon chanteur eût rattrapé le coup. Un médiocre n'eût rien vu passer. Yves Montand aurait continué en faisant la-la-la avec un gracieux *mouvement de main*. Sinatra interrompt la séance : *«Messieurs, s'il vous plaît, on reprend, veuillez m'excuser...»* La machine repart. Seize mesures plus tard, panne. C'est le plus beau coup de poker swingué de l'art populaire. Sinatra a tout compris : *«Messieurs, bien reçu, mais, pardonnez-moi, c'est moi qui paie la séance. Donc, on va jouer.»* Comme il avait tenu *l'épreuve de* force, le big band s'est rendu. Le disque avec l'orchestre de Basie est de loin le plus impressionnant. Plus encore qu'avec Duke Ellington, Woody Herman ou ce voyou de Buddy Rich qui entamait des solos de batterie pile au moment où il «croonait». Jusqu'à ce qu'il lui mette son poing dans la figure. C'est un milieu assez sportif.

Morale : la science de Sinatra est *ce qui maintient ses contradictions*. Elle est la réponse au doute narquois. Elle ne justifie rien, n'explique pas grand chose. Mais c'est par là que ça passe. Il a tout appris, la colonne d'air avec le jazz; le maintien avec Gene Kelly; l'art dramatique avec Montgomery Clift; les subtilités de la musique avec Jasha Heifetz et les chefs classiques. Il a *tout payé au prix fort, de sa poche* : les premières fans, dit-on; le droit de jouer le rôle de Maggio dans *Tant qu'il y aura des hommes*; et douze minutes avec Elvis Presley en 1960. Sinatra est un chanteur complet, sûr, absolu dans une pratique qu'il porte au sommet, reconnu par les musicologues les plus impitoyables du siècle américain : les types de l'orchestre de Basie. Voilà toute l'affaire. Bien sûr la guimauve. Bien sûr les roublardises. Bien sûr une vulgarité phénoménale. Mais avant, un chanteur. Ce n'est certes pas Armstrong. Ce n'est ni Jimmy Rushing, ni Chet Baker, et encore moins Ray Charles. Ce n'est même pas exactement Tonny Bennett ou Mel Tormé. C'est infiniment moins et un tout petit peu plus à la fois. Personne ne *peut s'étonner* qu'il réclame Harry Edison en studio. Seul un mépris costaud de la culture américaine pousse à se tapoter le menton quand on voit les auteurs (Antonio Carlos Jobim), les arrangeurs les plus subtils se presser à sa porte : Johnny Mandel, Quincy Jones ou Neal Hefti. Le fond de l'affaire, toute une histoire qui échappe à l'idée reçue du jazz, passe par Gordon Jenkins, Axel Stordhal, Heinie Beau, Sy Oliver, Percy Faith ou Ray Conniff (années Columbia). C'est la grande culture de fond des Etats-Unis d'Amérique. Ce que le public des années 50 appelle là-bas le «jazz». Toute une histoire.

Dans la ballade, il invente une fragilité consommée du phrasé, une paresse de l'articulation qui fit que Lester Young l'aimait. Barney Kessel et Bobby Hackett n'hésitent pas à lui donner la réplique. Il n'est absolument pas un chanteur de jazz, mais il en est un des meilleurs. Comme Elvis Presley, plus tard, et dans un tout autre genre, pas moins dicté par l'histoire immédiate, il «est» l'Amérique *puisqu'il en est le* paradoxe. Quand il quitte Columbia pour Capitol, son premier album s'intitule *Songs For Young Lovers*. Les metteurs en scène et les partenaires changent, pas le livret. Il est à ce point l'Amérique (du Nord), qu'elle ne supporte pas ce miroir : la famille unie avec Nancy et les frasques vraiment exagérées. La conscience morale et ces bruits de rencontre avec *Lucky Luciano* (mais peut-être voulait-on l'anéantir à cause de ses positions). Une photo extraordinaire, *juste floue comme il faut, le montre* hilare, bras dessus, bras dessous, dans sa loge, en 1976, avec des types *présumés aux tronches* extraordinaires : Gregory De Palma, Thomas Marslow, Carlo Gambino et, le meilleur *pour la fin, Jimmy* Fratiano, dit « La Belette ». Sa liaison, son divorce, son mariage avec Ava Gardner sont très exactement les trois premiers chapitres du Bleu du ciel (Georges Bataille) récrits par Coluche et mis en scène par l'équipe d'Hara-Kiri : le *casting* est vraiment intéressant. Outre les protagonistes, on y retrouve Lana Turner, un matador de deuxième zone, Mario Cabre, Hella Hopper, journaliste mondaine dans le rôle de Ménie Grégoire, le tout sur fond de tournage de Pandora, avec des hectolitres d'alcool pur et une montagne de dollars.

L'histoire immédiate ? Nous y sommes. Au moment où il devient soliste, les maris, les frères et les fils sont partis à la guerre. L'Europe ne peut entendre celui qui reste à la maison pour faire patienter les femmes. L'armée lui en veut. L'Italien n'est pas net. Il subit. Rayonnant, dans un tissu de tensions dont le tiers inclus est l'argent, il célèbre la démocratie et se fait amant de luxe. Emeutes de jeunes filles et exhibition de trophées. Il invente le rôle du chanteur moderne. Il ne cesse de répéter *I Fall In Love Too Easily* ou *These Foolish Things*. Son combat contre l'intolérance et l'iné*galité* est réel. *Et pourtant. Tout* se rassemble comme dans un point de focalisation, dans sa voix. Il est une de *ces voix qui disent*. Sa *carrière* convoque les acteurs musicaux des Etats-Unis de ces années-là, Noirs, *Juifs et Italiens*. *Pris entre l'âge d'or* du cinéma et l'invention du microsillon, il inscrit un corps, une manière, une geste dans lequel les musiciens reconnaissent un instrument de plus. Frank Capra qui le fera tourner l'a vu tout de suite. Les autres se moquent, pas Capra. C'est un signe. *Hello Young Lovers*, *Birth of The Blues* ou *Ol'Man River* prêtent à rire. Parfois, c'est exaspérant. Pas le disque avec Basie. Car ce que dit sa méthode, c'est cette façon de tenir tête, le sourire aux lèvres, non pas au public, mais aux orchestres. Comme une conquête. Tous les soirs du tournage de Zinneman, Burt Lancaster porte dans leurs chambres, ivres-morts, tombés, absents, les trois corps de ceux qu'il appelle avec respect M. Sinatra, M. Clift et M. Jones, l'auteur de *Tant qu'il y aura des hommes*. Pour *compliquer tout, Sinatra* fonde un clan, le Rat Pack, avec Bogart, Lauren Bacall, Sammy Davis Jr., Judy Garland, Dean Martin *qui défraie* la chronique. En scène, il s'amuse (avec les mêmes plus Joey Bishop et Peter Lawford) *sans retenue*. Lui *qui* a couru violemment après le respect, finit en se moquant du respect.

Scott Fitzgerald fait, dans son dernier roman (inachevé) *The last Tycoon*, cette étrange remarque : *«Il n'y a pas de deuxième acte dans les vies américaines.»* Frank Sinatra, dont on a pu dire qu'il était son double « romantico-réaliste » (Wilfred Sheed) ne figure pas au tableau. Sa vie est un enchaînement de deuxièmes actes. Avec au passage, la mise au point d'un petit rien, le microphone, qui était inventé bien sûr, mais comme peut l'être un outil, pour des prunes, si personne ne sait le découvrir : *« La plupart des chanteurs n'ont jamais appris à s'en servir. Ils n'ont jamais compris, et persistent dans cette méconnaissance, le microphone est leur instrument.»* Lors de son dernier passage à Paris, le 3 octobre 1991, la voix ternie et cassée, il a offert sa pochette orange à une groupie du même âge que lui, déclaré sa flamme à son épouse Barbara, raconté des blagues, fumé du tabac en scène et béni les premiers rangs avec le micro, tel un prélat italien. David Hadju, écrivain : *« Le jour où Frank Sinatra meurt, c'est la fin du XX[e] siècle. »* Serait-il parti avec un rien d'avance ?

Francis Marmande


BOB WILLOUGHBY

Discographie

● **Les chansons.**
Imagination (1940), *I'll never smile again* (1940), *In the blue of the evening* (1943) ; *I've got you under my skin* (1956) ; *Strangers in the night* (1966) ; *My way* » (1969); *New York New York* (1975) ; *I get a kick out of you* (1976) sont quelques-unes des chansons immortalisées par Frank Sinatra au cours d'une carrière qui aura duré près de soixante ans. Il aura vendu près de 600 millions de disques et aura été l'une des idoles les plus adulées de la jeunesse américaine dès les années d'avant la Seconde guerre mondiale. Sinatra aura notamment travaillé avec Nelson Riddle, Quincy Jones, Count Basie, et chanté des compositeurs comme Irving Berlin, George Gershwin, Rodgers et Hammerstein... Frank Sinatra avait également connu un succès international en 1967 avec un duo interprété *avec sa fille Nancy*, *Something stupid*.

● **Les albums**
Frank Sinatra a signé une majeure partie de ses principaux chefs d'œuvre avec le chef d'orchestre et arrangeur Nelson Riddle : *Songs for young lovers* (1955) ; *Songs for swingin' lovers* (1956) ; *A swingin' affair !* (1957) ; *Come fly with me !* (1958) ; *Nice'N'Easy* (1960). Avec Count Basie, il signe deux classiques : *Sinatra-Basie* (1963) et *It might as well be swing* (1964). On signalera *Sinatra and strings* (en 1961, avec *Night and day*, de Cole Porter) et un disque de bossa-nova en 1967 avec le Brésilien Antonio Carlos Jobim.

● **Les dernières années.**
La *« voix »* avait perdu de son grain légendaire mais Sinatra avait publié des albums avec la complicité d'*« amis » prestigieux* : *LA is my lady* (en 1985, avec Quincy Jones) et, en 1994, *Duets*, série de duos avec des chanteurs aussi divers que Bono (U2), Julio Iglesias...
Frank Sinatra fut aussi un membre du *« Tout Hollywood »*, fer de lance du *« rat pack »*, mi-joyeux drilles mi-mauvais garçons, que complétaient Sammy Davis Jr, Dean Martin, Peter Lawford et Shirley McLaine. Le *« gang »* était un habitué des grandes émissions de variétés télévisées américaines des années 60. – *(AFP)*



la mode en Capitales

allure azur

Des soques et des élixirs d'ambre et de musc, des lunettes chinoises et des fleurs javanaises. Pour l'été 98, « Mode en Capitales » prend le large : à l'occasion de ce nouveau supplément « Styles » du *Monde*, le studio photo s'est élargi aux villes où la mode signifie un état d'esprit, une envie d'être unique, de se trouver. Jamais la simplicité des vêtements n'aura autant reflété un nouvel idéal de vie, qui rime avec une nouvelle manière de se nourrir, de soigner son corps et d'entretenir sa forme. En un mot, d'essayer de respirer. Mode, beauté, accessoires pour elle et pour lui : une invitation au voyage, qui nous conduit de Manhattan à Rome, la cité de Valentino, en passant par Paris, une ville qui semble paradoxalement moins concernée par la mode mais où se croisent toutes les envies et tous les rêves d'ailleurs.

Laurence Benaïm

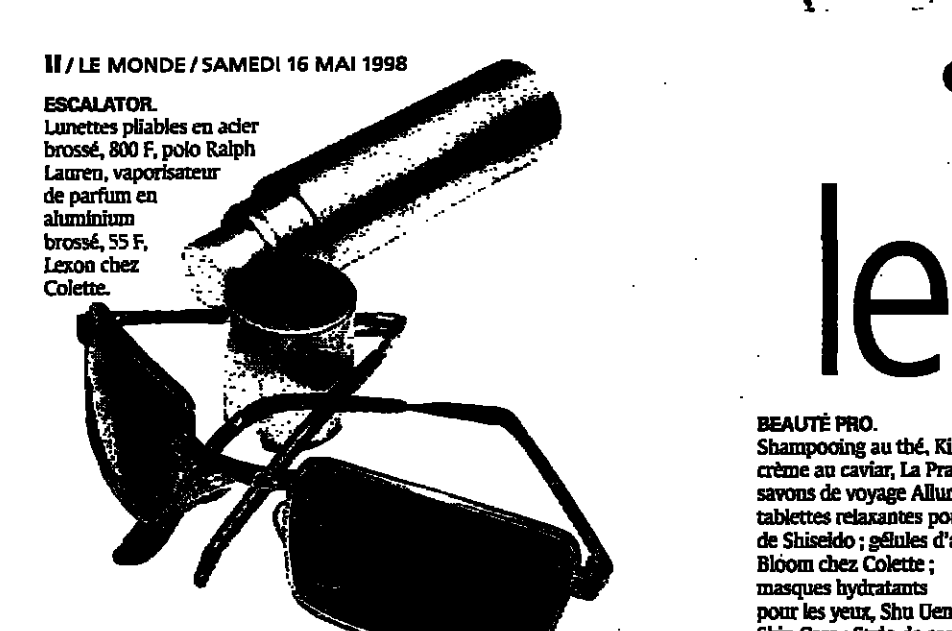
MANHATTAN.
Un petit haut de cachemire gris bitume et une longue jupe gratte-ciel signés Marc Jacobs.

Photo : Michel Nafziger.
Réalisation Kim Debus.

هكذا من الإصل

P A R T I R

les essentiels du voy



ESCALATOR.
Lunettes pliables en acier brossé, 800 F, polo Ralph Lauren, vaporisateur de parfum en aluminium brossé, 55 F, Lexon chez Colette.

BEAUTÉ PRO.
Shampooing au thé, Kiehl's ; crème au caviar, La Prairie ; savons de voyage Allure, Chanel ; tablettes relaxantes pour le bain de Shiseido ; gélules d'aromathérapie, Bloom chez Colette ; masques hydratants pour les yeux, Shu Uemura Skin Care ; Stylo de sac Féminité du Bois, Shiseido : galet pour le bain, Cool Water, Davidoff ; feuilles de retouches matifiantes, Pureness, Shiseido.

EN LIGNE.
En daim et toile de coton, 1 050 F, les Hogan's Athletic's et les nouvelles Clark's, semelle de crêpe et daim, 720 F chez Colette.

DEVISES.
Sac en Nylon, 350 F, YMC chez Colette et nouveau parfum Happy de Clinique, 290 F les 50 ml.



430 GRAMMES.
Un PC de poche, mémoire de 8 mégaoctets, 25 heures d'autonomie en batterie, A 20 F de Casio, 5 000 F.

CHAMBRE AVEC VUE.
Pour elle, lunette bandeau en écaille et verres bruns, 965 F, Calvin Klein. Pour lui, monture en métal et verres jaunes, référence 2014, 900 F, Web.

HEURE H.
Chrono inrayable antichocs, de 469 F à 849 F, Nike.

BEAU FIXE.
Appareil 270 au zoom 3X, et système flash révolutionnaire, environ 2 400 F, Canon.

Dans la lignée des modèles en toile parachute d'Hervé Chapelier, les formes et les matières issues du sport ou du vêtement de travail s'imposent avec la ligne de sacs Y'Saccs de Yohji Yamamoto. Le créateur japonais propose des sacs de week-end en polyester orange à bandes réfléchissantes, façon travaux publics (570 F), un modèle multipoches à bandoulière pour baroudeur (660 F) ou un *trolley* en Nylon poids plume. Jack Wolfskin, et ses sacs de sport écolos tatoués d'une patte de loup, lance un combiné voyage « 3 en 1 » à la fois *trolley*, sac de voyage à poignées et sac à dos. Un increvable pour les voyages mouvementés avec ses 3 kilos et sa toile résistante, l'Armatech (1 499 F).

Pour une chevauchée urbaine ou une longue escapade, l'envolée des sacs et valises ultralégères

Ce printemps, la ligne Magellan de Delsey s'enrichit de polochons et de sacs reporters montés sur des roues silencieuses encastrées (de 196 F à 621 F). L'inventeur de la valise rigide à roulettes (en 1973), qui vend 4,5 millions d'articles chaque année, a lancé Travel Necessities, une ligne d'accessoires pour voyageur averti, du repose-tête gonflable au portefeuille jambière. Pratique, le bagage devient aussi ludique en été avec des couleurs de bonbons acidulés, comme les valises volumes de Delsey bleu azur, anis, citron ou goyave (de 546 F à 1 078 F) ou la 450 Series/ Oyster de Samsonite, modèle futuriste habillé de bleu profond.

En ville, le sac s'adapte aux exigences des aventuriers du bitume. Caméléon, l'Herbag d'Hermès, se démonte et s'adapte à des pochons de toile enduite lavable de différentes tailles, version bagage de week-end ou porte-guides touristiques (5 600 F). Chez Old England, le cartable « Partition » se roule comme un journal et se glisse au fond d'une valise une fois vide (890 F). Alain Mikli convoite les voyageuses organisées avec son sac rectangle « Working girl », très compartimenté (une poche pour la bouteille d'eau, une poche pour les lunettes de soleil et le téléphone portable) (de 1 250 F en Nylon à 3 000 F en cuir pleine fleur). Pour les nouveaux sherpas du voyage, il reste le sac des moines bouddhistes du monastère tibétain de Rato, vendu à la boutique du Musée des arts décoratifs à Paris. Un modèle dessiné par Nicolas Vreeland, moine et accessoirement petit-fils de la grande prêtresse de la mode Diana Vreeland.

A.-L. Q.



200 GRAMMES.
Robe lavable en machine à l'eau tiède au motif réalisé par Tim Hawkinson artiste invité pour l'été 1998, 2 230 F, Pleats Please d'Issey Miyake.

instantané
trousse express

Galets pour le bain, masques en sachet, crayons multi-usages,... la beauté des pros se love au fond des sacs

Masques hydratants en sachets jetables chez Shu Uemura, galets effervescents vivifiants pour le bain dans la ligne Cool Water de Davidoff, patchs antibactériens de Normaderm, les nouveaux soins de beauté n'encombrent pas les valises au moment des grands départs. Gorgé d'eau et d'actifs rafraîchissants (extraits de réglisse, de bois de rose, de lavande...), le masque en coton naturel relaxant de Shu Uemura pour le visage ou le contour de l'œil aide à récupérer d'un long trajet d'avion et d'un bain de soleil prolongé, comme les compresses apaisantes pour les yeux de Colette à la lavande et au romarin.

Devant cet engouement pour la beauté instantanée en sachet, Helena Rubinstein propose des disques de velours exfoliants à la vitamine C qui moussent au contact de l'eau.

Côté maquillage, les produits combinent les fonctions. La nouvelle ligne de rouges à lèvres Clarins, « Secret de reflets », cache sous des reflets opale, cuivre ou miel, un cœur traitant aux vitamines et au karité, bouclier contre les agressions extérieures.

Des produits astucieux se lovent au fond des sacs, comme le pot dissolvant de L'Onglerie dans lequel on plonge les doigts ou le « Minute Makeup » d'Estée Lauder, un stick au concombre et thé vert qui glisse sur la peau pour lui donner des nuances irisées et poudrées. Présenté dans un boîtier plat, le fond de teint « Liquid compact » de Shiseido se fluidifie au contact de la peau. Le succès est là : 400 000 unités vendues pendant les trois premiers mois de lancement au Japon. Chez Chanel, les crayons sont multi-usages, avec le « trois facettes » à la texture fondante qui s'applique sur les lèvres, les paupières et les joues ou « ligne d'eau », crayon et eye-liner. De quoi réconforter les victimes des excédents de bagages...

A.-L. Q.

PLONGEON.
En Nylon poids-plume, une mini-culotte taille basse à fine ceinture blanche et brassière assortie, 430 F le bas et 520 F le haut, Eres.

guide

● **Thermale.** Une cure d'oligo-éléments en pot avec la crème Hydrasource de Biotherm, au cuivre, zinc, manganèse et à l'extrait de plancton marin, 200 F les 50 ml.

● **Jet lag.** A glisser dans son sac, le stylo anti-imperfections teinté à l'acide salicylique, nouveauté de la ligne contrôle de Lancôme, 90 F.

● **Décollage.** La veste de voyage de Lanvin en laine et Lycra dispose de six poches intérieures, dont une sous l'emmanchure pour le téléphone portable et une poche zippée pour glisser les billets d'avion, existe en gris ou en bleu, 3 300 F.

● **Cabine.** Un sac de voyage en toile ballistique – utilisée pour les gilets pare-balles. Multipoches, il existe uniquement en noir, Lancel, 780 F.

● **Aérienne.** La chaussure cycliste lacée dite « Zizi », de Repetto, en veau souplissime, imperméable et intachable. Blanc, écru, fauve, 750 F.

● **Croisière.** De la chemise en voile de lin à la saharienne en lin résiné, la marque italienne 120 % Lino s'est spécialisée dans le lin, au Bon Marché et aux Galeries Lafayette. Linge de maison en vente chez Zampa.

● **Epices.** Emeraude, turquoise, safran, des vêtements aériens en voile de coton, en chanvre ou en lin chez Accostages. De 230 F pour un débardeur en voile de coton à 1 550 F pour une robe longue en lin avec bandes de coton artisanal africain, idéale pour la canicule.

● **Evasion.** L'âme de l'Inde à travers des mousselines diaphanes et des soies sauvages précieuses, en hommage à Gandhi. Exposition « Les Khadi ou les étoffes de la liberté », boutique Le Cachemirien, jusqu'au 31 juillet, 12, rue de l'Echaudé, 75006 Paris.

● **Essentielle.** Quelques grammes d'or pour briller sur la plage avec « Trinity », la bague aux trois ors de Cartier, fêtée par Colette jusqu'au 4 juin.

● **Long courrier.** Pour les cartes postales, le stylo plume « Kultur translucide », dernier-né de Waterman, violet, bleu indigo, cristal ou menthe à l'eau, 58 F.

voyage

Partir plus souvent et moins longtemps, se dépêcher de prendre son temps. Premier marché domestique aérien en Europe, la Douce France s'aime dans les nuages. Le trafic poids plume est à l'honneur, pour retrouver d'un pas léger ses destinations choisies. Pour un week-end ou quelques jours de farniente, les valises s'allègent, les montres multi-fonctions planent entre ciel et mer, les maillots sèchent à toute allure, le temps d'un décollage à fleur d'été



haute mer
tendance poids plume

De plus en plus performants, les maillots sortent la tête de l'eau

Vingt-cinq grammes pour un Nylon plume prunelle, et quarante pour un maillot en peau douce rouge tanin, qui dit mieux ? Erès, champion des bains couture, se jette une nouvelle fois à l'eau. Après le crêpe et la peau d'ange, les nouvelles matières surfent sur la vague des tendances. Le Waterwear est de plus en plus technologique... De Repetto au traditionnel Rasurel, Tactel et Lycra vont en bateau, et justifient de nouvelles aventures, version « shantung » pour un drapé à l'antique, « nuage », dans une multiplication d'effets, du brillant au mat, du transparent au précieux. De plus en plus léger, et séchant de plus en plus rapidement, le maillot de bain devient cet été un complice seconde peau : nageur, il permet de bronzer sans marque, de faire son jogging en « Aquator » sans transpirer, éloigne l'humidité (George Rech Sport). VF Diffusion, filiale de VF corp, quatrième groupe textile mondial, lance un nouveau concept : « Aqua sculpting », dont le Meryl Microfibre, (DuPont de Nemours), dessine la silhouette. Le plongeon fuselé « push up » ou « ventre plat », noir profond ou rouge grenade est disponible du 38 au 48.

Alors que les Galeries Lafayette réservent depuis ce printemps 1 000 m² aux maillots de bain, les soixante cabines d'essayage se laissent saborder par les angoisses saisonnières. Deux pièces à coques festonnées façon Hollywood, ou nageur à double bretelle ? A chaque heure son style. Des matinales et athlétiques sirènes de Ralph Lauren aux naïades de yacht gainées par Thierry Mugler, Wolford ou Hermès, en passant par les noctambules espionnes de Gucci (pour bain de velours exclusivement), le match de l'été a commencé.

L. B.

pointure
les pieds prennent leur envol

Mocassins antidérapants, baskets en cuir et reines du cross se lancent dans le marathon des villes

Si les claquettes orthopédiques à l'allemande hantent les plages et le bord des piscines, de nouveaux essentiels s'imposent, en ville, à la pointe du confort. Certaines marques ont su répondre aux exigences des promeneurs urbains. Ceux qui ont lancé leur pavé en 1968 continuent d'apprécier sur le bitume le confort de leurs Clarks ou des mocassins américains Hush Puppies, de retour en France après douze ans d'absence. En 1997, 22 millions de paires imperméables à la semelle de crêpe ont été vendues dans le monde. Les grands classiques du sport paradent dans les rues, comme la Stan Smith d'Adidas, la Clyde de Puma ou la 2 750 de Superga, tennis de toile des années 30 aujourd'hui déclinée version luxe en python ou en crocodile. Dans son élan, le géant italien de la chaussure sportswear a ouvert en avril dernier sa première boutique française à Saint-Germain.

Après les valises, Samsonite, leader mondial du bagage s'attaque à une autre obsession des voyageurs – les pieds – avec des mocassins antidérapants et des boots lacés aux teintes de sable. Autre classique pour dandy en villégiature, la Hogan inspirée des chaussures de cricket des années 30, en toile ou en nubuck. Pour femme, le modèle à la coquille arrondie et à la semelle souple s'habille de soie sauvage, d'ottoman côtelé, de cuir métallisé... Tod's, seconde marque du groupe Diego Della Valle continue de séduire la France avec ses fameux mocassins antidérapants à picots. Ce printemps, Tod's a même cédé à l'appel de la mule avec un modèle décliné du satin ivoire au python violet. Camper, le chausseur de Majorque installé en France depuis 1993 s'est aussi adapté aux impératifs du *friday wear* avec ses Pelotas, baskets en cuir montées sur des semelles de pneu dont les surpiqûres rappellent des sports mythiques (boxe, bowling, football...).

Avec 30 millions de Français qui s'adonnent à la randonnée pédestre, la chaussure d'*outdoor* remporte tous les suffrages (5 millions de paires vendues en 1996). Chez Go Sport, elle se détache d'une large foulée du peloton des sports traditionnels.

A chaque destination sa solution, du modèle Ténéré d'Aigle en coton sable, pour un trekking dans le désert de Gobi, à l'Exit Dro de Salomon spéciale sports d'eau ou la Backflash d'Adidas avec absorption des chocs et semelle adhérente pour les cross en montagne. Même le lunetier Vuarnet se lance dans la chaussure de plein air à partir de juillet avec, dans sa gamme, la Lynx pour le hiking et le cross-training.

Anne-Laure Quilleriet

DOUANE.
Les nouvelles solaires de Jean-Paul Gaultier, 1 190 F.

ESCALE.
Valise à roulettes en nylon, existe en bleu royal, noir, orange et moutarde, 1 070 F, Y'Saccs.

anti-UV
lunettes au zénith

En été, même les rétines les plus endurcies ont tout à craindre des UV. Les lunetiers accomplissent des prodiges de design pour faire de ce masque étrange un embellisseur de visage. Néanmoins, la fonction protectrice, trou d'ozone oblige, prime sur toute autre chose. Des marques éprises de style n'hésitent pas à présenter des hublots en rectangle (Donna Karan) ou des masques (Calvin Klein), tandis que les griffes liées au sport (Lacoste) jouent les verres oblongs et enveloppants.

A l'inverse, la fine lunette allongée à forte monture noire qui strie d'ordinaire les visages des intellectuels new-yorkais est proposée cette année par Alain Mikli. Côté design, pourtant, les années 50 restent la référence. Loin des belles sportives carrossées de cellulose et surlignées d'une barre en métal (Web), Cartier remet à l'honneur les papillons glamour de Jackie O. et Max Mara encadre ses verres d'énormes montures façon Emmanuelle Khanh – cette dernière ayant opté cette année pour la version solaire du masque de Fantômette. Quant aux mal-voyants, jadis condamnés à des surverres disgracieux, il leur est désormais possible de se fondre dans la masse : Jean-Paul Gaultier griffe une gamme d'écrans solaires amovibles, qui s'adaptent au moyen d'aimants.

J. B.

plein ciel
montres fuseaux

Pour éviter la catastrophe des papiers volés, la « G-Shock GT000 » de Casio garde en mémoire codée 100 numéros de téléphone, 100 rendez-vous programmés, le numéro de passeport, une alarme, et affiche même le nom et le groupe sanguin de son propriétaire. Storm multiplie les gadgets. Ainsi, la « Navigator » possède deux fuseaux horaires mais aussi une petite lampe, un thermomètre et une boussole. Chez les grands noms de l'horlogerie, la compétition est engagée entre ciel et mer. L'Oyster Perpetual « Sea-dweller 4 000 » de Rolex est étanche jusqu'à 1 200 mètres avec son boîtier spécial à valve d'échappement de gaz. Avec sa soupape de décompression à hélium, la « Seamaster » d'Omega – la fameuse montre de James Bond – s'enfonce à 300 mètres sous la mer.

Les prouesses technologiques s'illustrent aussi dans les montres de l'espace. Conçue en partenariat avec la NASA, la « Speedmaster X-33 » d'Omega en titane résiste à des variations thermiques de –20 à +70° C, indique l'heure universelle et dispose d'une alarme pouvant atteindre les 80 décibels. Poids plume, le modèle « Titanium Seven » de Tissot est antiallergique et étanche. L'aventure peut commencer...

A.-L. Q.



PONCTUELLE.
Montre « Color time » d'Emporio Armani, étanche à 50 mètres, existe en 8 couleurs, 800 F, à partir de juillet.

هكذا من الأصل



D É T A I L S

BOMBAY.
Petites boucles d'oreille « trois pics » sur un anneau en or, 4 500 F, Marie-Hélène de Taillac, chez Colette.

SAHARA.
Tongs et pochette en cuir harissa brodées or, 995 F et 895 F, Stéphane Kélian ; eau de toilette Sable, 295 F les 120 ml, Annick Goutal.

HYDRA.
Coupelles en chanvre, 480 F l'une, Emporio Armani ; collier en ambre, cornaline, serpentine et aigue marine, 12 000 F, Yves Saint Laurent couture ; collier bois sculpté et papillon en jade, 1 400 F, Double Happiness, Galerie Joyce ; vernis à ongles, 110 F l'un, Chanel.

MADRAS.
Ensemble de bracelets en résine, 590 F l'un sur commande, Christian Lacroix ; bracelets brodés et séries de bracelets en métal peint, 80 F et 5 F l'un, La Maison sur l'eau Agnès b.

PONDICHÉRY.
Grande étole en soie vert d'eau, brodée à la main, de motifs cachemire or, 2 450 F, Dries Van Noten.

BORNÉO.
Tong en cuir doré et fleurs en paillettes, 1 950 F, Patrick Cox ; tong en paillettes et semelle de bois, 1 350 F, Miu-Miu.

HONGKONG.
Mules en satin de soie lilas et broderies de perles, 1 650 F, Sergio Rossi.

JAVA.
Chemise trois-quarts en coton imprimé de fleurs géantes, 750 F, Christophe Lemaire et sac en coton brodé, 345 F, Amy Chan.

CEYLAN.
Sac des années 50 de chez Rosenfeld dessiné pour la boutique Saks de New York, en cuir noir avec impression de bateaux bronze, 4 250 F dans la nouvelle boutique Paul Smith de Westbourne Grove.

MARRAKECH.
Parfums créés par Serge Lutens, Bois Oriental et Ambre Sultan, 75 ml, 600 F, Les Salons du Palais-Royal Shiseido.

PÉKIN.
Lunettes d'impératrice en villégiature, à monture noire et ambre, 720 F, Lafont.

ISTANBUL.
Sac-bourse en côte de maille entièrement fait à la main, 7 900 F sur commande, Christian Lacroix.

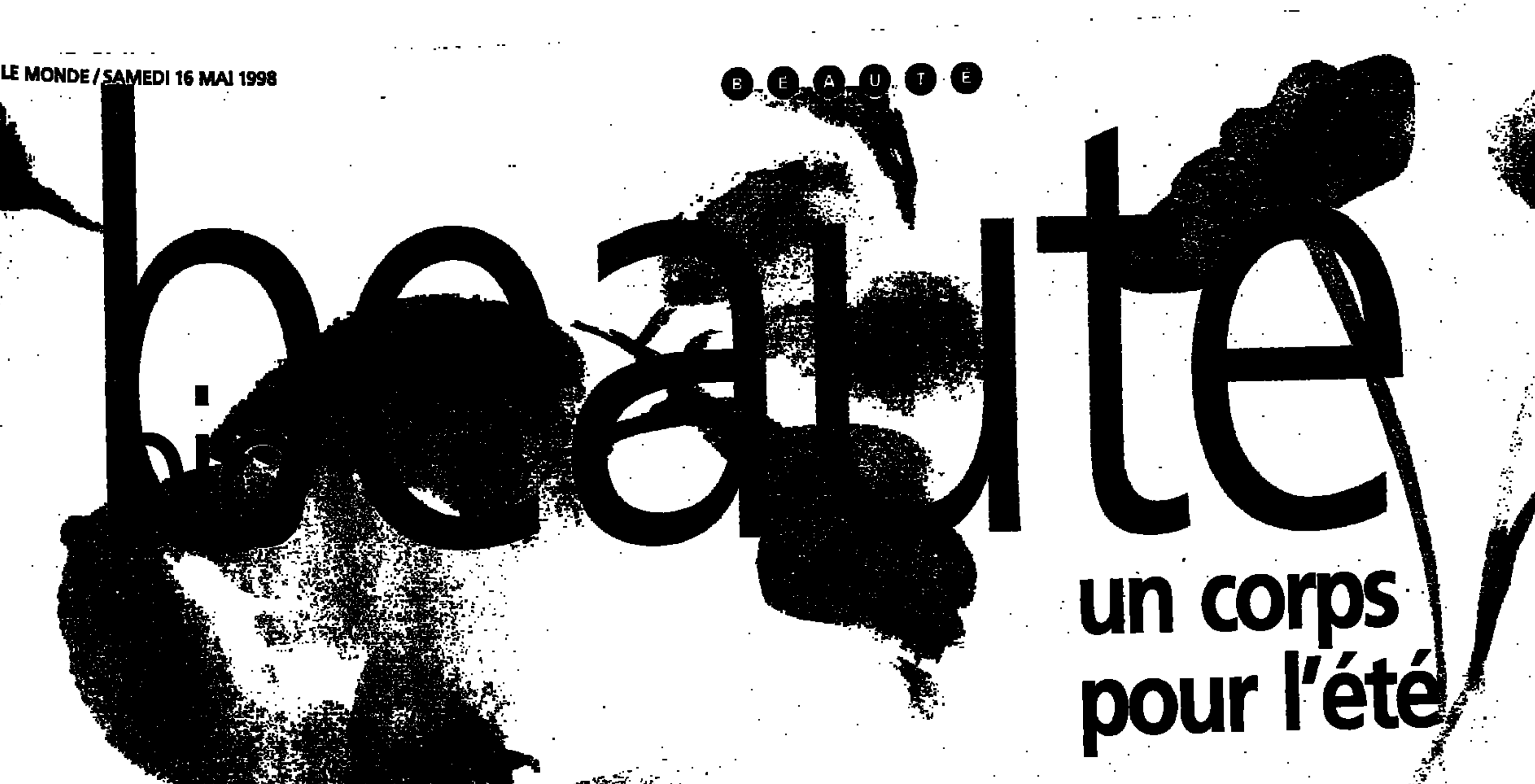
LHASSA.
Dessiné par Nicolas Vreeland, moine bouddhiste du monastère tibétain de Rato, un sac fourre-tout safran et piment, vendu à la boutique des Arts Décoratifs, 330 F.

OMAN.
Sac en cuir « pétrole » et motifs argent, bandoulière à pompons métalliques, 1 940 F, Vivianne Cazeneuve.

SINGAPOUR.
Sac en soie brochée et fermoirs petits bouddhas, Double Happiness, Galerie Joyce, 1 250 F.

Photos: Joseph Bénita
Réalisation: Maxime Vibert

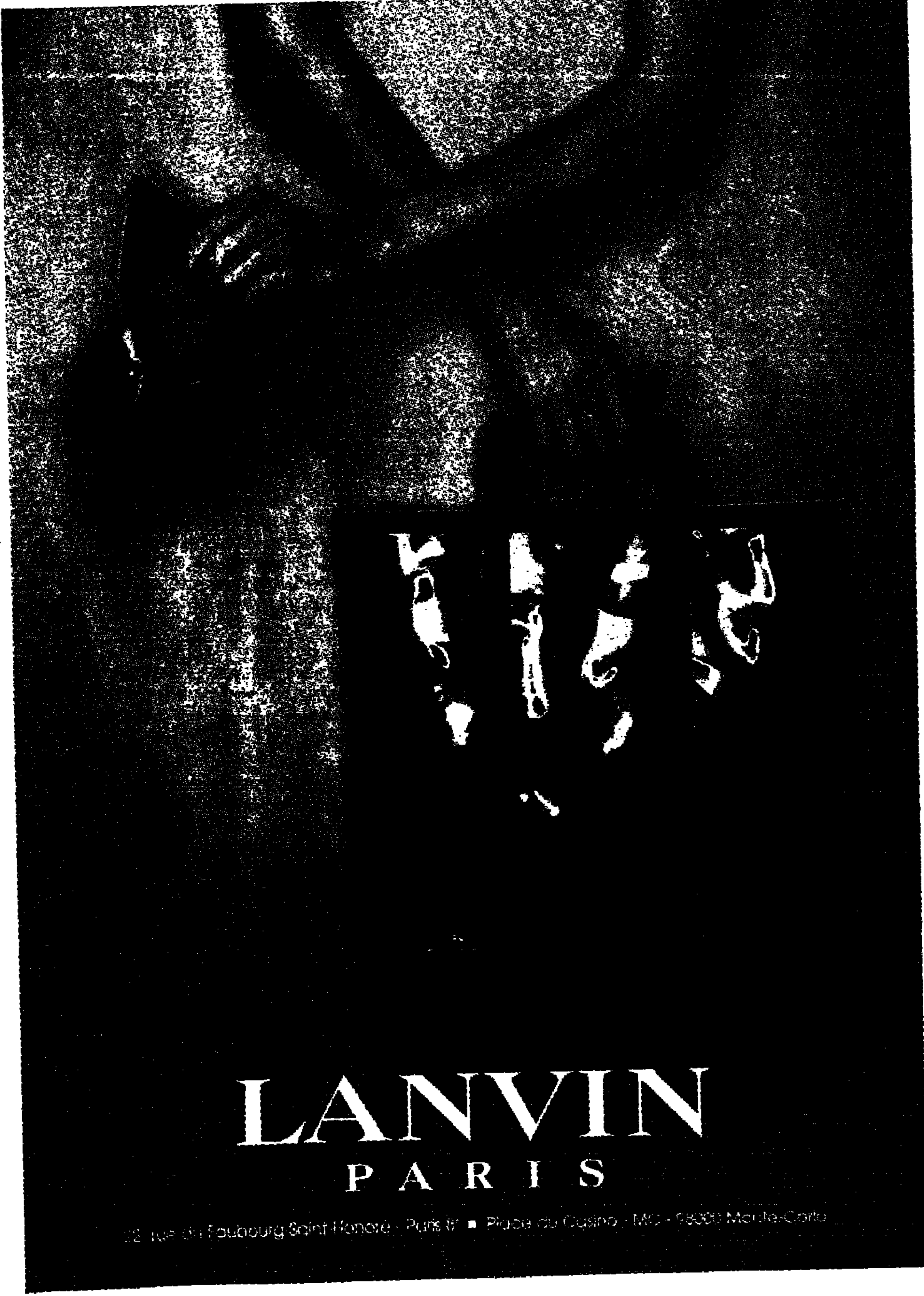
هكذا من الأصل



beauté

un corps pour l'été

Comment garder la ligne en retrouvant de l'énergie ? Aujourd'hui, de produits drainants en cures chasse-toxines, la silhouette se remodèle et fait peau neuve en privilégiant le bien-être intérieur



Purge, diète et produits à avaler contre laits amincissants et crèmes anti-âge ? La beauté change de code et abandonne ses critères extérieurs de perfection au nom du bien-être intérieur. Tout a commencé en 1988 par un slogan publicitaire : *« Ce que Bio vous fait à l'intérieur se voit à l'extérieur. »* Danone lançait le premier yaourt au bifidus actif, ferment qui régule le transit intestinal. Dix ans plus tard, Danone s'est encore rapproché de la nutrithérapie avec Bio Mangue, Abricot, Amande, sources de vitamine C et de bêta-carotène. Entre-temps, les régimes amincissants ont perdu de leur aura, discrédités par trop d'erreurs diététiques. D'autres principes s'imposent, tous axés autour de la digestion. *« Plus on vieillit, plus on dépense son énergie dans la digestion. Un déjeuner salade-lé[illegible] riz s'élimine en trois heures [illegible] huit heures pour un repas pr[illegible] riz-fromage,* explique He[illegible] not, *d'où un encrassement [illegible] ganisme, de la fatigue [illegible] poids. »* D'où sa cure. [illegible] Europe, fréquentée aus[illegible] Alain Dominique Perri[illegible] de Cartier, que par l'é[illegible] lan AC et tout un gra[illegible] cette remise en forme [illegible] médecine chinoise, natu[illegible] et kinésiologie.

Elle démode la thala[illegible] par son luxe ostentatoi[illegible] la qualité et la person[illegible] des soins. Chaque progra[illegible] bli selon le profil, le [illegible] du patient et, chaque [illegible] adapté selon l'évolu[illegible] ment. Il est bâti sur [illegible] désintoxicante [illegible] contrôle énergé[illegible] des organes vit[illegible] tion par électr[illegible] et des massages aux [illegible] essentielles aussi drainants [illegible]. On arrive fatigu[illegible] gonflé. On repart avec [illegible] et quelques kilos en moins.

Autre technique très en vogue dans les pays anglo-saxons, et qui s'impose aujourd'hui en France : l'hydrothérapie du côlon. *« Nous vivons comme des voitures encrassées, nous jouons à la Mercedes alors que nous avons le moteur poussif d'une 2 CV,* explique le docteur Georges Monnier. *Le nettoyage intestinal par une eau de mer isotonique élimine les déchets, régule la flore, fait le plein d'énergie et le ventre plat ! »* Pratiqué par certaines pionnières, dont Rose-Marie Brunet et Galya Ortega à Paris, le massage profond du ventre s'impose aussi en institut. *« Toutes les femmes dont le visage se relâche, perd sa fermeté, ont des troubles d'élimination. Pourquoi soigner l'image si on ne s'attaque pas à chasser ce qui lui nuit ? »*, dit Rose-Marie Brunet.

Preuve que ces maîtres à penser de l'équilibre intérieur n'ont pas tort, leurs principes sont repris par tout un marché – très florissant – de produits à avaler. L'an passé, la vague était au ventre plat avec Terrafor, Effidigest, Pureté Totale d'Œnobiol : un marché évalué, en 1997, à 157 millions de francs, avec 2,4 millions de boîtes vendues, selon l'IMS. Cette saison, elle est au drainage, à l'élimination des toxines avec Gœmar Minceur Drainage, Hydroxydase, le jus de bouleau de Weleda et Œnobiol Aquadrainant.

Lutter contre les jambes lourdes, les énergies bloquées, les digestions difficiles et réapprendre à aimer son corps, sans lui faire violence

Catherine Jazdzewski



DESSINS
AURORE DE LA MORINERIE

effluves
la folie du fruit

Quand le parfum se met à l'eau, les flacons s'acidulent d'agrumes et s'ensoleillent de fruits blancs

Depuis bientôt dix ans, la parfumerie reste au régime eau. Après la phase élémentaire et amniotique, voici que l'eau parfumée frémit devant les soifs consuméristes. L'été, saison phare de la santé, l'exalte sous sa forme active. Principal instigateur : le soleil, qui inspire à Bourjois une carte photosensible où s'inscrit la teneur ambiante en UV. La rumeur – très discutable – des méfaits des parfums alcoolisés sur les bronzages continue d'engendrer des effluves – forcément légers – en solutions aqueuses, tels que l'Eau de fraîcheur de Claire (Lalique), ou l'Eau soyeuse Jaïpur de Boucheron. Cette nouvelle façon de se parfumer (plus légère, moins coûteuse) patronne des versions allégées de classiques assez capiteux tels qu'Opium, dont la Fraîcheur d'Orient (Yves Saint Laurent, 300 F les 100 ml) pousse les notes d'agrumes, ou Organza de Givenchy (Eau d'été), qu'un froissement de feuilles allège. Sans oublier Dune, dont la Brume parfumée (Dior, 195 F les 100 ml), promeut la douceur satinante du lys.

Avec l'été, les philtres d'amour s'allègent en eaux de jouvence. A peine lancé, le capiteux parfum Sonia Rykiel, Le Pull, sort en version aqueuse – 10 % d'alcool seulement – (170 F les 30 ml), colorée d'hespéridés. Dune pour homme reparaît sous l'avatar d'une Eau tonique (125 F les 100 ml), qui, enrichie d'agents hydratants, adoucissants et tonifiants, cligne de l'œil aux produits de soin. Cette philosophie – marier l'utile à l'agréable – découle directement du succès de l'Eau dynamisante (10 millions de produits vendus en dix ans). Après l'Eau vitaminée de Biotherm (1997), ne voit-on pas Contrex patronner cette année une eau de soin enrichie de vitamines, d'hydratants et d'antioxydants ? Le prix de vertu va au Voile de Paradis (offert par Cacharel pour chaque achat de plus de 300 F), mi-eau alcoolisée (rafraîchissante et hydradante), mi-huile (de silicone, pour velouter la peau), qui fait valoir l'Eau d'Eden sous ses accents fruités.

L'invitation à croquer le soleil passe aussi par les fruits. C'est Paco Energy (Paco Rabanne, 199 F les 100 ml), un parfum unisexe couleur de Vitamine C (orange), aux senteurs pétillantes d'agrumes. *Les fruits* – pêche, vanille – de Petite Chérie (Annick Goutal, 295 F les 50 ml), sont autant de baisers enfantins volés sous les charmilles. Il n'est pas jusqu'aux parfums masculins qui ne succombent à la folie fruitière. Si Rocabar, le dernier-né d'Hermès, enlace savamment les tons profonds (cyprès, cèdre), il prend soin de les enrober de notes acidulées avant de les confire dans la vanille. La Maison de la vanille proposant quant à elle un curieux « Homme à la vanille », destiné à rendre appétissants les plus virils. Il n'est pas jusqu'à Tsar (Van Cleef et Arpels), parangon de la réussite cossue, qui ne se rafraîchisse cet été à grand renfort de melon, d'ananas et d'agrumes (Eau du Tsar).

Jacques Brunel



guide

● **Energie.** Dans un cadre de rêve, sept jours de cure détoxifiante, ou dix jours de cure revitalisante anti-âge, à l'Espace Henri Chenot, 30012 Merano. Tél. : 00-39-473-211-598. Environ 13 000 F la semaine en pension complète à l'Hôtel Palace (quatre étoiles).

● **Jambes parfaites.** Avec l'épilation orientale à base de miel et de citron. Hadjila, 7, rue du Laos, 75015. Tél. : 01-45-67-18-02. 120 F les demi-jambes.

● **Corps sculpté.** Chez Simone Nachmiach, dont le soin dure deux à trois heures durant lesquelles elle nettoie, masse, malaxe, remodèle. 10, rue Cambon, 75001. Tél. : 01-42-60-23-53. 800 F.

● **Teint de rose.** Chez Rose Marie Brunet, la grande spécialiste du massage jacquet, une technique de pincement qui muscle et draine le visage, 95, rue Jouffroy, 75017. Tél. : 01-47-63-33-03. 450 F.

● **Allure légère.** Avec le drainage lymphatique efficace réalisé par Valérie, ostéopathe de formation. Sothys, 128, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008. Tél. : 01-53-93-91-50. 440 F l'heure, 20 % de réduction sur dix séances.

● **Anti-stress.** La « lympho-énergie » associe drainage et pression sur les points d'acupuncture. Isabelle Tran, à l'Institut Guinot, 4, rue de la Paix, 75002. Tél. : 01-42-86-08-30. 1 h, 500 F.

● **Anti-peau d'orange.** Chez Galya Ortéga, dont la technique d'amincissement mêle massage et acupression, Centre Ressources, 26, rue de Washington, 75008. Tél. : 01-42-89-22-52. 300 F.

● **Appétit nature.** Une cantine en vogue, végétarienne, et gourmande, ce qui est rare : flanc de tofu aux oignons nouveaux, gnocchi de poissons aux herbes fraîches, lentilles corail en curry. Les 4 et 1 Saveurs, 72, rue du Cardinal-Lemoine, 75005. Tél. : 01-43-26-88-80. Fermé le lundi.

● **Supermarché écolo.** Des produits laitiers aux légumes nouveaux, la première grande surface bio : Les Nouveaux Robinson, 49, rue Raspail, 93100 Montreuil. Tél. : 01-49-88-70-44.



Dans la ville debout chère à Morand, et où les psychanalystes voient leur salle d'attente se désemplir, l'humeur, comme la Bourse, est au beau fixe. Mannequins, stylistes et *beautiful people* se croisent à Soho. Les gratte-ciel clignotent, et la consommation flambe. Sur le thème *Born to shop* (né pour acheter), Big Apple célèbre les nouvelles vertus du bien-vivre à l'américaine. Entre compétition et nonchalance, le corps s'impose comme le *nouveau héros des temps* modernes



new york
la fièvre de la mode

GREEN STREET.
Belle immaculée en tee-shirt de coton blanc, pantalon blanc et écharpe de plumes d'autruche, Helmut Lang. Nu-pieds blanc et or, Jil Sander *(ci-dessus et ci-dessous).*

TIMES SQUARE.
Robe drapée bourgogne, signée par Daryl K *(page de droite).*

Photos : Michel Nafziger
Réalisation : Kim Debus

À New York, les bistrots français n'ont jamais connu un tel succès. Encouragé par la vogue des épiceries « *organiques* », *l'appétit revient en mangeant* : certains restaurants affichent complet en permanence, mettent à la disposition de leurs meilleurs clients des numéros de réservation privés. De Fleamarket, dans l'East Village, à Balthazar, où se pratique désormais le *late lunch* (entre 15 heures et 17 heures), le style *french baguette* a ses adeptes. Le bien-vivre est le nouveau hobby des gens pressés.

Après Philippe Starck pour le Royalton, Andrée Putman pour le Morgan, un Français comme Christian Liaigre a été choisi pour l'aménagement du futur baby Ritz de Soho. Fidèle à l'esprit minimaliste sensuel de son décorateur, The Mercer sera inauguré fin mai par André Balasz, également propriétaire du Château-Marmont à Hollywood. Jamais les objets et pièces de mobilier français – de l'art déco aux années 50 – n'ont

> Pour certains, la mode et le merchandising seront aux Etats-Unis ce que la politique et l'économie furent au XXe siècle : l'expression réelle d'un pouvoir

connu une telle aura. Jusqu'à la mi-août, le Metropolitan Museum consacre une rétrospective à Jean Dunand, dont les paravents en laque attirent les collectionneurs de la Ve Avenue. Les financiers de Wall Street parlent, en souriant, des deux dernières années qui ont vu les cours de la Bourse exploser. Pour certains, la mode et le merchandising seront aux Etats-Unis ce que la politique et l'économie furent au XXe siècle : l'expression réelle d'un pouvoir. Pour Katherine Betts, chroniqueuse au sein du puissant *Vogue USA*, « *les gens comparent volontiers Ralph Lauren à Coca-Cola* ». Les profits mondiaux de l'empire de ce self-made-*man représentent 6 millions* de dollars.

Jamais les New-Yorkais n'ont dépensé autant d'argent pour leur maison et leur apparence, dominée *par le triomphe du casual chic*. C'est bien simple. Plus les pulls en cachemire (*signés* Malo, Marc Jacobs ou Lucien Pellat-Finet) sont chers, plus ils se vendent. New York, capitale de la mode ? En avril dernier, Claude Montana, Donatella Versace, Rifat Ozbek, avaient réservé leurs podiums new-yorkais. « *J'aime l'énergie de cette ville. J'aime les gens, le jour, la nuit. New York est le Nouveau Monde* », affirme le styliste turc.

Quelques jours plus tôt, les stylistes américains comme Michael Kors pour Céline, Marc Jacobs pour Vuitton, avaient investi Paris. Devant Sophia Loren et Robert de Niro, Giorgio Armani a même présenté son défilé préalablement interdit à Saint-Sulpice par la préfecture. Une vidéo en noir et blanc faisait état du fiasco parisien. Un Compact Disc fut même distribué, sous le titre *New York re-mix*. Le Viennois Helmut Lang, dont le défilé si attendu eut lieu sur Internet, y a élu domicile cette année et le Cubain Narcisso Rodriguez, nouveau directeur artistique de Loewe, y puise son inspiration. A l'ombre de Madison Avenue, conquis par les *mega world brands* (les plus grandes marques mondiales), de nouveaux quartiers de mode se développent, comme NoLIta, au Nord de Little Italy, à l'est de Soho. Deux Brésiliens y ont ouvert la boutique Language, qui présente une sélection d'objets et de prêts-à-porter en exclusivité. Un arrêt s'impose chez Wearmart (pour les chemises d'hommes en coton de couleur), chez Lucien Pellat Finet (Elizabeth Street), *avant un déjeuner léger* au Café Gitane.

Alors que le Costume Institute du Met célèbre le sportswear américain de Claire McCardell à Halston, New York promène allégrement ses *basics* signés Gap ou Banana Republic, ou plus luxueux, griffés Calvin Klein, Marc Jacobs ou Helmut Lang, dont les chemises *blanches sont emballées dans des* sacs à croissants. L'été approche, aussi beaucoup de New-Yorkais semblent sortir de leur club de sport, ou de leur *day spa* (détente, *piscine, Jacuzzi) dont le nombre se* multiplie. Le sport est un élément vital pour nombre de New-Yorkais, car il permet non seulement de se sentir mieux, mais de maintenir de *bonnes conditions physiques et* mentales dans une ville rythmée par la compétition.



Il y a peu de place pour l'amour à New York, la capitale des *singles*. *Une enquête récemment effectuée* par le *New York Magazine* a montré qu'ils sont plus de 3,1 millions, soit un habitant sur trois. 33 % d'entre eux sont des femmes de *trente ans et des poussières. Ces* célibataires sont les consommateurs privilégiés de mode, de produits de luxe. Leur bible a pour nom *Wall Paper*, un magazine où les plus que parfaits évoluent dans des appartements assortis. Fous *d'aromathérapie, ils fréquentent* le Carapan Urban Spa où, dans un décor américain indien, se dispensent toutes sortes de massages (du suédois tonique au shiatsu). Ils *achètent des draps chez Calvin ou* Ralph, des bougies de Donna Karan, et s'adonnent, comme elle, à la méditation chaque matin, avec une tenue adaptée. On parle de *lounging wear (tenue d'intérieur)*, idéale pour manger ses céréales « bio ». Ce qui n'empêche pas de rester les Nike sur terre. Ralph Lauren a même présenté une ligne *féminine sur le thème « Saville* Row », adapté aux nouvelles *power women* de cette fin de siècle. Toujours selon le *New York Magazine*, 41 % des hommes et 46 % des *femmes affirment qu'un bon job* vaut mieux qu'un bon partenaire !

Mary Trasko

guide

● **Hôtels.** The Mercer 99 Prince St. at Mercer, Soho, tél. : (212) 966-6060, fax : 965-3838. The Lowell 28 East, 63rd St. (entre Madison et Park Av.), tél. : 838-1400 (entre 325 et 1 800 dollars). The Roger Williams, 131 Madison Avenue (31rd St.), tél. : 448-7000, fax : 448-7007 (de 205 à 375 dollars).

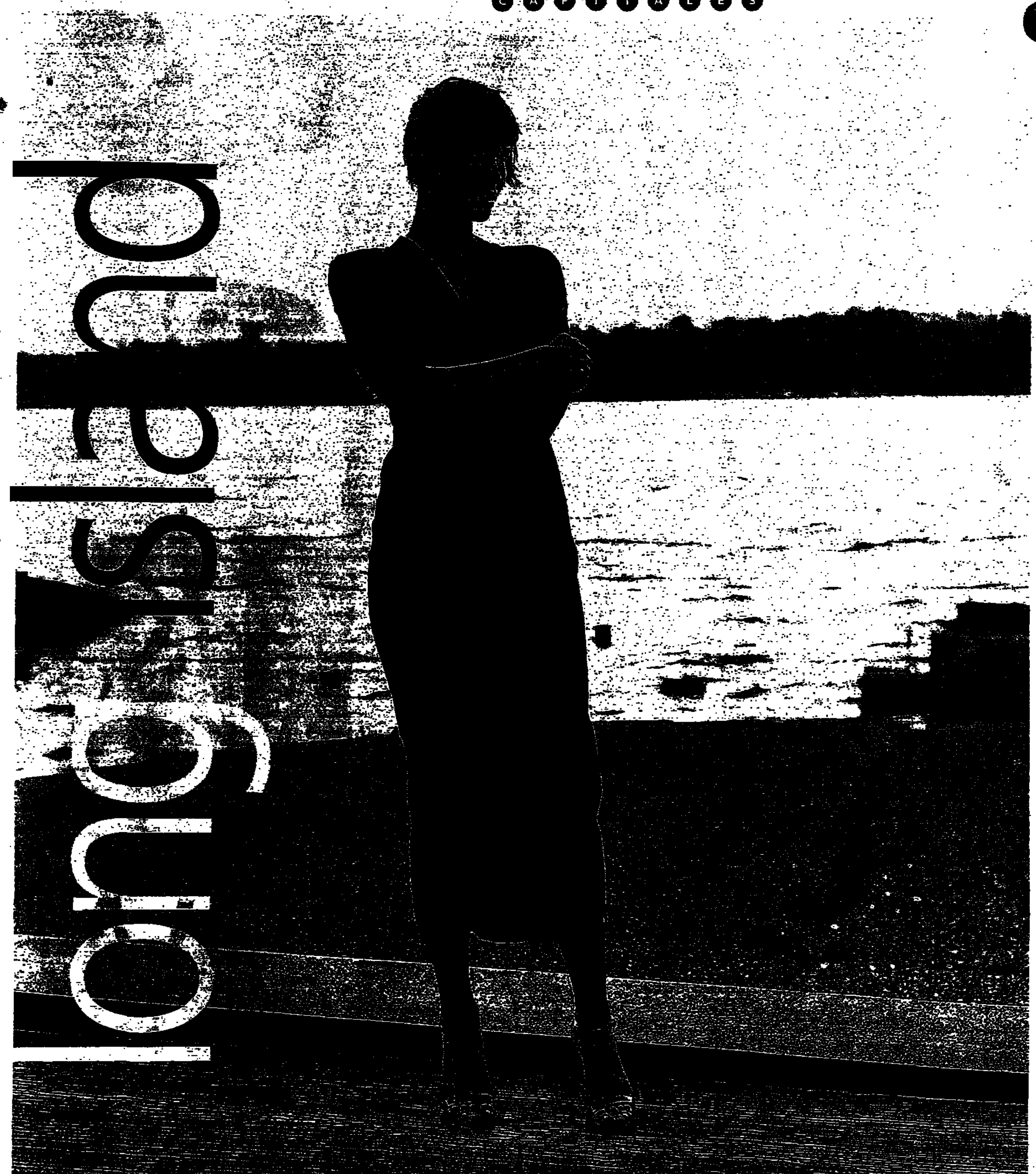
● **Restaurants.** Balthazar, 80 Spring St., Soho, tél. : 965-1414. Fleamarket, 131 Avenue A, East Village, tél. : 358-9280. Moomba, 133 Seventh Avenue South (10th St), *Greenwich Village, tél. : 989-1414. Café Gitane*, 242 Mott St. NoLIta, tél. : 334-9552.

● **Détente.** Carapan Urban Spa, 5 West 16th St., off Fifth Avenue, tél. : 633-6220. Bliss Spa, 568 Broadway, at Prince St., tél. : 219-8970.

● **Mode.** Helmut Lang, 80 Greene St., Soho, tél. : 925-7214. Marc Jacobs, *163 Mercer St., tél. : 343-3912. Language, 238 Mulberry St., tél. : 431-5566.* Isabel Toledo, 277 Fifth Av. Une galerie-boutique ouverte par un couple designer-styliste dans leur atelier. Transit, 665 Broadway at Bond St., tél. : 358-8726. Le paradis des Nike, New Balance, et autres « sneakers » cultes. Urban Outfitters, 628 Broadway entre Houston et Bleeker St., tél. : *475-00-09. Century 21 Department Store, 22 Cortland Street, tél. : 227-*9092. Daryl K, 21 Bond St.

● **Déco.** Aéro Studios. 132 Spring St., Soho, tél. : 966-1500. Entre esthétique zen et style Ralph Lauren. Gueridon. 357 Lafayette St., tél. : 677-7740. Les années 50 en vitrine. Troy. 138 Green St, Soho, tél. : 941-4777. *Pour les fous de wall paper.*

● **Expos.** Bonnard au MOMA (21 juin-13 octobre), 11 West 53 rd Str. Les nouvelles galeries du Whitney, dédiées à la collection d'art américain du musée (Edward Hopper, Giorgia O'Kleefe...), 745 Madison Avenue, 75th Street. Jean Dunand, Metropolitan Museum of Art (jusqu'au 16 août), *Fifth Avenue, 82nd Street. « American Ingenuity », ou l'histoire du* sportswear américain de Claire McCardell à Halston (jusqu'au 16 août), Fashion Institute of Technology, Seventh Avenue.



guide

● **Hôtels.** The Maidstone Arms, 207 Main St., East Hampton, tél. : (516) 324-5006. Bridgehampton Inn, 2266 Main St., Bridgehampton, tél. : 537-3660, dirigée par Anna Pump, auteur d'un livre de cuisine-culte, *Loaves and Fishes*. Hedges Inn, 74 James Ln., East Hampton, tél. : 324-7100. Gurney's Inn, Old Montauk Hwy., Montauk, tél. : 668-2345, American Hotel, Main Street Sag Harbor, tél. : 725-3535.

● **Bed & Breakfast.** The Hill Guest House, 535 Hill St., Southampton, tél. : 283-9889. Bridgehampton Motel, Montauk Hwy., Bridgehampton, tél. : 537-0197, tenu par Alexis Stewart, fille de la célèbre décoratrice américaine, Martha Stewart. The Beachcomber, 727 Old Montauk Hwy., Montauk, tél. : 668-2894.

● **Restaurants.** 95 School Street, 95 School St., Bridgehampton, tél. : 537-5555. The Bridgehampton Cafe, Main St., Bridgehampton, tél. : 537-2929. Della Femina Restaurant, 99 North. Main, East Hampton, tél. : 329-6666. Citron, Main St., Sag Harbor, tél. : 725-7575. Nick & Toni's, 136 N. Main St., East Hampton, tél. : 324-3550. Bobby Van's, Bridgehampton, tél. : 537-0590. The Candy Kitchen, Main Street, Bridgehampton (hamburgers).

● **Bar et musique.** The Wild Rose Cafe, Bridgehampton, tél. : 537-5050.

● **Sports.** Bateau : Rowland Boats & Motors, 1598 North Hwy, tél. : 283-3444. Equitation : Deep Hollow Ranch, Suffolk County Park. Surf : Main Beach Surf & Sport, Montauk Highway, Wainscott, tél. : 537-2716.

● **Vins.** Bridgehampton Winery, Sag Harbor Turnpike, tél. : 537-3155. Sagpond Vineyards, Sagg Road., tél. : 537-5106. Duck Walk, à Water Mill, tél. : 726-7555.

● **Shopping.** The Tanger Outlet Mall, tél. : 369-2724, Riverhead, 1770 W. Main. Tout Gap à moitié prix. Joan & David, Southampton, tél. : (516) 283-7481. Saks, Southampton, tél. : 283-3500.

● **Visites.** Sag Harbor Whaling and Historical Museum, Sag Harbor, tél. : 725-0770. Southampton Historical Museum, 17 Meeting House Lane, Southampton, tél. : 283-2494.

● **Antiquités.** Ruby Beet Antiques, Route 27, Bridgehampton, tél. : 537-28-02. English Country Antiques, Snake Hollow Road, tél. : 537-0606.

● **Sur Internet.** Pour les adresses : http://www.Hamptons.com Pour les potins : http://www.Danspapers.com

le meilleur des repos de manhattan

De Donna Karan à Billy Joël, des maisons de rêve aux soirées de charité où il faut être vu, Long Island s'apprête à célébrer le rituel de l'été. Dans les Hampton's, l'important est de recevoir « à la Gatsby ». Une visite s'impose

Le *memorial day*, c'est le dernier week-end de mai et le signal pour le tout-New York, qui prend ses quartiers d'été dans les Hamptons, à deux heures de Manhattan et à deux pas de l'Atlantique, sur cette presqu'île de Long Island qui s'étire jusqu'au promontoire rocheux de Montauk. C'est là que Steven Spielberg a tourné les scènes de son dernier film, *Amistad*. Spielberg propriétaire dans les Hamptons comme tous les autres : Dona Karan, Calvin Klein, le chanteur Billy Joël, le peintre Julian Schnabel, la décoratrice Martha Stewart ou le milliardaire George Soros.

A l'abri des regards, derrière les haies de thuyas, *ils passent là les* trois mois d'été, dans leurs maisons de rêve, s'échappent pour aller au restaurant chez Nick & Toni's ou participer au match de foot des stars en août. Seule entorse à leur *privacy*, une apparition aux *benefits*, ces soirées de charité où, moyennant finance, chacun peut espérer les apercevoir. Ils seront là le 29 août prochain, au *benefit* le plus branché des Hamptons, organisé par le metteur en scène Bob Wilson, pour financer son centre culturel, et où l'année dernière Lou Reed etLaurie Anderson côtoyaient Giorgio Armani.

L'été dans les Hamptons, c'est un rituel qui remonte au siècle dernier, lorsque peintres et écrivains découvrent ce territoire autrefois habité par les Indiens Algonquins, conquis par les Anglais puis mis en valeur par les premiers colons, et s'extasient sur les paysages sauvages de « Paumanok » (nom indien de Long Island), immortalisés par le poète Walt Whitman. Les milliardaires suivent. *Et, en 1891, sur les collines* de Shinnecock, le premier terrain de golf américain est inauguré. Le ton est donné : les Mellons, Camerons, de Witt et autres tycoons se font construire, par des architectes de renom, de somptueuses demeures avec vue imprenable sur l'Atlantique. Truman Capote y côtoie Gary Cooper, qui assiste en smoking blanc *aux fêtes de Consuelo Vanderbilt* dans les années 50.

« Les locomotives du show-business sont arrivées dans les années 80 », explique un pilier de Bobby Van's, le bar à la mode de Bridgehampton. En vingt ans, le prix des terrains a été multiplié par cent. *« En fait, il y a deux fois plus de monde qu'avant et cent fois plus d'argent. »* Résultat : de fin mai à début septembre, les Hamptons ne désemplissent pas. Trois mois durant lesquels la route 27 jusqu'à Montauk n'est qu'une file ininterrompue de Mercedes, Porsche et 4 x 4. Les plus riches préfèrent l'avion. Les habitués choisissent le bus, le célèbre « Jitney » vert et blanc où l'on repère à bord les têtes connues.

On voyage léger, en « chinos » beige (pantalon de toile porté par les colons anglais puis par les GI's aux Philippines) et polo Ralph Lauren. Le reste de la garde-robe est sur place. Car, ici, peu d'hôtels ou de *bed and breakfast* ; mieux vaut être propriétaire, locataire *ou invité. D'ailleurs, dans les* Hamptons, tout est privé : piscine, tennis, club de golf, club hippique, comme celui de Sag Pond Farm, de l'Allemand Christian Wolffer, où les chevaux, luisants de propreté, ont une séance d'UV quotidienne pour le tonus ! Même l'accès aux plages n'est autorisé qu'aux véhicules munis de papillons saisonniers.

Les plages, justement, les grandes plages de l'Atlantique, où le héros de *Wall Street*, interprété par Michael Douglas, prend du recul, son portable à la main, au plein cœur de la tempête financière, sont le premier lieu de sociabilité des Hamptons. On y vient avec son matelas et son parasol. On se baigne (à moins que les scènes les plus sanglantes des *Dents de la mer*, tournées sur place...), on court, on surfe, on pique-nique, on se marie et on y baptise les enfants à l'eau de mer !

Peu de chances d'y apercevoir les célébrités, mais on se console en remplissant son carnet de bal. Il y a les événements à ne pas manquer, le marathon de *Dan's paper*, le feu d'artifice de Bay Harbor, le concours hippique, « The Hampton Classic », les matchs de polo de Bridgehampton ou le festival du film d'East Hampton. Et puis il y a les *parties*. Car l'été, dans les Hamptons, tout est prétexte à recevoir à la Gatsby, au bord des piscines ou sous de grandes tentes écrues dressées sur des pelouses à la tonte irréprochable... pour dîner de homards ou goûter le vin de « sa » récolte (c'est à la mode).

Dan Rattiner, rédacteur en chef du journal local, *Dan's paper*, et auteur d'un livre, *Qui est dans les Hamptons ?*, connu pour son costume blanc et son chapeau de paille, n'en manque pas une. Il recommande *« une tenue informelle »* pour les soirées d'East Hampton et de Bridgehampton, *« une veste, verte de préférence »* pour celles de Southampton, *« parce que c'est la couleur de la ville »*. Il est vrai que c'est aussi celle du dollar.

Pascale Richard

eden
cèdre et volupté

Quand les Hamptons abritent des petites « folies » avec vue sur l'océan

On les connaît pour les avoir vues dans des magazines de décoration, ces immenses demeures, style « Queen Anne », couvertes de *shingles*, de larges planches de bois de cèdre qui grisent aux intempéries. Les plus belles ont vue sur l'océan ou sur les étangs, fréquentés par les canards et les oies sauvages : Georgica Pond, Lily Pond ou Lake Agawam où habite, entre autres, l'ambassadeur Félix Rohatyn. De grands architectes américains comme Robert Venturi, Stern, Richard Meier, Gordon Bunshaft ont construit des « folies » dans les Hamptons. Certaines de ces maisons sont des chefs-d'œuvre, comme celle dessinée par Stanford White pour Samuel Parrish ou le « Nid de papillon », construit par Robert Appleton pour l'héritier des produits pharmaceutiques Johnson et qui vient de se vendre 12 millions de dollars (72 millions de francs).

P. R.

هكذا من الأصل

DETAILS

un week-end pour lui



FARNIENTE.
Mules en cuir rouge, 950 F, J. Fenestrier.

DÉPART.
L'UTC, montre d'aviateur à mouvement automatique, disque 24 heures indiquant l'heure universelle. 20 400 F, IWC.



PLEIN SUD.
Pantalon en lin à fines rayures et taille coulissée, deux poches côté et une poche arrière, 1 050 F, Ermenegildo Zegna.

BALLE DE MATCH.
Polo « clairfontaine », réédition d'une chemise Lacoste de 1964. pour les 65 ans de la marque, 495 F, ceinturon militaire Ralph Lauren Polo Sport, 295 F et pantalon en coton côtelé, 590 F, APC.

Photos : Joseph Benita
Réalisation : Ghislaine Rénier



EN PISTE.
Baskets rétro en nubuck doublé de cuir, 890 F, Trussardi.



BAROUDEUR.
Mocassins à picots en cuir grainé chocolat, 1 100 F, Tod's, et ceinture tressée en cuir et corde, 500 F, Ermenegildo Zegna.

TRANCHANT.
Couteau japonais en acier, manche incrusté de cuir galuchat et étui assorti, 1 800 F, Serge Amoruso.



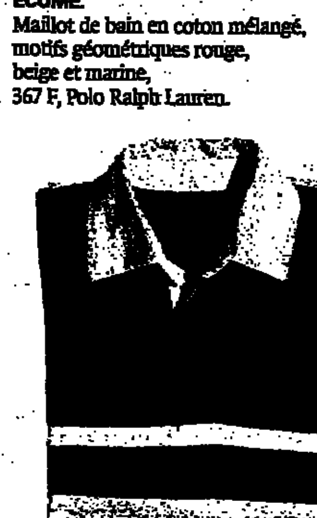
RIVIERA.
De haut en bas, chemise-polo manches courtes en lin et soie, 1 750 F, ST Dupont, chemise gris perle en voile de lin, 780 F Agnès b homme, et chemise-polo en coton mercerisé gris souris, 825 F, Sulka.

NAGEUR.
Maillot de bain en coton mélangé bleu et blanc, vendu dans une housse assortie, 850 F, Lanvin.



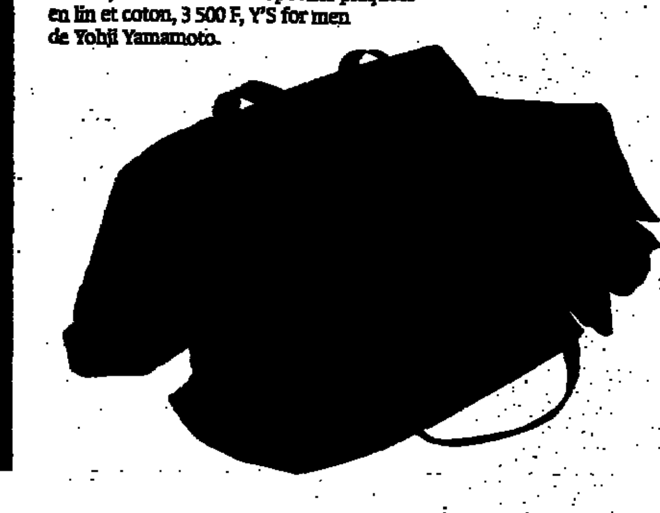
ÉCUME.
Maillot de bain en coton mélangé, motifs géométriques rouge, beige et marine, 367 F, Polo Ralph Lauren.

JET SET.
De gauche à droite, ceinturon en cuir façon croco, 740 F, Trussardi, lunettes bandeau en métal brossé, 770 F, Emporio Armani et lunettes en métal peint, Byblos, 710 F



RUGBY SHIRT.
Polo en coton rayé à manches longues, 800 F, Ermenegildo Zegna.

JETLAG.
Sac de voyage en cuir grainé fermé par une bande velcro, 5 500 F, Trussardi. Dessus, une veste droite à poches plaquées en lin et coton, 3 500 F, Y'S for men de Yohji Yamamoto.



LOUP DE MER.
Polo rayé à manches longues en maille piquée, 395 F, Breuer.



la dolce vita

la dolce vita rome retrouvée

Entre luxe et vitelloni, de la via Veneto à la place d'Espagne, les épicentres des vanités sortent leurs griffes pour l'été

En 1960, lors du scandale provoqué par sa *Dolce Vita*, Fellini congédia ceux qui, à l'inverse, le félicitaient d'avoir brocardé les vices de la société romaine : *« Je voulais seulement montrer combien la vie était douce. »* Dérive dorée des essaims de *motorini* (Vespa), fonçant pleins gaz vers Cineccitta – *alors à un quart d'heure* – ou vers les plages, où les mentons bleuissaient avec l'aube lors d'un dernier scotch-Perrier. A l'époque, Anita Ekberg, « la panthère phosphorescente », et Ingrid Bergman riaient avec Anna Magnani ou Patty Bravo, la Françoise Hardy romaine (*« Ô mon enfant, ne ris pas de mon amour »*), sous l'œil stylé des riches Iraniens à la terrasse plastifiée du Café de Paris ou devant les glaïeuls de l'Hôtel Excelsior. Cette décade 1955-1968 fut la dernière au cours de laquelle Rome eut rendez-vous avec l'Histoire – qui l'avait quittée depuis si longtemps. Aujourd'hui, les paparazzi ne s'empoignent plus via Veneto, l'ex-boulevard du Vice rangé des Ferrari. Sur ces Champs-Elysées en tire-bouchon, des religieuses défilent en levant haut l'image de leur sainte patronne, suivies par des *monsignore* en clergyman, chaloupant comme des *ragazzi*.

Si l'Italie prépare son entrée dans l'euro – avec un impôt qui fait grincer la classe moyenne –, Rome, elle, fait peau neuve pour l'an 2000 : dès l'entrée dans le « Millenium », une certaine porte s'ouvrira dans la basilique Saint-Pierre, pour la rémission des passants. Le nombre des pécheurs venus en reconnaissance amène les Romains à programmer, pour l'an 2000, des vacances exotiques. De son côté, la ville presse ses chantiers. Les Caravage et les Raphaël de la Galerie Borghese ont été rendus au public et, dans tout le centre, les crépis troquent le *sfumato* poétique pour une gloire une peu trop neuve. A Rome, l'apparence est essence et les touristes ne sont pas les seuls atomes du fleuve humain qui écume, les samedis de soleil, sur la place d'Espagne et la via Condotti, épicentres des vanités. Costume façon Blues Brothers révisé mafioso ou torse nu à la Spartacus, jupette blanche sur chemisier tilleul, les Vitelloni de Rome, masqués de lunettes solaires Gucci, chahutent la *passeggiata*, au grand dam des Japonaises encombrées de gros sacs Prada.

Rome a son style. L'ostentation y est moins celle du porte-monnaie – Milan – que celle du corps. Les bijoux s'incarnent sous la griffe de Bulgari. Coloriste fervente et créatrice de formes, cultivant la netteté romaine ou l'exubérance exotique, cette dynastie joaillière unique en Italie a toujours su parer son temps : *« Dès l'après-guerre*, explique Paolo Bulgari, *mon père a voulu faire des bijoux pour tous, avec des cabochons de pierres fines. »* Ce qui n'empêche pas les commandes spéciales d'être chaque année plus nombreuses !

Bulgari, qui griffe aussi des montres et des parfums – d'une rare délicatesse – abordera bientôt le cuir et les arts de la table. Cotée en bourse, la maison reste familiale. C'est également le cas de Fendi, où les Romaines huppées viennent acheter les fourrures qu'elles porteront en toute saison (sauf l'été). Leur fabrication relève du secret d'état. Des Russes dépensent des fortunes pour ces toisons légères comme plumes, aussi souples qu'un gant et dont l'apparence prend celle d'un tissu : robe en vison épilé, orylag tressé double face, cape en tulle brodée de pétales de rat musqué, et même un sac à commissions en vison « tellement léger », pour valoriser ses légumes. *« Au plus fort de la croisade anti-fourrure*, sourit Mariano Manselli, directeur de Bulgari à Rome, *nous proposions des manteaux réversibles : la doublure en soie pouvait camoufler la fourrure. »*

« La Dolce Vita n'est pas tout à fait morte », dit Valentino. Son souvenir plane, l'été, dans les cinémas en plein air, les fêtes populaires et les petits marchés. Il se concentre dans les jardins suspendus qui coiffent les palais de « l'aristocratie noire », jadis liée au pape. Il vagabonde aux terrasses de la Trattoria della Croce, où les stars du câble et les rois de l'immobilier boivent du *frascati* avec de vieilles vedettes françaises, aussi chéries par l'Italie qu'oubliées de leurs concitoyens. Et à deux pas de là, la piazza Navona pulse ses touristes.

Jacques Brunel

SAN PAOLO AL CIELO.
Sur Lida, originaire de Yalta et star montante de l'agence Marilyn (campagne d'Alberta Ferretti avec Paolo Roversi et Fendi avec Nathaniel Goldberg), une robe près du corps en crêpe rouge, Valentino Boutique. Mules en cuir blanc rebrodées de passementeries rubis, Valentino Couture.

Photo : Pierre-Olivier Deschamps
Réalisation : Martine de Menthon, assistée d'Anna Karin
Coiffure : Greg chez Carole
Maquillage : Charlotte Willer chez Carole



FLAMINIA.
Sac en technico noir, attaches Velcro sur le côté, Trussardi, gilet-blouson en maille beige, Salvatore Ferragamo.

valentino
les doigts d'or

C'est le retour de la Dolce Vita, titrait en 1991 *Il Messaggero*, après la fête donnée par Valentino en l'honneur de ses trente ans de mode. Le couturier avait alors dépensé trente millions de francs pour inviter à Rome les stars – *Gina Lollobrigida, Liz Taylor, Monica Vitti...* – qui s'y pressaient spontanément vingt-cinq ans plus tôt. Valentino Garavani se souvient de la folle décennie 60 : *« Les terrasses de la via Veneto étaient bondées d'acteurs américains. Et j'étais le jeune couturier à la mode, que tout le monde voulait connaître. »* Y conçut-il sa fascination pour les stars et le style Hollywood ? En 1966, Valentino était un étranger parmi les étrangers. Né dans l'industrieuse Lombardie, le jeune homme avait appris la coupe au sein du glorieux Paris de Monsieur Dior. Sept ans plus tard, il apporte son enthousiasme à Rome, capitale de la Dolce Vita et de la haute couture italienne qui cultive alors un conformisme grand genre. *Il faut que les acheteurs américains consacrent Valentino à Florence en 1961 pour que celui-ci entre en vainqueur à Rome.*

Si l'homme *« sort peu »*, il n'en fréquente pas moins salons et ministres. Comme ses pairs à Milan, il s'est arrogé un palais, à une bobine de fil de cette place d'Espagne qu'il régala longtemps de ses défilés. Le Palazzo Mignanelli appartient au clergé – comme près de la moitié de Rome. Espions obligent, cette noble maison est aussi un bunker, truffé de vidéos où chacun se laisse observer de la cour intérieure. C'est là que Valentino s'adonne aux pompes ruineuses de la haute couture. Pour équilibrer ses comptes, la maison a limité ses ventes tout comme ses ouvrières, mais soixante-cinq dames aux mains de fée y officient toujours sous les statues fleuries de la Madone. Tout en déplorant que *« la haute couture soit désormais moins considérée à Rome que le prêt-à-porter »*, la Signora Mercuri, première d'atelier, se félicite de l'esprit familial qui anime son petit monde, prêt à travailler plus de cent heures sur des robes à 360 000 F, enrichies de broderies milanaises – ou parisiennes – que d'autres partiront faire essayer au bout du monde.

« Rome est une maîtresse délicieuse, écrit Valentino, *qui nous fait croire que nous sommes éternels. J'aime ses lumières, ses atmosphères, ses couleurs. »* Mais, *« c'est une ville où il ne faudrait pas travailler »*. Ce roi de Rome se sent parfois un peu exilé, loin des acheteurs, des clientes couture et des mannequins. Aussi international que sa réputation, ce jet-setter qui possède cinq maisons de par le monde ne défile plus dans sa ville depuis 1981. Il présente son prêt-à-porter à Milan et sa haute couture à Paris, où il vient d'acquérir deux étages, place Vendôme. Mieux, l'enfant chéri des Romaines a vendu sa maison pour 1,7 milliard de francs à un puissant groupe industriel du Nord contrôlé par Fiat, qui veut concurrencer LVMH sur le terrain du luxe... Pas question, pour autant, d'abandonner Rome.

J. B.

VENETO.
Haut de lin satiné noir et latex transparent, *Prada*, pantalon en crêpe noir, Emporio Armani. Présentée à la foire de Bâle en avril dernier, la montre « Aluminium » à quartz au bracelet articulé de caoutchouc noir, Bulgari, 9 000 F.

guide

● **Hôtels.** Albergo Abruzzi, 69 piazza de la Rotonda, tél. : 00 39 6 679 20 21. Devant le panthéon. Grand Hôtel Plaza, 126 via del Corso, tél. : 992 11 11. Un palace viscontien dans l'artère battante du centre historique.

● **Restaurants et cafés.** Antico Caffè Greco, 86 via del Condotti, tél. : 678 54 74. Trattoria della Pace, I via della Pace, tél. : 686 48 02. *Café de Paris* : 90 via Veneto, tél. : 488 52 84, pour sa terrasse-culte, dans la rue de l'Hôtel Excelsior.

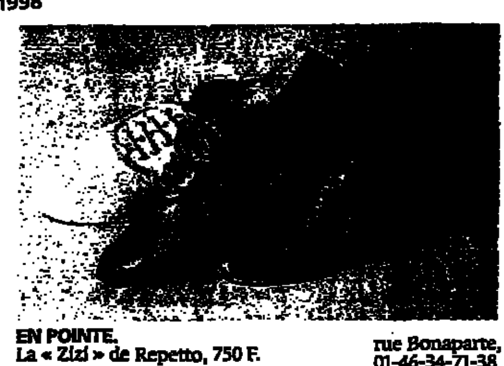
● **Mode.** Valentino Haute Couture, 22 Piazza Mignanelli, tél. : 673 92 42. Et aussi : 16 via Bocca di Léone (Miss V) ; 13 via Condotti (lignes homme et femme) ; Fendi, 36 via Borgognona, tél. : 679 764 1. Pour les fourrures et les bagages : Prada, 95 via dei Condotti ; *Gucci, 8* via dei Condotti ; Bulgari, 10 via dei Condotti.

● **Musées.** Galleria Borghese, 5 *piazza Scipione Borghese, tél.* : 855 73 77. Une somptueuse pinacothèque complète à présent la statuaire. Réservation préalable obligatoire.

هكذا من الأصل

les adresses

Accostages.
4, rue Saint-Nicolas. 75012,
tél. : 01-44-87-03-36
Agnès b. La Maison sur l'eau.
19, rue du Jour, 75001,
tél. : 01-42-33-27-34
Agnès b. Voyage.
15, rue du Cherche-Midi
75006, tél. : 01-45-44-44-63
Agnès b. Homme.
25, avenue Pierre-Ier-de-Serbie, 75016,
tél. : 01-47-23-36-69
Serge Amoruso.
39, rue du Roi-de-Sicile, 75004,
tél. : 01-48-04-97-97
APC Hommes.
4, rue de Fleurus, 75006,
tél. : 01-45-49-19-15.
Par correspondance au 01-44-39-06-60
Emporio Armani.
149, boulevard Saint-Germain
75006, tél. : 01-45-48-62-15
Boutique du musée des Arts déco.
107, rue de Rivoli
75001, tél. : 01-42-93-21-31
Breuer.
56, rue de Rennes, 75006,
tél. : 01-45-44-63-38
Bulgari.
10-12, place Vendôme, 75001,
tél. : 01-42-44-13-44
Byblos.
Renseignements au 04-92-96-66-00
Cartier.
51, rue François-Ier, 75001,
tél. : 01-53-93-95-20
Vivianne Cazeneuve.
chez Maria Luisa, 2, rue Cambon,
75001, tél. : 01-47-03-96-15
Amy Chan.
Renseignements au 01-43-40-51-00
Hervé Chapelier.
au Printemps, 64, boulevard
Haussmann, 75009,
tél. : 01-42-82-50-00
Colette.
213, rue Saint-Honoré, 75001,
tél. : 01-55-35-33-90
Patrick Cox.
62, rue Tiquetonne, 75002,
tél. : 01-40-26-66-55
ST Dupont.
171, boulevard Saint-Germain,
75006, tél. : 01-45-44-95-88
Eres.
2, rue Tronchet, 75008,
tél. : 01-40-32-43-41

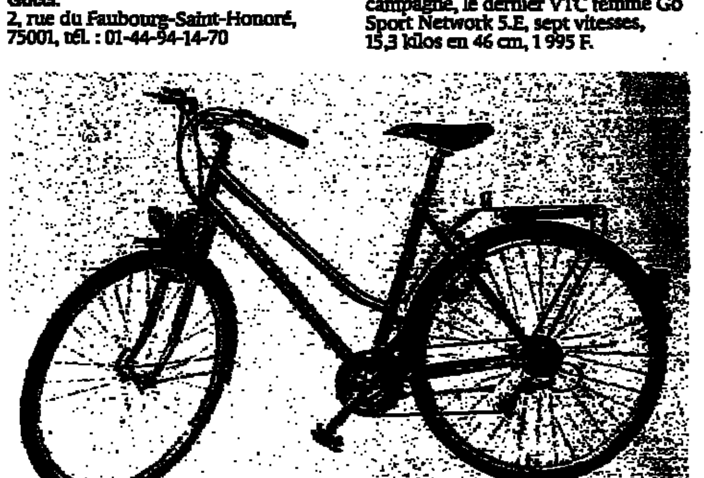


EN POINTE.
La « Zizi » de Repetto, 750 F.

Fenestrier.
23, rue du Cherche-Midi, 75006,
tél. : 01-42-22-66-02
Salvatore Ferragamo.
45, avenue Montaigne, 75008,
tél. : 01-47-23-36-37
Jean-Paul Gaultier Lunettes.
Tél. : 01-53-58-01-23
Go Sport.
3615 Go Sport
Annick Goutal.
12, place Saint-Sulpice, 75006,
tél. : 01-46-33-03-15
Gucci.
2, rue du Faubourg-Saint-Honoré,
75001, tél. : 01-44-94-14-70

Double Hapiness.
Galerie Joyce,
168-173, galerie de
Valois, 75001,
tél. : 01-40-15-03-72
Hermès.
24, faubourg
Saint-Honoré, 75008,
tél. : 01-40-17-47-17
Hogan.
71, rue des
Saints-Pères, 75006,
tél. : 01-45-49-39-18
IWC.
chez Les Montres, 58,
rue Bonaparte, 75006, tél. :
01-46-34-71-38
Stéphane Kélian.
6, place des Victoires, 75002,
tél. : 01-42-61-60-74
Calvin Klein.
45, avenue Montaigne, 75008,
tél. : 01-47-23-62-22
Christian Lacroix.
73, rue du Faubourg-Saint-Honoré,
75008, tél. : 01-42-68-79-04
Lafont.
17, boulevard Raspail, 75006,
tél. : 01-41-46-16-80

PISTE CYCLABLE.
Pour se déplacer en ville ou à la campagne, le dernier VTC femme Go Sport Network 5.E, sept vitesses, 15,3 kilos en 46 cm, 1 995 F.



CANICULE.
Robe Pleats Please Issey Miyake, sac H. Chapelier, écharpe de soie C. Lemaire, lunettes Ralph Lauren.
Stylisme : Maxime Vibert.

JOSEPH BENITA

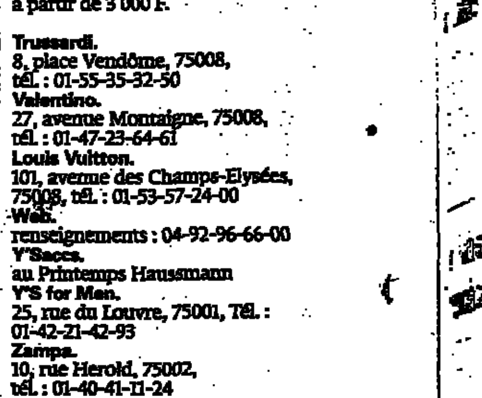
Lancel.
8, place de l'Opéra, 75009,
tél. : 01-47-42-37-29
Lanvin.
15, rue du Faubourg-Saint-Honoré,
75008, tél. : 01-44-71-31-33
Ralph Lauren Lunettes.
chez Optix de la Madeleine,
14, boulevard de la Madeleine, 75001,
tél. : 01-42-65-47-36
Polo Ralph Lauren.
2, place de la Madeleine, 75008,
tél. : 01-44-77-53-50
Christophe Lemaire.
33, rue Saint-Sabin, 75011,
tél. : 01-47-00-52-32

Levi's.
7, rue Pierre-Lescot, 75001,
tél. : 01-45-08-18-19
Miu-Miu.
10, rue du Cherche-Midi, 75006,
tél. : 01-45-48-63-33
Nike.
Renseignements 3615 Nike
Dries Van Noten.
Chez Onward, 147, boulevard
Saint-Germain, 75006,
tél. : 01-55-42-77-55
Pleats Please d'Issey Miyake.
201, boulevard Saint-Germain, 75006,
tél. : 01-45-48-10-44

Prada.
10, avenue Montaigne, 75008,
tél. : 01-53-23-99-40
Repetto.
22, rue de la Paix, 75002.
Points de vente : 01-44-71-83-10
Sergio Rossi.
22, rue de Grenelle, 75007,
tél. : 01-42-84-07-24
Jil Sander.
52, avenue Montaigne, 75008,
tél. : 01-44-95-06-70
Les Salons du Palais-Royal Shiseido.
142, galerie de Valois, 75001,
tél. : 01-49-27-09-09
ou 3617 Salons Shiseido
Shu Uemura.
176, boulevard Saint-Germain, 75006,
tél : 01-45-48-02-55
Sulka.
2, rue de Castaglione
75001, tél. : 01-42-60-38-08
Tod's.
50, rue du Faubourg-Saint-Honoré,
75008, tél. : 01-42-66-66-65



FÉTICHE.
Les célèbres trois anneaux en or jaune, rose et blanc, de Cartier (1924), à partir de 3 000 F.



Trussardi.
8, place Vendôme, 75008,
tél. : 01-55-35-32-50
Valentino.
27, avenue Montaigne, 75008,
tél. : 01-47-23-64-61
Louis Vuitton.
101, avenue des Champs-Elysées,
75008, tél. : 01-53-57-24-00
Web.
renseignements : 04-92-96-66-00
Y'Saccs.
au Printemps Haussmann
Y'S for Men.
25, rue du Louvre, 75001, Tél. :
01-42-21-42-93
Zampa.
10, rue Herold, 75002,
tél. : 01-40-41-11-24
Ermenegildo Zegna.
10, rue de la Paix, 75001,
tél. : 01-42-61-67-61

New York by night

23 heures

Après un *disco nap* (sieste nocturne favorite des New-Yorkais), aller dîner chez Veselka, aux spécialités *Middle East*, 144 Second Avenue, 9th St. dans l'East Village, tél. : (212) 228-9682. Ou encore dans des bistrots français comme Florent, 69 Gransevoort St., entre Washington et Greenwich, tél. : 989-5779. Situé dans le Lower East Side, il est ouvert jusqu'à 5 heures du matin en semaine et vingt-quatre heures sur vingt-quatre le week-end : bonne cuisine et disco d'ambiance. Le meilleur *mix* d'uptown et de downtown, comme le confirme la clientèle brillante, de la princesse Lee Radzivill aux dragqueens de Manhattan.

COUSSINS D'AIR.
Rollerblade Air Tailwind, 1 699 F, Nike.

Minuit

Rendez-vous chez Lot61. Le restaurant qu'affectionnent les *chic urban sophisticates* : ouvert pendant la dernière *Fashion Week* et conçu par Diana Vinoly, dans le nouveau quartier des galeries d'art à l'ouest de la 10e Rue, dans Chelsea, il attire chaque soir acteurs, mannequins, directeurs artistiques et oiseaux hype. Lot61, 550 West, 21st St. Tél. : 243-6555.

2 heures du matin

Shine, 258 West Broadway at Canal St., tél. : 941-0900, est l'un des nouveaux cabarets qui montent, avec, au programme, go-go dancers, magiciens, cracheurs de feu et trapézistes. Et, pour acheter le dernier *remix* de *dance* avant d'en avoir les oreilles qui vibrent au Tunnel ou au Twilo, rendez-vous chez Roxy, 515 West, 18th St., at Tenth Avenue, tél. : 645-5156.

REMIX.
Lecteur-enregistreur pour MiniDisc portable MZ-R50, 2 500 F, Sony.

3 heures du matin

Tunnel, 220 Twelfth Avenue, 27th St., tél. : 695-4682, est le méga-club new-yorkais. Des milliers de noctambules s'y pressent chaque week-end, aimantés par le DJ culte Danny Tenaglia, qui a lancé son propre label *trance*. La fête continue en principe jusqu'à 10 heures du matin, entre gays, Mr Muscle et foule en faux Gucci.

4 heures du matin

Twilo, 530 West, 27th St. entre la 10e et la 11e Avenue, ne désemplit pas, et la file d'attente devant l'entrée ne se réduira pas avant 7 heures du matin. Le DJ Junior Velasquez y officie, devant ses fans venus écouter ses *remix* d'Elton John et de Dolly Parton. Sans distinction de sexe, de territoire, l'adresse des *open nineties*.

5 heures du matin

Une petite faim de l'aube ? Pour prendre un petit déjeuner matinal et se recharger en vitamines : l'Empire Dinner (10th Avenue et 22nd St.) s'impose. Situé à quelques blocs du Roxy et du Tunnel, c'est un classique new-yorkais, ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Noter la concentration extrême de lunettes noires, qui complètent la panoplie des « Chelsea Boys ».

9 heures du matin

S'il ouvre à 4 heures du matin, le Flea Market, 26th St., Avenue de Los Americas, tél. : 358-9280, attire dès 9 heures la faune de la mode et du cinéma, d'Uma Thurman à Linda Evangelista en passant par la styliste Anna Sui, venue chiner dans le quartier. Le mieux est de flâner à pied ou de louer des rollers chez Starting Line, 180, 8th Avenue, tél. : 691-4729, et de longer les quais, de la 23rd St. West (au niveau du West Side Highway) jusqu'au point le plus au sud de l'île de Manhattan (environ 3 kilomètres). Une carte postale de New York en été, où se retrouvent kids, joggers, fous de skate, cyclistes et *weekenders* qui prennent le soleil sur les pelouses situées devant le World Financial Center. Un aller-retour s'impose depuis Battery, à bord du Staten Island Ferry, pour admirer, avant d'aller dormir, Manhattan vue de l'eau…

Guide

Time Out « New York » et *New York Magazine, The Village Voice*, et *Homo Extra, MetroSource, Next* pour les voyageurs gays et lesbiennes.

Chip Cordelli

